



78.908/1

Avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, fait à Hanoï le 30 juin 2019.

Voorontwerp van wet houdende instemming met de Investeringsbeschermingsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Socialistische Republiek Vietnam, anderzijds, gedaan te Hanoi op 30 juni 2019.

PHILIPPE,

FILIP,

ROI DES BELGES,

KONING DER BELGEN,

**A tous, présents et à venir,
Salut.**

**Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
Onze Groet.**

Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères et des Affaires européennes, du Ministre de l'Emploi et de l'Economie, du Ministre des Finances et du Ministre chargé du Commerce extérieur,

Op de voordracht van de Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken, van de Minister van Werk en Economie, van de Minister van Financiën en van de Minister belast met Buitenlandse Handel,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Le Ministre des Affaires étrangères et des Affaires européennes, le Ministre de l'Emploi et de l'Economie, le Ministre des Finances et le Ministre chargé du Commerce extérieur, sont chargés de présenter, en Notre nom, à la Chambre des représentants le projet de loi dont la teneur suit :

De Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken, de Minister van Werk en Economie, de Minister van Financiën en de Minister belast met Buitenlandse Handel, zijn ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam bij de Kamer van volksvertegenwoordigers in te dienen:

ARTICLE 1^{er}

ARTIKEL 1

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

ART. 2

L'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, fait à Hanoï le 30 juin 2019, sortira son plein et entier effet.

ART. 3

Les modifications et les mesures transitoires adoptées sur la base de l'article 4.21, alinéa 5, de l'Accord de protection des investissements, sortiront leur plein et entier effet.

Donné à

ART. 2

De Investeringsbeschermingsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Socialistische Republiek Vietnam, anderzijds, gedaan te Hanoi op 30 juni 2019, zal volkomen gevolg hebben.

ART. 3

De wijzigingen en overgangsregelingen aangenomen op basis van artikel 4,21, lid 5, van de Investeringsbeschermingsovereenkomst, zullen volkomen gevolg hebben.

Gegeven te

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires étrangères et
des Affaires européennes,

VAN KONINGSWEGE:

De Minister van Buitenlandse Zaken en
Europese Zaken,



Maxime PRÉVOT

Le Ministre de l'Emploi et de l'Economie,

De Minister van Werk en Economie,

David CLARINVAL

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

Jan JAMBON

Le Ministre chargé du Commerce extérieur,

De Minister belast met Buitenlandse Handel,

Theo FRANCKEN

Avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, fait à Hanoï le 30 juin 2019

Voorontwerp van wet houdende instemming met de Investeringsbeschermingsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Socialistische Republiek Vietnam, anderzijds, gedaan te Hanoi op 30 juni 2019

Exposé des motifs

Memorie van toelichting

1. Eléments de contexte, négociation et signature

Avec plus de 660 millions de consommateurs et une classe moyenne en rapide augmentation, les économies à forte croissance du Sud-Est asiatique sont des marchés clés pour les exportateurs et les investisseurs de l'Union européenne. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) prise dans son ensemble est, derrière les États-Unis et la Chine, le troisième partenaire commercial de l'UE en dehors de l'Europe, avec des échanges bilatéraux de biens atteignant 252,2 milliards d'euros en 2023. Le commerce bilatéral de services s'élevait à 126,1 milliards d'euros en 2022. Par ailleurs, l'UE, troisième partenaire commercial de l'ANASE après la Chine et les États-Unis, y est le deuxième investisseur direct étranger, avec un stock total d'investissements directs s'élevant à 400,1 milliards EUR (2022). À son tour l'ANASE est le deuxième investisseur direct étranger asiatique en UE avec un stock total d'investissements directs s'élevant à 195,6 milliards d'euros (2021).

Le Vietnam a repris le rôle de Singapour en tant que premier partenaire commercial de l'UE au sein de l'ANASE, ses échanges de biens avec l'Union ayant atteint 64,2 milliards EUR en 2023. Il figure parmi les pays de l'ANASE qui affichent la croissance la plus rapide. Pendant la dernière décennie, le taux de croissance moyen du PIB y était d'environ 6 % et, selon les prévisions, ce taux devrait se maintenir. Le Viêt Nam est une économie florissante qui compte plus de 90 millions d'habitants, sa classe moyenne connaît l'expansion la plus rapide au sein de l'ANASE et sa main d'œuvre est jeune et dynamique. Attirés par son taux d'alphabétisation et ses niveaux d'éducation élevés, ses salaires comparativement faibles, sa bonne connectivité et sa situation centrale au sein de l'ANASE, les investisseurs étrangers sont de plus en plus nombreux à choisir le Viêt Nam comme plateforme desservant la région du Mékong et au-delà.

Peu après le lancement, en 2007, des négociations pour un accord commercial interrégional entre l'UE et l'ASEAN, il est apparu que les différences entre les deux blocs étaient trop importantes. En réponse à cela, l'UE a

1. Elementen van de context, onderhandelingen en ondertekening

Met meer dan 660 miljoen consumenten en een snelgroeiende middenklasse, zijn de opkomende economieën van Zuidoost-Azië sleutelmarkten voor uitvoerders en investeerders van de Europese Unie. De "Association of South East Asian Nations (ASEAN)" in haar geheel is na de Verenigde Staten en China de derde handelspartner van de EU buiten Europa, met een totale handel ter waarde van 252,5 miljard euro voor goederen (2023) en van 126,1 miljard euro voor diensten (2022). De EU is de derde handelspartner van de ASEAN na China en de Verenigde Staten en de tweede grootste buitenlandse directe investeerder met een totaal aan directe investeringen van 400,1 miljard euro (2022). Op haar beurt is de ASEAN de tweede grootste Aziatische buitenlandse directe investeerder in de EU met een totaal aan directe investeringen van 195,6 miljard euro (2021).

Vietnam was de belangrijkste handelspartner van de Europese Unie in goederen onder de landen van de ASEAN in 2023, met een totale handelsstroom van 64,2 miljard euro. Vietnam tekent binnen de ASEAN-landen de snelste groei op. In de afgelopen tien jaar is het BIP met gemiddeld 6% toegenomen en volgens de vooruitzichten blijft de groei op dat niveau. Vietnam heeft, met zijn 90 miljoen inwoners een sterk presterende economie, de snelst groeiende middenklasse binnen de ASEAN en jonge en dynamische arbeidskrachten. Aange trokken door de hoge alfabetiseringsgraad en het hoge opleidingsniveau, de relatief lage lonen, de goede connectiviteit van het land en de centrale ligging binnen de ASEAN, kiezen steeds meer buitenlandse investeerders Vietnam als uitvalsbasis voor de – ruimere – Mekongregio.

Kort na de opstart in 2007 van de onderhandelingen voor een interregionaal handelsakkoord EU-ASEAN bleek dat de verschillen tussen beide blokken te groot bleken. Als

entamé, à partir de 2009, des négociations bilatérales avec les différents membres de l'ASEAN. Ces accords bilatéraux peuvent servir de tremplin vers un éventuel accord interrégional à l'avenir. Ces diverses négociations bilatérales progressent à des rythmes différents, et avec des pays comme la Thaïlande, l'Indonésie, les Philippines et la Malaisie, les négociations sont toujours en cours. Compte tenu des récents développements géopolitiques et de la nécessité de chaînes de valeur stables pour la transition verte et digitale, les pays de l'ASEAN sont des partenaires cruciaux.

Les négociations bilatérales avec la République socialiste du Viêt Nam ont débuté en 2012. Le 15 octobre 2013, le Conseil a autorisé la Commission à élargir les négociations en cours avec République socialiste du Viêt Nam pour inclure la protection des investissements, étant donné que l'UE mène, conformément au Traité de Lisbonne, une politique commerciale et d'investissement commune. Sur cette base, la Commission a négocié avec République socialiste du Viêt Nam un chapitre ambitieux et global sur la protection des investissements, afin de créer de nouvelles opportunités et une sécurité juridique permettant le développement des relations commerciales et des investissements entre les deux partenaires. Ces négociations ont été conclues en décembre 2015.

À la suite de l'avis 2/15 de la Cour de justice de l'Union européenne (CJEU) (16 mai 2017) et les conclusions du Conseil de 22 mai 2018, la Commission a recommandé au Conseil de scinder l'accord avec Vietnam en deux accords distincts : un accord de libre-échange et un accord de protection des investissements (API), ce qui a également été le cas après les négociations UE-Singapour. Le premier relève de la compétence exclusive de l'UE, tandis que l'API relève de la compétence partagée entre l'UE et ses États membres.

Les accords ont été signés le 30 juin 2019. L'ALE UE-Viêt Nam est entré en vigueur le 1 août 2020. L'API UE-Viêt Nam doit encore être ratifié par les États membres conformément à leurs procédures internes respectives.

Les négociations de l'ALE et de l'API ont été précédées des négociations, menées par le Service européen pour l'action extérieure, d'un accord de partenariat et de coopération (APC) entre l'UE et le Viêt Nam. Lancées en 2007, ces négociations se sont achevées trois ans plus tard. L'APC a été signé en 2012 et est entré en vigueur en octobre 2016. Il fournit le cadre juridique qui permet de développer davantage le partenariat solide et déjà ancien qui existe entre l'UE et le Viêt Nam dans un large éventail de domaines, notamment le dialogue politique, le commerce, l'énergie, les transports, les droits de

réaction hierop is de EU vanaf 2009 begonnen met bilaterale onderhandelingen met de verschillende ASEAN-leden. Deze bilaterale akkoorden kunnen dan dienen als opstap naar een mogelijk interregionaal akkoord in de toekomst. Deze verschillende bilaterale onderhandelingen kennen een verschillend verloop en met landen als Thailand, Indonesië, Filipijnen en Maleisië zijn onderhandelingen nog steeds lopende. Gezien de recente geopolitieke ontwikkelingen en de noodzaak aan stabiele waardeketens voor de groene en digitale omwenteling zijn de ASEAN-landen cruciale partners.

De bilaterale onderhandelingen met de Socialistische Republiek Vietnam zijn in 2012 van start gegaan. Op 15 oktober 2013 heeft de Raad de Commissie gemachtigd de lopende onderhandelingen met Vietnam uit te breiden tot de bescherming van investeringen, aangezien de EU overeenkomstig het Verdrag van Lissabon een gemeenschappelijke handels- en investeringspolitiek voert. Op basis hiervan heeft de Commissie met Vietnam onderhandeld over een ambitieus en alomvattend hoofdstuk over de bescherming van investeringen, teneinde nieuwe mogelijkheden en investeringen tussen de twee partners mogelijk te maken. Deze onderhandelingen werden in december 2015 afgerond.

Overeenkomstig advies 2/15 van het Europees Hof van Justitie (HJEU) (16 mei 2017) en de Raadsconclusies van 22 mei 2018 stelt de Commissie het resultaat van de onderhandelingen met Vietnam voor in de vorm van twee aparte overeenkomsten, namelijk een vrijhandelsovereenkomst (FTA) en een investeringsbeschermingsovereenkomst (IPA), wat ook het geval was na de onderhandelingen tussen de EU en Singapore. De eerste behoort tot de exclusieve bevoegdheid van de EU, terwijl de IPA onder de gedeelde bevoegdheid van de EU en haar lidstaten valt.

De overeenkomsten werden ondertekend op 30 juni 2019. De FTA is op 1 augustus 2020 in werking getreden. De IPA zal pas van kracht worden na de bekrachtiging ervan door de lidstaten overeenkomstig hun interne procedures.

Aan de onderhandelingen over de FTA en de IPA waren onderhandelingen voorafgegaan die de Europese Dienst voor Extern Optreden had gevoerd met het oog op het afsluiten van een partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst (PCA) tussen de EU en Vietnam. Deze onderhandelingen die in 2007 waren begonnen, werden drie jaar later afgerond. De ondertekening van de PCA vond plaats in 2012 en de overeenkomst trad in oktober 2016 in werking. Ze vormt het rechtskader voor de verdere ontwikkeling van een sterk en reeds lang bestaand partnerschap tussen de EU en Vietnam op een groot aantal gebieden zoals politieke

l'homme, l'éducation, la science et la technologie, la justice, l'asile et les migrations.

À compter de la date de son entrée en vigueur, l'API UE-Viêt Nam remplacera les vingt traités bilatéraux d'investissement (BIT) existant entre la République socialiste du Viêt Nam et les États membres de l'UE, dont l'accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République socialiste du Viêt Nam concernant l'encouragement et la protection réciproque des investissements, signé le 24 janvier 1991 et en vigueur depuis le 11 juin 1999.

2. Contenu de l'accord de protection des investissements

L'accord s'inscrit résolument dans la nouvelle approche de l'UE en matière de protection des investissements et de règlement des différends. Il contient toutes les innovations qui caractérisent la nouvelle approche de l'Union concernant la protection des investissements et ses mécanismes de mise en œuvre. En apportant des garanties sur le droit à réguler et l'ICS (*Investment Court System*), l'API modernise les relations existantes entre le Viêt Nam et les EM dont les investissements sont jusqu'à présent encadrés par un BIT.

Si l'accord permet de garantir un niveau élevé de protection des investissements, il préserve également le droit de l'UE et du Viêt Nam de réglementer et de poursuivre des objectifs légitimes de politique publique, comme la protection de la santé publique, de la sécurité et de l'environnement.

Des standards de protection des investissements modernes et mieux définis

L'API UE-Viêt Nam correspond au nouveau type d'accords de protection des investissements conclus par l'UE avec des standards de protection modernisés, des garanties et des définitions claires ainsi que la réaffirmation du droit à réguler des États. Ces différentes garanties ont d'ailleurs été considérées comme déterminantes par la CJUE dans son avis 1/17 du 30 avril 2019 sur la compatibilité de l'ICS avec le traité européen, avis demandé par la Belgique.

Ainsi, l'API définit précisément quand les gouvernements enfreignent l'obligation d'un traitement juste et équitable,

dialogue, commerce, énergie, transport, droits de l'homme, éducation, science et technologie, justice, asile et migration.

Vanaf de dag van de inwerkingtreding zal de IPA EU-Vietnam in de plaats komen van de twintig bilaterale investeringsverdragen (BIT) tussen Vietnam en de lidstaten van de EU, waaronder het verdrag tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Socialistische Republiek Vietnam inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen dat op 24 januari 1991 werd ondertekend en op 11 juni 1999 van kracht werd.

2. Inhoud van de investeringsbeschermingsovereenkomst

De overeenkomst past helemaal in de nieuwe benadering van de EU inzake investeringsbescherming en geschillenregeling. Ze omvat alle nieuwe elementen die kenmerkend zijn voor de nieuwe aanpak van de Unie inzake investeringsbescherming en de handhavingssystemen ervan. Dankzij garanties inzake het recht te reguleren en het stelsel van investeringsgerechten (*Investment Court System*) moderniseert de IPA de betrekkingen die tussen Vietnam en de lidstaten bestaan en waarbij de investeringen tot op heden beschermd waren op basis van een BIT.

De overeenkomst zal voor een hoog niveau van investeringsbescherming zorgen, met behoud van het recht van de EU en van Vietnam om regelgeving vast te stellen en om legitieme doelstellingen van overheidsbeleid, zoals de bescherming van de gezondheid, de veiligheid of het milieu, na te streven.

Moderne en beter omschreven normen voor investeringsbescherming

De IPA EU-Vietnam is van het nieuw type investeringsbeschermingsovereenkomsten die de EU afsluit en die moderne beschermingsnormen, waarborgen en duidelijke omschrijvingen omvatten en die opnieuw het recht van de staten bevestigen om te reguleren. Deze waarborgen zijn volgens advies 1/17 van 30 april 2019 inzake de verenigbaarheid van het stelsel van investeringsgerechten met de Europese Verdragen dat het HvJEU op vraag van België had gegeven, van doorslaggevend belang.

Zo beschrijft de IPA heel nauwkeurig wanneer regeringen hun verplichting inzake een eerlijke en billijke

et supprime la possibilité d'une interprétation discrétionnaire.

Conformément aux objectifs fixés par les directives de négociation, l'accord établit des normes de protection des investissements garantissant le respect, par les gouvernements, de certains principes fondamentaux de traitement sur lesquels un investisseur étranger pourra compter lorsqu'il prendra la décision d'investir dans l'autre pays.

Ces principes comprennent :

- L'application du principe de non-discrimination ;
- En cas d'expropriation, l'obligation d'un versement rapide et effectif d'une indemnité suffisante correspondant à la juste valeur marchande de l'investissement exproprié ;
- La possibilité de transférer et de rapatrier des fonds liés à un investissement ;
- La garantie d'un traitement juste et équitable, et d'une sécurité physique des personnes ;
- L'engagement pris par les gouvernements de respecter leurs propres obligations écrites et juridiquement contraignantes ;
- L'obligation contractuelle existant envers un investisseur de s'engager à compenser ses pertes dans certaines circonstances liées à une guerre ou à un conflit.

Les investissements couverts par l'accord sont ceux effectués par un investisseur d'une partie à l'accord sur le territoire de l'autre partie, conformément aux lois et aux règlements internes de l'autre partie. Pour être considérées comme des investisseurs, les entreprises doivent dès lors effectuer de véritables opérations commerciales soit dans l'UE, soit au Viêt Nam, en vue d'établir ou de maintenir des liens économiques durables. L'API ne protège donc pas les sociétés «boîtes aux lettres» ou celles ne disposant que d'un bureau de représentation.

L'API fournit également un ensemble détaillé de dispositions permettant de décider si une mesure gouvernementale constitue ou non une expropriation indirecte.

Ces dispositions visent à éviter que des mesures d'intérêt public légitimes puissent être contestées par des investisseurs. L'API permet en effet aux parties de

behandeling schenden en laat het geen ruimte meer voor een discretionaire beoordeling.

Overeenkomstig de doelstellingen die in de onderhandelingsrichtlijnen waren bepaald, bevat de overeenkomst investeringsbeschermingsnormen die de naleving waarborgen van bepaalde fundamentele beginselen inzake de behandeling van investeerders waarop een buitenlandse investeerder kan rekenen op het ogenblik dat hij besluit in het andere land te investeren.

Deze beginselen behelzen onder meer:

- De toepassing van het beginsel van non-discriminatie ;
- De verplichting om in geval van onteigening een snelle en doeltreffende schadeloosstelling te betalen overeenkomstig de billijke marktwaarde van de onteigende investering ;
- De mogelijkheid om middelen die verband houden met een investering, over te hevelen en te repatriëren ;
- De waarborg van een eerlijke en billijke behandeling en de fysieke veiligheid van personen ;
- De toezegging van de regeringen om hun eigen schriftelijke en juridisch bindende verplichtingen na te komen ;
- De contractuele verplichting om de verliezen te compenseren die een investeerder onder bepaalde omstandigheden naar aanleiding van een oorlog of een conflict lijdt.

De overeenkomst heeft betrekking op investeringen die een investeerder van een partij bij de overeenkomst doet op het grondgebied van de andere partij overeenkomstig de interne wetten en regelgevingen van die andere partij. Om als investeerder te worden beschouwd, moeten de ondernemingen dan ook echte zakelijke transacties verrichten ofwel in de EU, ofwel in Vietnam, met het oog op de totstandbrenging of handhaving van duurzame economische banden. De IPA biedt dus geen bescherming aan "brievenbusmaatschappijen" of aan ondernemingen die enkel over een vertegenwoordigingsbureau beschikken.

De IPA bevat ook een hele reeks gedetailleerde bepalingen op basis waarvan kan worden beoordeeld of een regeringsmaatregel al dan niet een indirecte onteigening inhoudt.

Deze bepalingen hebben tot doel te voorkomen dat investeerders legitieme maatregelen van algemeen belang kunnen betwisten. De IPA bepaalt inderdaad dat de partijen het recht behouden om op hun respectieve

conserver leur droit de réglementer sur leurs territoires en vue de réaliser des objectifs légitimes de politique publique, notamment en matière de protection de la santé publique, de sécurité, d'environnement, de moralité publique, de protection sociale ou des consommateurs, ou de promotion et de protection de la diversité culturelle

Mécanisme de règlement des différends

Afin de garantir le respect de ces règles de protection, l'API UE-Vietnam offre aux investisseurs la possibilité de recourir à un mécanisme de règlement des différends.

Le Viêt Nam et l'UE se sont mis d'accord sur un mécanisme de règlement des différends relatifs aux investissements moderne et réformé selon le modèle de l'ICS. Ce système vise à trouver un juste équilibre entre la protection des investissements et la sauvegarde du droit des États à réglementer.

En outre, l'API est cohérent avec l'ambition portée par l'UE et ses États membres, notamment au sein de la Commission des Nations Unies sur le droit commercial international (CNUDCI), de créer une Cour multilatérale d'investissements. Dans l'API, l'UE, ses États membres et le Vietnam s'engagent à œuvrer pour la création de cette Cour, qui remplacera à terme l'ICS. Rappelons également que la CJUE a confirmé dans son avis 1/17 que le droit de l'Union ne s'oppose pas à la création d'un tribunal multilatéral des investissements.

Investment Court System (ICS)

L'accord met en place un système permanent de règlement des litiges dans lequel les différends concernant le respect d'une des dispositions de l'API peuvent être soumis à un système de tribunal international, permanent et indépendant. Les membres du tribunal sont nommés à l'avance par l'UE et le Viêt Nam pour une durée fixe, et sont soumis à des exigences strictes en termes d'indépendance et d'intégrité. La composition d'une chambre pour un cas spécifique est faite de manière aléatoire sur base des juges nommés.

Les décisions du Tribunal de première instance peuvent être portées en appel devant un Tribunal d'appel qui garantit l'exactitude et la certitude juridiques quant à l'interprétation de l'accord.

La composition du Tribunal

grondgebied regelgeving vast te stellen ter verwezenlijking van legitieme beleidsdoelstellingen, zoals volksgezondheid, veiligheid, milieu, openbare zeden en bevordering en bescherming van culturele verscheidenheid.

Geschillenbeslechtsingsregeling

Teneinde de naleving van deze beschermingsregels te waarborgen, biedt de IPA EU-Vietnam de investeerders de mogelijkheid om een beroep te doen op een geschillenbeslechtsingsregeling.

Vietnam en de EU hebben een akkoord bereikt over een moderne en hervormde regeling ter beslechting van investeringsgeschillen naar analogie met het model van het stelsel van investeringsgerechten. Dit systeem heeft ten doel een juist evenwicht tussen de bescherming van investeringen en het behoud van het recht van de staten om te reguleren.

Verder ligt de IPA in lijn met het streven van de EU en haar lidstaten om met name binnen de Commissie van de Verenigde Naties voor internationaal handelsrecht (UNCITRAL) een multilateraal investeringsgerecht op te richten. In de IPA verbinden de EU, haar lidstaten en Vietnam zich ertoe te ijveren voor de oprichting van dit Hof dat op termijn in de plaats zal komen van het stelsel van investeringsgerechten. In dit verband is het zaak eraan te herinneren dat het HvJEU in zijn advies 1/17 nogmaals heeft bevestigd dat het Unierecht zich niet verzet tegen de oprichting van een multilateraal investeringsgerecht.

Stelsel van Investeringsgerecht (ICS)

De overeenkomst voorziet in een permanente regeling voor geschillenbeslechting waarbij geschillen over de naleving van een van de bepalingen van de IPA kunnen worden voorgelegd aan een internationaal, permanent en onafhankelijk stelsel van gerechten. De leden van het gerecht worden op voorhand voor een bepaalde duur door de EU en Vietnam benoemd en ze moeten aan strikte onafhankelijkheids- en integriteitseisen voldoen. Voor de samenstelling van een kamer wordt in een specifiek geval op willekeurige basis een keuze gemaakt uit de vastbenoemde rechters.

Tegen de uitspraken van het Gerecht van eerste aanleg kan in beroep worden gegaan voor een Gerecht van beroep dat de juridische correctheid en rechtszekerheid van de uitlegging van de overeenkomst waarborgt.

Samenstelling van het gerecht

L'accord garantit que des décisions juridiquement conformes soient rendues par des juges qualifiés, impartiaux et indépendants. Le tribunal est composé de trois juges, l'un désigné par l'UE, l'autre par le Viêt Nam, le président provenant d'un pays tiers. Tous les juges sont nommés par le biais d'une décision prise conjointement par l'UE et le Viêt Nam. L'indépendance des juges ne peut faire aucun doute; ils ne peuvent être affiliés politiquement, ils doivent avoir démontré une expertise en droit international public et posséder les qualifications requises dans leurs pays respectifs. L'UE et le Viêt Nam peuvent également proposer la nomination de ressortissants de pays tiers au lieu de leurs propres ressortissants s'ils ne peuvent identifier des candidats suffisamment qualifiés. Si une connaissance technique particulière est requise pour un différend donné, l'accord prévoit également la possibilité de nommer un ou plusieurs experts auprès du Tribunal. Enfin, tous les membres du Tribunal doivent se conformer à un code de conduite obligatoire annexé à l'accord. En cas de doute sur l'impartialité d'un membre du Tribunal, le recours sera traité par le Président du Tribunal, ressortissant d'un pays tiers.

Exécution des sentences, transparence des procédures et dispositions contre les recours abusifs

Les sentences définitives rendues au titre de l'API sont obligatoires et celles rendues par le tribunal d'appel ne sont pas susceptibles de recours. La sécurité juridique des investisseurs est ainsi garantie. Il est toutefois à noter que l'arrêt 1/17 rendu par la CJUE précise que les API conclus par l'UE ne peuvent conduire les tribunaux institués par ces accords à modifier le droit interne des parties ou à en livrer des interprétations contraignantes. Ces tribunaux doivent se limiter à le prendre en compte tel qu'il existe.

Les procédures sont pleinement transparentes. Le texte incorpore les règles adoptées de la CNUDCI sur la transparence qui s'appliqueront à toutes les étapes de la procédure, tant en première instance qu'en appel. Des parties tierces pourront en outre intervenir dans la procédure même si elles ne sont pas reconnues comme étant partie au différend.

Le mécanisme de règlement des différends permet également de protéger l'UE et le Viêt Nam contre les abus potentiels du système, notamment par l'interdiction des dépôts de plaintes multiples et parallèles, ainsi que par l'obligation incombant aux investisseurs de rendre public certaines informations. Enfin, le principe du « perdant-payeur » s'applique à la répartition des frais de procédure.

De overeenkomst waarborgt dat gekwalificeerde, onpartijdige en onafhankelijke rechters juridisch conforme uitspraken doen. Het Gerecht is samengesteld uit drie rechters, waarbij een wordt aangesteld door de EU, een door Vietnam en de voorzitter afkomstig is uit een derde land. Alle rechters worden benoemd op basis van een gezamenlijke beslissing van de EU en Vietnam. De onafhankelijkheid van de rechters staat buiten kijf; de rechters mogen niet partijgebonden zijn, moeten expertise in internationaal publiek recht kunnen aantonen en de kwalificaties hebben die in de respectieve landen vereist zijn. De EU en Vietnam kunnen ook de aanstelling van onderdanen van derde landen voorstellen in plaats van eigen onderdanen, als ze geen voldoende gekwalificeerde kandidaten kunnen vinden. Als voor een bepaald geschil specifieke technische kennis is vereist, voorziet de overeenkomst ook in de mogelijkheid om een of meerdere experts bij het Gerecht aan te stellen. Ten slotte moeten alle leden van het Gerecht een bindende gedragscode in acht nemen die bij de overeenkomst gaat. Bij twijfel over de onafhankelijkheid van een lid van het Gerecht wordt het beroep behandeld door de voorzitter van het Gerecht, die onderdaan is van een derde land.

Tenuitvoerlegging van de uitspraken, transparantie van de procedures en bepalingen tegen proceduremisbruik

De einduitspraken die overeenkomstig de IPA worden gedaan, zijn bindend en de uitspraken van het Gerecht van beroep zijn niet vatbaar voor beroep. De rechtszekerheid van de investeerders wordt zo gewaarborgd. Daarbij moet wel worden vermeld dat arrest 1/17 van het HvJEU verduidelijkt dat de IPA die de EU afsluit, niet tot gevolg kunnen hebben dat de Gerechten die overeenkomstig de overeenkomsten worden ingesteld, het interne recht van de partijen wijzigen of bindende uitleggingen ervan geven. Deze Gerechten moeten dit recht zoals het bestaat louter in aanmerking nemen.

De procedures zijn volledig transparant. In de tekst zijn de regels opgenomen die de UNCITRAL inzake transparantie heeft goedgekeurd en die van toepassing zijn op alle fases van de procedure, zowel in eerste aanleg als in beroep. Derde partijen kunnen bovendien in de procedure optreden, ook al zijn ze niet als partij bij het geschil erkend.

De geschillenbeslechtingregeling laat ook toe de EU en Vietnam te beschermen tegen potentieel misbruik van de regeling, met name vanwege het verbod meervoudige en parallelle klachten in te dienen en de verplichting van de investeerders om bepaalde informatie publiek toegankelijk te maken. Ten slotte is het beginsel dat “de verliezende partij betaalt” van toepassing voor de verdeling van de procedurekosten.

3. Prise en compte des intérêts de la Belgique

Les échanges commerciaux entre la Belgique et le Viêt Nam s'élevaient à 4,5 milliards EUR en 2022 (3,2 milliards EUR d'importations du Viêt Nam et 1 milliard EUR d'exportations belges en 2023). Les exportations belges sont principalement composées de produits pharmaceutiques, de machines et de produits chimiques. Le Viêt Nam exporte principalement des chaussures et du café vers notre pays.

En 2022, la Belgique était le 23^e investisseur sur 131 dans le pays, pour un total de 1,1 milliards de dollars de dollars. Parmi les investisseurs belges au Viêt Nam, peuvent être cités Katoen Natie, AB Inbev, L'Hoist, Puratos ou encore Bekaert.

Ainsi, la Belgique a toujours été en faveur d'un accord ambitieux avec le Viêt Nam, d'autant plus que l'accord peut servir de norme pour les accords avec les autres pays de l'ANASE. En ce sens, cet accord envoie également un signal positif aux autres pays de la région.

L'intégration dans l'API de toutes les innovations et garanties de la nouvelle approche de l'Union concernant la protection des investissements est également un élément très important pour la Belgique.

De plus, il est important de noter que l'accord de libre-échange avec le Viêt Nam inclut également un chapitre sur le développement durable qui comprend des engagements sur le respect des principes fondamentaux du droit du travail, ainsi que la ratification et la mise en œuvre des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Ces provisions sont inscrites dans l'ALE et concernent plus globalement la libéralisation des investissements, touchant ainsi également l'API entre l'UE et le Viêt Nam.

Dans le suivi de l'accord commercial, la Belgique accorde une attention particulière à la mise en œuvre du chapitre développement durable, en particulier à la ratification et au respect des conventions fondamentales de l'OIT. Le fait que le Vietnam a déjà ratifié 2 des 3 conventions de l'OIT (C098 - Négociation collective et C105 - Travail forcé) depuis l'entrée en vigueur de l'accord et travaille actuellement à la ratification de la troisième convention (C087 - liberté syndicale) est donc une évolution très positive.

4. Nature de l'Accord sur le plan interne

Lors de sa réunion du 19 novembre 2018, le Groupe de travail Traités mixtes (GTTM) a arrêté le caractère mixte

3. De belangen van België meewegen

In 2022 bedroeg het handelscijfer van België met Vietnam 4,5 miljard euro (3,2 miljard euro invoer uit Vietnam en 1 miljard euro Belgische uitvoer in 2023). België voert voornamelijk farmaceutische producten, machines en chemische producten uit. De Vietnamese uitvoer naar ons land bestaat hoofdzakelijk uit schoenen en koffie.

Uit cijfers van het Vietnamese agentschap voor buitenlandse investeringen voor 2022 bleek dat België met 1,1 miljard dollar op de 23^e plaats van 131 staat als investerend land. Belgische investeerders in Vietnam zijn met name Katoen Natie, AB Inbev, L'Hoist, Puratos, Bekaert.

België is sinds jaar en dag voorstander van een ambitieuze overeenkomst met Vietnam. Zo'n overeenkomst kan niet alleen gelden als model voor overeenkomsten met andere ASEAN-landen, maar is ook een positief signaal voor andere landen in de regio.

Een zeer belangrijk gegeven voor België is ook dat in het kader van de nieuwe aanpak van de Europese Unie alle innovaties en garanties op het gebied van investeringsbescherming deel uitmaken van de IPA.

Een ander opmerkelijk punt in de vrijhandelsovereenkomst met Vietnam is het hoofdstuk over duurzame ontwikkeling waarin verbintenissen zijn vastgelegd inzake de naleving van de basisbeginselen van het arbeidsrecht en inzake de ratificatie en tenuitvoerlegging van de belangrijkste verdragen van de Internationale Arbeidsorganisatie (ILO). Deze bepalingen zijn opgenomen in de vrijhandelsovereenkomst en betreffen meer in het algemeen de liberalisering van de investeringen en dat heeft dan weer een raakvlak met de IPA tussen de EU en Vietnam.

Bij de verdere uitvoering van de handelsovereenkomst behoudt België bijzondere aandacht voor het hoofdstuk over duurzame ontwikkeling en met name voor de ratificatie en de naleving van de basisverdragen van de ILO. Het feit dat Vietnam sinds de inwerkingtreding van de vrijhandelsovereenkomst reeds 2 van de 3 ILO-verdragen (C098 – Collectief Overleg en C105 – Dwangarbeid) heeft geratificeerd en momenteel werk maakt van de ratificatie van het derde verdrag (C087 – vrijheid van vereniging) is dan ook een positieve ontwikkeling.

4. Aard van de Overeenkomst op nationaal niveau

De Werkgroep Gemengde Verdragen (WGV) legde op zijn vergadering van 19 november 2018 het gemengde

(Etat fédéral/Régions) de l'accord. Cette décision s'était basée par analogie sur celle adoptée le 8 octobre 2018 par la Conférence Interministérielle de Politique Etrangère (CIPE) sur le caractère mixte Etat fédéral/Régions de l'API UE-Singapour.

Cette qualification n'avait toutefois été convenue que compte tenu de l'urgence et par souci de compromis, pour permettre à la Belgique de signer l'API UE-Singapour.

La qualification « provisoire » était sans préjudice des positions respectives des membres de la CIPE. Ces derniers se sont en effet engagés, si le Conseil d'Etat devait considérer dans son avis que les Communautés sont compétentes, à suivre cet avis.

Dans son avis rendu sur le projet de décret flamand, le Conseil d'Etat a considéré que l'API UE-Singapour relevait également de la compétence des Communautés. Le caractère mixte de cet accord a dès lors été étendu aux Communautés.

Tenant compte de ce qui précède, le caractère mixte (Etat fédéral/Régions) de l'API UE-Viêt Nam, arrêté lors de la réunion du groupe de travail du 19 novembre 2018, a été étendu aux Communautés lors de la réunion du GTTM du 18 septembre 2019.

karakter (federale Staat/Gewesten) van de overeenkomst vast.

Deze beslissing lag in het verlengde van de beslissing die de Interministeriële Conferentie voor Buitenlands Beleid (ICBB) op 8 oktober 2018 nam over het gemengde karakter federale Staat/Gewesten van de IPA EU-Singapore.

Vanwege de dringendheid en ter wille van het compromis werd voor dit type gekozen en kon België de IPA EU-Singapore ondertekenen.

De typering als "voorlopig" deed geen afbreuk aan de standpunten van de leden van de ICBB. Zij hebben zich bereid verklaard het advies van de Raad van State te volgen, voor het geval dit advies zou luiden dat de Gemeenschappen bevoegd zijn.

In het advies dat hij uitbracht over het Vlaamse ontwerp van decreet, oordeelde de Raad van State dat de IPA EU-Singapore ook onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen valt. Het gemengde karakter van deze overeenkomst werd dan ook uitgebreid tot de Gemeenschappen.

Gelet op het voorgaande, heeft de WGV op zijn vergadering van 18 september 2019 het gemengde karakter (federale Staat/Gewesten) van de IPA EU-Vietnam, dat op de vergadering van de werkgroep van 19 november 2018 werd vastgelegd, uitgebreid tot de Gemeenschappen.

5. Signature, conclusion et entrée en vigueur

En termes de procédure, le paragraphe de cet accord est intervenu le 4 août 2015.

La diffusion des textes définitifs a eu lieu le 24 septembre 2018.

La signature de l'Accord est intervenue le 30 juin 2019.

Le Parlement européen a donné son "consent" à l'Accord le 12 février 2020.

L'accord de protection des investissements entrera en vigueur après sa ratification par l'ensemble des États membres de l'UE conformément à leurs propres procédures nationales internes.

Au 6 juin 2025, 18 États membres de l'UE ainsi que le Viêt Nam avaient conclu leur procédure interne de ratification.

Il n'est pas appliqué provisoirement.

Le ministre des Affaires étrangères et des Affaires européennes,



Maxime PRÉVOT

Le ministre de l'Emploi et de l'Economie,

David CLARINVAL

5. Ondertekening, sluiting en inwerkingtreding

Wat de procedure betreft, werd de overeenkomst op 4 augustus 2015 geparafeerd.

Op 24 september 2018 werden de definitieve teksten verspreid.

De ondertekening van de Overeenkomst vond plaats op 30 juni 2019.

Het Europees Parlement stemde met de Overeenkomst in op 12 februari 2020.

De investeringsbeschermingsovereenkomst treedt in werking na de ratificatie door alle EU-lidstaten, overeenkomstig de eigen nationale procedures.

Op 6 juni 2025 hadden 18 EU-lidstaten alsook Vietnam hun interne ratificatieprocedures afgerond.

De overeenkomst wordt niet voorlopig toegepast.

De minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken,

De minister van Werk en Economie,

Le ministre des Finances,

De minister van Financiën,

Jan JAMBON

Le ministre chargé du Commerce extérieur,

De minister belast met Buitenlandse Handel,

Theo FRANCKEN

ACCORD
DE PROTECTION DES INVESTISSEMENTS
ENTRE L'UNION EUROPÉENNE
ET SES ÉTATS MEMBRES, D'UNE PART,
ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIÊT NAM,
D'AUTRE PART

L'UNION EUROPÉENNE, ci-après dénommée "Union",

LE ROYAUME DE BELGIQUE,

LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE,

LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE,

LE ROYAUME DE DANEMARK,

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,

LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE,

L'IRLANDE,

LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,

LE ROYAUME D'ESPAGNE,

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

LA RÉPUBLIQUE DE CROATIE,

LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE,

LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE,

LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,

LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE,

LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,

LA HONGRIE,

LA RÉPUBLIQUE DE MALTE,

LE ROYAUME DES PAYS-BAS,

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,

LA ROUMANIE,

LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE,

LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE,

LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,

LE ROYAUME DE SUÈDE, et

LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

d'une part, ci-après collectivement dénommés "partie UE", et

LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIÊT NAM,

d'autre part, ci-après dénommée "Viêt Nam",

ci-après collectivement dénommés "parties",

RECONNAISSANT l'existence de longue date, entre eux, d'un partenariat solide reposant sur les valeurs et les principes communs qui trouvent leur expression dans *l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part*, signé à Bruxelles le 27 juin 2012 (ci-après dénommé "accord de partenariat et de coopération"), ainsi que l'importance de leurs relations économiques, commerciales et en matière d'investissements, notamment telles qu'elles s'expriment dans *l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la République socialiste du Viêt Nam*, signé à Hanoï le 30 juin 2019 (ci-après dénommé "accord de libre-échange");

DÉSIREUX de renforcer davantage les liens économiques qui les unissent dans le cadre de leurs relations générales et en cohérence avec celles-ci, et convaincus que le présent accord va permettre l'émergence d'une nouvelle conjoncture propice au développement des investissements entre les parties;

RECONNAISSANT que le présent accord va compléter et favoriser les efforts d'intégration économique à l'échelle régionale;

DÉTERMINÉS à renforcer leurs relations économiques, commerciales et en matière d'investissements conformément à l'objectif de développement durable, dans ses dimensions économique, sociale et environnementale, et à promouvoir les investissements au titre du présent accord d'une manière compatible avec des niveaux élevés de protection de l'environnement et des travailleurs, dans le respect des normes et des accords pertinents internationalement reconnus auxquels ils sont parties;

DÉSIREUX d'élever le niveau de vie, de favoriser la croissance économique et la stabilité, de créer de nouvelles perspectives d'emploi et d'améliorer le bien-être général, et réaffirmant, à cet effet, leur détermination à promouvoir les investissements;

RÉAFFIRMANT leur détermination à promouvoir les principes du développement durable énoncés dans l'accord de libre-échange;

RECONNAISSANT l'importance de la transparence comme en témoignent les engagements pris dans l'accord de libre-échange;

RÉAFFIRMANT leur attachement à la *charte des Nations unies*, faite à San Francisco le 26 juin 1945 et compte tenu des principes énoncés dans la *déclaration universelle des droits de l'homme*, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948;

S'APPUYANT sur leurs droits et obligations respectifs au titre de l'*accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce*, fait à Marrakech le 15 avril 1994 (ci-après dénommé "accord sur l'OMC"), ainsi que d'autres accords multilatéraux, régionaux et bilatéraux auxquels ils sont parties et, en particulier, l'accord de libre-échange;

DÉSIREUX de promouvoir la compétitivité de leurs entreprises en leur fournissant un cadre juridique prévisible pour leurs relations en matière d'investissements,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIVRAIT:

CHAPITRE 1

OBJECTIFS ET DÉFINITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1

Objectif

Le présent accord a pour objectif de renforcer les relations en matière d'investissements entre les parties, conformément aux dispositions qu'il contient.

ARTICLE 1.2

Définitions

Aux fins du présent accord, on entend par:

- a) "personne physique d'une partie": dans le cas de la partie UE, un ressortissant de l'un des États membres de l'Union, conformément à leurs lois respectives¹ et réglementations internes et, dans le cas du Viêt Nam, un ressortissant du Viêt Nam conformément à ses lois et réglementations internes;

¹ Le terme "personne physique" inclut les personnes physiques résidant de manière permanente en Lettonie qui ne sont pas citoyennes de Lettonie ou d'aucun autre État mais qui ont le droit, en vertu des lois et réglementations lettones, de se voir octroyer un passeport de non-citoyen (passeport d'étranger).

- b) "personne morale": toute entité juridique dûment constituée ou autrement organisée conformément au droit applicable, à des fins lucratives ou non, et détenue par le secteur privé ou le secteur public, y compris toute société, société de fiducie (*trust*), société de personnes (*partnership*), coentreprise, entreprise individuelle ou association;
- c) "personne morale d'une partie": une personne morale de la partie UE ou une personne morale du Viêt Nam, établie conformément aux lois et réglementations internes respectives d'un État membre de l'Union ou du Viêt Nam, et effectuant des opérations commerciales substantielles¹ sur le territoire de l'Union ou du Viêt Nam, respectivement;

une personne morale est:

- i) "détenue" par des personnes physiques ou morales d'une des parties si plus de 50 pour cent de son capital social appartiennent en pleine propriété à des personnes de la partie UE ou du Viêt Nam, respectivement; ou

¹ Conformément à la notification du traité instituant la Communauté européenne faite à l'Organisation mondiale du commerce (doc. WT/REG39/1), l'Union et ses États membres considèrent que la notion de "lien effectif et continu" avec l'économie de l'Union, consacré à l'article 54 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, est équivalente à celle d'"opérations commerciales substantielles". Par conséquent, l'Union et ses États membres n'étendent les bénéfices du présent accord, dans le cas d'une personne morale constituée conformément aux lois et réglementations du Viêt Nam et qui a uniquement son siège social ou son administration centrale sur le territoire du Viêt Nam, que si ladite personne morale a un lien effectif et continu avec l'économie du Viêt Nam.

- ii) "contrôlée" par des personnes physiques ou morales d'une des parties si les personnes de la partie UE ou du Viêt Nam, respectivement, ont la capacité de nommer une majorité des administrateurs, ou sont autrement habilitées en droit à diriger ses opérations;
- d) "services fournis et activités réalisées dans l'exercice du pouvoir gouvernemental": des services qui ne sont fournis ou des activités qui ne sont réalisées ni sur une base commerciale ni en concurrence avec un ou plusieurs opérateurs économiques;
- e) "activités économiques": notamment les activités à caractère industriel, commercial et artisanal ainsi que les professions libérales, à l'exclusion des services fournis ou des activités réalisées dans l'exercice du pouvoir gouvernemental;
- f) "exploitation": s'il s'agit d'un investissement, la conduite, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, la vente ou toute autre forme de cession de l'investissement¹;
- g) "mesures adoptées ou maintenues par une partie": les mesures prises par:
 - i) des administrations et autorités centrales, régionales ou locales; et
 - ii) des organismes non gouvernementaux lorsqu'ils exercent des pouvoirs qui leur sont délégués par des administrations et autorités centrales, régionales ou locales;

¹ Il est entendu que cela n'inclut pas les activités qui ont lieu au moment où s'achèvent les procédures requises pour la réalisation de l'investissement concerné, conformément aux lois et réglementations applicables, ou avant l'achèvement de ces procédures.

- h) "investissement": tout type d'avoir qui est détenu ou contrôlé, directement ou indirectement, par un investisseur d'une partie sur le territoire¹ de l'autre partie et qui présente les caractéristiques d'un investissement, notamment l'engagement de capitaux ou d'autres ressources, la perspective de gains ou de profits, la prise de risque et une certaine durée; un investissement peut notamment prendre les formes suivantes:
- i) les biens mobiliers ou immobiliers, matériels ou immatériels, et tous droits de propriété tels que location, hypothèques, créances privilégiées et gages;
 - ii) une entreprise², les actions, capitaux et autres formes de participation au capital dans une entreprise, y compris les droits connexes;
 - iii) les obligations, titres obligataires non garantis, prêts et autres titres de créance, y compris les droits connexes;
 - iv) les contrats clés en main, de construction, de gestion, de production, de concession, de partage de recettes et autres contrats similaires;

¹ Il est entendu que le territoire d'une partie inclut sa zone économique exclusive et le plateau continental, conformément à la *convention des Nations unies sur le droit de la mer*, faite à Montego Bay le 10 décembre 1982 (CNUDM).

² Aux fins de la définition de l'"investissement", une "entreprise" n'inclut pas un bureau de représentation. Il est entendu que le fait qu'un bureau de représentation est établi sur le territoire d'une partie n'est pas, en soi, synonyme de l'existence d'un investissement.

- v) les créances liquides ou se rapportant à d'autres actifs, ou les droits à prestations au titre d'un contrat à valeur économique¹; et
- vi) les droits de propriété intellectuelle² et la survalueur;

tout revenu investi se voit accorder le même traitement qu'un investissement pour autant qu'il présente les caractéristiques d'un investissement, et toute modification de la forme sous laquelle les actifs sont investis ou réinvestis n'a aucune incidence sur leur qualité d'investissements tant qu'ils conservent les caractéristiques d'un investissement;

¹ Il est entendu que les créances liquides ne comprennent pas les créances liquides résultant exclusivement de contrats commerciaux pour la vente de marchandises ou de services par une personne physique ou morale sur le territoire d'une partie à une personne physique ou morale sur le territoire de l'autre partie, ou le financement de tels contrats autrement que par un prêt visé au point iii), ou toute ordonnance, jugement ou sentence arbitrale s'y rapportant.

² Aux fins du présent accord, on entend par "droits de propriété intellectuelle" au moins toutes les catégories de propriété intellectuelle faisant l'objet de la partie II, sections 1 à 7, de l'accord sur les ADPIC, à savoir:

- a) le droit d'auteur et les droits connexes;
- b) les marques de fabrique ou de commerce;
- c) les indications géographiques;
- d) les dessins et modèles industriels;
- e) les droits sur les brevets;
- f) les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés;
- g) la protection des renseignements non divulgués; et
- h) les variétés végétales.

- i) "investisseur d'une partie": une personne physique d'une partie ou une personne morale d'une partie qui a effectué un investissement sur le territoire de l'autre partie;
- j) "revenu": toute somme d'argent générée par ou dérivée d'un investissement ou d'un réinvestissement, y compris les bénéfices, dividendes, plus-values, redevances, intérêts, paiements liés à des droits de propriété intellectuelle, paiements en nature et autres revenus légaux;
- k) "mesure": toute mesure prise par une partie, que ce soit sous forme de loi, de réglementation, de règle, de procédure, de décision, de disposition administrative ou sous toute autre forme;
- l) "personne": une personne physique ou morale;
- m) "pays tiers": un pays ou un territoire qui ne relève pas du champ d'application territorial du présent accord, tel que défini à l'article 4.22 (Application territoriale);
- n) "partie UE": l'Union ou ses États membres, ou l'Union et ses États membres, dans leurs domaines respectifs de compétence tels qu'ils découlent du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;
- o) "partie": la partie UE ou le Viêt Nam;

- p) "interne": en ce qui concerne la législation, le droit ou les lois et réglementations de l'Union et de ses États membres¹ ou du Viêt Nam, respectivement, la législation, le droit ou les lois et réglementations à l'échelon central, régional ou local; et
- q) "investissement visé": un investissement d'un investisseur d'une partie sur le territoire de l'autre partie, effectif à la date d'entrée en vigueur du présent accord ou réalisé ou acquis après cette date, qui a été effectué dans le respect des lois et réglementations applicables de l'autre partie.

CHAPITRE 2

PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

ARTICLE 2.1

Champ d'application

1. Le présent chapitre s'applique:
 - a) aux investissements visés, et
 - b) aux investisseurs d'une partie en ce qui concerne l'exploitation de leur investissement visé.

¹ Il est entendu que les lois et réglementations internes des États membres de l'Union incluent les lois et réglementations de l'Union.

2. Les articles 2.3 (Traitement national) et 2.4 (Traitement de la nation la plus favorisée) ne s'appliquent pas:

- a) aux services audiovisuels;
- b) aux industries extractives, aux industries manufacturières et à la transformation¹ des combustibles nucléaires;
- c) à la fabrication et au commerce des armes, munitions et matériels de guerre;
- d) au cabotage maritime national²;
- e) aux services de transport aérien intérieur et international, réguliers ou non, et aux services directement liés à l'exercice de droits de trafic autres que:
 - i) les services de réparation et de maintenance des aéronefs pendant lesquels l'aéronef est retiré du service;

¹ Il est entendu que la transformation des combustibles nucléaires inclut l'ensemble des activités visées dans la *classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique* élaborée par le Bureau de statistique des Nations unies, Études statistiques, Série M, n° 4, CITI Rév. 3.1, 2002, code 2330.

² Sans préjudice de l'éventail d'activités constituant le cabotage en vertu des lois et réglementations internes, le cabotage maritime national visé dans le présent chapitre recouvre le transport de passagers ou de marchandises entre un port ou point situé dans un État membre de l'Union et un autre port ou point situé dans le même État membre de l'Union ou le transport de passagers ou de marchandises entre un port ou un point situé au Viêt Nam et un autre port ou point situé au Viêt Nam, respectivement, y compris sur son plateau continental, comme le prévoit la CNUDM, ainsi que le trafic ayant pour origine et destination le même port ou point situé dans un État membre de l'Union ou au Viêt Nam, respectivement.

ii) la vente et la commercialisation de services de transport aérien;

iii) les services de systèmes informatisés de réservation;

iv) les services d'assistance en escale; et

v) les services d'exploitation d'aéroports;

et

f) aux services fournis et activités réalisées dans l'exercice du pouvoir gouvernemental.

3. Les articles 2.3 (Traitement national) et 2.4 (Traitement de la nation la plus favorisée) ne s'appliquent pas aux subventions accordées par les parties¹.

4. Le présent chapitre ne s'applique pas aux régimes de sécurité sociale respectifs des parties ni aux activités exercées sur le territoire de chaque partie qui sont liées, même occasionnellement, à l'exercice de l'autorité publique.

¹ Dans le cas de la partie UE, les "subventions" incluent les "aides d'État" au sens du droit de l'Union. Pour le Viêt Nam, les "subventions" incluent les incitations à l'investissement et les aides à l'investissement telles que les aides octroyées aux sites de production, la formation des ressources humaines et les activités de renforcement de la compétitivité, telles que les aides en matière de technologie, de recherche et de développement, les aides juridiques, l'information sur les marchés et la promotion commerciale.

5. Le présent chapitre ne s'applique pas aux mesures relatives aux personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail d'une partie, ni aux mesures concernant la citoyenneté, la résidence ou l'emploi à titre permanent.

6. À l'exception des articles 2.1 (Champ d'application), 2.2 (Investissement et mesures et objectifs réglementaires) et 2.5 (Traitement des investissements) à 2.9 (Subrogation), aucune disposition du présent accord ne peut être interprétée comme limitant les obligations des parties au titre du chapitre 9 (Marchés publics) de l'accord de libre-échange ou comme imposant une obligation supplémentaire liée aux marchés publics. Il est entendu que les mesures en matière de marchés publics qui sont conformes aux prescriptions du chapitre 9 (Marchés publics) de l'accord de libre-échange ne sont pas considérées comme une violation des articles 2.1 (Champ d'application), 2.2 (Investissement et mesures et objectifs réglementaires) et 2.5 (Traitement des investissements) à 2.9 (Subrogation).

ARTICLE 2.2

Investissement et mesures et objectifs réglementaires

1. Les parties réaffirment leur droit de réglementer sur leurs territoires en vue de réaliser des objectifs légitimes de politique publique, notamment en matière de protection de la santé publique, de sécurité, d'environnement, de moralité publique, de protection sociale ou des consommateurs, ou de promotion et de protection de la diversité culturelle.

2. Il est entendu que le présent chapitre ne peut être interprété comme un engagement de la part d'une partie de ne pas modifier son cadre juridique et réglementaire, y compris d'une manière qui pourrait avoir une incidence négative sur l'exploitation d'investissements ou sur les attentes de profit d'un investisseur.

3. Sous réserve du paragraphe 4, il est entendu que la décision d'une partie de ne pas octroyer, renouveler ou maintenir une subvention ne constitue pas une violation du présent chapitre dans les circonstances suivantes:

- a) s'il n'existe pas d'engagements légaux ou contractuels spécifiques, vis-à-vis d'un investisseur de l'autre partie ou d'un investissement visé, d'octroyer, de renouveler ou de maintenir cette subvention; ou
- b) conformément aux modalités ou conditions régissant l'octroi, le renouvellement ou le maintien de la subvention.

4. Il est entendu qu'aucune disposition du présent chapitre ne peut être interprétée comme empêchant une partie de mettre fin à l'octroi d'une subvention¹ ou de demander son remboursement ou comme obligeant cette partie à dédommager l'investisseur pour avoir mis fin à cette subvention ou avoir demandé son remboursement, si une telle mesure a été ordonnée par l'une de ses autorités compétentes énumérées à l'annexe 1 (Autorités compétentes).

¹ Dans le cas de la partie UE, les "subventions" incluent les "aides d'État" au sens du droit de l'Union. Pour le Viêt Nam, les "subventions" incluent les incitations à l'investissement et les aides à l'investissement telles que les aides octroyées aux sites de production, la formation des ressources humaines et les activités de renforcement de la compétitivité, telles que les aides en matière de technologie, de recherche et de développement, les aides juridiques, l'information sur les marchés et la promotion commerciale.

ARTICLE 2.3

Traitement national

1. Chaque partie accorde aux investisseurs de l'autre partie et aux investissements visés, en ce qui concerne l'exploitation des investissements visés, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des situations similaires, à ses propres investisseurs et à leurs investissements.
2. Nonobstant le paragraphe 1 et, dans le cas du Viêt Nam, sous réserve de l'annexe 2 (Exemption concernant le traitement national applicable au Viêt Nam), une partie peut adopter ou maintenir toute mesure relative à l'exploitation d'un investissement visé pour autant que cette mesure ne soit pas incompatible avec les engagements figurant, respectivement, à l'annexe 8-A (Liste des engagements spécifiques de l'Union) ou à l'annexe 8-B (Liste des engagements spécifiques du Viêt Nam) de l'accord de libre-échange lorsque cette mesure est:
 - a) une mesure adoptée au plus tard à la date d'entrée en vigueur du présent accord;
 - b) une mesure, telle que visée au point a), maintenue, remplacée ou modifiée après la date d'entrée en vigueur du présent accord, pour autant qu'elle ne soit pas moins compatible avec le paragraphe 1 après son maintien, son remplacement ou sa modification que celle qui était en vigueur avant le maintien, le remplacement ou la modification; ou

- c) une mesure n'entrant pas dans les catégories visées aux points a) ou b), pour autant qu'elle ne soit pas appliquée à l'égard d'investissements effectués sur le territoire de la partie avant la date d'entrée en vigueur de cette mesure, ou d'une manière qui occasionne une perte ou un préjudice à ces investissements¹.

ARTICLE 2.4

Traitement de la nation la plus favorisée

1. Chaque partie accorde aux investisseurs de l'autre partie et aux investissements visés, en ce qui concerne l'exploitation des investissements visés, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des situations similaires, aux investisseurs d'un pays tiers et à leurs investissements.
2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux secteurs suivants:
 - a) services de communication, à l'exception des services postaux et des services de télécommunications;
 - b) services récréatifs, culturels et sportifs;

¹ Aux fins du présent point, les parties considèrent que si une partie a prévu une période de transition raisonnable avant la mise en application d'une mesure ou si cette partie a tenté d'une autre manière de tenir compte des effets de la mesure sur les investissements effectués avant la date d'entrée en vigueur de la mesure, ces facteurs sont pris en considération pour déterminer si la mesure occasionne une perte ou un préjudice aux investissements effectués avant la date d'entrée en vigueur de la mesure.

- c) pêche et aquaculture;
- d) sylviculture et chasse; et
- e) exploitation minière, y compris le pétrole et le gaz.

3. Le paragraphe 1 ne peut être interprété comme obligeant une partie à étendre aux investisseurs de l'autre partie ou aux investissements visés le bénéfice de tout traitement accordé en vertu d'un accord bilatéral, régional ou international entré en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent accord.

4. Le paragraphe 1 ne peut être interprété comme obligeant une partie à étendre aux investisseurs de l'autre partie ou aux investissements visés le bénéfice:

- a) de tout traitement accordé en vertu de tout accord bilatéral, régional ou multilatéral comprenant des engagements visant à supprimer l'essentiel des obstacles à l'investissement entre les parties ou à rapprocher la législation des parties dans un ou plusieurs secteurs économiques¹;
- b) de tout traitement résultant d'un accord international visant à éviter la double imposition ou de tout autre accord ou arrangement international concernant exclusivement ou principalement la fiscalité; ou

¹ Il est entendu que la Communauté économique de l'ANASE relève de la notion d'accord régional au sens de ce point.

- c) de tout traitement résultant de mesures prévoyant la reconnaissance des qualifications et licences ou des mesures prudentielles conformément à l'article VII de l'*accord général sur le commerce des services*¹ ou à son annexe sur les services financiers.

5. Il est entendu que le "traitement" visé au paragraphe 1 ne comprend pas les procédures ou mécanismes de règlement des différends, tels que ceux qui figurent au chapitre trois (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord), prévus dans tout autre accord bilatéral, régional ou international. Les obligations de fond contenues dans de tels accords ne constituent pas en elles-mêmes un "traitement" et ne peuvent donc être prises en considération lors de l'appréciation de l'existence d'une violation du présent article. Les mesures prises par une partie en application de ces obligations de fond sont considérées comme un "traitement".

6. Le présent article est interprété conformément au principe *ejusdem generis*².

¹ Tel qu'il figure à l'annexe 1b de l'accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, fait à Marrakech le 15 avril 1994.

² Il est entendu que le présent paragraphe ne peut être interprété comme empêchant l'interprétation d'autres dispositions du présent accord, le cas échéant, conformément au principe *ejusdem generis*.

ARTICLE 2.5

Traitement des investissements

1. Chaque partie accorde un traitement juste et équitable ainsi qu'une protection et une sécurité intégrales aux investisseurs de l'autre partie et aux investissements visés conformément aux paragraphes 2 à 7 et à l'annexe 3 (Entente sur le traitement des investissements).
2. Une partie viole l'obligation d'accorder un traitement juste et équitable visée au paragraphe 1 lorsqu'une mesure ou une série de mesures constitue:
 - a) un déni de justice dans le cadre de procédures pénales, civiles ou administratives;
 - b) une violation fondamentale des droits de la défense dans le cadre de procédures judiciaires et administratives;
 - c) un acte manifestement arbitraire;
 - d) une discrimination ciblée basée sur des motifs manifestement illicites, comme le sexe, la race ou les croyances religieuses;
 - e) un traitement abusif, tel que la contrainte, l'abus de pouvoir ou tout acte de mauvaise foi similaire; ou
 - f) un manquement à tout autre élément de l'obligation d'accorder un traitement juste et équitable adopté par les parties conformément au paragraphe 3.

3. Un traitement non énuméré au paragraphe 2 peut constituer une violation de l'obligation d'accorder un traitement juste et équitable lorsque les parties en sont convenues conformément aux procédures prévues à l'article 4.3 (Modifications).
4. Lors de l'application des paragraphes 1 à 3, un organe de règlement des différends relevant du chapitre 3 (Règlement des différends) peut tenir compte d'éventuelles déclarations spécifiques faites par une partie à un investisseur de l'autre partie en vue de l'amener à effectuer un investissement visé, lesquelles ont suscité des attentes légitimes et motivé la décision de l'investisseur d'effectuer ou de maintenir cet investissement, mais auxquelles la partie n'a pas donné suite.
5. Il est entendu que les termes "protection et sécurité intégrales" visés au paragraphe 1 renvoient aux obligations de la partie d'agir d'une manière raisonnablement nécessaire le cas échéant pour protéger la sécurité physique des investisseurs et des investissements visés.
6. Lorsqu'une partie a conclu un accord écrit avec des investisseurs de l'autre partie ou des investissements visés qui répond à toutes les conditions ci-après, cette partie ne viole pas cet accord par l'exercice de la puissance publique. Les conditions sont les suivantes:
- a) l'accord écrit est conclu et prend effet après la date d'entrée en vigueur du présent accord¹;

¹ Il est entendu qu'un accord écrit qui est conclu et prend effet après la date d'entrée en vigueur du présent accord ne comprend pas le renouvellement ou la prorogation d'un accord conformément aux clauses de l'accord initial et dans les mêmes modalités et conditions ou dans des modalités ou conditions essentiellement les mêmes que celles de l'accord initial, lequel a été conclu et a pris effet avant la date d'entrée en vigueur du présent accord.

- b) l'investisseur se fonde sur l'accord écrit pour décider d'effectuer ou de maintenir l'investissement visé autre que l'accord écrit lui-même et la violation occasionne de réels préjudices à cet investissement;
 - c) l'accord écrit¹ fait naître un échange de droits et d'obligations en rapport avec ledit investissement qui sont contraignants pour les deux parties; et
 - d) l'accord écrit ne contient pas de clause relative au règlement des différends entre les parties à cet accord par voie d'arbitrage international.
7. Un manquement à une autre disposition du présent accord ou d'un accord international distinct ne permet pas d'établir l'existence d'une violation du présent article.

ARTICLE 2.6

Indemnisation des pertes

1. Les investisseurs d'une partie dont les investissements visés ont subi des pertes en raison de situations de guerre ou de conflit armé, de révolution, d'état d'urgence nationale, de révolte, d'émeute ou d'insurrection sur le territoire de l'autre partie se voient accorder, par cette autre partie, en ce qui concerne la restitution, l'indemnisation, la compensation ou toute autre forme de règlement, un traitement non moins favorable que celui que l'autre partie réserve à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout pays tiers.

¹ On entend par "accord écrit" un accord conclu par écrit entre une partie et un investisseur de l'autre partie ou l'investissement de celui-ci, qui est négocié et exécuté par les deux parties, que ce soit au moyen d'un seul ou de plusieurs instruments.

2. Sans préjudice du paragraphe 1, les investisseurs d'une partie qui, dans l'une des situations visées au paragraphe 1, subissent des pertes sur le territoire de l'autre partie se voient accorder, de manière prompte, adéquate et effective, la restitution ou une indemnité par l'autre partie si ces pertes résultent:

- a) de la réquisition de leur investissement visé, en tout ou en partie, par les autorités ou les forces armées de l'autre partie; ou
- b) de la destruction de leur investissement visé, en tout ou en partie, par les autorités ou les forces armées de l'autre partie;

alors que la situation ne l'exigeait pas.

ARTICLE 2.7

Expropriation

1. Une partie s'abstient de nationaliser ou d'exproprier les investissements visés des investisseurs de l'autre partie, directement ou indirectement, au moyen de mesures ayant des effets équivalents à une nationalisation ou à une expropriation (ci-après dénommée "expropriation"), sauf lorsque cette expropriation est effectuée:

- a) pour des motifs d'intérêt public;
- b) en conformité avec l'application régulière du droit;

c) de façon non discriminatoire; et

d) moyennant le paiement d'une indemnité prompte, adéquate et effective.

2. L'indemnité visée au paragraphe 1 correspond à la juste valeur marchande qu'avait l'investissement visé immédiatement avant que l'expropriation ou l'imminence de l'expropriation ne devienne de notoriété publique, la date la plus proche étant retenue, majorée d'intérêts à un taux commercial raisonnable à partir de la date de l'expropriation jusqu'à la date du versement. Cette indemnité est effectivement réalisable, librement transférable conformément à l'article 2.8 (Transferts) et est versée sans tarder.

3. Nonobstant les paragraphes 1 et 2, dans le cas où le Viêt Nam est la partie qui exproprie, toute mesure d'expropriation directe portant sur des terrains s'effectue:

a) à des fins conformes aux lois et réglementations internes applicables¹; et

b) moyennant le versement d'une indemnité équivalente à la valeur marchande, en prenant en compte les lois et réglementations internes applicables.

4. L'octroi de licences obligatoires relativement à des droits de propriété intellectuelle ne constitue pas une expropriation au sens du paragraphe 1, dans la mesure où cet octroi est conforme à l'*accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce* figurant à l'annexe 1C de l'accord sur l'OMC (ci-après dénommé "accord sur les ADPIC").

¹ Les lois et réglementations internes applicables du Viêt Nam sont la loi n° 45/2013/QH13 et le décret n° 44/2014/ND-CP régissant les prix des terrains, dans leur version applicable à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

5. Tout investisseur qui fait l'objet d'une expropriation dispose d'un droit, en vertu du droit de la partie qui exproprie, à l'examen rapide de sa demande et à l'évaluation de son investissement par une autorité judiciaire ou une autre autorité indépendante de cette partie.

6. Le présent article est interprété conformément à l'annexe 4 (Entente sur l'expropriation).

ARTICLE 2.8

Transferts

Chaque partie permet que tous les transferts relatifs à des investissements visés soient effectués dans une monnaie librement convertible, sans restriction ni retard, et au taux de change du marché en vigueur à la date du transfert. Ces transferts comprennent ce qui suit:

- a) les apports de capital, notamment les fonds principaux et supplémentaires destinés à maintenir, à développer ou à accroître l'investissement;
- b) les bénéfices, dividendes, plus-values et autres revenus, le produit de la vente de la totalité ou d'une partie de l'investissement, ou le produit de la liquidation partielle ou totale de l'investissement;
- c) les paiements d'intérêts, de redevances, de frais de gestion, d'assistance technique et d'autres frais;

- d) les paiements effectués au titre d'un contrat conclu par l'investisseur, ou l'investissement visé, y compris les paiements effectués au titre d'une convention de prêt;
- e) les salaires et autres rémunérations du personnel engagé à l'étranger pour effectuer un travail lié à l'investissement;
- f) les versements effectués en vertu de l'article 2.6 (Indemnisation des pertes) et de l'article 2.7 (Expropriation); et
- g) les paiements de dommages-intérêts au titre d'une sentence rendue en vertu du chapitre 3 (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord).

ARTICLE 2.9

Subrogation

Si une partie, ou un organisme de cette partie, effectue un paiement au titre d'une indemnité, d'une garantie ou d'un contrat d'assurance souscrits en rapport avec un investissement effectué par l'un de ses investisseurs sur le territoire de l'autre partie, l'autre partie reconnaît la subrogation ou le transfert de tout droit ou titre ou la cession de toute créance relativement à cet investissement. La partie ou l'organisme sont habilités à exercer le droit ou à faire valoir la créance subrogés ou cédés au même titre que le droit ou la créance initiaux de l'investisseur. De tels droits peuvent être exercés par la partie elle-même ou par un organisme de celle-ci, voire par l'investisseur, si la partie ou un organisme de cette partie l'y autorise.

CHAPITRE 3

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

SECTION A

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ENTRE LES PARTIES À L'ACCORD

SOUS-SECTION 1

OBJECTIF ET CHAMP D'APPLICATION

ARTICLE 3.1

Objectif

La présente section a pour objectif de mettre en place un mécanisme efficace et efficient permettant de prévenir et de régler tout différend entre les parties en ce qui concerne l'interprétation et l'application du présent accord, en vue de parvenir à une solution mutuellement convenue.

ARTICLE 3.2

Champ d'application

Sauf disposition contraire du présent accord, la présente section s'applique aux fins de prévenir et de régler tout différend entre les parties portant sur l'interprétation ou l'application des dispositions du présent accord.

SOUS-SECTION 2

CONSULTATIONS ET MÉDIATION

ARTICLE 3.3

Consultations

1. Les parties s'efforcent de régler tout différend visé à l'article 3.2 (Champ d'application) en engageant des consultations de bonne foi afin de parvenir à une solution mutuellement convenue.
2. La partie souhaitant engager des consultations présente une demande écrite à l'autre partie avec copie au comité institué en vertu de l'article 4.1 (Comité), en précisant la mesure en cause et les dispositions pertinentes du présent accord.

3. Les consultations sont organisées dans les 30 jours suivant la date de réception de la demande visée au paragraphe 2 et, à moins que les parties n'en conviennent autrement, ont lieu sur le territoire de la partie à laquelle la demande est adressée. Les consultations sont réputées achevées dans les 45 jours suivant la date de réception de la demande, à moins que les deux parties ne décident de les poursuivre. Les consultations, et en particulier toute information communiquée et les positions adoptées par les parties, sont confidentielles et sans préjudice des droits que chaque partie pourrait exercer dans une procédure ultérieure.

4. Dans les cas urgents, notamment ceux concernant des marchandises périssables ou encore des marchandises ou services de nature saisonnière sont en jeu, les consultations sont organisées dans les 15 jours suivant la date de réception de la demande visée au paragraphe 2. Les consultations sont réputées achevées dans les 20 jours suivant le jour de réception de la demande visée au paragraphe 2, à moins que les deux parties ne décident de les poursuivre.

5. La partie qui a demandé la tenue de consultations peut recourir à l'article 3.5 (Ouverture de la procédure d'arbitrage) si:

- a) l'autre partie ne répond pas à la demande de consultations dans les 15 jours suivant la date de sa réception;
- b) les consultations ne sont pas organisées dans les délais prévus aux paragraphes 3 ou 4;
- c) les parties renoncent à la consultation; ou
- d) les consultations ont été conclues sans aboutir à une solution mutuellement convenue.

6. Lors des consultations, chaque partie fournit suffisamment d'informations factuelles, de manière à permettre un examen de la façon dont la mesure en cause pourrait affecter le fonctionnement et l'application du présent accord.

ARTICLE 3.4

Mécanisme de médiation

Les parties peuvent à tout moment convenir d'engager une procédure de médiation en vertu de l'annexe 9 (Mécanisme de médiation) à l'égard de toute mesure ayant des effets défavorables sur les investissements entre les parties.

SOUS-SECTION 3

PROCÉDURES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

ARTICLE 3.5

Ouverture de la procédure d'arbitrage

1. Si les parties ne parviennent pas à régler le différend au moyen de consultations prévues à l'article 3.3 (Consultations), la partie qui a demandé les consultations peut demander la constitution d'un groupe spécial d'arbitrage.

2. La demande de constitution d'un groupe spécial d'arbitrage est adressée par écrit à l'autre partie, une copie est soumise au comité. Dans sa demande, la partie requérante indique la mesure en cause et explique, de manière à exposer clairement le fondement juridique de la plainte, en quoi cette mesure est incompatible avec les dispositions du présent accord.

ARTICLE 3.6

Mandat du groupe spécial d'arbitrage

À moins que les parties n'en conviennent autrement dans les 10 jours suivant la date de sélection des arbitres, le mandat du groupe spécial d'arbitrage est le suivant:

"Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes du présent accord citées par les parties, la question visée dans la demande de constitution d'un groupe spécial d'arbitrage en vertu de l'article 3.5 (Ouverture de la procédure d'arbitrage), se prononcer sur la conformité de la mesure en cause avec les dispositions visées à l'article 3.2 (Champ d'application) et établir, dans son rapport, les constatations de fait, l'applicabilité des dispositions pertinentes et les justifications fondamentales des constatations et recommandations, conformément aux articles 3.10 (Rapport intérimaire) et 3.11 (Rapport final).".

ARTICLE 3.7

Constitution du groupe spécial d'arbitrage

1. Un groupe spécial d'arbitrage est composé de trois arbitres.
2. Dans les 10 jours suivant la date de la réception, par la partie mise en cause, de la demande de constitution d'un groupe spécial d'arbitrage, les parties se concertent en vue de convenir de sa composition.
3. Si les parties ne s'accordent pas sur la composition du groupe spécial d'arbitrage dans le délai prévu au paragraphe 2, chaque partie peut nommer un arbitre à partir de la sous-liste de cette partie établie en vertu de l'article 3.23 (Liste des arbitres), dans les 10 jours suivant l'expiration du délai prévu au paragraphe 2. Si une partie ne nomme pas d'arbitre à partir de sa sous-liste, l'arbitre est, à la demande de l'autre partie, choisi par tirage au sort dans la sous-liste de cette partie établie en vertu de l'article 3.23 (Liste des arbitres), par le président du comité ou par son représentant.
4. Si les parties ne s'accordent pas sur le choix du président du groupe spécial d'arbitrage dans le délai prévu au paragraphe 2, le président du comité, ou son représentant, sélectionne par tirage au sort, à la demande d'une partie, le président du groupe spécial d'arbitrage à partir de la sous-liste des présidents établie conformément à l'article 3.23 (Liste des arbitres).
5. Le président du comité, ou son représentant, sélectionne les arbitres dans les cinq jours suivant la demande visée au paragraphe 3 ou 4.

6. La date de constitution du groupe spécial d'arbitrage est la date à laquelle les trois arbitres sélectionnés ont informé les parties de l'acceptation de leur nomination conformément à l'annexe 7 (Règlement intérieur).

7. Si l'une des listes prévues à l'article 3.23 (Liste des arbitres) n'est pas établie ou ne contient pas suffisamment de noms lorsqu'une demande est présentée conformément au paragraphe 3 ou 4, les arbitres sont choisis par tirage au sort parmi les personnes officiellement proposées par les deux parties ou par l'une des parties, dans l'éventualité où seule une partie a fait une proposition.

ARTICLE 3.8

Procédure de règlement des différends du groupe spécial d'arbitrage

1. Les règles et procédures énoncées dans le présent article et dans les annexes 7 (Règlement intérieur) et 8 (Code de conduite à l'intention des arbitres et des médiateurs) régissent la procédure de règlement des différends d'un groupe spécial d'arbitrage.

2. À moins que les parties n'en conviennent autrement, elles se réunissent avec le groupe spécial d'arbitrage dans les 10 jours suivant sa constitution afin de déterminer toutes les questions que les parties ou le groupe spécial d'arbitrage jugent appropriées, y compris le calendrier de la procédure ainsi que la rémunération et les frais des arbitres conformément à l'annexe 7 (Règlement intérieur). Les arbitres et les représentants des parties peuvent participer à cette réunion par téléphone ou par vidéoconférence.

3. Le lieu de l'audience est fixé d'un commun accord entre les parties. Si les parties ne s'accordent pas sur le lieu de l'audience, celle-ci se déroule à Bruxelles si la partie requérante est le Viêt Nam et à Hanoï si la partie requérante est la partie UE.
4. Toute audience est ouverte au public, sauf disposition contraire de l'annexe 7 (Règlement intérieur).
5. Conformément à l'annexe 7 (Règlement intérieur), les parties se voient accorder la possibilité d'assister à tous exposés, déclarations, argumentations ou réfutations présentés dans le cadre de la procédure. Toutes les informations ou communications écrites soumises au groupe spécial d'arbitrage par une partie, y compris les observations sur la partie descriptive du rapport intérimaire, les réponses aux questions du groupe spécial d'arbitrage et les observations d'une partie portant sur ces réponses, sont mises à la disposition de l'autre partie.
6. À moins que les parties n'en conviennent autrement dans les trois jours suivant la date de constitution du groupe spécial d'arbitrage, le groupe spécial d'arbitrage peut recevoir, conformément à l'annexe 7 (Règlement intérieur), des communications écrites non sollicitées (communications à titre d'*amicus curiae*) d'une personne physique ou morale établie sur le territoire d'une partie.
7. Pour ses délibérations internes, le groupe spécial d'arbitrage se réunit à huis clos avec la seule participation des arbitres. Le groupe spécial d'arbitrage peut, cependant, permettre à ses assistants d'être présents lors des délibérations. Les délibérations du groupe spécial d'arbitrage et les documents qui lui sont soumis demeurent confidentiels.

ARTICLE 3.9

Décision préliminaire relative à l'urgence

Si une partie le demande, le groupe spécial d'arbitrage peut rendre, dans les 10 jours suivant sa constitution, une décision préliminaire sur le caractère urgent d'une affaire.

ARTICLE 3.10

Rapport intérimaire

1. Le groupe spécial d'arbitrage communique aux parties un rapport intérimaire exposant les constatations de fait, l'applicabilité des dispositions pertinentes et les justifications fondamentales des constatations et recommandations, au plus tard dans un délai de 90 jours à compter de la date de sa constitution. S'il considère que ce délai ne peut pas être respecté, le président du groupe spécial d'arbitrage en informe par écrit les parties et le comité, en précisant les raisons du retard et la date à laquelle le groupe spécial d'arbitrage prévoit de remettre son rapport intérimaire. Le groupe spécial d'arbitrage ne remet en aucune circonstance le rapport intérimaire plus de 120 jours après la date de sa constitution.
2. Une partie peut présenter une demande écrite, y compris des observations, au groupe spécial d'arbitrage pour qu'il réexamine des aspects précis du rapport intérimaire dans les 14 jours suivant sa notification.

3. Dans les cas urgents, y compris ceux où des marchandises périssables ou encore des marchandises ou services de nature saisonnière sont en jeu, le groupe spécial d'arbitrage met tout en œuvre pour rendre son rapport intérimaire dans les 45 jours, et en tout état de cause, au plus tard dans les 60 jours suivant la date de sa constitution. Une partie peut présenter une demande écrite, y compris des observations, au groupe spécial d'arbitrage pour qu'il réexamine des aspects précis du rapport intérimaire, dans les sept jours suivant sa notification.

4. Après avoir examiné les demandes écrites des parties, y compris les observations, concernant le rapport intérimaire, le groupe spécial d'arbitrage peut modifier son rapport et procéder à tout autre examen qu'il juge utile.

ARTICLE 3.11

Rapport final

1. Le groupe spécial d'arbitrage remet son rapport final aux parties et au comité dans les 120 jours suivant la date de sa constitution. S'il considère que ce délai ne peut pas être respecté, le président du groupe spécial d'arbitrage en informe par écrit les parties et le comité, en précisant les raisons du retard et la date à laquelle le groupe spécial d'arbitrage prévoit de remettre son rapport final. Le groupe spécial d'arbitrage ne remet en aucune circonstance le rapport final plus de 150 jours après la date de sa constitution.

2. Dans les cas urgents, y compris ceux où des marchandises périssables ou encore des marchandises ou services de nature saisonnière sont en jeu, le groupe spécial d'arbitrage met tout en œuvre pour remettre son rapport final dans les 60 jours suivant la date de sa constitution. Le groupe spécial d'arbitrage ne remet en aucune circonstance le rapport final plus de 75 jours après la date de sa constitution.

3. Le rapport final comporte un examen suffisant des arguments avancés lors de la phase de réexamen intérimaire et répond clairement aux observations des parties.

ARTICLE 3.12

Mise en conformité avec le rapport final

La partie mise en cause prend les mesures nécessaires pour se conformer dans les plus brefs délais et de bonne foi au rapport final.

ARTICLE 3.13

Délai raisonnable pour la mise en conformité

1. Si une mise en conformité immédiate n'est pas possible, les parties s'efforcent de convenir d'un délai pour la mise en conformité avec le rapport final. En pareil cas, au plus tard 30 jours après la réception du rapport final, la partie mise en cause notifie à la partie requérante et au comité le délai qui lui sera nécessaire pour se mettre en conformité (ci-après dénommé "délai raisonnable").

2. En cas de désaccord entre les parties au sujet du délai raisonnable pour assurer la mise en conformité avec le rapport final, la partie requérante, dans les 20 jours suivant la réception de la notification faite par la partie mise en cause conformément au paragraphe 1, demande, par écrit, au groupe spécial d'arbitrage constitué en vertu de l'article 3.7 (Constitution du groupe spécial d'arbitrage) (ci-après dénommé "groupe spécial d'arbitrage initial") de fixer le délai raisonnable. Cette demande est notifiée à la partie mise en cause, une copie étant envoyée au comité.
3. Le groupe spécial d'arbitrage notifie sa décision sur le délai raisonnable aux parties et au comité dans les 20 jours suivant la date de présentation de la demande visée au paragraphe 2.
4. La partie mise en cause informe, par écrit, la partie requérante des progrès accomplis dans la mise en conformité avec le rapport final au moins 30 jours avant l'expiration du délai raisonnable.
5. Les parties peuvent convenir de proroger le délai raisonnable.

ARTICLE 3.14

Réexamen de la mesure prise en vue de la mise en conformité avec le rapport final

1. La partie mise en cause notifie à la partie requérante et au comité, avant la fin du délai raisonnable, toute mesure qu'elle a prise en vue d'assurer la conformité avec le rapport final.

2. En cas de désaccord entre les parties au sujet de l'existence ou de la compatibilité d'une mesure prise pour assurer la conformité avec les dispositions visées à l'article 3.2 (Champ d'application) et notifiée conformément au paragraphe 1, la partie requérante peut demander, par écrit, au groupe spécial d'arbitrage initial de statuer sur la question. La demande est notifiée à la partie mise en cause, une copie étant envoyée au comité. Dans sa demande, la partie requérante indique la mesure spécifique en cause et explique, d'une manière suffisante pour exposer clairement le fondement juridique de la plainte, en quoi cette mesure est incompatible avec les dispositions visées à l'article 3.2 (Champ d'application).

3. Le groupe spécial d'arbitrage notifie sa décision aux parties et au comité dans les 45 jours suivant la date de présentation de la demande visée au paragraphe 2.

ARTICLE 3.15

Mesures correctives temporaires en cas de non-conformité

1. Si la partie mise en cause ne notifie pas à la partie requérante et au comité toute mesure prise pour assurer la conformité avec le rapport final avant l'expiration du délai raisonnable, ou si le groupe spécial d'arbitrage décide qu'aucune mesure de mise en conformité n'a été prise ou que la mesure notifiée au titre de l'article 3.14 (Réexamen de la mesure prise en vue de la mise en conformité avec le rapport final), paragraphe 1, est incompatible avec les obligations de cette partie au titre des dispositions visées à l'article 3.2 (Champ d'application), la partie mise en cause, si elle y est invitée par la partie requérante et après concertation avec cette partie, présente une offre de compensation.

2. Si la partie requérante décide de ne pas demander d'offre de compensation ou, si une telle demande est formulée, lorsqu'aucun accord sur la compensation n'est atteint dans les 30 jours suivant l'expiration du délai raisonnable ou la communication de la décision du groupe spécial d'arbitrage en vertu de l'article 3.14 (Réexamen de la mesure prise en vue de la mise en conformité avec le rapport final) concluant qu'aucune mesure de mise en conformité n'a été prise ou qu'une mesure prise est incompatible avec les dispositions visées à l'article 3.2 (Champ d'application), la partie requérante est en droit, après notification à l'autre partie et au comité, de prendre, dans le cadre des engagements préférentiels en matière de commerce et d'investissement applicables entre les parties, des mesures appropriées dont les effets sont équivalents à ceux de l'annulation ou de la réduction des avantages due à la violation. Ces mesures sont indiquées dans la notification. La partie requérante peut mettre en œuvre ces mesures à tout moment après l'expiration d'un délai de 10 jours à compter de la date de réception de la notification par la partie mise en cause, à moins que celle-ci n'ait demandé l'ouverture d'une procédure d'arbitrage conformément au paragraphe 3 du présent article.

3. Si la partie mise en cause considère que les effets des mesures prises par la partie requérante ne sont pas équivalents à l'annulation ou à la réduction des avantages due à la violation, elle peut demander par écrit au groupe spécial d'arbitrage initial de statuer sur la question. Une telle demande est notifiée à la partie requérante, avec copie au comité, avant l'expiration du délai de 10 jours visé au paragraphe 2. Le groupe spécial d'arbitrage initial notifie sa décision sur les mesures prises par la partie requérante aux parties et au comité dans les 30 jours suivant la date de présentation de la demande. Les mesures visées au paragraphe 2 ne sont pas prises tant que le groupe spécial d'arbitrage initial n'a pas notifié sa décision, et toute mesure prise est compatible avec cette décision.

4. Les mesures énoncées au présent article sont temporaires et ne s'appliquent pas après que:
- a) les parties sont parvenues à une solution mutuellement convenue en vertu de l'article 3.19 (Solution mutuellement convenue);
 - b) les parties ont convenu que la mesure notifiée au titre de l'article 3.14 (Réexamen de la mesure prise en vue de la mise en conformité avec le rapport final), paragraphe 1, garantit la mise en conformité de la partie mise en cause avec les dispositions visées à l'article 3.2 (Champ d'application); ou
 - c) toute mesure jugée incompatible avec les dispositions visées à l'article 3.2 (Champ d'application) a été retirée ou modifiée de manière à la rendre conforme auxdites dispositions, selon la décision visée à l'article 3.14 (Réexamen de la mesure prise en vue de la mise en conformité avec le rapport final), paragraphe 3.

ARTICLE 3.16

Réexamen de la mesure prise en vue de la mise en conformité après l'adoption de mesures correctives temporaires en cas de non-conformité

1. La partie mise en cause notifie à la partie requérante et au comité toute mesure qu'elle a prise pour se conformer au rapport final du groupe spécial d'arbitrage à la suite de l'application des mesures par la partie requérante ou de l'application de la compensation, selon le cas. À l'exception des cas visés au paragraphe 2, la partie requérante met un terme aux mesures prises conformément à l'article 3.15 (Mesures correctives temporaires en cas de non-conformité) dans les 30 jours suivant la date de réception de la notification. Dans les cas où une compensation a été appliquée, et à l'exception des cas visés au paragraphe 2, la partie mise en cause peut mettre un terme à l'application de cette compensation dans les 30 jours suivant la notification de sa mise en conformité avec le rapport final du groupe spécial d'arbitrage.
2. Si les parties ne parviennent pas à un accord sur la question de savoir si la mesure notifiée assure la mise en conformité de la partie mise en cause avec les dispositions visées à l'article 3.2 (Champ d'application), dans les 30 jours suivant la date de réception de la notification, la partie requérante demande, par écrit, au groupe spécial d'arbitrage initial de statuer sur la question. Cette demande est notifiée à la partie mise en cause, une copie étant envoyée au comité.

3. La décision du groupe spécial d'arbitrage est notifiée aux parties et au comité dans les 45 jours suivant la date de présentation de la demande. Si le groupe spécial d'arbitrage décide que la mesure notifiée est conforme aux dispositions visées à l'article 3.2 (Champ d'application), il est mis un terme aux mesures visées à l'article 3.15 (Mesures correctives temporaires en cas de non-conformité) ou à la compensation, selon le cas. S'il y a lieu, le niveau des mesures prises conformément à l'article 3.15, paragraphe 2, ou le niveau de la compensation est adapté en fonction de la décision du groupe spécial d'arbitrage.

ARTICLE 3.17

Remplacement des arbitres

Si, au cours de la procédure d'arbitrage, le groupe spécial d'arbitrage initial ou certains de ses membres sont dans l'impossibilité de participer aux travaux, se déportent ou doivent être remplacés pour cause de non-respect des exigences du code de conduite figurant à l'annexe 8 (Code de conduite à l'intention des arbitres et des médiateurs), la procédure énoncée à l'article 3.7 (Constitution du groupe spécial d'arbitrage) s'applique. Le délai de notification des rapports et des décisions, selon le cas, est prorogé de 20 jours.

ARTICLE 3.18

Suspension et clôture de la procédure d'arbitrage

1. Sur demande des deux parties, le groupe spécial d'arbitrage suspend ses travaux à tout moment pour une période convenue par les parties et n'excédant pas 12 mois consécutifs. Il reprend ses travaux avant la fin de cette période de suspension sur demande écrite des deux parties. Les parties en informent le comité. Le groupe spécial d'arbitrage peut également reprendre ses travaux à la fin de la période de suspension sur demande écrite de l'une des parties. La partie à l'origine de la demande en informe le comité et l'autre partie. Si aucune des parties ne demande la reprise des travaux du groupe spécial d'arbitrage à l'expiration de la période de suspension, le pouvoir conféré au groupe spécial d'arbitrage devient caduc et la procédure est close. En cas de suspension des travaux du groupe spécial d'arbitrage, les délais fixés dans les dispositions pertinentes de la présente section sont prorogés pour une période d'une durée identique à celle de la suspension des travaux du groupe spécial d'arbitrage. La suspension et la clôture des travaux du groupe spécial d'arbitrage sont sans préjudice des droits que chacune des parties pourrait exercer dans d'autres procédures sous réserve de l'article 3.24 (Choix de l'instance).
2. Les parties peuvent convenir de clore la procédure du groupe spécial d'arbitrage en le notifiant conjointement au président du groupe spécial d'arbitrage et au comité à tout moment avant que le groupe spécial d'arbitrage ne rende son rapport final.

ARTICLE 3.19

Solution mutuellement convenue

Les parties peuvent à tout moment parvenir à une solution mutuellement convenue à un différend au titre de la présente section. Elles notifient conjointement cette solution au comité et au président du groupe spécial d'arbitrage, le cas échéant. Si la solution doit faire l'objet d'une approbation conformément aux procédures internes applicables de l'une des parties, la notification fait état de cette exigence et la procédure de règlement des différends est suspendue. Si une telle approbation n'est pas requise, ou si l'achèvement d'une telle procédure interne est notifié, la procédure de règlement des différends prend fin.

ARTICLE 3.20

Renseignements et avis techniques

À la demande d'une partie, ou de sa propre initiative, le groupe spécial d'arbitrage peut demander tout renseignement qu'il juge utile pour la procédure d'arbitrage auprès de toute source, y compris auprès des parties concernées par le différend. Le groupe spécial d'arbitrage a également le droit de solliciter l'avis d'experts s'il le juge nécessaire. Le groupe spécial d'arbitrage consulte les parties avant de choisir ces experts. Tout renseignement obtenu en vertu du présent article doit être communiqué et soumis aux parties pour observations dans le délai fixé par le groupe spécial d'arbitrage.

ARTICLE 3.21

Règles d'interprétation

Le groupe spécial d'arbitrage interprète les dispositions visées à l'article 3.2 (Champ d'application) conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public, y compris celles qui sont codifiées dans la *convention de Vienne sur le droit des traités*, faite à Vienne le 23 mai 1969 (ci-après dénommée "convention de Vienne"). Le groupe spécial d'arbitrage tient également compte des interprétations pertinentes figurant dans les rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel adoptés par l'Organe de règlement des différends (ORD) en vertu de l'annexe 2 de l'accord sur l'OMC. Les rapports et décisions du groupe spécial d'arbitrage n'accroissent pas ou ne diminuent pas les droits et obligations des parties énoncés dans le présent accord.

ARTICLE 3.22

Décisions du groupe spécial d'arbitrage

1. Le groupe spécial d'arbitrage met tout en œuvre pour prendre ses décisions par consensus. S'il s'avère impossible de parvenir à une décision par consensus, la question est tranchée à la majorité des voix. Les avis dissidents des arbitres ne sont en aucun cas divulgués.

2. Les rapports et décisions du groupe spécial d'arbitrage sont acceptés sans condition par les parties. Ils ne créent aucun droit ni aucune obligation à l'égard des personnes physiques ou morales. Les rapports et décisions exposent les constatations de fait, l'applicabilité des dispositions pertinentes visées à l'article 3.2 (Champ d'application) et les justifications fondamentales des constatations et des conclusions. Le comité rend publics, dans leur intégralité, les rapports et décisions du groupe spécial d'arbitrage dans les 10 jours suivant leur communication, à moins qu'il ne décide de s'abstenir en vue de protéger des informations confidentielles.

SOUS-SECTION 4

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 3.23

Liste des arbitres

1. Six mois au plus tard après la date d'entrée en vigueur du présent accord, le comité établit une liste d'au moins 15 personnes disposées et aptes à exercer les fonctions d'arbitre. Cette liste est composée de trois sous-listes:

- a) une sous-liste pour le Viêt Nam;
- b) une sous-liste pour l'Union et ses États membres; et

- c) une sous-liste de personnes qui ne sont des ressortissants d'aucune des parties et qui n'ont leur résidence permanente dans aucune des parties, pour exercer les fonctions de président du groupe spécial d'arbitrage.
2. Chaque sous-liste comprend au moins cinq personnes. Le comité veille à ce que la liste soit toujours maintenue à ce nombre minimal de personnes.
 3. Les arbitres possèdent une expertise et une expérience confirmées du droit et du commerce international. Ils sont indépendants, siègent à titre personnel, ne reçoivent d'instructions d'aucune organisation ni d'aucun pouvoir public, n'ont d'attaches avec les pouvoirs publics d'aucune des parties et se conforment au code de conduite figurant à l'annexe 8 (Code de conduite à l'intention des arbitres et des médiateurs).
 4. Le comité peut établir une liste supplémentaire de 10 personnes possédant une expertise et une expérience confirmées dans des secteurs spécifiques visés par le présent accord. Sous réserve de l'accord des parties, cette liste supplémentaire est utilisée pour former le groupe spécial d'arbitrage conformément à la procédure prévue à l'article 3.7 (Constitution du groupe spécial d'arbitrage).

ARTICLE 3.24

Choix de l'instance

1. Le recours à la procédure de règlement des différends en vertu du présent chapitre est sans préjudice de toute action intentée dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, y compris une action en règlement d'un différend, ou en vertu de tout autre accord international auquel les deux parties sont parties.

2. Par dérogation au paragraphe 1, une partie ne peut, pour une mesure particulière, chercher à obtenir réparation pour la violation d'une obligation substantiellement équivalente au titre du présent accord et au titre de l'accord sur l'OMC ou au titre de tout autre accord international auquel les deux parties sont parties devant les instances appropriées. Une fois qu'une procédure de règlement de différend a été engagée, une partie s'abstient de présenter, devant une autre instance, une demande visant à obtenir réparation pour la violation de l'obligation substantiellement équivalente au titre d'un autre accord, à moins que l'instance sélectionnée en premier ne se prononce pas sur la demande de réparation pour des raisons de procédure ou de compétence.

3. Aux fins du présent article:

- a) la procédure de règlement de différends au titre de l'accord sur l'OMC est réputée engagée dès lors qu'une partie demande l'établissement d'un groupe spécial en vertu de l'article 6 du *mémorandum d'accord de l'OMC sur les règles et procédures régissant le règlement des différends*;
- b) la procédure de règlement des différends au titre du présent chapitre est réputée engagée dès lors qu'une partie demande la constitution d'un groupe spécial d'arbitrage en vertu de l'article 3.5 (Ouverture d'une procédure d'arbitrage), paragraphe 1;
- c) la procédure de règlement des différends au titre de tout autre accord international est réputée engagée conformément audit accord.

4. Aucune disposition du présent accord n'empêche une partie de mettre en œuvre la suspension des obligations qui a été autorisée par l'ORD. Ni l'accord sur l'OMC ni l'accord de libre-échange ne peuvent être invoqués pour empêcher une partie de prendre des mesures appropriées au titre de l'article 3.15 (Mesures correctives temporaires en cas de non-conformité).

ARTICLE 3.25

Délais

1. Tous les délais prévus dans la présente section, y compris les délais imposés aux groupes spéciaux d'arbitrage pour notifier leurs rapports et leurs décisions, correspondent au nombre de jours calendaires suivant l'acte ou le fait auxquels ils se rapportent, sauf disposition contraire.
2. Tout délai mentionné dans la présente section peut être modifié d'un commun accord entre les parties au différend. Le groupe spécial d'arbitrage peut, à tout moment, proposer aux parties de modifier les délais visés à la présente section, en indiquant les raisons d'une telle proposition.

ARTICLE 3.26

Réexamen et modification

Le comité peut réexaminer et décider de modifier les annexes 7 (Règlement intérieur), 8 (Code de conduite à l'intention des arbitres et des médiateurs) et 9 (Mécanisme de médiation).

SECTION B

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ENTRE INVESTISSEURS ET PARTIES À L'ACCORD

SOUS-SECTION 1

CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS

ARTICLE 3.27

Champ d'application

1. La présente section s'applique à tout différend opposant un requérant d'une partie à l'accord à l'autre partie à l'accord en raison d'une mesure¹ dont il est allégué qu'elle constitue une violation des dispositions du chapitre 2 (Protection des investissements) et qui aurait prétendument occasionné une perte ou un préjudice au requérant ou, lorsque la procédure est introduite au nom d'une entreprise établie localement qui est détenue ou contrôlée par le requérant, à l'entreprise établie localement.
2. Il est entendu qu'un requérant n'introduit pas une procédure en vertu de la présente section si son investissement a été effectué à la suite de déclarations frauduleuses, d'actes de dissimulation, de corruption ou d'une conduite équivalant à un abus de procédure.

¹ Il est entendu que le terme "mesure" peut aussi désigner le défaut d'action.

3. Le tribunal et le tribunal d'appel institués en vertu, respectivement, de l'article 3.38 (Tribunal) et de l'article 3.39 (Tribunal d'appel) ne peuvent connaître de recours qui ne relèvent pas du champ d'application du présent article.

4. Un recours ayant pour objet la restructuration de dette d'une partie à l'accord est examiné conformément à la présente section et à l'annexe 5 (Dette publique).

ARTICLE 3.28

Définitions

Aux fins de la présente section, sauf dispositions contraires, on entend par:

- a) "procédure": la procédure devant le tribunal ou le tribunal d'appel en vertu de la présente section;
- b) "parties au différend": le requérant et le défendeur;
- c) "requérant d'une partie à l'accord":
 - i) un investisseur d'une partie, tel que visé à l'article 2.1 (Champ d'application), paragraphe 1, point b), agissant en son nom propre; ou

- ii) un investisseur d'une partie, tel que visé à l'article 2.1 (Champ d'application), paragraphe 1, point b), agissant au nom d'une entreprise établie localement qu'il détient ou contrôle; il est entendu qu'un recours introduit au titre du présent alinéa est réputé se rapporter à un différend entre un État contractant et un ressortissant d'un autre État contractant aux fins de l'article 25, paragraphe 1, de la convention du CIRDI;
- d) "convention du CIRDI": la *convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États*, faite à Washington le 18 mars 1965;
- e) "partie à l'accord non partie au différend": soit le Viêt Nam lorsque l'Union ou un État membre de l'Union est le défendeur, soit l'Union lorsque le Viêt Nam est le défendeur;
- f) "défendeur": le Viêt Nam ou, dans le cas de la partie UE, soit l'Union ou l'État membre concerné conformément à l'article 3.32 (Notification de l'intention d'introduire un recours);
- g) "entreprise établie localement": une personne morale qui est établie sur le territoire d'une partie à l'accord et est détenue ou contrôlée par un investisseur de l'autre partie à l'accord;
- h) "convention de New York de 1958": la *convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères*, faite à New York le 10 juin 1958;

- i) "financement par un tiers": tout financement émanant d'une personne physique ou morale qui n'est pas partie au différend mais qui conclut un accord avec l'une des parties à celui-ci afin de financer intégralement ou partiellement les frais de la procédure en échange du versement d'une rémunération dont le montant est fonction de l'issue de l'affaire, ou tout financement octroyé par une personne physique ou morale qui n'est pas partie au différend sous la forme d'un don ou d'une subvention;
- j) "CNUDCI": la Commission des Nations unies pour le droit commercial international; et
- k) "règlement de la CNUDCI sur la transparence": le règlement de la CNUDCI sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités.

SOUS-SECTION 2

AUTRES MODES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET CONSULTATIONS

ARTICLE 3.29

Règlement à l'amiable

Dans la mesure du possible, tout différend devrait être résolu à l'amiable par la négociation ou la médiation et, si cela est réalisable, avant le dépôt d'une demande de consultations conformément à l'article 3.30 (Consultations). Un tel règlement peut être convenu à tout moment, y compris après l'ouverture de la procédure en vertu de la présente section.

ARTICLE 3.30

Consultations

1. Lorsqu'un différend ne peut être résolu à l'amiable selon l'article 3.29 (Règlement à l'amiable), le requérant d'une partie à l'accord qui allègue une violation des dispositions visées à l'article 3.27 (Champ d'application), paragraphe 1, présente une demande de consultations à l'autre partie à l'accord. La demande contient les informations suivantes:

- a) le nom et l'adresse du requérant et, si la demande est présentée au nom d'une entreprise établie localement, le nom, l'adresse et le lieu de constitution de cette entreprise;
- b) les dispositions visées à l'article 3.27 (Champ d'application), paragraphe 1, dont le requérant allègue la violation;
- c) le fondement juridique et factuel du recours, y compris les mesures dont il est allégué qu'elles constituent une violation des dispositions visées à l'article 3.27 (Champ d'application), paragraphe 1;
- d) la réparation demandée et le montant estimé des dommages-intérêts réclamés; et
- e) la preuve que le requérant est un investisseur de l'autre partie à l'accord et qu'il détient ou contrôle l'investissement visé, y compris l'entreprise établie localement le cas échéant, à propos duquel la demande de consultations a été présentée.

Lorsqu'une demande de consultations est présentée par plusieurs requérants ou au nom de plusieurs entreprises établies localement, les informations visées au paragraphe 1, points a) et e), sont fournies pour chaque requérant ou chaque entreprise établie localement, selon le cas.

2. La demande de consultations est présentée, selon le cas:

- a) dans les trois ans à compter de la date à laquelle le requérant ou, le cas échéant, l'entreprise établie localement, a eu connaissance, ou aurait dû avoir eu connaissance, pour la première fois de la mesure dont il est allégué qu'elle constitue une violation des dispositions du chapitre 2 (Protection des investissements) ainsi que de la perte ou du préjudice qui ont été subis:
 - i) par le requérant, lorsque le recours est introduit par un investisseur agissant en son nom propre; ou
 - ii) par l'entreprise établie localement, lorsque le recours est introduit par un investisseur agissant au nom d'une entreprise établie localement; ou
- b) dans les deux ans à compter de la date à laquelle le requérant ou, le cas échéant, l'entreprise établie localement, se sont désistés de tout recours devant une juridiction en vertu du droit interne et, en tout état de cause, au plus tard sept ans après la date à laquelle le requérant a eu, ou aurait dû avoir connaissance, pour la première fois de la mesure dont il est allégué qu'elle constitue une violation des dispositions du chapitre 2 (Protection des investissements) ainsi que de la perte ou du préjudice qui ont été subis:
 - i) par le requérant, lorsque le recours est introduit par un investisseur agissant en son nom propre; ou

- ii) par l'entreprise établie localement, lorsque le recours est introduit par un investisseur agissant au nom d'une entreprise établie localement¹.

3. À moins que les parties au différend n'en conviennent autrement, les consultations ont lieu, selon le cas:

- a) à Hanoï lorsque les consultations portent sur des mesures du Viêt Nam;
- b) à Bruxelles lorsque les consultations portent sur des mesures de l'Union; ou
- c) dans la capitale de l'État membre de l'Union concerné lorsque la demande de consultations porte exclusivement sur des mesures d'un État membre.

Les consultations peuvent également avoir lieu par vidéoconférence ou par d'autres moyens, en particulier si une petite ou moyenne entreprise est concernée.

4. À moins que les parties au différend ne s'entendent sur une période plus longue, les consultations se tiennent dans les 60 jours suivant la présentation de la demande de consultations.

5. Si le requérant n'a pas introduit de recours en vertu de l'article 3.33 (Introduction d'un recours) dans les 18 mois suivant la présentation de la demande de consultations, le requérant est réputé s'être désisté d'une action en vertu de la présente section et ne peut introduire un recours en vertu de la présente section. Ce délai peut être prorogé d'un commun accord entre les parties participant aux consultations.

¹ Le paragraphe 2, point b), ne s'applique pas lorsque l'annexe 12 (Procédures parallèles) s'applique.

6. Les délais visés aux paragraphes 2 et 5 n'entraînent pas l'irrecevabilité des recours si le requérant peut prouver que, s'il n'a pas sollicité de consultations ou introduit de recours, c'est parce qu'il en a été empêché du fait délibéré de la partie à l'accord concernée, pour autant que le requérant agisse dès qu'il est raisonnablement en mesure de le faire.

7. Lorsque la demande de consultations porte sur une violation du présent accord qu'aurait commise l'Union ou un État membre de l'Union, elle est adressée à l'Union. Si des mesures d'un État membre de l'Union sont en cause, elle est également envoyée à l'État membre concerné.

ARTICLE 3.31

Médiation

1. Les parties au différend peuvent, à tout moment, convenir de recourir à la médiation.
2. Le recours à la médiation est volontaire et ne préjuge en rien de la position juridique des parties au différend.
3. Le recours à la médiation peut être régi par les règles définies à l'annexe 10 (Mécanisme de médiation pour le règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord). Tout délai mentionné à l'annexe 10 (Mécanisme de médiation pour le règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord) peut être modifié d'un commun accord entre les parties au différend.

4. Le médiateur est nommé d'un commun accord entre les parties au différend. Le médiateur peut à cet égard être choisi parmi les membres du tribunal nommés conformément à l'article 3.38 (Tribunal) ou les membres du tribunal d'appel nommés conformément à l'article 3.39 (Tribunal d'appel). Les parties au différend peuvent également demander au président du tribunal de nommer un médiateur parmi les membres du Tribunal qui ne sont ressortissants ni d'un État membre de l'Union ni du Viêt Nam.

5. Une fois que les parties au différend sont convenues de recourir à la médiation, les délais visés à l'article 3.30 (Consultations), paragraphes 2 et 5, à l'article 3.53 (Sentence provisoire), paragraphe 6, et à l'article 3.54 (Procédure d'appel), paragraphe 5, sont suspendus entre la date à laquelle il est convenu de recourir à la médiation et celle à laquelle l'une des parties au différend décide de mettre un terme à la médiation par l'envoi d'une lettre au médiateur et à l'autre partie au différend. À la demande des deux parties au différend, si une formation du Tribunal a été constituée conformément à l'article 3.38 (Tribunal), cette formation suspend la procédure jusqu'à la date à laquelle l'une des parties au différend décide de mettre fin à la médiation par l'envoi d'une lettre au médiateur et à l'autre partie au différend.

SOUS-SECTION 3

INTRODUCTION D'UN RECOURS ET CONDITIONS PRÉALABLES

ARTICLE 3.32

Notification de l'intention d'introduire un recours

1. Si le différend ne peut être réglé dans les 90 jours suivant la présentation de la demande de consultations, le requérant peut présenter une notification d'intention, laquelle expose par écrit l'intention du requérant d'introduire une procédure de règlement de différend en vertu de la présente section et comporte les informations suivantes:
 - a) le nom et l'adresse du requérant et, si la demande est présentée au nom d'une entreprise établie localement, le nom, l'adresse et le lieu de constitution de cette entreprise;
 - b) les dispositions visées à l'article 3.27 (Champ d'application), paragraphe 1, dont le requérant allègue la violation;
 - c) le fondement juridique et factuel du recours, y compris les mesures dont il est allégué qu'elles constituent une violation des dispositions visées à l'article 3.27 (Champ d'application), paragraphe 1; et

- d) la réparation demandée et le montant estimé des dommages-intérêts réclamés.

La notification d'intention est adressée à l'Union ou au Viêt Nam, selon le cas. Si une mesure d'un État membre de l'Union est en cause, elle est également envoyée à l'État membre concerné.

2. Lorsqu'une notification d'intention est adressée à l'Union, celle-ci prend une décision concernant le défendeur et, ensuite, fait savoir au requérant, dans un délai de 60 jours à compter de la réception de la notification d'intention, si le défendeur est l'Union ou un État membre de l'Union.
3. Lorsque le requérant n'a pas été informé de la décision concernant le défendeur dans les 60 jours suivant la réception de la notification d'intention:
 - a) si les mesures identifiées dans la notification sont exclusivement des mesures d'un État membre de l'Union, cet État membre agit en qualité de défendeur; ou
 - b) si les mesures identifiées dans la notification comprennent des mesures de l'Union, l'Union agit en qualité de défendeur.
4. Le requérant peut introduire un recours en application de l'article 3.33 (Introduction d'un recours) en se fondant sur la décision visée au paragraphe 2 ou, si une telle décision ne lui a pas été communiquée dans le délai prévu au paragraphe 2, selon le paragraphe 3.

5. Lorsque l'Union ou un État membre de l'Union est le défendeur à la suite d'une décision au titre du paragraphe 2, ni l'Union ni l'État membre concerné ne peuvent invoquer l'irrecevabilité du recours, l'absence de compétence du tribunal, l'absence de fondement ou l'invalidité du recours ou de la sentence au motif que le défendeur devrait être l'Union et non l'État membre, ou inversement.
6. Le tribunal et le tribunal d'appel sont liés par la décision prise au titre du paragraphe 2.
7. Aucune disposition du présent accord ou des règles applicables en matière de règlement des différends n'empêche l'échange, entre l'Union et l'État membre concerné, de toutes les informations relatives à un différend.

ARTICLE 3.33

Introduction d'un recours

1. Lorsque le différend ne peut être réglé dans les six mois suivant la demande de consultations et qu'au moins trois mois se sont écoulés depuis la notification de l'intention d'introduire un recours en application de l'article 3.32 (Notification de l'intention d'introduire un recours), le requérant peut, s'il satisfait aux exigences énoncées à l'article 3.35 (Exigences, notamment procédurales, pour l'introduction d'un recours), introduire un recours devant le tribunal institué en vertu de l'article 3.38 (Tribunal).

2. Un recours peut être introduit devant le tribunal en vertu de l'un des mécanismes de règlement des différends suivants:

- a) la convention du CIRDI;
- b) le *règlement régissant le mécanisme supplémentaire pour l'administration de procédures* (ci-après dénommé "règlement du mécanisme supplémentaire du CIRDI") par le Secrétariat du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (ci-après dénommé "Secrétariat du CIRDI"), lorsque les conditions d'ouverture d'une procédure en vertu du point a) ne sont pas réunies;
- c) le règlement d'arbitrage de la CNUDCI; ou
- d) tout autre mécanisme dont les parties au différend conviennent. Si le requérant propose le recours à un mécanisme particulier de règlement des différends et que, dans les 30 jours suivant la réception de cette proposition, les parties au différend n'ont pas donné leur accord écrit à ce sujet ou que le défendeur n'a pas répondu au requérant, ce dernier peut introduire un recours en vertu de l'un des mécanismes visés aux points a), b) et c).

3. Tous les chefs de demande identifiés par le requérant dans l'acte introductif du recours au titre du présent article doivent être fondés sur les mesures identifiées dans sa demande de consultations conformément à l'article 3.30 (Consultations), paragraphe 1, point c).

4. Les mécanismes de règlement des différends visés au paragraphe 2 s'appliquent sous réserve des règles énoncées dans la présente section, complétées le cas échéant par les règles adoptées par le comité, par le tribunal ou par le tribunal d'appel.

5. Un recours est réputé introduit en vertu du présent article lorsque le requérant a engagé la procédure conformément aux règles applicables au règlement du différend.

6. Les recours introduits au nom d'un groupe constitué d'un certain nombre de requérants non identifiés, ou formés par un représentant ayant l'intention de mener la procédure pour défendre les intérêts d'un certain nombre de requérants, identifiés ou non, qui lui ont délégué la prise de toute décision relative à la procédure en leur nom, sont irrecevables.

ARTICLE 3.34

Autres recours

1. Un requérant s'abstient d'introduire un recours devant le tribunal s'il a saisi une autre juridiction interne ou internationale d'un recours, toujours en instance, qui porte sur la même mesure que celle dont il allègue l'incompatibilité avec les dispositions visées à l'article 3.27 (Champ d'application), paragraphe 1, ainsi que sur la même perte ou le même préjudice, sauf si ce requérant se désiste dudit recours en instance.

2. Un requérant agissant en son nom propre s'abstient d'introduire un recours devant le tribunal si une personne qui, directement ou indirectement, détient une participation dans le requérant ou est contrôlée par celui-ci a saisi le tribunal ou une autre juridiction interne ou internationale d'un recours, toujours en instance, qui porte sur la même mesure que celle dont il allègue l'incompatibilité avec les dispositions visées à l'article 3.27 (Champ d'application), paragraphe 1, ainsi que sur la même perte ou le même préjudice, sauf si ladite personne se désiste de son recours en instance.

3. Un requérant agissant au nom d'une entreprise établie localement s'abstient d'introduire un recours devant le tribunal si une personne qui, directement ou indirectement, détient une participation dans l'entreprise établie localement ou est contrôlée par celle-ci, a saisi le tribunal ou une autre juridiction interne ou internationale d'un recours, toujours en instance, qui porte sur la même mesure que celle dont il allègue l'incompatibilité avec les dispositions du chapitre 2 (Protection des investissements), ainsi que sur la même perte ou le même préjudice, sauf si ladite personne se désiste de son recours en instance.
4. Avant d'introduire un recours, le requérant communique:
 - a) la preuve que lui-même et, le cas échéant conformément aux paragraphes 2 et 3, toute personne qui, directement ou indirectement, détient une participation dans ou est contrôlée par le requérant ou l'entreprise établie localement se sont désistés de tout recours en instance visé au paragraphe 1, 2 ou 3; et
 - b) une déclaration indiquant que lui-même et, le cas échéant, l'entreprise établie localement renoncent au droit d'introduire un recours tel que visé au paragraphe 1.
5. Le présent article s'applique en liaison avec l'annexe 12 (Procédures parallèles).
6. La renonciation visée au paragraphe 4, point b), cesse de produire ses effets lorsque le requérant est débouté parce qu'il ne répond pas aux critères de nationalité à respecter pour pouvoir introduire un recours en vertu du présent accord.

7. Les paragraphes 1 à 4, y compris l'annexe 12 (Procédures parallèles), ne s'appliquent pas lorsque des recours sont introduits devant une juridiction interne à la seule fin de solliciter l'adoption d'une injonction ou d'une décision déclaratoire provisoires et ne portent pas sur le versement de dommages-intérêts.

8. Lorsqu'un recours est introduit à la fois au titre de la présente section et de la section A (Règlement des différends entre les parties à l'accord) ou à la fois au titre de la présente section et d'un autre accord international au sujet du même traitement que celui dont l'incompatibilité avec les dispositions du chapitre 2 (Protection des investissements) est alléguée, une formation du tribunal constituée en vertu de la présente section prend en considération, dès que possible après avoir entendu les parties au différend, la procédure au titre de la section A (Règlement des différends entre les parties à l'accord) ou au titre d'un autre accord international dans sa décision, son ordonnance ou sa sentence. À cette fin, elle peut également suspendre la procédure devant elle si elle l'estime nécessaire. Lorsqu'il agit en application de la présente disposition, le tribunal respecte l'article 3.53 (Sentence provisoire), paragraphe 6.

ARTICLE 3.35

Exigences, notamment procédurales, pour l'introduction d'un recours

1. Un recours ne peut être introduit devant le tribunal en vertu de la présente section que si les conditions suivantes sont remplies:

- a) le requérant a joint à l'acte introductif du recours son consentement écrit au règlement du différend devant le tribunal conformément aux procédures établies dans la présente section, ainsi que sa désignation de l'un des mécanismes de règlement des différends visés à l'article 3.33 (Introduction d'un recours), paragraphe 2, en tant que règles applicables au règlement du différend;

- b) au moins six mois se sont écoulés depuis la présentation de la demande de consultations en vertu de l'article 3.30 (Consultations) et au moins trois mois se sont écoulés depuis la notification de l'intention d'introduire un recours au titre de l'article 3.32 (Notification de l'intention d'introduire un recours);
 - c) la demande de consultations et la notification de l'intention d'introduire un recours sont conformes aux exigences énoncées, respectivement, à l'article 3.30 (Consultations), paragraphes 1 et 2, et à l'article 3.32 (Notification de l'intention d'introduire un recours), paragraphe 1;
 - d) le fondement juridique et factuel du différend a fait l'objet de consultations préalables au titre de l'article 3.30 (Consultations);
 - e) tous les chefs de demande identifiés dans l'acte introductif du recours formé devant le tribunal au titre de l'article 3.33 (Introduction d'un recours) sont fondés sur la ou les mesures identifiées dans la notification de l'intention d'introduire un recours effectuée conformément à l'article 3.32 (Notification de l'intention d'introduire un recours); et
 - f) les conditions énoncées à l'article 3.34 (Autres recours) sont remplies.
2. Le présent article est sans préjudice d'autres exigences en matière de compétence résultant des règles pertinentes pour le règlement du différend.

ARTICLE 3.36

Consentement

1. Le défendeur consent à ce qu'un recours soit introduit en vertu de la présente section.
2. Le requérant donne son consentement selon les procédures prévues dans la présente section au moment où il introduit son recours en vertu de l'article 3.33 (Introduction d'un recours).
3. Le consentement au titre des paragraphes 1 et 2 suppose que:
 - a) les parties au différend s'abstiennent de faire exécuter une sentence rendue en vertu de la présente section avant que celle-ci ne soit définitive conformément à l'article 3.55 (Sentence définitive); et
 - b) les parties au différend s'abstiennent de saisir une juridiction interne ou internationale en vue de contester une sentence rendue en vertu de la présente section ou d'en solliciter le réexamen, l'annulation, la révision, ou d'introduire toute autre procédure du même ordre¹.
4. Le consentement au titre des paragraphes 1 et 2 est considéré comme remplissant les exigences:
 - a) de l'article 25 de la convention du CIRDI et du règlement du mécanisme supplémentaire du CIRDI en ce qui concerne le consentement écrit des parties au différend; et
 - b) de l'article II de la convention de New York de 1958 en ce qui concerne l'existence d'une convention écrite.

¹ Il est entendu que le présent point s'applique en liaison avec l'article 3.57 (Exécution de la sentence définitive).

ARTICLE 3.37

Financement par un tiers

1. En cas de financement par un tiers, la partie au différend qui bénéficie d'un tel financement notifie l'existence et la nature de la convention de financement, ainsi que le nom et l'adresse du tiers bailleur de fonds, à l'autre partie au différend et à la formation du tribunal saisie de l'affaire ou, si une telle formation n'a pas été constituée, au président du tribunal.
2. Cette notification est effectuée lorsque le requérant introduit le recours ou, si la convention de financement est conclue ou que le don ou la subvention interviennent après l'introduction du recours, sans tarder après la conclusion de la convention de financement ou l'octroi du don ou de la subvention.
3. Lors de l'application de l'article 3.48 (Garantie relative aux dépens), le tribunal tient compte de l'existence éventuelle d'un financement par un tiers. Lorsqu'il statue sur les dépens en application de l'article 3.53 (Sentence provisoire), paragraphe 4, le tribunal prend en considération le respect ou non des exigences prévues aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

SOUS-SECTION 4

SYSTÈME DE TRIBUNAL DES INVESTISSEMENTS

ARTICLE 3.38

Tribunal

1. Un tribunal est institué pour connaître des recours introduits conformément à l'article 3.33 (Introduction d'un recours).
2. Conformément à l'article 4.1 (Comité), paragraphe 5, point a), le comité nomme neuf membres du tribunal dès l'entrée en vigueur du présent accord. Trois membres sont des ressortissants d'un État membre de l'Union, trois membres sont des ressortissants du Viêt Nam et trois membres sont des ressortissants de pays tiers¹.
3. Le comité peut décider d'accroître ou de réduire le nombre des membres du tribunal par multiples de trois. Les nominations supplémentaires sont effectuées conformément au paragraphe 2.

¹ Chaque partie à l'accord peut, au lieu de proposer la nomination de trois membres qui sont des ressortissants de celle-ci, proposer de nommer jusqu'à trois membres d'autres nationalités. Dans un tel cas, ces membres sont réputés être des ressortissants de la partie qui a proposé leur nomination aux fins du présent article.

4. Les membres du tribunal possèdent les qualifications requises dans leur pays respectif pour exercer des fonctions juridictionnelles ou sont des juristes de renom. Ils possèdent une expertise confirmée du droit international public. Il est souhaitable qu'ils aient des connaissances spécialisées, en particulier, dans les domaines du droit de l'investissement international, du droit commercial international et du règlement des différends découlant d'accords internationaux en matière d'investissement ou d'accords commerciaux internationaux.
5. Les membres du tribunal sont nommés pour un mandat de quatre ans renouvelable une fois. Cependant, le mandat de cinq membres tirés au sort parmi les neuf membres nommés immédiatement après la date d'entrée en vigueur du présent accord est d'une durée de six ans. Dès qu'ils deviennent vacants, les postes sont repourvus. Toute personne qui est nommée pour remplacer une personne dont le mandat n'est pas arrivé à expiration occupe le poste pendant la durée restante du mandat de son prédécesseur. Toute personne qui siège dans une formation du tribunal au moment de l'expiration de son mandat peut, avec l'autorisation du président du tribunal, continuer de siéger dans cette formation jusqu'au terme de la procédure devant cette formation et est considérée, à cette fin uniquement, comme demeurant membre du tribunal.
6. Le tribunal examine les affaires dont il est saisi en formations de trois membres, composées d'un ressortissant d'un État membre de l'Union, d'un ressortissant du Viêt Nam et d'un ressortissant d'un pays tiers. Chaque formation est présidée par le membre qui est ressortissant d'un pays tiers.
7. Dans un délai de 90 jours à compter de l'introduction d'un recours conformément à l'article 3.33 (Introduction d'un recours), le président du tribunal désigne les membres composant la formation du tribunal saisie de l'affaire suivant un système de rotation, en veillant à ce que la composition de chaque formation soit aléatoire et imprévisible et en donnant à tous les membres des possibilités égales de siéger.

8. Le président et le vice-président du tribunal sont responsables des questions d'organisation, ils sont nommés pour un mandat de deux ans et sont choisis par tirage au sort parmi les membres qui sont des ressortissants de pays tiers. Ils siègent suivant un système de rotation par tirage au sort effectué par les coprésidents du comité ou leurs représentants respectifs. Le vice-président remplace le président lorsque celui-ci n'est pas disponible.

9. Nonobstant le paragraphe 6, les parties au différend peuvent convenir qu'une affaire soit jugée par un seul membre, lequel est sélectionné par le président du tribunal parmi les membres qui sont des ressortissants de pays tiers. Le défendeur examine avec bienveillance une telle demande du requérant, en particulier si ce dernier est une petite ou moyenne entreprise ou si la compensation ou les dommages-intérêts réclamés sont relativement modestes. Une telle demande devrait être effectuée au moment du dépôt de l'acte introductif du recours conformément à l'article 3.33 (Introduction d'un recours).

10. Le tribunal peut arrêter ses procédures de travail. Les procédures de travail doivent être compatibles avec les règles applicables au règlement du différend et la présente section. Si le tribunal le décide, le président du tribunal établit un projet de procédures de travail en concertation avec les autres membres du tribunal et le soumet au comité. Le projet de procédures de travail est adopté par le comité. Si le projet de procédures de travail n'est pas adopté par le comité dans un délai de trois mois à compter de sa présentation, le président du tribunal apporte les modifications nécessaires au projet de procédures de travail en prenant en considération les points de vue exprimés par les parties à l'accord. Le président du tribunal soumet ensuite le projet révisé de procédures de travail au comité. Le projet révisé de procédures de travail est réputé adopté, à moins que le comité ne décide de le rejeter dans un délai de trois mois à compter de sa présentation.

11. Lorsque survient une question d'ordre procédural qui n'est pas couverte par la présente section, par aucune des règles complémentaires adoptées par le comité ou par les procédures de travail adoptées conformément au paragraphe 10, la formation concernée du tribunal peut adopter une procédure appropriée compatible avec ces dispositions.

12. La formation du tribunal met tout en œuvre pour prendre ses décisions par consensus. S'il s'avère impossible de parvenir à une décision par consensus, la formation du tribunal tranche à la majorité des voix de tous ses membres. Les avis exprimés par chacun des membres d'une formation du tribunal sont anonymes.

13. Les membres sont disponibles à tout moment et à bref délai et se tiennent au courant des activités de règlement des différends en vertu du présent accord.

14. Afin que leur disponibilité soit garantie, les membres perçoivent une rétribution mensuelle dont le montant est fixé par une décision du comité. Le président du tribunal et, le cas échéant, le vice-président perçoivent en outre des honoraires journaliers équivalant aux honoraires déterminés en application de l'article 3.39 (Tribunal d'appel), paragraphe 16, pour chaque journée de travail accomplie en qualité de président du tribunal conformément à la présente section.

15. La rétribution mensuelle et les honoraires journaliers visés au paragraphe 14 sont versés par les deux parties à l'accord, compte tenu de leurs niveaux respectifs de développement, sur un compte géré par le Secrétariat du CIRDI. Si une partie à l'accord ne verse pas la rétribution mensuelle ou les honoraires journaliers, l'autre partie peut choisir de les acquitter à sa place. De tels arriérés restent exigibles, avec les intérêts y afférents.

16. À moins que le comité n'adopte une décision en application du paragraphe 17, le montant des autres honoraires et frais des membres d'une formation du tribunal correspond aux montants déterminés en vertu de l'article 14, paragraphe 1, du règlement administratif et financier de la convention du CIRDI et applicables à la date d'introduction du recours; il est réparti entre les parties au différend par le tribunal conformément à l'article 3.53 (Sentence provisoire), paragraphe 4.

17. Sur décision du comité, la rétribution mensuelle, les honoraires journaliers et les autres honoraires et frais peuvent être transformés à titre permanent en salaire régulier. Dans ce cas, les membres du tribunal siègent à temps plein et ne sont pas autorisés à exercer une autre activité professionnelle, rémunérée ou non, sauf dérogation accordée à titre exceptionnel par le président du tribunal. Le comité fixe le montant de leur rémunération ainsi que les questions connexes d'organisation.

18. Le Secrétariat du CIRDI assure le secrétariat du tribunal et fournit à celui-ci un soutien approprié. Les frais afférents à ce soutien sont répartis par le tribunal entre les parties au différend selon l'article 3.53 (Sentence provisoire), paragraphe 4.

ARTICLE 3.39

Tribunal d'appel

1. Un tribunal d'appel permanent est institué pour connaître des appels formés contre les sentences rendues par le tribunal.

2. Le tribunal d'appel est composé de six membres, dont deux sont ressortissants d'un État membre de l'Union, deux sont ressortissants du Viêt Nam et deux sont ressortissants de pays tiers.
3. Conformément à l'article 4.1 (Comité), paragraphe 5, point a), le comité nomme les six membres du tribunal d'appel dès l'entrée en vigueur du présent accord¹.
4. Le comité peut décider d'accroître ou de réduire le nombre des membres du tribunal d'appel par multiples de trois. Les nominations supplémentaires sont effectuées conformément aux paragraphes 2 et 3.
5. Les membres du tribunal d'appel sont nommés pour un mandat de quatre ans renouvelable une fois. Cependant, le mandat de trois membres tirés au sort parmi les six membres nommés immédiatement après l'entrée en vigueur du présent accord est d'une durée de six ans. Dès qu'ils deviennent vacants, les postes sont repourvus. Toute personne qui est nommée pour remplacer une personne dont le mandat n'est pas arrivé à expiration occupe le poste pendant la durée restante du mandat de son prédécesseur.

¹ Chaque partie à l'accord peut, au lieu de proposer la nomination de deux membres qui sont des ressortissants de celle-ci, proposer de nommer jusqu'à deux membres d'autres nationalités. Dans un tel cas, ces membres sont réputés être des ressortissants de la partie qui a proposé leur nomination aux fins du présent article.

6. Le tribunal d'appel dispose d'un président et d'un vice-président, lesquels sont choisis pour un mandat de deux ans, par tirage au sort, parmi les membres qui sont des ressortissants de pays tiers. Ils siègent suivant un système de rotation par tirage au sort effectué par les coprésidents du comité ou leurs représentants respectifs. Le vice-président remplace le président lorsque celui-ci n'est pas disponible.

7. Les membres du tribunal d'appel possèdent une expertise confirmée du droit international public ainsi que les qualifications requises dans leur pays respectif pour exercer des fonctions juridictionnelles au plus haut niveau ou sont des juristes de renom. Il est souhaitable qu'ils aient des connaissances spécialisées dans les domaines du droit de l'investissement international, du droit commercial international et du règlement des différends découlant d'accords internationaux en matière d'investissement ou d'accords commerciaux internationaux.

8. Le tribunal d'appel examine les appels dont il est saisi en formations de trois membres, composées d'un ressortissant d'un État membre de l'Union, d'un ressortissant du Viêt Nam et d'un ressortissant d'un pays tiers. Chaque formation est présidée par le membre qui est ressortissant d'un pays tiers.

9. La composition de la formation saisie de chaque appel est déterminée pour chaque affaire par le président du tribunal d'appel suivant un système de rotation, en veillant à ce que la composition de chaque formation soit aléatoire et imprévisible et en donnant à tous les membres des possibilités égales de siéger. Toute personne qui siège dans une formation du tribunal d'appel au moment de l'expiration de son mandat peut, avec l'autorisation du président du tribunal d'appel, continuer de siéger dans cette formation jusqu'au terme de la procédure devant cette formation et est considérée, à cette fin uniquement, comme demeurant membre du tribunal d'appel.

10. Le tribunal d'appel arrête ses procédures de travail. Les procédures de travail doivent être compatibles avec la présente section et les instructions fournies à l'annexe 13 (Procédures de travail du tribunal d'appel). Le président du tribunal d'appel établit un projet de procédures de travail en concertation avec les autres membres du tribunal d'appel et le soumet au comité dans un délai d'un an à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent accord. Le projet de procédures de travail est adopté par le comité. Si le projet de procédures de travail n'est pas adopté par le comité dans un délai de trois mois à compter de sa présentation, le président du tribunal d'appel apporte les modifications nécessaires au projet de procédures de travail en prenant en considération les points de vue exprimés par les parties à l'accord. Le président du tribunal d'appel soumet ensuite le projet révisé de procédures de travail au comité. Le projet révisé de procédures de travail est réputé adopté, à moins que le comité ne décide de le rejeter dans un délai de trois mois à compter de sa présentation.

11. Lorsque survient une question d'ordre procédural qui n'est pas couverte par la présente section, par aucune des règles complémentaires adoptées par le comité ou par les procédures de travail adoptées conformément au paragraphe 10, la formation concernée du tribunal d'appel peut adopter une procédure appropriée compatible avec ces dispositions.

12. La formation du tribunal d'appel met tout en œuvre pour prendre ses décisions par consensus. S'il s'avère impossible de parvenir à une décision par consensus, la formation du tribunal d'appel tranche à la majorité des voix de tous ses membres. Les avis exprimés par chacun des membres d'une formation du tribunal d'appel sont anonymes.

13. Les membres du tribunal d'appel sont disponibles à tout moment et à bref délai et se tiennent au courant des autres activités de règlement des différends en vertu du présent accord.

14. Les membres du tribunal d'appel perçoivent une rétribution mensuelle dont le montant est fixé par décision du comité. Le président du tribunal d'appel et, le cas échéant, le vice-président perçoivent en outre des honoraires journaliers équivalant aux honoraires déterminés en application du paragraphe 16 pour chaque journée de travail accomplie en qualité de président du tribunal d'appel en vertu de la présente section.

15. La rétribution mensuelle et les honoraires journaliers visés au paragraphe 14 sont versés par les deux parties à l'accord, compte tenu de leurs niveaux respectifs de développement, sur un compte géré par le Secrétariat du CIRDI. Si une partie à l'accord ne verse pas la rétribution mensuelle ou les honoraires journaliers, l'autre partie peut choisir de les acquitter à sa place. De tels arriérés restent exigibles, avec les intérêts y afférents.

16. Dès l'entrée en vigueur du présent accord, le comité adopte une décision fixant le montant des autres honoraires et frais des membres d'une formation du tribunal d'appel. Ces honoraires et frais sont répartis par le tribunal d'appel, entre les parties au différend conformément à l'article 3.53 (Sentence provisoire), paragraphe 4.

17. Sur décision du comité, la rétribution mensuelle, les honoraires journaliers et les autres honoraires et frais peuvent être transformés à titre permanent en salaire régulier. Dans un tel cas, les membres du tribunal d'appel siègent à temps plein et ne sont pas autorisés à exercer une autre activité professionnelle, rémunérée ou non, sauf dérogation accordée à titre exceptionnel par le président du tribunal d'appel. Le comité fixe le montant de leur rémunération ainsi que les questions connexes d'organisation.

18. Le Secrétariat du CIRDI assure le secrétariat du tribunal d'appel et fournit à celui-ci un soutien approprié. Les frais afférents à ce soutien sont répartis par le tribunal d'appel entre les parties au différend conformément à l'article 3.53 (Sentence provisoire), paragraphe 4.

ARTICLE 3.40

Règles d'éthique

1. Les membres du tribunal et du tribunal d'appel sont sélectionnés parmi des personnalités offrant toutes les garanties d'indépendance. Ils n'ont d'attache avec aucun pouvoir public¹. Ils n'acceptent d'instructions d'aucun pouvoir public ni d'aucune organisation en ce qui concerne les questions relatives au différend. Ils ne participent pas à l'examen d'un différend qui donnerait lieu à un conflit d'intérêts direct ou indirect. Les membres respectent les dispositions de l'annexe 11 (Code de conduite à l'intention des membres du tribunal, des membres du tribunal d'appel et des médiateurs). En outre, dès leur nomination, ils s'abstiennent d'agir en qualité d'avocat ou en qualité de témoin ou d'expert désigné par une partie à un différend en matière de protection des investissements en instance ou nouvellement introduit en vertu du présent accord, de tout autre accord ou des lois et réglementations internes.

¹ Il est entendu que le fait qu'une personne perçoive un revenu versé par les pouvoirs publics, ait auparavant été salariée des pouvoirs publics ou ait des liens familiaux avec une personne percevant un revenu des pouvoirs publics ne constitue pas en soi un motif d'inéligibilité.

2. Si une partie au différend estime qu'un membre connaît un conflit d'intérêts, elle communique un avis de récusation au président du tribunal ou au président du tribunal d'appel, selon le cas. Un tel avis de récusation est envoyé dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle la composition de la formation du tribunal ou du tribunal d'appel a été notifiée à la partie au différend, ou dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle cette partie a eu connaissance des faits pertinents, si ces faits ne pouvaient raisonnablement pas être connus d'elle au moment de la constitution de la formation. L'avis de récusation est motivé.

3. Si, dans un délai de 15 jours à compter de la date de l'avis de récusation, le membre en cause décide de ne pas démissionner de la formation, le président du tribunal ou le président du tribunal d'appel, selon le cas, entend les parties au différend et donne à ce membre la possibilité de présenter des observations, puis prend une décision dans un délai de 45 jours à compter de la réception de l'avis de récusation et en informe immédiatement les parties au différend ainsi que les autres membres de la formation.

4. Lorsque la désignation du président du tribunal en tant que membre d'une formation est mise en cause, le président du tribunal d'appel statue en la matière, et inversement.

5. Sur recommandation motivée du président du tribunal d'appel ou à l'initiative commune des parties à l'accord, celles-ci peuvent, par une décision du comité, décider la révocation d'un membre du tribunal ou d'un membre du tribunal d'appel lorsque son comportement est incompatible avec les obligations énoncées au paragraphe 1 et le rend inapte à continuer de siéger au sein du tribunal ou du tribunal d'appel. Si le comportement du président du tribunal d'appel est mis en cause, le président du tribunal émet la recommandation motivée. L'article 3.38 (Tribunal), paragraphe 2, et l'article 3.39 (Tribunal d'appel), paragraphe 3, s'appliquent mutatis mutandis lorsque des postes devenus vacants en application du présent paragraphe doivent être pourvus.

ARTICLE 3.41

Mécanismes multilatéraux de règlement des différends

Les parties à l'accord entament des négociations en vue de la conclusion d'un accord international instituant un tribunal multilatéral en matière d'investissement associé à un mécanisme d'appel multilatéral ou distinct de ce dernier, applicable aux différends relevant du présent accord. Les parties à l'accord peuvent en conséquence s'entendre sur la non-application de certaines parties de la présente section. Le comité peut adopter une décision précisant les modalités transitoires éventuellement nécessaires.

SOUS-SECTION 5

CONDUITE DE LA PROCÉDURE

ARTICLE 3.42

Droit applicable et règles d'interprétation

1. Le tribunal et le tribunal d'appel décident si les mesures en cause constituent, comme l'allègue le requérant, une violation des dispositions du chapitre 2 (Protection des investissements).

2. Pour rendre une décision, le tribunal et le tribunal d'appel appliquent les dispositions du chapitre 2 (Protection des investissements) et d'autres dispositions du présent accord, s'il y a lieu, ainsi que d'autres règles ou principes de droit international applicables entre les parties à l'accord, et prend en considération, en tant que question de fait, le droit interne pertinent de la partie à l'accord qui est partie au différend.
3. Il est entendu que le tribunal et le tribunal d'appel sont liés par l'interprétation du droit interne donnée par les juridictions ou autorités qui sont compétentes pour interpréter le droit interne pertinent, et que le sens donné aux dispositions pertinentes du droit interne par le tribunal et le tribunal d'appel ne lie pas les juridictions et autorités d'aucune des parties à l'accord. Le tribunal et le tribunal d'appel ne sont pas compétents pour statuer sur la légalité d'une mesure, dont il est allégué qu'elle constitue une violation du présent accord, au regard des lois et réglementations internes de la partie à l'accord qui est partie au différend.
4. Le tribunal et le tribunal d'appel interprètent le présent accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public, telles que codifiées dans la *convention de Vienne sur le droit des traités*, faite à Vienne le 23 mai 1969.
5. Lorsque des questions d'interprétation susceptibles d'avoir une incidence sur des matières liées à la présente section suscitent de graves préoccupations, le comité peut adopter des interprétations de dispositions du présent accord. Toute interprétation de cet ordre s'impose au tribunal et au tribunal d'appel. Le comité peut décider qu'une interprétation a force obligatoire à partir d'une date déterminée.

ARTICLE 3.43

Anticontournement

Il est entendu que le tribunal décline sa compétence lorsque le différend a pris naissance, ou était prévisible selon toute probabilité, au moment où le requérant a acquis la propriété ou le contrôle de l'investissement objet du différend et que le tribunal établit, en s'appuyant sur les faits de l'espèce, que le requérant a acquis la propriété ou le contrôle de l'investissement dans le but principal d'introduire le recours en vertu de la présente section. La possibilité, pour le tribunal, de décliner sa compétence dans de telles circonstances est sans préjudice d'autres exceptions qui pourraient être examinées par le tribunal en matière de compétence.

ARTICLE 3.44

Exceptions préliminaires

1. Le défendeur peut soulever une exception pour cause de recours manifestement non fondé au plus tard 30 jours après la constitution de la formation du tribunal conformément à l'article 3.38 (Tribunal), paragraphe 7, et, en tout état de cause, avant la première séance de ladite formation ou 30 jours après que le défendeur a eu connaissances des faits sur lesquels repose l'exception soulevée.

2. Le défendeur décrit, le plus précisément possible, le fondement de l'exception qu'il soulève.
3. Après avoir donné aux parties au différend la possibilité de présenter leurs observations sur l'exception, le tribunal rend, à la première séance de la formation du tribunal ou dans les plus brefs délais par la suite, une décision ou une sentence provisoire motivées sur cette exception. Si l'exception est reçue après la première séance de la formation du tribunal, le tribunal rend une telle décision ou sentence provisoire dans les plus brefs délais, et au plus tard 120 jours après que l'exception a été soulevée. Pour rendre sa décision, le tribunal tient pour avérés les faits allégués et peut également examiner d'autres éléments de fait pertinents non litigieux.
4. La décision du tribunal est sans préjudice du droit d'une partie au différend de faire valoir, conformément à l'article 3.45 (Recours dépourvus de fondement en droit) ou en cours d'instance, que le recours est dépourvu de fondement, et ne préjuge pas non plus du pouvoir du tribunal d'examiner d'autres exceptions à titre préliminaire. Il est entendu qu'une telle exception peut aussi être soulevée pour faire valoir que le différend ou un chef de demande accessoire ne ressortit pas à la compétence du tribunal ou que ce dernier ne peut en connaître pour d'autres raisons.

ARTICLE 3.45

Recours dépourvus de fondement en droit

1. Sans préjudice du pouvoir du tribunal d'examiner d'autres exceptions à titre préliminaire, notamment une exception selon laquelle le différend ou un chef de demande accessoire ne ressortit pas à la compétence du tribunal ou que ce dernier ne peut en connaître pour d'autres raisons, et sans préjudice du droit du défendeur de soulever de telles exceptions à tout moment opportun, le tribunal statue à titre préliminaire sur toute exception soulevée par le défendeur selon laquelle, en droit, le recours introduit au titre de la présente section ne serait pas, en tout ou en partie, un recours à l'égard duquel une sentence en faveur du requérant peut être rendue en vertu de l'article 3.53 (Sentence provisoire), même si les faits allégués étaient tenus pour avérés. Le tribunal peut également examiner d'autres éléments de fait pertinents non litigieux.

2. Toute exception au sens du paragraphe 1 est soumise au tribunal dès que possible après la constitution de la formation du tribunal et au plus tard à la date fixée par le tribunal pour la présentation du contre-mémoire ou du mémoire en défense du défendeur ou, en cas de modification de chefs de demande, à la date fixée par le tribunal pour la présentation de la réponse du défendeur à cette modification. Une telle exception ne peut être soulevée tant qu'une procédure au titre de l'article 3.44 (Exceptions préliminaires) est en cours, à moins que le tribunal n'autorise qu'une exception soit soulevée au titre du présent article, après avoir dûment tenu compte des circonstances de l'espèce.

3. Lorsqu'il est saisi d'une exception au titre du paragraphe 1 et qu'il ne la considère pas comme manifestement non fondée, le tribunal suspend toute procédure sur le fond de l'affaire, définit un calendrier pour l'examen de l'exception en tenant compte de tout autre calendrier établi pour l'examen d'éventuelles autres questions préliminaires et rend une décision ou une sentence provisoire motivées sur cette exception.

ARTICLE 3.46

Transparence de la procédure

1. Le règlement de la CNUDCI sur la transparence s'applique aux différends relevant de la présente section, sous réserve des paragraphes 2 à 8.

2. La demande de consultations visée à l'article 3.30 (Consultations), la notification d'intention visée à l'article 3.32 (Notification de l'intention d'introduire un recours), paragraphe 1, la décision visée à l'article 3.32 (Notification de l'intention d'introduire un recours), paragraphe 2, l'avis de récusation et la décision sur la récusation visés à l'article 3.40 (Règles d'éthique) ainsi que la demande de jonction visée à l'article 3.59 (Jonction) sont inclus dans la liste des documents visée à l'article 3, paragraphe 1, du règlement de la CNUDCI sur la transparence.

3. Sous réserve de l'article 7 du règlement de la CNUDCI sur la transparence, le tribunal peut décider de sa propre initiative ou à la demande de toute personne, et après avoir consulté les parties au différend, s'il convient de mettre à disposition, et selon quelles modalités, tous autres documents qu'il reçoit ou délivre et qui ne relèvent pas de l'article 3, paragraphes 1 et 2, du règlement de la CNUDCI sur la transparence. Il peut s'agir de pièces de procédure lorsque le défendeur y consent.
4. Nonobstant l'article 2 du règlement de la CNUDCI sur la transparence, l'Union ou le Viêt Nam selon le cas, après avoir reçu des documents pertinents au sens du paragraphe 2 du présent article, les communique dans les plus brefs délais à la partie à l'accord non partie au différend et les met à la disposition du public, sous réserve de l'établissement d'une version expurgée des informations confidentielles ou protégées¹.
5. Les documents visés aux paragraphes 2, 3 et 4 peuvent être mis à la disposition du public par une communication au dépositaire visé dans le règlement de la CNUDCI sur la transparence ou d'une autre manière.
6. Au plus tard trois ans après la date d'entrée en vigueur du présent accord, le comité réexamine le fonctionnement du paragraphe 3. À la demande d'une partie à l'accord, le comité peut adopter une décision conformément à l'article 4.1 (Comité), paragraphe 5, point c), disposant que l'article 3, paragraphe 3, du règlement de la CNUDCI sur la transparence s'applique en lieu et place du paragraphe 3 du présent article.

¹ Il est entendu que les informations confidentielles ou protégées, telles que définies à l'article 7, paragraphe 2, du règlement de la CNUDCI sur la transparence, comprennent les informations classifiées du secteur public.

7. Sous réserve de toute décision rendue par le tribunal sur une exception relative à la désignation d'informations dont le caractère confidentiel ou protégé est allégué, ni les parties au différend ni le tribunal ne divulguent à toute partie à l'accord non partie au différend ou au public des informations protégées lorsque la partie au différend qui les a fournies les désigne clairement comme telles¹.

8. Une partie au différend peut communiquer à d'autres personnes liées à la procédure, y compris les témoins et les experts, dans la mesure où elle le juge nécessaire, les versions non expurgées de ces documents dans le cadre d'une procédure relevant de la présente section. La partie au différend veille cependant à ce que ces personnes protègent les informations confidentielles ou protégées contenues dans ces documents.

¹ Il est entendu que lorsque la partie au différend qui a fourni les informations décide de retirer intégralement ou en partie le document contenant ces informations conformément à l'article 7, paragraphe 4, du règlement de la CNUDCI sur la transparence, l'autre partie au différend doit, si nécessaire, soumettre à nouveau des documents en version intégrale et en version expurgée, soit en supprimant les informations retirées par la partie au différend qui les avait fournies au départ, soit en redésignant les informations conformément à la désignation de la partie au différend qui les avait fournies au départ.

ARTICLE 3.47

Décisions provisoires

Le tribunal peut ordonner une mesure de protection provisoire pour sauvegarder les droits d'une partie au différend ou pour assurer le plein exercice de sa propre compétence, y compris une ordonnance visant à préserver des éléments de preuve en la possession ou sous le contrôle d'une partie au différend ou à protéger la compétence du tribunal. Le tribunal ne peut ordonner la saisie de biens, ni empêcher l'application du traitement litigieux. Aux fins de l'application du présent paragraphe, une ordonnance comprend une recommandation.

ARTICLE 3.48

Garantie relative aux dépens

1. Il est entendu que le tribunal peut, sur demande, ordonner au requérant de constituer une garantie pour la totalité ou une partie des dépens s'il existe des motifs raisonnables de penser que le requérant risque de ne pas pouvoir honorer ses obligations s'il est condamné aux dépens.
2. Si la garantie relative aux dépens n'est pas constituée en totalité dans les 30 jours suivant l'ordonnance du tribunal ou dans tout autre délai fixé par le tribunal, celui-ci en informe les parties au différend. Le tribunal peut suspendre ou clore la procédure par voie d'ordonnance.

ARTICLE 3.49

Désistement

Si, après avoir introduit un recours en vertu de la présente section, le requérant n'accomplit aucun acte de la procédure au cours d'une période ininterrompue de 180 jours ou tout autre délai convenu entre les parties au différend, le requérant est réputé avoir retiré son recours et s'être désisté. À la demande du défendeur et après avoir notifié les parties au différend, le tribunal constate ce désistement par voie d'ordonnance et rend une sentence sur les dépens. Une fois l'ordonnance sur le désistement rendue, le pouvoir conféré au tribunal devient caduc. Le requérant ne peut, par la suite, introduire de recours ayant le même objet.

ARTICLE 3.50

Langue de la procédure

1. Les parties au différend s'entendent sur la langue de la procédure.

2. Si les parties au différend ne parviennent pas à s'entendre en application du paragraphe 1 dans un délai de 30 jours à compter de la constitution de la formation du tribunal conformément à l'article 3.38 (Tribunal), paragraphe 7, le tribunal détermine la langue de la procédure. Le tribunal rend sa décision à ce sujet, après consultation des parties au différend, en veillant à garantir l'efficacité économique de la procédure et à faire en sorte que la décision prise ne grève pas indûment les ressources des parties au différend et du tribunal¹.

ARTICLE 3.51

Partie à l'accord non partie au différend

1. Dans les 30 jours suivant la réception de tout document visé au point a) ou b), ou dans les plus brefs délais après la résolution de tout différend concernant des informations confidentielles ou protégées, le défendeur communique à la partie à l'accord non partie au différend:
 - a) la demande de consultations visée à l'article 3.30 (Consultations), la notification d'intention visée à l'article 3.32 (Notification de l'intention d'introduire un recours), paragraphe 1, la décision visée à l'article 3.32 (Notification de l'intention d'introduire un recours), paragraphe 2, et l'acte introductif du recours visé à l'article 3.33 (Introduction d'un recours); et

¹ Lorsqu'il apprécie l'efficacité économique de la procédure, le tribunal devrait tenir compte des frais occasionnés aux parties au différend et au tribunal pour l'examen de la jurisprudence et de la doctrine susceptibles d'être invoquées par les parties au différend.

- b) sur demande, tout document mis à la disposition du public conformément à l'article 3.46 (Transparence de la procédure).

2. La partie à l'accord non partie au différend a le droit d'assister aux audiences tenues au titre de la présente section et de présenter oralement des observations relatives à l'interprétation du présent accord.

ARTICLE 3.52

Rapports d'experts

À la demande d'une partie au différend ou de sa propre initiative après consultation des parties au différend, le tribunal peut nommer un ou plusieurs experts chargés de lui faire rapport par écrit sur tout élément factuel se rapportant aux questions d'environnement, de santé, de sécurité ou à d'autres questions soulevées par une partie au différend au cours de la procédure.

ARTICLE 3.53

Sentence provisoire

1. Lorsque le tribunal conclut qu'une mesure litigieuse constitue une violation d'une des dispositions du chapitre 2 (Protection des investissements), le tribunal peut, à la demande du requérant et après avoir entendu les parties au différend, ordonner, séparément ou conjointement, les mesures suivantes, à l'exclusion de toute autre:

- a) le versement d'une indemnité financière et des intérêts applicables; et

- b) la restitution de biens, auquel cas la sentence prévoit la possibilité que le défendeur, au lieu de procéder à la restitution, verse une indemnité financière et les intérêts applicables, déterminés conformément aux dispositions pertinentes du chapitre 2 (Protection des investissements).

Lorsque le recours a été introduit au nom d'une entreprise établie localement, la sentence au titre du présent paragraphe prévoit que:

- a) l'indemnité financière et les intérêts applicables sont versés à l'entreprise établie localement; et
- b) toute restitution est faite à l'entreprise établie localement.

Le tribunal ne peut ordonner l'abrogation du traitement concerné.

2. Le montant de l'indemnité financière ne peut être supérieur à la perte subie par le requérant ou, le cas échéant, son entreprise établie localement, du fait de la violation de l'une des dispositions du chapitre 2 (Protection des investissements), déduction faite des dommages-intérêts ou indemnités déjà versés par la partie à l'accord en cause. Il est entendu que, lorsqu'un investisseur introduit un recours en son nom propre, il ne peut récupérer qu'à hauteur de la perte ou du préjudice subis en rapport avec l'investissement visé effectué par cet investisseur.

3. Le tribunal ne prononce pas de dommages-intérêts punitifs.

4. Le tribunal condamne aux dépens¹ la partie au différend qui succombe. À titre exceptionnel, le tribunal peut répartir les dépens entre les parties au différend s'il le juge opportun au regard des circonstances de l'espèce. D'autres frais raisonnables, notamment les frais raisonnables de représentation et d'assistance juridiques, sont à la charge de la partie au différend qui succombe, sauf si le tribunal le juge inopportun au regard des circonstances de l'espèce. S'il n'a été fait droit que partiellement aux chefs de demande du requérant, les dépens sont calculés proportionnellement au nombre ou à l'ampleur des chefs de demande accueillis. Le tribunal d'appel statue sur les dépens conformément au présent article.

5. Le comité peut adopter des règles complémentaires en matière d'honoraires afin de déterminer le montant maximal des frais de représentation et d'assistance juridiques susceptibles d'être pris en charge par certaines catégories de parties au différend ayant succombé. Lesdites règles complémentaires sont établies en tenant compte des ressources financières d'un requérant qui est une personne physique ou une petite ou moyenne entreprise. Le comité s'efforce d'adopter de telles règles complémentaires au plus tard un an après la date d'entrée en vigueur du présent accord.

6. Le tribunal rend la sentence provisoire dans un délai de 18 mois à compter de la date d'introduction du recours. Si ce délai ne peut être respecté, le tribunal prend une décision à cet effet, qui précise les raisons du retard.

¹ Il est entendu que les dépens incluent a) les frais raisonnables exposés pour toute expertise et pour toute autre aide demandée par le tribunal, ainsi que b) les frais raisonnables de déplacement et autres dépenses des témoins, dans la mesure où ces frais sont approuvés par le tribunal.

ARTICLE 3.54

Procédure d'appel

1. Chaque partie au différend peut contester une sentence provisoire devant le tribunal d'appel dans les 90 jours suivant son prononcé. Les motifs d'appel sont les suivants:

- a) erreur du tribunal en ce qui concerne l'interprétation ou l'application du droit applicable;
- b) erreur manifeste du tribunal en ce qui concerne l'appréciation des faits, y compris des dispositions pertinentes de droit interne; ou
- c) motifs prévus à l'article 52 de la convention du CIRDI, dans la mesure où ils ne relèvent pas des points a) et b).

2. Le tribunal d'appel rejette l'appel lorsqu'il constate que celui-ci n'est pas fondé. Il peut également rejeter l'appel en procédure accélérée lorsqu'il est évident que l'appel est manifestement non fondé.

3. Lorsque le tribunal d'appel constate que l'appel est fondé, il rend une décision qui modifie ou infirme, totalement ou en partie, les constatations et les conclusions juridiques de la sentence provisoire. La décision indique avec précision en quoi les constatations et les conclusions concernées du tribunal ont été modifiées ou infirmées.

4. Lorsque les faits établis par le tribunal le permettent, le tribunal d'appel applique ses propres constatations et conclusions juridiques auxdits faits et rend une décision définitive. Si cela n'est pas possible, il renvoie l'affaire devant le tribunal.

5. En règle générale, la durée de la procédure d'appel, à partir de la date à laquelle une partie au différend notifie formellement sa décision de faire appel jusqu'à la date à laquelle le tribunal d'appel statue, ne dépasse pas 180 jours. Si le tribunal d'appel estime qu'il ne peut statuer dans les 180 jours, il informe par écrit les parties au différend des raisons du retard et leur indique dans quel délai il estime pouvoir rendre sa décision. Sauf si des circonstances exceptionnelles l'exigent, la procédure ne peut en aucun cas durer plus de 270 jours.

6. La partie au différend qui fait appel constitue une garantie correspondant aux dépens de la procédure d'appel majorés d'un montant raisonnable à déterminer par le tribunal d'appel au regard des circonstances de l'espèce.

7. Les articles 3.37 (Financement par un tiers), 3.46 (Transparence de la procédure), 3.47 (Décisions provisoires), 3.49 (Désistement) et 3.51 (Partie à l'accord non partie au différend), l'article 3.53 (Sentence provisoire) et 3.56 (Indemnisation ou autres formes de compensation) s'appliquent mutatis mutandis à la procédure d'appel.

ARTICLE 3.55

Sentence définitive

1. Une sentence provisoire rendue en vertu de la présente section devient définitive si aucune des parties au différend n'a fait appel de cette sentence provisoire conformément à l'article 3.54 (Procédure d'appel), paragraphe 1.
2. Lorsqu'il a été fait appel d'une sentence provisoire mais que le tribunal d'appel a rejeté cet appel en application de l'article 3.54 (Procédure d'appel), paragraphe 2, la sentence provisoire devient définitive à la date du rejet dudit appel par le tribunal d'appel.
3. Lorsqu'il a été fait appel d'une sentence provisoire et que le tribunal d'appel a statué définitivement, la sentence provisoire telle que modifiée ou infirmée par le tribunal d'appel devient définitive à la date du prononcé de la décision définitive du tribunal d'appel.
4. Lorsqu'il a été fait appel d'une sentence provisoire et que le tribunal d'appel a modifié ou infirmé les constatations et les conclusions juridiques de la sentence provisoire et renvoyé l'affaire devant le tribunal, ce dernier, après avoir entendu les parties au différend s'il y a lieu, rectifie sa sentence provisoire pour refléter les constatations et conclusions du tribunal d'appel. Le tribunal est lié par les constatations faites par le tribunal d'appel. Le tribunal s'efforce de rendre sa sentence rectifiée dans un délai de 90 jours à compter de la réception de la décision du tribunal d'appel. La sentence provisoire rectifiée devient définitive 90 jours après son prononcé.

5. Aux fins de la présente section, on entend par "sentence définitive" toute décision définitive du tribunal d'appel rendue en application de l'article 3.54 (Procédure d'appel), paragraphe 4.

ARTICLE 3.56

Indemnisation ou autres formes de compensation

Le tribunal ne peut accepter, comme moyen de défense valable, demande reconventionnelle, demande en compensation ou autre demande similaire, le fait que l'investisseur a reçu ou recevra, au titre d'un contrat d'assurance ou de garantie, une indemnisation ou une autre forme de compensation correspondant à la totalité ou à une partie de la compensation réclamée dans le cadre d'une procédure de règlement d'un différend en vertu de la présente section.

ARTICLE 3.57

Exécution des sentences définitives

1. Les sentences définitives rendues en vertu de la présente section:
 - a) sont obligatoires à l'égard des parties au différend en ce qui concerne l'affaire jugée; et
 - b) ne sont pas susceptibles d'appel, de réexamen, d'annulation ou de toute autre voie de recours.

2. Chaque partie à l'accord reconnaît toute sentence définitive rendue au titre de la présente section comme étant obligatoire et assure l'exécution, sur son territoire, des obligations pécuniaires que la sentence impose comme s'il s'agissait d'un jugement définitif rendu par une juridiction de ladite partie.

3. Nonobstant les paragraphes 1 et 2, au cours de la période visée au paragraphe 4, la reconnaissance et l'exécution d'une sentence définitive relative à un différend dans le cadre duquel le Viêt Nam est le défendeur sont effectuées conformément à la convention de New York de 1958. Durant cette période, le paragraphe 1, point b), du présent article et l'article 3.36 (Consentement), paragraphe 3, point b), ne s'appliquent pas aux différends dans le cadre desquels le Viêt Nam est le défendeur.

4. En ce qui concerne toute sentence définitive rendue dans une affaire dans le cadre de laquelle le Viêt Nam est le défendeur, le paragraphe 1, point b), et le paragraphe 2 s'appliquent au terme d'une période de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord, ou d'une période plus longue fixée par le comité si la situation le justifie.

5. L'exécution de la sentence est régie par les lois relatives à l'exécution des jugements ou sentences en vigueur sur le territoire où l'on cherche à y procéder.

6. Il est entendu que l'article 4.18 (Absence d'effet direct) n'empêche pas la reconnaissance, l'exécution et le contrôle de l'application des sentences rendues en vertu de la présente section.

7. Aux fins de l'article 1^{er} de la convention de New York de 1958, les sentences définitives rendues en vertu de la présente section sont réputées être des sentences arbitrales et porter sur des différends découlant d'une relation ou d'une transaction commerciale.

8. Sous réserve du paragraphe 1, point b), il est entendu que lorsqu'un différend a été soumis à la procédure de règlement au titre de l'article 3.33 (Introduction d'un recours), paragraphe 2, point a), la sentence définitive rendue en vertu de la présente section est considérée comme une sentence au sens du chapitre IV, section 6, de la convention du CIRDI.

ARTICLE 3.58

Rôle des parties à l'accord

1. Les parties à l'accord n'accordent pas la protection diplomatique et n'introduisent pas de recours au niveau international à l'égard d'un différend soumis à la procédure prévue dans la présente section, sauf si l'autre partie à l'accord n'a pas respecté la sentence rendue relativement à ce différend ou ne lui a pas donné effet. Aux fins du présent paragraphe, la notion de "protection diplomatique" ne comprend pas les échanges diplomatiques informels effectués dans le seul but de faciliter le règlement du différend.
2. Le paragraphe 1 n'exclut pas la possibilité de recourir au règlement du différend en vertu de la section A (Règlement des différends entre les parties à l'accord) en ce qui concerne une mesure d'application générale s'il est allégué que cette mesure constitue une violation de l'accord et qu'un recours a été introduit à cet égard en ce qui concerne un investissement spécifique en vertu de l'article 3.33 (Introduction d'un recours). La disposition qui précède est sans préjudice de l'article 3.51 (Partie à l'accord non partie au différend) ou de l'article 5 du règlement de la CNUDCI sur la transparence.

ARTICLE 3.59

Jonction

1. Lorsqu'au moins deux recours introduits en vertu de la présente section portent sur une même question de droit ou de fait et découlent des mêmes événements et circonstances, le défendeur peut soumettre au président du tribunal une demande de jonction de ces recours ou de certains chefs de demande de ces recours. La demande précise:

- a) les nom et adresse des parties aux différends dont la jonction est demandée;
- b) la portée de la jonction demandée; et
- c) les motifs de la demande.

Le défendeur notifie la demande à chaque requérant ayant introduit un recours visé par la demande de jonction.

2. Si toutes les parties aux différends dont la jonction est demandée acceptent que les affaires soient jointes, elles soumettent au président du tribunal une demande conjointe en vertu du paragraphe 1. Après réception d'une telle demande conjointe, le président du tribunal constitue une nouvelle formation du tribunal conformément à l'article 3.38 (Tribunal) (ci-après dénommée "formation de jonction"), qui a compétence pour statuer sur tout ou partie des recours qui font l'objet de la demande conjointe de jonction.

3. Si les parties au différend visées au paragraphe 2 ne s'entendent pas sur la jonction dans les 30 jours suivant la réception de la demande de jonction visée au paragraphe 1 par le dernier requérant l'ayant reçue, le président du tribunal constitue une formation de jonction conformément à l'article 3.38 (Tribunal). La formation de jonction se saisit en totalité ou en partie des chefs de demande des requérants si, après avoir examiné le point de vue des parties aux différends, elle décide que la jonction servirait le mieux l'intérêt d'un règlement juste et efficace des recours, notamment pour assurer la cohérence des sentences.
4. La formation de jonction conduit ses travaux en vertu du mécanisme de règlement des différends choisi d'un commun accord par les requérants parmi ceux visés à l'article 3.33 (Introduction d'un recours), paragraphe 2.
5. Si les requérants n'ont pu s'entendre sur le mécanisme de règlement dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de jonction par le dernier requérant l'ayant reçue, la formation de jonction conduit ses travaux conformément au règlement d'arbitrage de la CNUDCI.
6. Les formations du tribunal constituées conformément à l'article 3.38 (Tribunal) se dessaisissent des recours ou de chefs de demande dont la formation de jonction s'est saisie, et la procédure en instance devant ces formations est suspendue ou ajournée, selon le cas. La sentence rendue par la formation de jonction concernant les chefs de demande dont elle s'est saisie lie les formations ayant compétence pour statuer sur les autres chefs de demande, à compter de la date à laquelle la sentence devient définitive conformément à l'article 3.55 (Sentence définitive).

7. Un requérant peut retirer de la procédure de règlement un recours ou des chefs de demande visés par la jonction au titre du présent article et ne peut introduire de nouvelle procédure concernant ce recours ou ces chefs de demande au titre de l'article 3.33 (Introduction d'un recours).
8. À la demande du défendeur, la formation de jonction peut décider, sur la même base et avec le même effet que ce qui est prévu aux paragraphes 3 et 6, de se saisir d'un recours ou de chefs de demande relevant du paragraphe 1 qui sont introduits après que la procédure de jonction a été engagée.
9. À la demande de l'un des requérants, la formation de jonction peut prendre les mesures qu'elle juge appropriées pour préserver la confidentialité d'informations protégées dudit requérant vis-à-vis des autres requérants. Ces mesures peuvent comprendre la présentation aux autres requérants de versions expurgées des documents contenant des informations protégées ou des dispositions visant à tenir à huis clos des parties de l'audience.

CHAPITRE 4

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES, GÉNÉRALES ET FINALES

ARTICLE 4.1

Comité

1. Les parties instituent un comité, composé des représentants de la partie UE et du Viêt Nam.

2. Le comité se réunit une fois par an, à moins qu'il n'en décide autrement, ou en cas d'urgence à la demande de l'une des parties. Les réunions du comité se tiennent alternativement dans l'Union et au Viêt Nam, à moins que les parties n'en conviennent autrement. Le comité est coprésidé par le ministre du plan et des investissements du Viêt Nam et par le membre de la Commission européenne chargé du commerce, ou par leurs représentants respectifs. Le comité convient de son calendrier de réunions et fixe son ordre du jour.

3. Le comité:

- a) veille au bon fonctionnement du présent accord;
- b) supervise et facilite la mise en œuvre et l'application du présent accord et promeut ses objectifs généraux;
- c) examine les questions relatives au présent accord qui lui sont soumises par une partie;
- d) examine les difficultés susceptibles de survenir dans le contexte de l'application du chapitre 3 (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord);
- e) envisage d'éventuelles améliorations du chapitre 3 (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord), en particulier au regard de l'expérience acquise et des évolutions intervenues dans d'autres enceintes internationales;

- f) à la demande de l'une des parties, examine la mise en œuvre de toute solution mutuellement convenue ayant trait à un différend relevant du chapitre 3 (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord);
 - g) examine le projet de procédures de travail établi par le président du tribunal ou du tribunal d'appel conformément l'article 3.38 (Tribunal), paragraphe 10, ou à l'article 3.39 (Tribunal d'appel), paragraphe 10;
 - h) sans préjudice du chapitre 3 (Règlement des différends), s'efforce de régler les problèmes susceptibles de se poser dans les domaines visés par le présent accord, ou résout les éventuels différends concernant l'interprétation ou l'application du présent accord; et
 - i) examine toute autre question présentant un intérêt dans un domaine visé par le présent accord.
4. Le comité peut, conformément aux dispositions pertinentes du présent accord:
- a) communiquer avec toutes les parties intéressées, y compris le secteur privé, les partenaires sociaux et les organisations de la société civile, sur les questions relevant du champ d'application du présent accord;
 - b) examiner et recommander aux parties des modifications du présent accord ou, dans les cas spécifiquement prévus dans le présent accord, modifier, par voie de décision, les dispositions du présent accord;

- c) adopter des interprétations des dispositions du présent accord, y compris en application de l'article 3.42 (Droit applicable et règles d'interprétation), paragraphe 4, qui sont contraignantes pour les parties et tous les organes créés en vertu du présent accord, y compris les groupes spéciaux d'arbitrage visés au chapitre 3 (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre les parties à l'accord), et les tribunaux institués en vertu du chapitre 3 (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord);
- d) adopter des décisions ou formuler des recommandations selon les modalités prévues par le présent accord;
- e) adopter son règlement intérieur; et
- f) prendre toute autre mesure dans l'exercice de ses fonctions conformément au présent accord.

5. Le comité peut, dans le respect des dispositions pertinentes du présent accord et après que les exigences et procédures juridiques respectives des parties ont été observées ou accomplies:

- a) adopter des décisions de nomination des membres du tribunal et des membres du tribunal d'appel conformément à l'article 3.38 (Tribunal), paragraphe 2, ou à l'article 3.39 (Tribunal d'appel), paragraphe 3; accroître ou diminuer le nombre des membres conformément à l'article 3.38 (Tribunal), paragraphe 3, ou à l'article 3.39 (Tribunal d'appel), paragraphe 4; et révoquer un membre du tribunal ou du tribunal d'appel conformément à l'article 3.40 (Règles d'éthique), paragraphe 5;

- b) adopter, et par la suite modifier, des règles complétant les règles applicables au règlement du différend conformément à l'article 3.33 (Introduction d'un recours), paragraphe 4; ces règles et modifications sont contraignantes pour le tribunal et le tribunal d'appel;
- c) adopter une décision établissant que l'article 3, paragraphe 3, du règlement de la CNUDCI sur la transparence s'applique en lieu et place de l'article 3.46 (Transparence de la procédure), paragraphe 3;
- d) fixer le montant de la rétribution mensuelle visée à l'article 3.38 (Tribunal), paragraphe 14, et à l'article 3.39 (Tribunal d'appel), paragraphe 14, ainsi que les autres honoraires et frais des membres d'une formation du tribunal d'appel et des présidents du tribunal et du tribunal d'appel conformément à l'article 3.38 (Tribunal), paragraphes 14 et 16, ou à l'article 3.39 (Tribunal d'appel), paragraphes 14 et 16;
- e) convertir en salaire régulier la rétribution mensuelle et les autres honoraires et frais des membres du tribunal et du tribunal d'appel conformément à l'article 3.38 (Tribunal), paragraphe 17, ou à l'article 3.39 (Tribunal d'appel), paragraphe 17;
- f) adopter ou rejeter le projet de procédures de travail du tribunal ou du tribunal d'appel conformément à l'article 3.38 (Tribunal), paragraphe 10, ou à l'article 3.39 (Tribunal d'appel), paragraphe 10;
- g) adopter une décision fixant d'éventuelles modalités transitoires nécessaires conformément à l'article 3.41 (Mécanismes multilatéraux de règlement des différends); et

- h) adopter des règles complémentaires en matière d'honoraires conformément à l'article 3.53 (Sentence provisoire), paragraphe 5.

ARTICLE 4.2

Prise de décision au sein du comité

1. Pour la réalisation des objectifs fixés par le présent accord et dans les cas prévus par celui-ci, le comité dispose d'un pouvoir de décision. Les décisions prises sont contraignantes pour les parties, qui prennent les mesures nécessaires à leur exécution.
2. Le comité peut adresser aux parties des recommandations appropriées.
3. Toutes les décisions et recommandations du comité sont arrêtées d'un commun accord.

ARTICLE 4.3

Modifications

1. Les parties peuvent modifier le présent accord. Une modification entre en vigueur une fois que les parties ont échangé des notifications écrites certifiant qu'elles ont satisfait à leurs procédures juridiques applicables respectives conformément à l'article 4.13 (Entrée en vigueur).

2. Nonobstant le paragraphe 1 et, dans les cas prévus par le présent accord, les parties peuvent adopter, au sein du comité, une décision modifiant le présent accord. Cette possibilité est sans préjudice de l'achèvement des procédures juridiques applicables de chaque partie.

ARTICLE 4.4

Fiscalité

1. Aucune disposition du présent accord n'affecte les droits et obligations de l'Union ou de l'un de ses États membres ou du Viêt Nam qui découlent de toute convention fiscale conclue entre tout État membre de l'Union et le Viêt Nam. En cas d'incompatibilité entre le présent accord et une telle convention fiscale, cette dernière prime dans les limites d'une telle incompatibilité.

2. Aucune disposition du présent accord ne peut être interprétée comme empêchant les parties d'établir, pour l'application des dispositions pertinentes de leur droit fiscal, une distinction entre des contribuables qui ne se trouvent pas dans la même situation, en particulier en ce qui concerne leur lieu de résidence ou le lieu où leurs capitaux sont investis.

3. Aucune disposition du présent accord ne peut être interprétée de manière à empêcher l'adoption ou l'application d'une mesure destinée à éviter la fraude ou l'évasion fiscales conformément aux dispositions fiscales des accords visant à éviter une double imposition ou à d'autres régimes fiscaux, ou à la législation fiscale interne.

ARTICLE 4.5

Exception prudentielle

1. Aucune disposition du présent accord ne peut être interprétée comme empêchant une partie d'adopter ou de maintenir, pour des raisons prudentielles, des mesures tendant notamment:
 - a) à protéger des investisseurs, des déposants, des preneurs d'assurance ou des personnes bénéficiant d'un droit de garde dû par un fournisseur de services financiers; ou
 - b) à garantir l'intégrité et la stabilité de son système financier.
2. Les mesures visées au paragraphe 1 ne sont pas plus contraignantes que nécessaire pour atteindre leur objectif.
3. Aucune disposition du présent accord ne peut être interprétée comme obligeant une partie à révéler des renseignements en rapport avec les affaires et les comptes des différents clients ou tout autre renseignement confidentiel ou exclusif en la possession d'entités publiques.

ARTICLE 4.6

Exceptions générales

Sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où des conditions similaires existent, soit une restriction déguisée aux investissements visés, aucune disposition des articles 2.3 (Traitement national) et 2.4 (Traitement de la nation la plus favorisée) ne peut être interprétée comme empêchant l'adoption ou l'application, par une partie, de mesures:

- a) nécessaires à la protection de la sécurité publique ou de la moralité publique ou au maintien de l'ordre public;
- b) nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux;
- c) relatives à la conservation de ressources naturelles non renouvelables si ces mesures sont appliquées parallèlement à des restrictions affectant les investisseurs intérieurs ou la fourniture ou la consommation intérieure de services;
- d) nécessaires à la protection des trésors nationaux de valeur artistique, historique ou archéologique;

e) nécessaires pour assurer le respect de lois ou réglementations qui ne sont pas incompatibles avec les articles 2.3 (Traitement national) et 2.4 (Traitement de la nation la plus favorisée), y compris celles qui se rapportent:

- i) à la prévention des pratiques de nature à induire en erreur et frauduleuses ou aux moyens de remédier aux effets d'un manquement à des contrats;
- ii) à la protection de la vie privée des personnes pour ce qui est du traitement et de la diffusion de données à caractère personnel ainsi qu'à la protection du caractère confidentiel des dossiers et comptes personnels; ou
- iii) à la sécurité;

ou

- f) incompatibles avec l'article 2.3 (Traitement national), paragraphe 1, à condition que la différence de traitement vise à assurer l'imposition ou le recouvrement équitable ou effectif d'impôts directs pour ce qui est des activités économiques ou des investisseurs de l'autre partie¹.

¹ Les mesures qui visent à assurer l'imposition ou le recouvrement équitable ou effectif d'impôts directs comprennent les mesures prises par une partie en vertu de son régime fiscal qui:

- i) s'appliquent aux investisseurs et fournisseurs de services non résidents en reconnaissance du fait que l'obligation fiscale des non-résidents est déterminée en ce qui concerne les éléments imposables ayant leur source ou situés sur le territoire de la partie;
- ii) s'appliquent aux non-résidents afin d'assurer l'imposition ou le recouvrement des impôts sur le territoire de la partie;
- iii) s'appliquent aux non-résidents ou aux résidents afin d'empêcher l'évasion ou la fraude fiscale, y compris les mesures d'exécution;
- iv) s'appliquent aux consommateurs de services fournis sur le territoire ou en provenance du territoire d'une autre partie afin d'assurer l'imposition ou le recouvrement des impôts frappant ces consommateurs provenant de sources qui se trouvent sur le territoire de la partie;
- v) distinguent les investisseurs et fournisseurs de services assujettis à l'impôt sur les éléments imposables au niveau mondial des autres investisseurs et fournisseurs de services, en reconnaissance de la différence de nature de la base d'imposition qui existe entre eux; ou
- vi) déterminent, attribuent ou répartissent les revenus, les bénéfices, les gains, les pertes, les déductions ou les avoirs des personnes ou succursales résidentes, ou entre personnes liées ou succursales de la même personne, afin de préserver la base d'imposition de la partie.

Les termes ou concepts relatifs à la fiscalité figurant au point f) et dans la présente note de bas de page sont déterminés conformément aux définitions et concepts relatifs à la fiscalité, ou aux définitions et concepts équivalents ou similaires, contenus dans les lois et réglementations internes de la partie qui prend la mesure.

ARTICLE 4.7

Exceptions spécifiques

Aucune disposition du chapitre 2 (Protection des investissements) ne s'applique aux mesures non discriminatoires d'application générale prises par une entité publique dans le cadre de la politique monétaire ou de la politique de taux de change. Le présent article n'affecte pas les obligations d'une partie en vertu de l'article 2.8 (Transferts).

ARTICLE 4.8

Exception concernant la sécurité

Aucune disposition du présent accord ne peut être interprétée:

- a) comme obligeant une partie à fournir une information dont elle juge la divulgation contraire aux intérêts essentiels de sa sécurité;
- b) comme empêchant une partie de prendre toute mesure qu'elle juge nécessaire à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité:
 - i) se rapportant à la production ou au commerce d'armes, de munitions et de matériel de guerre ainsi qu'au trafic d'autres marchandises et matériels et aux activités économiques réalisées directement ou indirectement dans le but d'assurer l'approvisionnement de forces armées;

- ii) se rapportant à la fourniture de services destinés directement ou indirectement à assurer l'approvisionnement des forces armées;
- iii) se rapportant à des matières fissiles et fusibles ou à des matières qui servent à leur fabrication; ou
- iv) appliquée en temps de guerre ou en cas de grave tension internationale;

ou

- c) comme empêchant une partie de prendre des mesures pour honorer ses obligations au titre de la *charte des Nations unies*, faite à San Francisco le 26 juin 1945, en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

ARTICLE 4.9

Application des lois et réglementations

L'article 2.8 (Transferts) ne peut être interprété comme empêchant une partie d'appliquer de manière équitable et non discriminatoire, et d'une façon qui ne constitue pas une restriction déguisée à l'investissement, ses lois et réglementations concernant:

- a) la faillite, l'insolvabilité, le redressement des banques et la résolution de leurs défaillances, la protection des droits des créanciers ou la surveillance prudentielle des établissements financiers;

- b) l'émission, le négoce ou le commerce d'instruments financiers;
- c) les rapports financiers ou les écritures comptables sur les transferts dans les cas où ils sont nécessaires pour aider les autorités chargées de l'application des lois ou de la réglementation financière;
- d) les crimes ou délits, ou les pratiques trompeuses ou frauduleuses;
- e) l'exécution des jugements rendus à l'issue de procédures juridictionnelles; ou
- f) la sécurité sociale, les régimes de retraite publics ou d'épargne obligatoire.

ARTICLE 4.10

Mesures de sauvegarde temporaires

Dans des circonstances exceptionnelles entraînant de graves difficultés pour le fonctionnement de l'union économique et monétaire de l'Union ou, dans le cas du Viêt Nam, pour le fonctionnement de la politique monétaire et de la politique de change, ou en cas de menace de telles difficultés, la partie concernée peut prendre les mesures de sauvegarde qui sont strictement nécessaires en ce qui concerne les transferts pour une période n'excédant pas un an.

ARTICLE 4.11

Restrictions en cas de difficultés en matière de balance des paiements ou de finances extérieures

1. Lorsqu'une partie éprouve ou risque d'éprouver de graves difficultés en matière de balance des paiements ou de finances extérieures, elle peut adopter ou maintenir des mesures de sauvegarde en ce qui concerne les transferts qui:
 - a) ne sont pas discriminatoires par rapport à des pays tiers dans des situations similaires;
 - b) ne vont pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour remédier aux difficultés en matière de balance des paiements ou de finances extérieures;
 - c) sont compatibles avec les *statuts du Fonds monétaire international*, s'il y a lieu;
 - d) évitent de léser inutilement les intérêts commerciaux, économiques ou financiers de l'autre partie; et
 - e) sont temporaires et sont supprimées progressivement, à mesure que la situation s'améliore.
2. Une partie qui adopte ou maintient les mesures visées au paragraphe 1 en informe dans les plus brefs délais l'autre partie et lui communique, dès que possible, un calendrier pour leur suppression.

3. Lorsque des restrictions sont adoptées ou maintenues en vertu du paragraphe 1, des consultations sont organisées dans les plus brefs délais au sein du comité, à moins que des consultations ne soient organisées dans d'autres enceintes. Ces consultations ont pour objet d'évaluer les difficultés en matière de balance des paiements ou de finances extérieures ayant conduit à l'adoption des mesures respectives, en tenant compte notamment des facteurs suivants:

- a) la nature et l'étendue des difficultés;
- b) l'environnement économique et commercial externe; ou
- c) les autres mesures correctives auxquelles il serait possible de recourir.

Les consultations portent sur la conformité de toute mesure restrictive avec le paragraphe 1. Toutes les constatations pertinentes de nature statistique ou factuelle présentées par le Fonds monétaire international sont acceptées et les conclusions tiennent compte de l'évaluation, par le Fonds monétaire international, de la situation de la balance des paiements et de la situation financière extérieure de la partie concernée.

ARTICLE 4.12

Divulcation de renseignements

1. Aucune disposition du présent accord ne peut être interprétée comme obligeant une partie à révéler des renseignements confidentiels dont la divulgation ferait obstacle à l'application des lois ou serait d'une autre manière contraire à l'intérêt public, ou porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées, sauf si un groupe spécial requiert des renseignements confidentiels dans le cadre d'une procédure de règlement d'un différend en vertu du chapitre 3 (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre les parties à l'accord). Dans ce cas, le groupe spécial veille à ce que la confidentialité soit pleinement protégée.
2. Lorsqu'une partie communique au comité des renseignements qui sont considérés comme étant confidentiels en vertu de ses lois et réglementations, l'autre partie les traite comme tels, à moins que la partie qui a fourni ces renseignements n'en dispose autrement.

ARTICLE 4.13

Entrée en vigueur

1. Le présent accord est approuvé par les parties conformément à leurs procédures juridiques applicables respectives.

2. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les parties se sont notifiées l'accomplissement de leurs procédures juridiques applicables à l'entrée en vigueur du présent accord. Les parties peuvent convenir d'une autre date.
3. Les notifications conformément au paragraphe 2 sont adressées au secrétaire général du Conseil de l'Union européenne et au ministère des affaires étrangères du Viêt Nam.
4. Le présent accord peut être appliqué à titre provisoire si les parties en conviennent. Dans ce cas, le présent accord s'applique à compter du premier jour du mois suivant la date à laquelle l'Union et le Viêt Nam se sont notifiées l'accomplissement de leurs procédures juridiques respectives applicables à l'application provisoire. Les parties peuvent convenir d'une autre date.
5. Si certaines dispositions du présent accord ne peuvent être appliquées à titre provisoire, la partie qui est dans l'incapacité de procéder à l'application provisoire notifie à l'autre partie les dispositions qui ne peuvent être appliquées à titre provisoire. Nonobstant le paragraphe 4, et à condition que l'autre partie ait accompli les procédures juridiques applicables à l'application provisoire et ne s'oppose pas à l'application provisoire dans les 10 jours qui suivent la notification du fait que certaines dispositions ne peuvent être appliquées à titre provisoire, les dispositions du présent accord qui n'ont pas fait l'objet d'une notification sont appliquées à titre provisoire à compter du premier jour du mois suivant la notification.
6. Chaque partie peut mettre fin à l'application provisoire par notification écrite adressée à l'autre partie. L'application provisoire prend fin le premier jour du deuxième mois suivant la notification.

7. Si le présent accord ou certaines de ses dispositions sont appliqués à titre provisoire, l'expression "entrée en vigueur du présent accord" s'entend de la date d'application provisoire. Le comité et les autres organes institués en vertu du présent accord peuvent exercer leurs fonctions pendant l'application provisoire du présent accord. Toutes les décisions adoptées dans l'exercice de ces fonctions ne cessent d'être applicables que s'il est mis fin à l'application provisoire du présent accord et que le présent accord n'entre pas en vigueur.

ARTICLE 4.14

Durée

1. Le présent accord est conclu pour une durée illimitée.
2. Soit l'Union, soit le Viêt Nam peut notifier par écrit à l'autre partie son intention de dénoncer le présent accord. Cette dénonciation prend effet le dernier jour du sixième mois suivant la notification.

ARTICLE 4.15

Dénonciation

En cas de dénonciation du présent accord conformément à l'article 4.14 (Durée), les dispositions du chapitre 1 (Objectifs et définitions générales), des articles 2.1 (Champ d'application), 2.2 (Investissement et mesures et objectifs réglementaires) et 2.5 (Traitement des investissements) à 2.9 (Subrogation), les dispositions pertinentes du chapitre 4 et les dispositions du chapitre 3 (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord), continuent à produire leurs effets pendant une période de 15 ans à compter de la date de dénonciation, en ce qui concerne les investissements effectués avant la date de dénonciation du présent accord, à moins que les parties n'en conviennent autrement. Le présent article ne s'applique pas s'il est mis fin à l'application provisoire du présent accord et que le présent accord n'entre pas en vigueur.

ARTICLE 4.16

Exécution des obligations

1. Les parties prennent toute mesure générale ou particulière nécessaire à l'exécution des obligations qui leur incombent en vertu du présent accord. Elles veillent à ce que les objectifs fixés par le présent accord soient atteints.

2. Si une partie considère que l'autre partie a commis une violation substantielle de l'accord de partenariat et de coopération, elle peut prendre des mesures appropriées en ce qui concerne le présent accord, conformément à l'article 57 de l'accord de partenariat et de coopération.

ARTICLE 4.17

Personnes exerçant un pouvoir gouvernemental délégué

Sauf disposition contraire du présent accord, chaque partie fait en sorte que toute personne, y compris une entreprise publique, une entreprise jouissant de droits ou privilèges spéciaux ou un monopole désigné, qui s'est vu déléguer un pouvoir gouvernemental réglementaire, administratif ou autre par une partie à tout niveau des pouvoirs publics conformément à sa législation interne, agisse conformément aux obligations de la partie énoncées dans le présent accord dans l'exercice de ce pouvoir.

ARTICLE 4.18

Absence d'effet direct

Aucune disposition du présent accord ne peut être interprétée comme conférant des droits ou imposant des obligations aux personnes, autres que ceux créés entre les parties en vertu du droit international public. Le Viêt Nam peut prévoir d'autres dispositions en vertu de son droit interne.

ARTICLE 4.19

Annexes

Les annexes du présent accord font partie intégrante de celui-ci.

ARTICLE 4.20

Liens avec d'autres accords

1. Sauf disposition contraire dans le présent accord, les accords antérieurs conclus entre l'Union ou ses États membres, d'une part, et le Viêt Nam, d'autre part, ne sont ni remplacés ni résiliés par le présent accord.
2. Le présent accord s'inscrit dans le contexte des relations générales entre l'Union et ses États membres, d'une part, et le Viêt Nam, d'autre part, comme le prévoit l'accord de partenariat et de coopération et fait partie du cadre institutionnel commun.
3. Aucune disposition du présent accord ne peut être interprétée comme obligeant une partie à agir d'une manière incompatible avec les obligations qui lui incombent en vertu de *l'accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce*, fait à Marrakech le 15 avril 1994.

4. Dès l'entrée en vigueur du présent accord, les accords conclus entre des États membres de l'Union et le Viêt Nam qui sont énumérés à l'annexe 6 (Liste des accords en matière d'investissement), ainsi que les droits et obligations qui en découlent, sont dénoncés et cessent de produire leurs effets; ils sont annulés et remplacés par le présent accord¹.
5. En cas d'application provisoire du présent accord conformément à l'article 4.13 (Entrée en vigueur), paragraphe 4, l'application des dispositions des accords énumérés à l'annexe 6 (Liste des accords en matière d'investissement), ainsi que des droits et obligations qui en découlent, est suspendue à compter de la date d'application provisoire². S'il est mis fin à l'application provisoire du présent accord sans que celui-ci entre en vigueur, la suspension est levée et les accords énumérés à l'annexe 6 (Liste des accords en matière d'investissement) produisent leurs effets³.
6. Nonobstant les paragraphes 4 et 5, un recours peut être introduit au titre d'un accord visé à l'annexe 6 (Liste des accords en matière d'investissement), dans le respect des règles et procédures établies dans l'accord concerné, pour autant que:
- a) le recours découle d'une violation alléguée de cet accord survenue avant la date de suspension de l'application de l'accord conformément au paragraphe 5 ou, si l'application de l'accord n'a pas été suspendue conformément au paragraphe 5, avant la date d'entrée en vigueur du présent accord; et que

¹ Les parties s'entendent sur le fait que les clauses d'extinction ("*sunset clauses*") figurant dans les accords énumérés à l'annexe 6 (Liste des accords en matière d'investissement) cessent également de produire leurs effets.

² Les parties s'entendent sur le fait que les clauses d'extinction ("*sunset clauses*") figurant dans les accords énumérés à l'annexe 6 (Liste des accords en matière d'investissement) sont également suspendues.

³ Il est entendu que la phrase ci-dessus n'entraîne pas la prise d'effet d'accords qui ne sont pas encore entrés en vigueur ou qui ont été dénoncés conformément à leurs dispositions.

- b) pas plus de trois ans ne se soient écoulés depuis la date de suspension de l'application de l'accord conformément au paragraphe 5 ou, si l'application de l'accord n'a pas été suspendue conformément au paragraphe 5, entre la date d'entrée en vigueur du présent accord et celle de l'introduction du recours.

7. Nonobstant les paragraphes 4 et 5, s'il est mis fin à l'application provisoire du présent accord sans que celui-ci entre en vigueur, un recours peut être introduit en vertu du présent accord, dans le respect des règles et procédures que celui-ci prévoit, pour autant que:

- a) le recours résulte d'une violation alléguée du présent accord survenue au cours de la période d'application provisoire du présent accord; et que
- b) pas plus de trois ans ne se soient écoulés entre la date de fin de l'application provisoire et celle de l'introduction du recours.

8. Il est entendu qu'aucun recours ne peut être introduit en vertu du présent accord et dans le respect des règles et procédures que celui-ci prévoit si ce recours résulte d'une violation alléguée du présent accord survenue avant la date d'entrée en vigueur du présent accord ou, si le présent accord est appliqué à titre provisoire, avant la date de l'application provisoire.

9. Aux fins du présent article, la définition de l'expression "entrée en vigueur du présent accord" figurant à l'article 4.13 (Entrée en vigueur), paragraphe 7, ne s'applique pas.

ARTICLE 4.21

Futures adhésions à l'Union

1. L'Union notifie au Viêt Nam toute demande d'adhésion d'un pays tiers à l'Union.
2. Pendant le déroulement des négociations entre l'Union et un pays tiers visé au paragraphe 1, l'Union s'efforce:
 - a) de fournir, à la demande du Viêt Nam, et dans la mesure du possible, des informations sur toute question visée par le présent accord; et
 - b) de prendre en compte les préoccupations exprimées par le Viêt Nam.
3. L'Union notifie au Viêt Nam l'entrée en vigueur de toute adhésion à l'Union.
4. Le comité examine, suffisamment à l'avance par rapport à la date de l'adhésion d'un pays tiers à l'Union, les effets que cette adhésion pourrait avoir sur le présent accord.

5. Dès la date de son adhésion à l'Union, tout nouvel État membre de l'Union devient, moyennant une clause inscrite à cet effet dans l'acte d'adhésion à l'Union, partie contractante au présent accord. Si l'acte d'adhésion à l'Union ne prévoit pas l'adhésion automatique de l'État membre de l'Union au présent accord, l'État membre de l'Union concerné adhère au présent accord en déposant un acte d'adhésion au présent accord auprès du secrétaire général du Conseil de l'Union européenne et du ministère des affaires étrangères du Viêt Nam, ou à leurs successeurs respectifs. Les parties peuvent, par décision du comité, prévoir les adaptations ou les modalités de transition nécessaires.

ARTICLE 4.22

Application territoriale

Le présent accord s'applique:

- a) en ce qui concerne la partie UE, aux territoires auxquels le *traité sur l'Union européenne* et le *traité sur le fonctionnement de l'Union européenne* s'appliquent et dans les conditions définies dans ces traités; et
- b) en ce qui concerne le Viêt Nam, à son territoire.

Les références au "territoire" figurant dans le présent accord sont comprises conformément aux points a) et b), sauf disposition contraire expresse.

ARTICLE 4.23

Textes faisant foi

Le présent accord est rédigé en double exemplaire en langues allemande, anglaise, bulgare, croate, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, suédoise, tchèque et vietnamienne, tous les textes faisant également foi.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment habilités, ont signé le présent accord

INVESTERINGBESCHERMINGSOVEREENKOMST
TUSSEN DE EUROPESE UNIE
EN HAAR LIDSTATEN, ENERZIJD,
EN DE SOCIALISTISCHE REPUBLIEK VIETNAM,
ANDERZIJD

DE EUROPESE UNIE, hierna "de Unie" genoemd,

HET KONINKRIJK BELGIË,

DE REPUBLIEK BULGARIJE,

DE TSJECHISCHE REPUBLIEK,

HET KONINKRIJK DENEMARKEN,

DE BONDSREPUBLIEK DUITSLAND,

DE REPUBLIEK ESTLAND,

IERLAND,

DE HELLEENSE REPUBLIEK,

HET KONINKRIJK SPANJE,

DE FRANSE REPUBLIEK,

DE REPUBLIEK KROATIË,

DE ITALIAANSE REPUBLIEK,

DE REPUBLIEK CYPRUS,

DE REPUBLIEK LETLAND,

DE REPUBLIEK LITOUWEN,

HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG,

HONGARIJE,

DE REPUBLIEK MALTA,

HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN,

DE REPUBLIEK OOSTENRIJK,

DE REPUBLIEK POLEN,

DE PORTUGESE REPUBLIEK,

ROEMENIË,

DE REPUBLIEK SLOVENIË,

DE SLOWAAKSE REPUBLIEK,

DE REPUBLIEK FINLAND,

HET KONINKRIJK ZWEDEN, en

HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITTANNIË EN NOORD-IERLAND,

enerzijds, hierna samen de "EU-partij" genoemd, en

DE SOCIALISTISCHE REPUBLIEK VIETNAM,

anderzijds, hierna "Vietnam" genoemd,

hierna gezamenlijk "de partijen" genoemd,

ERKENNENDE dat zij een langdurig en sterk partnerschap hebben, dat is gebaseerd op de gemeenschappelijke beginselen en waarden die zijn weergegeven in de *Kaderovereenkomst inzake een breed partnerschap en samenwerking tussen de Europese Unie en haar lidstaten enerzijds, en de Socialistische Republiek Vietnam, anderzijds*, die op 27 juni 2012 in Brussel is ondertekend (hierna "Partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst" genoemd), alsmede belangrijke economische, handels- en investeringsbanden, die onder meer tot uiting komen in de *Vrijhandelsovereenkomst tussen de Europese Unie en de Socialistische Republiek Vietnam* die op 30 juni 2019 in Hanoi is ondertekend (hierna "Vrijhandelsovereenkomst" genoemd);

GELEID DOOR DE WENS, consistent met het kader van hun economische betrekkingen, hun banden verder aan te halen, en ervan overtuigd dat deze overeenkomst een nieuw klimaat voor de ontwikkeling van de wederzijdse investeringen tussen de partijen tot stand zal brengen;

ERKENNENDE dat deze overeenkomst het streven naar regionale economische integratie zal aanvullen en bevorderen;

VASTBESLOTEN hun economische, handels- en investeringsbanden aan te halen met eerbiediging van het doel van een in economisch, sociaal en ecologisch opzicht duurzame ontwikkeling, en investeringen in het kader van deze overeenkomst te bevorderen op een wijze die strookt met hoge beschermingsniveaus voor milieu en werknemers en de desbetreffende internationaal erkende normen en overeenkomsten waarbij zij partij zijn;

GELEID DOOR DE WENS de levensstandaard te verhogen, economische groei en stabiliteit te bevorderen, nieuwe mogelijkheden voor werkgelegenheid te scheppen en het algemene welzijn te verbeteren, en daarom opnieuw bevestigende dat zij de vaste wil hebben om investeringen te bevorderen;

OPNIEUW BEVESTIGENDE dat zij de beginselen van duurzame ontwikkeling in de handelsovereenkomst ten volle onderschrijven;

ERKENNENDE dat transparantie van belang is, zoals in hun verbintenissen in de vrijhandelsovereenkomst tot uitdrukking komt;

OPNIEUW BEVESTIGENDE dat zij het *Handvest van de Verenigde Naties*, ondertekend te San Francisco op 26 juni 1945, en de beginselen van de *Universele Verklaring van de Rechten van de Mens*, door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties vastgesteld op 10 december 1948, ten volle onderschrijven;

VOORTBOUWEND op hun respectieve rechten en verplichtingen ingevolge de *Overeenkomst van Marrakesh tot oprichting van de Wereldhandelsorganisatie*, gedaan te Marrakesh op 15 april 1994, hierna "WTO-Overeenkomst" genoemd, en andere multilaterale, regionale en bilaterale overeenkomsten en regelingen waarbij zij partij zijn, en met name de Vrijhandelsovereenkomst;

VANUIT DE WENS het concurrentievermogen van hun ondernemingen te bevorderen door hun een voorspelbaar wetgevingskader voor hun investeringsbetrekkingen te bieden,

ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGESKOMEN:

HOOFDSTUK 1

DOELSTELLINGEN EN ALGEMENE DEFINITIES

ARTIKEL 1.1

Doelstelling

Deze overeenkomst heeft tot doel de investeringsbetrekkingen tussen de partijen te verbeteren volgens de bepalingen van deze overeenkomst.

ARTIKEL 1.2

Definities

Voor de toepassing van deze overeenkomst

- a) wordt onder "natuurlijke persoon uit een partij" verstaan: in het geval van de EU een onderdaan van een van de lidstaten van de Unie, in overeenstemming met hun respectieve interne wet- en regelgeving¹, en in het geval van Vietnam een onderdaan van Vietnam in overeenstemming met de interne wet- en regelgeving;

¹ De term "natuurlijke persoon" omvat ook natuurlijke personen met vaste woon- of verblijfplaats in Letland die geen burger van Letland of van een andere staat zijn, maar die op grond van de wet- en regelgeving van Letland recht hebben op een paspoort voor niet-staatsburgers (vreemdelingenpaspoort).

- b) wordt onder "rechtspersoon" verstaan: een juridische entiteit, naar toepasselijk recht opgericht of anderszins georganiseerd, met winst- of andere oogmerken, in eigendom van particulieren of van de overheid, met inbegrip van kapitaalvennootschappen, trusts, personenvennootschappen, joint ventures, eenmanszaken of verenigingen;
- c) wordt onder "rechtspersoon uit een partij" verstaan: een rechtspersoon uit de EU-partij of een rechtspersoon uit Vietnam, opgericht in overeenstemming met de interne wet- en regelgeving van een lidstaat van de Unie, respectievelijk Vietnam, en die betrokken is bij omvangrijke zakelijke transacties¹ op het grondgebied van de Unie, respectievelijk Vietnam;

een rechtspersoon:

- i) is "eigendom" van natuurlijke of rechtspersonen uit een van de partijen indien meer dan 50 % van het aandelenkapitaal in handen is van personen uit respectievelijk de EU-partij of Vietnam; of

¹ Overeenkomstig haar aanmelding van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap bij de Wereldhandelsorganisatie (WT/REG39/1), is volgens de Unie en haar lidstaten het begrip "daadwerkelijke en voortdurende band" met de economie van de Unie, dat is vastgelegd in artikel 54 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, gelijkwaardig aan het begrip "omvangrijke zakelijke transacties". Dienovereenkomstig zal de Unie aan een rechtspersoon die overeenkomstig de wet- en regelgeving van Vietnam is opgericht en alleen zijn statutaire zetel of hoofdbestuur op het grondgebied van Vietnam, de Unie en zijn lidstaten heeft, de uit deze overeenkomst voortvloeiende voordelen enkel toepassen indien die rechtspersoon een daadwerkelijke en voortdurende band met de economie van Vietnam heeft.

- ii) "staat onder zeggenschap" van natuurlijke of rechtspersonen uit een van de partijen indien personen uit respectievelijk de EU-partij of Vietnam bevoegd zijn een meerderheid van de bestuurders te benoemen of anderszins de handelingen van de persoon rechtens te sturen;
- d) wordt onder "bij de uitoefening van overheidsgezag verleende diensten en uitgevoerde activiteiten" verstaan: diensten of activiteiten die noch op commerciële basis, noch in mededinging met een of meer marktdeelnemers worden verleend respectievelijk uitgevoerd;
- e) omvatten "economische activiteiten" activiteiten van industriële, commerciële of professionele aard, alsmede activiteiten van ambachtslieden, maar niet diensten die worden verleend en activiteiten die worden uitgevoerd bij de uitoefening van overheidsgezag;
- f) wordt onder "exploitatie" verstaan: met betrekking tot een investering, de uitvoering, het beheer, de instandhouding, het gebruik, het genot en de verkoop of andere wijzen van beschikken over de investering¹;
- g) wordt onder "door een partij vastgestelde of gehandhaafde maatregelen" verstaan: maatregelen genomen door:
 - i) centrale, regionale of lokale overheden of autoriteiten; en
 - ii) niet-gouvernementele organisaties bij de uitoefening van door centrale, regionale of lokale overheden of autoriteiten aan hen gedelegeerde bevoegdheden;

¹ Voor alle duidelijkheid: dit omvat geen stappen die plaatsvinden vóór of op het tijdstip waarop de procedures die vereist zijn voor de daarmee samenhangende investeringen zijn voltooid in overeenstemming met de toepasselijke wet- en regelgeving.

- h) wordt onder "investering" verstaan: elke vorm van activa die direct of indirect eigendom is of onder zeggenschap staat van een investeerder uit een partij op het grondgebied¹ van de andere partij, die de kenmerken van een investering bezit; deze kenmerken zijn onder meer de vastlegging van kapitaal of andere middelen, de verwachting van winst of voordelen, het aangaan van risico's en een zekere tijdsduur; investeringen kunnen onder meer de volgende vormen aannemen:
- i) lichamelijke of onlichamelijke, roerende of onroerende goederen alsook alle andere uit eigendom voortkomende rechten, zoals huur-, hypotheek-, retentie- en pandrechten;
 - ii) een onderneming², evenals aandelen en andere vormen van deelneming in het aandelenkapitaal van een onderneming, met inbegrip van daarvan afgeleide rechten;
 - iii) obligaties, niet-gegarandeerde schuldbekentenissen en leningen alsmede andere schuldbewijzen, met inbegrip van daarvan afgeleide rechten;
 - iv) sleutelklaar-, bouw-, beheers-, productie-, concessie-, inkomstendelings- en andere soortgelijke contracten;

¹ Voor alle duidelijkheid: het grondgebied van een partij omvat de exclusieve economische zone en het continentale plat, zoals bepaald in het *Verdrag van de Verenigde Naties inzake het recht van de zee*, gedaan te Montego Bay op 10 december 1982 (hierna "Unclos" genoemd).

² Voor de toepassing van de definitie van "investering" valt een vertegenwoordigingskantoor niet onder het begrip "onderneming". Voor alle duidelijkheid: het feit dat een vertegenwoordigingskantoor is gevestigd op het grondgebied van een partij, betekent op zich niet dat er sprake is van een investering.

v) geldvorderingen of aanspraken op andere activa of contractuele prestaties met een economische waarde¹; en

vi) intellectuele-eigendomsrechten² en goodwill;

geïnvesteed rendement wordt als investering beschouwd, mits dit de kenmerken van een investering heeft, en een eventuele wijziging van de vorm waarin activa worden geïnvesteed of geherinvesteerd laat de kwalificatie daarvan als investering onverlet zolang de investering de kenmerken van een investering blijft behouden;

¹ Voor alle duidelijkheid: geldvorderingen omvatten geen geldvorderingen die uitsluitend voortvloeien uit commerciële contracten voor de verkoop van goederen of diensten door een natuurlijke of rechtspersoon op het grondgebied van een partij aan een natuurlijke of rechtspersoon op het grondgebied van de andere partij, of de financiering van dergelijke overeenkomsten, anders dan een lening als bedoeld in punt iii) of een daarmee verband houdend bevel, vonnis, of arbitrale uitspraak.

² Voor de toepassing van deze overeenkomst vallen onder intellectuele eigendomsrechten ten minste alle categorieën intellectuele eigendom die worden bedoeld in de punten 1 tot en met 7 van deel II van de TRIPs-overeenkomst, namelijk:

- a) auteursrecht en naburige rechten;
- b) handelsmerken;
- c) geografische aanduidingen;
- d) industriële ontwerpen;
- e) octrooi;
- f) ontwerpen voor schakelpatronen (topografieën) van geïntegreerde schakelingen;
- g) bescherming van niet-openbaargemaakte informatie; en
- h) kwekersrechten.

- i) "investeerder uit een partij": een natuurlijke persoon of een rechtspersoon uit een partij die een investering op het grondgebied van de andere partij heeft verricht;
- j) "rendement": alle bedragen verkregen uit of door investeringen of herinvesteringen, met inbegrip van winsten, dividenden, kapitaalwinsten, royalty's, rente, betalingen in verband met intellectuele-eigendomsrechten, betalingen in natura en alle andere wettelijke inkomsten;
- k) wordt onder "maatregel" verstaan: elke maatregel van een partij, in de vorm van een wet, regeling, voorschrift, procedure, besluit, administratieve handeling of in enige andere vorm;
- l) "persoon": een natuurlijke persoon of een rechtspersoon;
- m) "derde land": een land of gebied buiten de reikwijdte van de territoriale toepassing van deze overeenkomst als omschreven in artikel 4.22 (Territoriale toepassing);
- n) "EU-partij": de Unie of haar lidstaten of de Unie en haar lidstaten binnen de grenzen van hun respectieve bevoegdheden zoals deze voortvloeien uit het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de exploitatie van de Europese Unie;
- o) "partij": de EU-partij of Vietnam;

- p) "intern": met betrekking tot wetgeving, recht of wet- en regelgeving voor de Unie en haar lidstaten¹, respectievelijk voor Vietnam: wetgeving, recht of wet- en regelgeving op centraal, regionaal of lokaal niveau; en
- q) "onder deze overeenkomst vallende investering": een investering van een investeerder uit een partij op het grondgebied van de andere partij, die bestaat op de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst, of na die datum gedaan of verkregen, die is gedaan in overeenstemming met toepasselijke wet- en regelgeving van de andere partij.

HOOFDSTUK 2

BESCHERMING VAN INVESTERINGEN

ARTIKEL 2.1

Toepassingsgebied

1. Dit hoofdstuk is van toepassing op:
 - a) onder deze overeenkomst vallende investeringen; en
 - b) investeerders uit een partij met betrekking tot de exploitatie van hun onder deze overeenkomst vallende investering.

¹ Voor alle duidelijkheid: de interne wet- en regelgeving van de lidstaten van de Unie omvat de wet- en regelgeving van de Unie.

2. De artikelen 2.3 (Nationale behandeling) en 2.4 (Meestbegunstigingsbehandeling) zijn niet van toepassing op:

- a) audiovisuele diensten;
- b) de winning, vervaardiging en verwerking¹ van kernmateriaal;
- c) de productie van of de handel in wapens, munitie en oorlogsmateriaal;
- d) nationale cabotage in het zeevervoer²;
- e) binnenlandse en internationale luchtvervoerdiensten, ongeacht of het gaat om lijndiensten, en diensten die rechtstreeks verband houden met de uitoefening van verkeersrechten, andere dan:
 - i) reparatie en onderhoud van luchtvaartuigen waarbij het luchtvaartuig buiten dienst wordt gesteld;

¹ Voor alle duidelijkheid: de verwerking van kernmateriaal omvat alle activiteiten die zijn vermeld in de "*International Standard Industrial Classification of all Economic Activities*", zoals vastgesteld in het document "Statistical Office of the United Nations, Statistical Papers, Series M, No 4, ISIC REV 3.1, 2002, code 2330".

² Behoudens de activiteiten die volgens de interne wet- en regelgeving cabotage vormen, heeft nationale cabotage in het zeevervoer in de zin van dit hoofdstuk betrekking op het vervoer van passagiers of goederen tussen een haven of een plaats in een lidstaat van de Unie en een andere haven of plaats in dezelfde lidstaat van de Unie respectievelijk het vervoer van passagiers of goederen tussen een haven of een locatie in Vietnam en een andere haven of locatie in Vietnam, met inbegrip van het continentaal plat, zoals gedefinieerd in Unclos, respectievelijk verkeer dat vertrekt uit en aankomt in dezelfde haven of plaats in een lidstaat van de Unie of Vietnam.

ii) verkoop en marketing van luchtvervoersdiensten;

iii) geautomatiseerde boekingsystemen;

iv) grondaanhandelingsdiensten; en

v) exploitatie van luchthavens,

en

f) diensten die worden verleend en activiteiten die worden verricht bij de uitoefening van overheidsgezag.

3. De artikelen 2.3 (Nationale behandeling) en 2.4 (Meestbegunstigingsbehandeling) zijn niet van toepassing op subsidies die door de partijen worden verleend¹.

4. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op de socialezekerheidsstelsels van de partijen of op activiteiten op het grondgebied van elke partij die, al dan niet incidenteel, verband houden met de uitoefening van het overheidsgezag.

¹ In het geval van de EU-partij omvat "subsidie" ook "staatssteun" zoals gedefinieerd in de wetgeving van de Unie. Voor Vietnam omvat "subsidie" ook stimulansen voor investeringen en investeringssteun zoals bijstand voor productielocaties, opleiding van arbeidskrachten en activiteiten die het concurrentievermogen versterken, zoals steun voor activiteiten op het gebied van technologie, onderzoek en ontwikkeling, juridische steun, marktinformatie en promotie.

5. Dit hoofdstuk is noch van toepassing op maatregelen betreffende natuurlijke personen die toegang tot de arbeidsmarkt van een partij zoeken, noch op maatregelen inzake staatsburgerschap, verblijf of werk op permanente basis.

6. Met uitzondering van de artikelen 2.1 (Toepassingsgebied), 2.2 (Investerings- en regelgevingsmaatregelen en -doelstellingen) en 2.5 (Behandeling van investeringen) tot en met 2.9 (Subrogatie), mag niets in deze overeenkomst worden uitgelegd als een beperking van de verplichtingen van de partijen uit hoofde van hoofdstuk 9 (Overheidsopdrachten) van de Vrijhandelsovereenkomst of als een oplegging van een aanvullende verplichting met betrekking tot overheidsopdrachten. Voor alle duidelijkheid: maatregelen met betrekking tot overheidsopdrachten die in overeenstemming zijn met hoofdstuk 9 (Overheidsopdrachten) van de vrijhandelsovereenkomst worden niet aangemerkt als een schending van de artikelen 2.1 (Toepassingsgebied), 2.2 (Investerings- en regelgevingsmaatregelen en -doelstellingen) en 2.5 (Behandeling van investeringen) tot en met 2.9 (Subrogatie).

ARTIKEL 2.2

Investerings- en regelgevingsmaatregelen en -doelstellingen

1. De partijen herbevestigen hun recht om op hun respectieve grondgebied regelgeving vast te stellen ter verwezenlijking van legitieme beleidsdoelstellingen, zoals bescherming van de volksgezondheid, de veiligheid, het milieu of de openbare zeden, sociale of consumentenbescherming, of de bevordering en bescherming van culturele diversiteit.

2. Voor alle duidelijkheid: dit hoofdstuk mag niet worden uitgelegd als een verbintenis van een partij om geen wijzigingen in haar wet- en regelgeving door te voeren, met inbegrip van wijzigingen die negatieve gevolgen kan hebben voor de exploitatie van de investeringen of de winstverwachtingen van de investeerder.

3. Voor alle duidelijkheid: onverminderd lid 4 vormt een besluit van een partij om een subsidie niet toe te kennen, te verlengen of te handhaven geen schending van dit hoofdstuk in de volgende omstandigheden:

- a) bij gebrek aan een specifieke verbintenis ten aanzien van een investeerder uit de andere partij of een onder deze overeenkomst vallende investering op grond van een wet of een contract om die subsidie toe te kennen, te verlengen of te handhaven; of
- b) wanneer het besluit wordt genomen in overeenstemming met eventuele aan de toekenning, verlenging of handhaving van de subsidie verbonden voorwaarden.

4. Voor alle duidelijkheid: niets in dit hoofdstuk mag zodanig worden uitgelegd dat een partij wordt belet de toekenning van een subsidie te beëindigen¹ of te verzoeken om terugbetaling daarvan, of als een verplichting voor die partij om de investeerder voor dergelijke beëindiging of terugbetaling te compenseren, indien dergelijke maatregelen zijn gelast door een van zijn bevoegde autoriteiten die worden vermeld in bijlage 1 (Bevoegde autoriteiten).

¹ In het geval van de EU-partij omvat "subsidie" ook "staatssteun" zoals gedefinieerd in het EU-recht. Voor Vietnam omvat "subsidie" ook stimulansen voor investeringen en investeringssteun zoals bijstand voor productielocaties, opleiding van arbeidskrachten en activiteiten die het concurrentievermogen versterken, zoals steun voor activiteiten op het gebied van technologie, onderzoek en ontwikkeling, juridische steun, marktinformatie en promotie.

ARTIKEL 2.3

Nationale behandeling

1. Elke partij behandelt investeerders uit de andere partij en de onder deze overeenkomst vallende investeringen, met betrekking tot de verrichting van de betrokken investeringen, niet minder gunstig dan zij haar eigen investeerders en hun investeringen in vergelijkbare situaties behandelt.
2. Onverminderd lid 1 en, wat Vietnam betreft, behoudens bijlage 2 (Vrijstelling voor Vietnam inzake nationale behandeling) kan een partij maatregelen vaststellen of handhaven met betrekking tot de exploitatie van een onder deze overeenkomst vallende investering, op voorwaarde dat deze maatregel niet in strijd is met de verbintenissen van respectievelijk bijlage 8-A (Lijst van specifieke verbintenissen van de Unie) of bijlage 8-B (Lijst van specifieke verbintenissen van Vietnam) van de Vrijhandelsovereenkomst, wanneer het bij een dergelijke maatregel gaat om:
 - a) een maatregel die op of vóór de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst is vastgesteld;
 - b) een maatregel als bedoeld onder a), die na de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst wordt voortgezet, vervangen of gewijzigd, op voorwaarde dat de maatregel na de voortzetting, vervanging of wijziging niet minder verenigbaar is met lid 1 dan vóór de voortzetting, vervanging of wijziging ervan; of

- c) een andere maatregel dan als bedoeld onder a) of b), op voorwaarde dat die maatregel niet wordt toegepast ten aanzien van investeringen die op het grondgebied van de partij vóór de datum van inwerkingtreding van die maatregel zijn verricht, en niet wordt toegepast op een manier waaruit schade of nadeel voor die investeringen voortvloeit¹.

ARTIKEL 2.4

Meestbegunstigingsbehandeling

1. Elke partij behandelt investeerders uit de andere partij en de onder deze overeenkomst vallende investeringen, met betrekking tot de verrichting van de betrokken investeringen, niet minder gunstig dan zij investeerders uit een derde land en hun investeringen in vergelijkbare situaties behandelt.
2. Lid 1 is niet van toepassing op de volgende sectoren:
 - a) communicatiediensten, behalve voor post- en telecommunicatiediensten;
 - b) cultuur, sport en recreatie;

¹ Voor de toepassing van deze alinea komen de partijen overeen dat indien een partij heeft voorzien in een redelijke periode voor de geleidelijke invoering van een maatregel of indien die partij andere pogingen heeft ondernomen om de gevolgen van de maatregel voor investeringen die vóór de inwerkingtreding van die maatregel zijn verricht, op te vangen, wordt met deze factoren rekening gehouden bij het bepalen of uit een maatregel schade of nadeel voortvloeit voor investeringen die vóór de inwerkingtreding van de maatregel zijn verricht.

- c) visserij en aquacultuur;
- d) bosbouw en jacht; en
- e) winning van delfstoffen, met inbegrip van aardolie en aardgas.

3. Lid 1 mag niet worden uitgelegd als een verplichting voor een partij om het voordeel van een behandeling die is toegekend op grond van een bilaterale, regionale of internationale overeenkomst die in werking is getreden vóór de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst, uit te breiden tot investeerders uit de andere partij of tot onder deze overeenkomst vallende investeringen.

4. Lid 1 mag niet worden uitgelegd als een verplichting voor een partij om de onderstaande voordelen uit te breiden tot investeerders uit de andere partij of tot onder deze overeenkomst vallende investeringen:

- a) een behandeling die wordt toegekend krachtens een bilaterale, regionale of multilaterale overeenkomst die verbintenissen omvat om in wezen alle belemmeringen voor investeringen tussen de partijen op te heffen, of waarvoor aanpassing van de wetgeving van de partijen in een of meer sectoren van de economie nodig is¹;
- b) een behandeling als gevolg van een internationale overeenkomst ter voorkoming van dubbele belastingheffing of een andere internationale overeenkomst of regeling die geheel of hoofdzakelijk belastingheffing betreft; of

¹ Voor alle duidelijkheid: de economische gemeenschap van de ASEAN valt onder het begrip regionale overeenkomst in de zin van deze alinea.

- c) een behandeling die voortvloeit uit maatregelen met betrekking tot de erkenning van kwalificaties, vergunningen of prudentiële maatregelen in overeenstemming met artikel VII van de *Algemene overeenkomst inzake de handel in diensten*¹ (GATS) of de bijlage betreffende financiële diensten daarbij.

5. Voor alle duidelijkheid: "behandeling" als bedoeld in lid 1 omvat geen geschillenbeslechtsprocedures of -mechanismen, zoals die welke zijn opgenomen in afdeling B (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen) van hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), en waarin wordt voorzien in andere bilaterale, regionale of internationale overeenkomsten. Materiële verplichtingen in dergelijke overeenkomsten vormen als zodanig geen "behandeling" en kunnen daarom niet in aanmerking worden genomen bij de beoordeling van een schending van dit artikel. Maatregelen die door een partij krachtens deze materiële verplichtingen worden genomen, worden aangemerkt als een "behandeling".

6. Dit artikel moet worden uitgelegd in overeenstemming met het *ejusdem generis*²-beginsel.

¹ Zoals opgenomen in bijlage 1b bij de Overeenkomst van Marrakesh tot oprichting van de Wereldhandelsorganisatie, gedaan te Marrakesh op 15 april 1994.

² Voor alle duidelijkheid: dit lid mag niet worden uitgelegd als een beletsel om andere bepalingen van deze overeenkomst, waar passend, uit te leggen in overeenstemming met het *ejusdem generis*-beginsel.

ARTIKEL 2.5

Behandeling van investeringen

1. Elke partij verleent een eerlijke en billijke behandeling alsmede volledige bescherming en veiligheid aan investeerders uit de andere partij en aan de onder deze overeenkomst vallende investeringen, in overeenstemming met de leden 2 tot en met 7 en bijlage 3 (Overeenstemming over behandeling van investeringen).
2. Een partij bij de overeenkomst handelt in strijd met de verplichting tot eerlijke en billijke behandeling als bedoeld in lid 1, wanneer bij een maatregel of reeks maatregelen sprake is van:
 - a) een rechtsweigering in strafrechtelijke, civiele of administratieve procedures;
 - b) een wezenlijke schending van het recht op een eerlijk proces in strafrechtelijke en bestuursrechtelijke procedures;
 - c) kennelijke willekeur;
 - d) gerichte discriminatie op kennelijk ongerechtvaardigde gronden zoals geslacht, ras of religieuze overtuiging;
 - e) onjuiste behandeling van investeerders, waaronder dwang, misbruik van bevoegdheid of soortgelijk gedrag te kwader trouw; of
 - f) een schending van eventuele, door de partijen bij de overeenkomst overeenkomstig lid 3 vastgestelde nieuwe elementen van de verplichting tot eerlijke en billijke behandeling.

3. Een niet in lid 2 genoemde behandeling kan een schending van de verplichting tot eerlijke en billijke behandeling vormen wanneer de partijen aldus zijn overeengekomen, volgens de procedures van artikel 4.3 (Wijzigingen).

4. Bij de toepassing van de leden 1, 2 en 3 kan een Orgaan voor Geschillenbeslechting als bedoeld in hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting) er rekening mee houden of een partij bij de overeenkomst tegenover een investeerder uit de andere partij bij de overeenkomst een specifieke verklaring heeft afgelegd die een gewettigd vertrouwen heeft gewekt en op basis waarvan de investeerder heeft besloten die investering te verrichten of te handhaven, maar die partij zich nadien niet aan die verklaring heeft gehouden.

5. Voor alle duidelijkheid: de term "volledige bescherming en veiligheid" in lid 1 betreft de verplichtingen van een partij om op te treden zoals redelijkerwijs noodzakelijk is voor de bescherming van de fysieke veiligheid van de investeerders en de onder deze overeenkomst vallende investeringen.

6. Wanneer een partij een schriftelijke overeenkomst heeft gesloten met investeerders uit de andere partij of onder deze overeenkomst vallende investeringen die aan alle onderstaande voorwaarden voldoen, mag die partij die overeenkomst niet schenden door de uitoefening van overheidsgezag. Die voorwaarden zijn:

- a) de schriftelijke overeenkomst is gesloten en is van kracht geworden na de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst¹;

¹ Voor alle duidelijkheid: een schriftelijke overeenkomst die is gesloten en die van kracht wordt na de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst, omvat niet de vernieuwing of verlenging van een overeenkomst volgens de bepalingen van de oorspronkelijke overeenkomst, en op dezelfde of nagenoeg dezelfde voorwaarden als de oorspronkelijke overeenkomst, die is gesloten en in werking is getreden vóór de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst.

- b) de investeerder baseert zich op de schriftelijke overeenkomst bij het nemen van de beslissing om de onder deze overeenkomst vallende investering te verrichten of te handhaven, anders dan de schriftelijke overeenkomst zelf, en de schending veroorzaakt reële schade aan die investering;
 - c) de schriftelijke overeenkomst¹ creëert een uitwisseling van rechten en verplichtingen in het kader van de genoemde investeringen, die bindend zijn voor beide partijen; en
 - d) de schriftelijke overeenkomst bevat geen clause over de beslechting van geschillen tussen de partijen bij die overeenkomst via internationale arbitrage.
7. Een schending van een andere bepaling van deze overeenkomst of van een afzonderlijke internationale overeenkomst houdt geen schending van dit artikel in.

ARTIKEL 2.6

Compensatie van verliezen

1. Investeerders uit een partij die met betrekking tot hun onder deze overeenkomst vallende investeringen verliezen lijden wegens oorlog of een ander gewapend conflict, een revolutie, een noodtoestand, een opstand of oproer op het grondgebied van de andere partij, worden door die andere partij wat restitutie, schadevergoeding, schadeloosstelling of een andere vorm van vergelijk betreft niet minder gunstig behandeld dan de eigen investeerders of de investeerders uit een derde land.

¹ Onder "schriftelijke overeenkomst" wordt verstaan een op schrift vastgelegde overeenkomst, gesloten door een partij bij de overeenkomst met een investeerder uit de andere partij bij de overeenkomst of hun investeringen, en door beide partijen onderhandeld en uitgevoerd, hetzij in één instrument of in meerdere instrumenten.

2. Onverminderd lid 1 wordt aan investeerders uit een partij die in een van de in lid 1 bedoelde situaties verliezen lijden op het grondgebied van de andere partij snelle, passende en doeltreffende schadevergoeding of teruggave verleend door de andere partij indien deze verliezen het gevolg zijn van:

- a) de inbeslagname van hun onder deze overeenkomst vallende investering of een deel daarvan door de strijdkrachten of de overheid van de andere partij; of
- b) de vernietiging van hun onder deze overeenkomst vallende investering of een deel daarvan door de strijdkrachten of de overheid van de andere partij,

anders dan onder dwang van de omstandigheden.

ARTIKEL 2.7

Onteigening

1. Een partij mag noch rechtstreeks noch onrechtstreeks een onder deze overeenkomst vallende investering nationaliseren of onteigenen door middel van maatregelen met een soortgelijk effect als nationalisatie of onteigening (hierna "ontei­gening" genoemd), tenzij de onteigening:

- a) geschiedt ten algemenen nutte;
- b) geschiedt met inachtneming van een eerlijke rechtsgang;

c) niet discriminerend is; en

d) geschiedt tegen betaling van snelle, adequate en doeltreffende schadeloosstelling.

2. De in lid 1 bedoelde schadeloosstelling moet gelijk zijn aan de billijke marktwaarde van de onder deze overeenkomst vallende investering op het tijdstip vlak voor onteigening of, indien dit vroeger is, voordat de op handen zijnde onteigening bekend werd, vermeerderd met rente tegen een redelijk tarief, vastgesteld op commerciële basis, vanaf de datum van onteigening tot en met de datum van de betaling. Deze schadeloosstelling moet daadwerkelijk uitvoerbaar zijn, vrij kunnen worden overgemaakt overeenkomstig artikel 2.8 (Overmaking) en onverwijld worden uitbetaald.

3. Onverminderd de leden 1 en 2, ingeval Vietnam de onteigenende partij is, moet elke maatregel van rechtstreekse onteigening met betrekking tot grond aan de volgende voorwaarden voldoen:

a) het doel is in overeenstemming met de toepasselijke interne wet- en regelgeving¹; en

b) de onteigening gebeurt tegen betaling van een vergoeding die gelijk is aan de marktwaarde, met inachtneming van de toepasselijke interne wet- en regelgeving.

4. De afgifte van dwanglicenties in verband met intellectuele-eigendomsrechten vormt geen onteigening in de zin van lid 1, voor zover die afgifte in overeenstemming is met de *Overeenkomst inzake de handelsaspecten van de intellectuele eigendom*, die is opgenomen in bijlage 1C bij de WTO-overeenkomst (hierna "TRIPs-overeenkomst" genoemd).

¹ De toepasselijke interne wet- en regelgeving zijn de Vietnamese Wet inzake grondbezit nr. 45/2013/QH13 en Decreet nr. 44/2014/ND-CP tot regulering van grondprijzen, op de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst.

5. Een investeerder die door een onteigening wordt getroffen, moet krachtens het recht van de onteigenende partij aanspraak hebben op een onverwijlde toetsing van zijn vordering en van de waardebeoordeling van zijn investering door een rechterlijke instantie of een andere onafhankelijke instantie van die partij.

6. Dit artikel moet worden uitgelegd overeenkomstig bijlage 4 (Overeenstemming over onteigening).

ARTIKEL 2.8

Overmaking

Elke partij staat toe dat alle overmakingen met betrekking tot onder deze overeenkomst vallende investeringen zonder beperking of vertraging worden verricht in vrij converteerbare valuta en tegen de op de datum van overmaking geldende marktwisselkoers. Die overmakingen omvatten:

- a) kapitaalbreng, zoals aanvangskapitaal en extra middelen voor het aanhouden, uitbreiden of verhogen van de investering;
- b) winsten, dividenden, kapitaalwinsten en ander rendement, opbrengsten uit de verkoop van de investering of een deel daarvan, of opbrengsten uit de gedeeltelijke of gehele liquidatie van de investering;
- c) uitkeringen van rente, royalty's, vergoedingen voor beheer en technische steun alsmede andere vormen van vergoedingen;

- d) betalingen in het kader van een contract gesloten door de investeerder of door de onder deze overeenkomst vallende investering, met inbegrip van betalingen uit hoofde van een leningsovereenkomst;
- e) inkomsten en andere bezoldigingen van uit het buitenland aangeworven personeel dat werkzaam is in verband met de investering;
- f) betalingen op grond van artikel 2.6 (Compensatie van verliezen) en artikel 2.7 (Onteigening); en
- g) betalingen van schadevergoeding uit hoofde van een uitspraak op grond van afdeling B (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen) van hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting).

ARTIKEL 2.9

Subrogatie

Indien een partij bij de overeenkomst, of een instantie van die partij, een betaling verricht uit hoofde van een schadevergoedingsverplichting, een garantie of een verzekeringsovereenkomst die zij is aangegaan met betrekking tot een investering die door een van haar investeerders is verricht op het grondgebied van de andere partij bij de overeenkomst, erkent die andere partij dat de eerstgenoemde partij of instantie ten aanzien van die investering in alle rechten treedt, dat alle desbetreffende rechten of titels op die partij of instantie overgaan en dat alle desbetreffende vorderingen aan die partij of instantie worden gecedeerd. De partij of de instantie mag het recht waarin zij is getreden of de vordering die aan haar is gecedeerd, op dezelfde wijze als het oorspronkelijke recht of de oorspronkelijke vordering van de investeerder geldend maken. Dergelijke rechten waarin de partij of een instantie van die partij is getreden, mogen met toestemming van de partij of de instantie ook door de investeerder geldend worden gemaakt.

HOOFDSTUK 3

GESCHILLENBESLECHTING

AFDELING A

BESLECHTING VAN GESCHILLEN TUSSEN PARTIJEN BIJ OVEREENKOMST

ONDERAFDELING 1

DOEL EN TOEPASSINGSGEBIED

ARTIKEL 3.1

Doelstelling

Het doel van deze afdeling is een doeltreffend en doelmatig mechanisme ter vermijding en beslechting van geschillen tussen de partijen over de interpretatie en toepassing van deze overeenkomst op te zetten, teneinde tot een onderling overeengekomen oplossing te komen.

ARTIKEL 3.2

Toepassingsgebied

Deze afdeling is van toepassing ten aanzien van de vermijding en beslechting van geschillen tussen de partijen over de interpretatie of de toepassing van de bepalingen van deze overeenkomst, tenzij in deze overeenkomst anders is bepaald.

ONDERAFDELING 2

OVERLEG EN BEMIDDELING

ARTIKEL 3.3

Overleg

1. De partijen streven ernaar alle geschillen als bedoeld in artikel 3.2 (Toepassingsgebied) op te lossen door te goeder trouw overleg te voeren, teneinde tot een onderling overeengekomen oplossing te komen.
2. De partij die overleg wenst te voeren, dient daartoe bij de andere partij een schriftelijk verzoek in, van welk verzoek een afschrift wordt gezonden aan het Comité dat is opgericht overeenkomstig artikel 4.1 (Comité), met vermelding van de maatregel waarom het gaat en de toepasselijke bepalingen van deze overeenkomst.

3. Het overleg wordt binnen 30 dagen na de datum van ontvangst van het in lid 2 bedoelde verzoek gehouden en vindt, tenzij de partijen anders overeenkomen, plaats op het grondgebied van de partij waaraan het verzoek gericht is. Het overleg wordt 45 dagen na de datum van ontvangst van het verzoek geacht te zijn afgesloten, tenzij beide partijen overeenkomen het overleg voort te zetten. Het overleg en in het bijzonder alle door de partijen verstrekte informatie en ingenomen standpunten, zijn vertrouwelijk en laten de rechten van de partijen in latere procedures onverlet.

4. Overleg over dringende aangelegenheden, zoals wanneer het bederfelijke waren of seizoensgebonden goederen of diensten betreft, wordt binnen vijftien dagen na de datum van ontvangst van het in lid 2 bedoelde verzoek geopend. Het overleg wordt binnen 20 dagen na de datum van ontvangst van het in lid 2 bedoelde verzoek geacht te zijn afgesloten, tenzij beide partijen overeenkomen het overleg voort te zetten.

5. De partij die om overleg heeft verzocht, kan een beroep doen op artikel 3.5 (Inleiding van arbitrageprocedure) indien:

- a) de andere partij niet binnen vijftien dagen na de datum van ontvangst van dit verzoek reageert op het verzoek om overleg;
- b) het overleg niet binnen de in lid 3 of 4 van dit artikel genoemde termijnen wordt geopend;
- c) de partijen overeenkomen geen overleg te voeren; of
- d) het overleg is afgesloten zonder onderling overeengekomen oplossing.

6. Tijdens het overleg verstrekt elke partij voldoende feitelijke informatie voor een onderzoek naar de wijze waarop de betrokken maatregel van invloed kan zijn op de werking en toepassing van deze overeenkomst.

ARTIKEL 3.4

Bemiddelingsmechanisme

De partijen kunnen te allen tijde overeenkomen om overeenkomstig bijlage 9 (Bemiddelingsmechanisme) aan een bemiddelingsprocedure deel te nemen met betrekking tot een maatregel die de investeringen tussen de partijen ongunstig beïnvloedt.

ONDERAFDELING 3

PROCEDURES VOOR BESLECHTING VAN GESCHILLEN

ARTIKEL 3.5

Inleiding van arbitrageprocedure

1. Indien de partijen er niet in slagen het geschil door middel van het in artikel 3.3 (Overleg) bedoelde overleg op te lossen, kan de partij die om overleg heeft verzocht, om de instelling van een arbitragepanel verzoeken.

2. Het verzoek om instelling van een arbitragepanel wordt schriftelijk gedaan bij de andere partij, van welk verzoek een afschrift wordt ingediend bij het Comité. De klagende partij vermeldt in haar verzoek de maatregel die in het geding is, en legt uit waarom die maatregel niet voldoet aan de bepalingen van deze overeenkomst, waarbij duidelijk de rechtsgrond voor de klacht wordt aangegeven.

ARTIKEL 3.6

Taakomschrijving van arbitragepanel

Tenzij de partijen binnen tien dagen na de datum van aanwijzing van de arbiters anders overeenkomen, luidt de taakomschrijving van het arbitragepanel als volgt:

"In het licht van de desbetreffende bepalingen van deze overeenkomst waarop de partijen bij het geschil zich beroepen, de aangelegenheid onderzoeken waarnaar in het verzoek om instelling van het arbitragepanel op grond van artikel 3.5 (Inleiding van arbitrageprocedure) wordt verwezen, zich uitspreken over de verenigbaarheid van de maatregel in kwestie met de in artikel 3.2 (Toepassingsgebied) genoemde relevante bepalingen en een verslag uitbrengen over de resultaten van het feitenonderzoek, de toepasselijkheid van de relevante bepalingen en de beweegredenen die aan de bevindingen en aanbevelingen ten grondslag liggen, overeenkomstig de artikelen 3.10 (Tussentijds verslag) en 3.11 (Eindverslag).".

ARTIKEL 3.7

Instelling van arbitragepanel

1. Een arbitragepanel bestaat uit drie arbiters.
2. Binnen tien dagen na de datum waarop de partij waartegen de klacht gericht is het verzoek om instelling van een arbitragepanel heeft ontvangen, treden de partijen met elkaar in overleg om overeenstemming te bereiken over de samenstelling van het arbitragepanel.
3. Indien de partijen binnen de in lid 2 genoemde termijn geen overeenstemming over de samenstelling van het arbitragepanel bereiken, kan elke partij binnen tien dagen na het verstrijken van de in lid 2 vastgestelde termijn een arbiter benoemen uit de krachtens artikel 3.23 (Lijst van arbiters) opgestelde sublijst van die partij. Indien een partij verzuimt een arbiter uit haar sublijst te benoemen, wordt deze op verzoek van de andere partij door de voorzitter van het Comité, of door diens vertegenwoordiger, door middel van loting geselecteerd uit de overeenkomstig artikel 3.23 (Lijst van arbiters) opgestelde sublijst van die partij.
4. Indien de partijen binnen de in lid 2 genoemde termijn geen overeenstemming over de voorzitter van het arbitragepanel bereiken, wordt deze op verzoek van de andere partij door de voorzitter van het Comité, of door diens vertegenwoordiger, door middel van loting aangewezen uit de sublijst van voorzitters die wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 3.23 (Lijst van arbiters).
5. De voorzitter van het Comité of diens vertegenwoordiger wijst binnen vijf dagen na het in lid 3 of 4 bedoelde verzoek de arbiters aan.

6. De datum van instelling van het arbitragepanel is die waarop de drie de aangewezen arbiters de partijen in kennis hebben gesteld van de aanvaarding van hun benoeming overeenkomstig bijlage 7 (Reglement van orde).

7. Indien een of meer van de in artikel 3.23 (Lijst van arbiters) bedoelde lijsten niet zijn opgesteld of niet voldoende namen bevatten op het tijdstip van indiening van een verzoek als bedoeld in lid 3 of 4, worden de arbiters door middel van loting geselecteerd uit de personen die formeel zijn voorgedragen door beide partijen, of door één partij ingeval slechts één partij een voordracht heeft gedaan.

ARTIKEL 3.8

Geschillenbeslechtsingsprocedure van het arbitragepanel

1. Op de geschillenbeslechtsingsprocedure van een arbitragepanel zijn de voorschriften en procedures van dit artikel en de bijlagen 7 (Reglement van orde) en 8 (Gedragscode voor arbiters en bemiddelaars) van toepassing.

2. Tenzij de partijen anders overeenkomen, vergaderen zij binnen tien dagen na de datum van instelling van het arbitragepanel met dat panel om te beslissen over alle aangelegenheden die zij of het arbitragepanel passend achten, met inbegrip van het tijdschema van de procedure en de bezoldigingen en onkostenvergoedingen voor de arbiters overeenkomstig bijlage 7 (Reglement van orde). De arbiters en de vertegenwoordigers van de partijen kunnen per telefoon of per videoconferentie aan deze bijeenkomst deelnemen.

3. De plaats van de hoorzitting wordt gekozen met wederzijdse instemming van de partijen. Indien de partijen geen overeenstemming over de plaats van de hoorzitting bereiken, wordt deze in Brussel gehouden als Vietnam de klagende partij is, en in Hanoi als de EU-partij de klagende partij is.
4. Alle hoorzittingen zijn voor het publiek toegankelijk, tenzij in bijlage 7 (Reglement van orde) anders wordt bepaald.
5. Overeenkomstig bijlage 7 (Reglement van orde) worden de partijen in de gelegenheid gesteld om aanwezig te zijn bij alle presentaties, verklaringen, discussies of replieken in de procedure. Alle informatie of schriftelijke opmerkingen die door een partij bij het arbitragepanel zijn ingediend, met inbegrip van eventueel commentaar over het beschrijvende deel van het tussentijdse verslag, antwoorden op vragen van het arbitragepanel en opmerkingen van een partij over die antwoorden, worden ter beschikking gesteld van de andere partij.
6. Tenzij de partijen anders overeenkomen binnen drie dagen na de oprichtingsdatum van het arbitragepanel, mag het arbitragepanel overeenkomstig bijlage 7 (Reglement van orde), ongevraagde schriftelijke opmerkingen (bijdragen van *amici curiae*) in ontvangst nemen van een natuurlijke of rechtspersoon die gevestigd is op het grondgebied van een partij.
7. Voor haar interne beraadslagingen komt het arbitragepanel bijeen in besloten zitting waaraan alleen arbiters deelnemen. Het arbitragepanel kan echter toestaan dat zijn assistenten de beraadslagingen bijwonen. De beraadslagingen van het arbitragepanel zijn vertrouwelijk en de bij het panel ingediende stukken worden vertrouwelijk behandeld.

ARTIKEL 3.9

Voorlopige uitspraak inzake dringende aard

Indien een partij daarom verzoekt, doet het arbitragepanel binnen tien dagen na zijn instelling een voorlopige uitspraak over de vraag of het een zaak dringend acht.

ARTIKEL 3.10

Tussentijds verslag

1. Het arbitragepanel legt uiterlijk negentig dagen na de datum van zijn instelling een tussentijds verslag aan de partijen voor, dat de resultaten van het feitenonderzoek, de toepasselijkheid van de desbetreffende bepalingen, alsmede de aan zijn bevindingen en aanbevelingen ten grondslag liggende beweegredenen vermeldt. Wanneer het arbitragepanel van oordeel is dat deze termijn niet kan worden gehaald, stelt de voorzitter de partijen en het Comité hiervan schriftelijk in kennis, met opgave van de redenen voor de vertraging en de datum waarop het panel zijn tussentijds verslag denkt te kunnen voorleggen. In geen enkel geval brengt het arbitragepanel het tussentijds verslag later dan 120 dagen na de datum van instelling van het arbitragepanel uit.
2. Binnen veertien dagen na de kennisgeving van het tussentijds verslag kan een partij bij het arbitragepanel een schriftelijk verzoek, met commentaar, indienen om bepaalde aspecten ervan te heroverwegen.

3. In dringende gevallen, zoals wanneer het bederfelijke waren of seizoensgebonden goederen of diensten betreft, stelt het arbitragepanel alles in het werk om zijn tussentijdse verslag binnen vijfenveertig, maar in geen geval later dan zestig dagen na de datum van zijn instelling voor te leggen. Binnen zeven dagen na de kennisgeving van het tussentijds verslag kan een partij bij het arbitragepanel een schriftelijk verzoek, met commentaar, indienen om bepaalde aspecten ervan te heroverwegen.

4. Naar aanleiding van schriftelijke verzoeken, met commentaar, van de partijen over het tussentijds verslag kan het arbitragepanel haar verslag wijzigen en, wanneer het dat zinvol acht, de zaak nader onderzoeken.

ARTIKEL 3.11

Eindverslag

1. Uiterlijk 120 dagen na de datum van instelling legt het arbitragepanel een eindverslag voor aan de partijen en het Comité. Wanneer het arbitragepanel van oordeel is dat deze termijn niet kan worden gehaald, stelt de voorzitter de partijen en het Comité hiervan schriftelijk in kennis, met opgave van de redenen voor de vertraging en de datum waarop het panel zijn eindverslag denkt te kunnen voorleggen. In geen enkel geval brengt het arbitragepanel het eindverslag later dan 150 dagen na de datum van instelling van het arbitragepanel uit.

2. In dringende gevallen, zoals wanneer het bederfelijke waren of seizoensgebonden goederen of diensten betreft, stelt het arbitragepanel alles in het werk om binnen zestig dagen na de datum van zijn instelling zijn eindverslag uit te brengen. In geen enkel geval brengt het arbitragepanel het eindverslag later dan 75 dagen na de datum van instelling van het arbitragepanel uit.
3. Het eindverslag bevat een toereikende bespreking van de argumenten die zijn ingeroepen gedurende de fase van de tussentijdse beoordeling en geeft een duidelijk antwoord op de opmerkingen van de partijen.

ARTIKEL 3.12

Naleving van het eindverslag

De partij waartegen de klacht gericht is, neemt de nodige maatregelen om het eindverslag onverwijld en te goeder trouw na te leven.

ARTIKEL 3.13

Redelijke termijn voor naleving

1. Indien onmiddellijke naleving niet mogelijk is, trachten de partijen onderling overeenstemming te bereiken over de termijn waarbinnen het eindverslag moet worden nageleefd. In dat geval stelt de partij waartegen de klacht gericht is, uiterlijk 30 dagen na ontvangst van het eindverslag, de klagende partij en het Comité in kennis van de termijn die zij nodig heeft om het verslag na te kunnen leven (hierna de "redelijke termijn" genoemd).

2. Indien de partijen het niet eens zijn over de redelijke termijn voor naleving van het eindverslag, verzoekt de klagende partij binnen twintig dagen na ontvangst van de kennisgeving die overeenkomstig lid 1 is gedaan door de partij waartegen de klacht gericht is, het op grond van artikel 3.7 (Instelling van arbitragepanel) opgerichte arbitragepanel (hierna het "oorspronkelijke arbitragepanel" genoemd) om de duur van de redelijke termijn vast te stellen. Dit verzoek wordt medegedeeld aan de partij waartegen de klacht gericht is; van het verzoek wordt een afschrift toegezonden aan het Comité.
3. Binnen 20 dagen na de indiening van het in lid 2 bedoelde verzoek maakt het arbitragepanel zijn uitspraak over de redelijke termijn bekend aan de partijen en aan het Comité.
4. De partij waartegen de klacht gericht is, stelt de klagende partij ten minste dertig dagen voor afloop van de redelijke termijn schriftelijk in kennis van de vorderingen die zij maakt bij de naleving van het eindverslag.
5. De partijen kunnen instemmen met verlenging van de redelijke termijn.

ARTIKEL 3.14

Nieuw onderzoek van maatregelen tot naleving van eindverslag

1. De partij waartegen de klacht gericht is, stelt de klagende partij en het Comité voor afloop van de redelijke termijn in kennis van de maatregelen die zij heeft getroffen om het eindverslag na te leven.

2. Indien er tussen de partijen onenigheid bestaat over het bestaan van een maatregel of over de vraag of een maatregel waarvan overeenkomstig lid 1 is kennisgegeven in overeenstemming is met de in artikel 3.2 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen, kan de klagende partij het oorspronkelijke arbitragepanel schriftelijk verzoeken hierover uitspraak te doen. Het verzoek wordt medegedeeld aan de partij waartegen de klacht gericht is; van het verzoek wordt een afschrift toegezonden aan het Comité. De klagende partij vermeldt in haar verzoek welke specifieke maatregel in het geding is en legt uit, op zodanige wijze dat de rechtsgrond van de klacht duidelijk is, waarom die maatregel niet voldoet aan de in artikel 3.2 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen.

3. Binnen 45 dagen na de indiening van het in lid 2 bedoelde verzoek maakt het arbitragepanel zijn uitspraak bekend aan de partijen en aan het Comité.

ARTIKEL 3.15

Tijdelijke maatregelen bij niet-naleving

1. Indien de partij waartegen de klacht gericht is niet voor afloop van de redelijke termijn de klagende partij en het Comité kennis geeft van een maatregel die zij heeft getroffen om het eindverslag van het arbitragepanel na te leven, of indien het arbitragepanel oordeelt dat er geen na te leven maatregel is getroffen of dat de maatregel waarvan overeenkomstig artikel 3.14 (Nieuw onderzoek van maatregelen tot naleving van eindverslag), lid 1, kennis is gegeven, niet verenigbaar is met de verplichtingen van de partij krachtens de bepalingen waarnaar in artikel 3.2 (Toepassingsgebied) wordt verwezen, biedt de partij waartegen de klacht gericht is de klagende partij, op verzoek van en na overleg met deze laatste, een compensatie aan.

2. Indien de klagende partij besluit niet om een compensatieaanbod te verzoeken of wanneer zij wel daarom verzoekt maar de partijen geen akkoord over compensatie bereiken binnen 30 dagen na afloop van de redelijke termijn of de kennisgeving van de uitspraak van het arbitragepanel op grond van artikel 3.14 (Nieuw onderzoek van maatregelen tot naleving van eindverslag) dat er geen na te leven maatregel is getroffen of dat een maatregel niet in overeenstemming is met de bepalingen bedoeld in artikel 3.2 (Toepassingsgebied), is de klagende partij gerechtigd om, na de andere partij en het Comité hiervan in kennis te hebben gesteld, passende maatregelen binnen het kader van de tussen de partijen geldende preferentiële handels- en investeringsverplichtingen te treffen met een effect dat overeenstemt met de mate waarin de schending de voordelen voor de andere partij tenietdoet of beperkt. In de kennisgeving moeten dergelijke maatregelen worden gespecificeerd. De klagende partij kan die maatregelen vanaf tien dagen na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de partij waartegen de klacht gericht is op elk gewenst tijdstip laten ingaan, tenzij de partij waartegen de klacht gericht is overeenkomstig lid 3 van dit artikel om arbitrage heeft verzocht.

3. Indien de partij waartegen de klacht gericht is van oordeel is dat het effect van de door de klagende partij getroffen maatregelen niet overeenstemt met de mate waarin de schending de voordelen voor de andere partij tenietdoet of beperkt, kan zij het oorspronkelijke arbitragepanel schriftelijk verzoeken hierover uitspraak te doen. Dat verzoek wordt vóór het verstrijken van de in lid 2 bedoelde periode van tien dagen medegedeeld aan de klagende partij, van welk verzoek een afschrift wordt gezonden aan het Comité. Uiterlijk 30 dagen na ontvangst van het verzoek maakt het oorspronkelijke arbitragepanel zijn uitspraak over de maatregelen van de klagende partij bekend aan de partijen en aan het Comité. De in lid 2 bedoelde maatregelen worden niet getroffen voordat het oorspronkelijke arbitragepanel zijn uitspraak heeft medegedeeld, en elke maatregel moet in overeenstemming zijn met die uitspraak.

4. De maatregelen van dit artikel zijn van tijdelijke aard en mogen niet meer worden toegepast nadat:

- a) de partijen ingevolge artikel 3.19 (Onderling overeengekomen oplossing) tot een onderling overeengekomen oplossing zijn gekomen;
- b) de partijen zijn overeengekomen dat de maatregel waarvan overeenkomstig artikel 3.14 (Nieuw onderzoek van maatregelen tot naleving van eindverslag), lid 1, is kennisgegeven, ertoe leidt dat de partij waartegen de klacht gericht is in overeenstemming met de in artikel 3.2 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen handelt; of
- c) de maatregel waarvan is vastgesteld dat deze niet verenigbaar is met de in artikel 3.2 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen, is ingetrokken of gewijzigd en overeenkomstig artikel 3.14 (Nieuw onderzoek van maatregelen tot naleving van eindverslag), lid 3, met die bepalingen in overeenstemming is gebracht.

ARTIKEL 3.16

Onderzoek van nalevingsmaatregelen getroffen na vaststelling van tijdelijke maatregelen tegen niet-naleving

1. De partij waartegen de klacht gericht is, stelt de klagende partij en het Comité in kennis van alle maatregelen die zij heeft getroffen om na de maatregelen die zijn toegepast door de klagende partij of na de toepassing van tijdelijke compensatie, naargelang het geval, het eindverslag van het arbitragepanel na te leven. Met uitzondering van de in lid 2 bedoelde gevallen beëindigt de klagende partij de in overeenstemming met artikel 3.15 (Tijdelijke maatregelen bij niet-naleving) genomen maatregelen binnen 30 dagen na de datum van ontvangst van de kennisgeving. Indien compensatie is geboden, met uitzondering van de in lid 2 bedoelde gevallen, kan de partij waartegen de klacht gericht is, binnen 30 dagen na haar kennisgeving dat zij heeft voldaan aan het eindverslag van het arbitragepanel, die compensatie beëindigen.
2. Indien de partijen binnen dertig dagen na de datum van ontvangst van de kennisgeving geen overeenstemming bereiken over de vraag of de maatregel waarvan is kennisgegeven, ertoe leidt dat de partij waartegen de klacht gericht is in overeenstemming met de in artikel 3.2 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen handelt, verzoekt de klagende partij het oorspronkelijke arbitragepanel schriftelijk hierover uitspraak te doen. Dit verzoek wordt medegedeeld aan de partij waartegen de klacht gericht is; van het verzoek wordt een afschrift toegezonden aan het Comité.

3. Het arbitragepanel stelt de partijen en het Comité binnen 45 dagen na de indiening van het verzoek in kennis van zijn uitspraak. Indien het arbitragepanel oordeelt dat de gemelde maatregel in overeenstemming is met de in artikel 3.2 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen, worden de in artikel 3.15 (Tijdelijke maatregelen bij niet-naleving) bedoelde maatregelen of de compensatie, naar gelang van het geval, beëindigd. Indien van toepassing, wordt het niveau van de maatregelen overeenkomstig artikel 3.15, lid 2, of het niveau van de compensatie aangepast in het licht van de uitspraak van het arbitragepanel.

ARTIKEL 3.17

Vervanging van arbiters

Indien tijdens de arbitrageprocedure het oorspronkelijke arbitragepanel of enkele van de leden ervan niet kunnen deelnemen, zich terugtrekken of moeten worden vervangen omdat de leden niet voldoen aan de vereisten van de gedragscode in bijlage 8 (Gedragscode voor arbiters en bemiddelaars), is de procedure van artikel 3.7 (Instelling van arbitragepanel) van toepassing. De termijn voor de kennisgeving van de verslagen en uitspraken, naar gelang van het geval, wordt met 20 dagen verlengd.

ARTIKEL 3.18

Opschorting en beëindiging van een arbitrageprocedure

1. Het arbitragepanel kan op verzoek van beide partijen te allen tijde zijn werkzaamheden schorsen gedurende een door de partijen overeengekomen periode, die niet meer dan twaalf opeenvolgende maanden mag bedragen. Het panel hervat zijn werkzaamheden vóór het einde van die opschortingsperiode op schriftelijk verzoek van beide partijen. De partijen stellen het comité hiervan in kennis. Het arbitragepanel kan ook zijn werkzaamheden hervatten aan het einde van de opschortingsperiode, op schriftelijk verzoek van een van de partijen. De partij die het verzoek indient, stelt de voorzitter van het Comité en de andere partij hiervan in kennis. Indien een partij bij het verstrijken van de schorsingsperiode het arbitragepanel niet verzoekt zijn werkzaamheden te hervatten, vervalt de autoriteit van het arbitragepanel en wordt de procedure beëindigd. Indien de werkzaamheden van het arbitragepanel worden geschorst, worden de termijnen die zijn vastgesteld in de relevante bepalingen van deze afdeling verlengd met hetzelfde aantal dagen als de opschorting van de werkzaamheden heeft geduurd. De schorsing en beëindiging van de werkzaamheden van het arbitragepanel laten de rechten van de partijen in andere procedures waarop artikel 3.24 (Forumkeuze) van toepassing is onverlet.
2. De partijen kunnen overeenkomen om de werkzaamheden van het arbitragepanel te beëindigen door middel van gezamenlijke kennisgeving aan de voorzitter van het arbitragepanel en aan het Comité, op enig moment vóór de afgifte van het eindverslag van het arbitragepanel.

ARTIKEL 3.19

Onderling overeengekomen oplossing

De partijen kunnen te allen tijde onderling een oplossing voor een onder deze afdeling vallend geschil overeenkomen. Zij stellen het Comité, en in voorkomend geval de voorzitter van het arbitragepanel, gezamenlijk in kennis van een dergelijke oplossing. Indien ingevolge de desbetreffende interne procedures van een van de partijen voor de oplossing goedkeuring vereist is, wordt in de kennisgeving naar dergelijke vereiste verwezen en wordt de geschillenbeslechtsprocedure geschorst. Indien dergelijke goedkeuring niet vereist is, of nadat van de voltooiing van die interne procedures is kennisgegeven, wordt de geschillenbeslechtsprocedure beëindigd.

ARTIKEL 3.20

Inlichtingen en technisch advies

Het arbitragepanel kan op verzoek van een partij of op eigen initiatief bij alle bronnen, met inbegrip van de bij het geschil betrokken partijen, alle inlichtingen inwinnen die het voor de werkzaamheden van het arbitragepanel nuttig acht. Het arbitragepanel heeft tevens het recht deskundigen om advies te vragen wanneer het dat nuttig acht. Voordat het deskundigen kiest, raadpleegt het arbitragepanel de partijen. Alle in het kader van dit artikel verkregen informatie moet worden bekendgemaakt en voorgelegd aan de partijen voor commentaar binnen het tijdschema dat is vastgesteld door het arbitragepanel.

ARTIKEL 3.21

Interpretatieregels

Het arbitragepanel legt de in artikel 3.2 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen uit volgens de gebruikelijke regels voor de interpretatie van het internationaal publiekrecht, met inbegrip van die welke zijn neergelegd in het *Verdrag van Wenen inzake het verdragenrecht*, gedaan te Wenen op 23 mei 1969 (hierna het "Verdrag van Wenen" genoemd). Het arbitragepanel houdt ook rekening met relevante interpretaties in verslagen van panels en van de Beroepsinstantie die zijn aangenomen door het Orgaan voor Geschillenbeslechting in bijlage 2 bij de WTO-overeenkomst. De verslagen en uitspraken van het arbitragepanel verruimen of beperken de rechten en verplichtingen van de partijen uit hoofde van deze overeenkomst niet.

ARTIKEL 3.22

Besluiten en uitspraken van arbitragepanel

1. Het arbitragepanel stelt alles in het werk om elk besluit bij consensus te nemen. Indien het niet mogelijk is bij consensus tot een besluit te komen, wordt een besluit bij meerderheid van stemmen genomen. Afwijkende meningen van arbiters worden in geen geval openbaar gemaakt.

2. De verslagen en uitspraken van het arbitragepanel worden door de partijen onvoorwaardelijk aanvaard. Zij scheppen geen rechten of verplichtingen voor natuurlijke of rechtspersonen.

De verslagen en uitspraken bevatten de resultaten van het feitenonderzoek, de toepasselijkheid van de bepalingen waarnaar wordt verwezen in artikel 3.2 (Toepassingsgebied) en de beweegredenen die aan de bevindingen en conclusies ten grondslag liggen. Het Comité maakt de verslagen en uitspraken van het arbitragepanel in hun geheel openbaar binnen tien dagen na hun uitgifte, tenzij het besluit dat niet te doen om vertrouwelijke informatie te beschermen.

ONDERAFDELING 4

ALGEMENE BEPALINGEN

ARTIKEL 3.23

Lijst van arbiters

1. Het Comité stelt uiterlijk zes maanden na de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst een lijst op van ten minste 15 personen die bereid en in staat zijn om als arbiter op te treden. Die lijst bestaat uit drie sublijsten:

- a) een sublijst voor Vietnam;
- b) een sublijst voor de Unie en haar lidstaten; en

- c) een sublijst van personen die geen onderdaan van een van de partijen zijn en niet hun vaste verblijfplaats hebben in een van de partijen en als voorzitter van het arbitragepanel kunnen optreden.
2. Elke sublijst bevat ten minste vijf personen. Het Comité ziet erop toe dat de lijst te allen tijde uit dat minimumaantal personen blijft bestaan.
 3. De arbiters moeten beschikken over aantoonbare kennis en ervaring op het gebied van het recht en de internationale handel. Zij zijn onafhankelijk, treden op persoonlijke titel op, nemen geen instructies aan van enige organisatie of regering, zijn niet verbonden aan de regering van een van de partijen en houden zich aan de gedragscode in bijlage 8 (Gedragscode voor arbiters en bemiddelaars).
 4. Het Comité kan aanvullende lijsten opstellen van tien personen met aantoonbare kennis van en ervaring in specifieke onder deze overeenkomst vallende sectoren. Met instemming van de partijen wordt een dergelijke aanvullende lijst gebruikt voor de samenstelling van het arbitragepanel overeenkomstig de procedure van artikel 3.7 (Instelling van arbitragepanel).

ARTIKEL 3.24

Forumkeuze

1. Een beroep op de geschillenbeslechtsprocedure overeenkomstig dit hoofdstuk laat alle maatregelen in het kader van de WTO onverlet, met inbegrip van die tot beslechting van een geschil, of uit hoofde van andere internationale overeenkomsten waarbij beide partijen partij zijn.

2. In afwijking van lid 1 mag een partij geen procedure inleiden voor een specifieke maatregel in verband met een schending van een in wezen gelijkwaardige verplichting uit hoofde van deze overeenkomst en uit hoofde van de WTO-overeenkomst of krachtens enige andere internationale overeenkomst waarbij beide partijen partij zijn. Zodra een geschillenbeslechtsprocedure is ingeleid, mag een partij enkel een procedure in verband met de schending van een in wezen gelijkwaardige verplichting uit hoofde van een andere overeenkomst in een ander forum inleiden, wanneer het eerst gekozen forum om procedurele of bevoegdheidsredenen geen uitspraak kan doen in de procedure ten aanzien van de schending van die verplichting.

3. Voor de toepassing van dit artikel:

- a) wordt een geschillenbeslechtsprocedure krachtens de WTO-overeenkomst geacht te zijn ingeleid wanneer een partij overeenkomstig artikel 6 van het *Memorandum van overeenstemming inzake de regels en procedures betreffende de beslechting van geschillen* een verzoek om instelling van een panel indient;
- b) wordt een geschillenbeslechtsprocedure krachtens dit hoofdstuk geacht te zijn ingeleid wanneer een partij overeenkomstig artikel 3.5 (Inleiding van arbitrageprocedure), lid 1, van deze overeenkomst een verzoek om instelling van een arbitragepanel indient;
- c) wordt een geschillenbeslechtsprocedure krachtens enige andere internationale overeenkomst geacht te zijn ingeleid overeenkomstig die overeenkomst.

4. Niets in deze overeenkomst belet een partij een door het Orgaan voor Geschillenbeslechting toegestane schorsing van verplichtingen ten uitvoer te leggen. Er kan geen beroep worden gedaan op de WTO-Overeenkomst of de Vrijhandelsovereenkomst om te beletten dat een partij passende maatregelen treft krachtens artikel 3.15 (Tijdelijke maatregelen bij niet-naleving).

ARTIKEL 3.25

Termijnen

1. Tenzij anders is bepaald, worden alle in deze afdeling vastgestelde termijnen, met inbegrip van die waarbinnen arbitragepanels hun verslagen en uitspraken moeten mededelen, gerekend in kalenderdagen vanaf de dag die volgt op de dag waarop het desbetreffende besluit wordt genomen of het desbetreffende feit plaatsvindt.
2. De partijen bij het geschil kunnen in onderling overleg alle in deze afdeling vermelde termijnen wijzigen. Het arbitragepanel kan de partijen te allen tijde voorstellen alle in deze afdeling vermelde termijnen te wijzigen, met opgave van de redenen daarvoor.

ARTIKEL 3.26

Toetsing en wijziging

Het Comité kan de bijlagen 7 (Reglement van orde), 8 (Gedragscode voor arbiters en bemiddelaars) en 9 (Bemiddelingsmechanisme) evalueren en besluiten deze te wijzigen.

AFDELING B

BESLECHTING VAN GESCHILLEN TUSSEN INVESTEERDERS EN PARTIJEN BIJ OVEREENKOMST

ONDERAFDELING 1

TOEPASSINGSGEBIED EN DEFINITIES

ARTIKEL 3.27

Toepassingsgebied

1. Deze afdeling is van toepassing op geschillen tussen enerzijds een eiser uit de ene partij bij de overeenkomst en anderzijds de andere partij bij de overeenkomst over eender welke maatregel¹ die volgens de eiser een inbreuk op de bepalingen van hoofdstuk 2 (Bescherming van investeringen) vormt en die volgens hem verlies of schade veroorzaakt voor hem of, indien de vordering wordt ingesteld namens een plaatselijk gevestigde onderneming die eigendom is of onder zeggenschap staat van de eiser, voor de plaatselijk gevestigde onderneming.
2. Voor alle duidelijkheid: een eiser mag geen vordering uit hoofde van deze afdeling instellen wanneer de investering is verricht door middel van bedrieglijke onjuiste voorstelling, het achterhouden van informatie, omkoping of gedragingen die misbruik van procedure opleveren.

¹ Voor alle duidelijkheid: het begrip "maatregel" kan ook niet-handelen omvatten.

3. Het Gerecht en de Beroepsinstantie die zijn ingesteld krachtens respectievelijk artikel 3.38 (Gerecht) en artikel 3.39 (Beroepsinstantie) mogen niet oordelen over vorderingen die buiten het toepassingsgebied van dit artikel vallen.

4. Een vordering met betrekking tot herstructurering van de schulden van een partij bij de overeenkomst wordt behandeld in overeenstemming met deze afdeling en bijlage 5 (Overheidsschuld).

ARTIKEL 3.28

Definities

Voor de toepassing van deze afdeling wordt, tenzij anders aangegeven, verstaan onder:

- a) "procedure": procedure voor het Gerecht of de Beroepsinstantie krachtens deze afdeling;
- b) "partijen bij het geschil": de eiser en de verweerder;
- c) "eiser uit een partij":
 - i) een investeerder uit een partij bij de overeenkomst als bedoeld in artikel 2.1 (Toepassingsgebied), alinea 1, onder b), die namens zichzelf handelt; of

- ii) een investeerder uit een partij als bedoeld in artikel 2.1 (Toepassingsgebied), alinea 1, onder b), die optreedt namens een plaatselijk gevestigde onderneming in eigendom of onder de zeggenschap van die investeerder; voor alle duidelijkheid: een vordering uit hoofde van deze alinea wordt geacht betrekking te hebben op een geschil tussen een verdragsluitende staat en een onderdaan van een andere verdragsluitende staat voor de toepassing van artikel 25, lid 1, van het Icsid-Verdrag;
- d) "Icsid-Verdrag": het *Verdrag inzake de beslechting van geschillen met betrekking tot investeringen tussen Staten en onderdanen van andere Staten*, gedaan te Washington op 18 maart 1965;
- e) "betrokken partij": Vietnam wanneer de verweerder de Unie of een lidstaat van de Unie is, of de Unie, wanneer Vietnam de verweerder is;
- f) "verweerder": hetzij Vietnam, hetzij, in het geval van de EU-partij, de Unie of de betrokken lidstaat overeenkomstig artikel 3.32 (Bericht van voornemen tot instelling van vordering);
- g) "plaatselijk gevestigde onderneming": een rechtspersoon die gevestigd is op het grondgebied van een partij en die eigendom is en onder zeggenschap staat van een investeerder uit de andere partij;
- h) "Verdrag van New York van 1958": het *Verdrag van de Verenigde Naties over de erkenning en tenuitvoerlegging van buitenlandse scheidsrechterlijke uitspraken*, gedaan te New York op 10 juni 1958;

- i) "financiering door derden": een financiering door een natuurlijke of rechtspersoon die geen partij bij het geschil is maar die een overeenkomst sluit met een partij bij het geschil met het oog op de financiering van alle of een deel van de procedurekosten, in ruil voor een beloning die afhankelijk is van de uitslag van het geschil, of een financiering die wordt verschaft door een natuurlijke of rechtspersoon die geen partij bij het geschil is, in de vorm van een verstrekking van een donatie of financiële steun;
- j) "Uncitral": de Commissie van de Verenigde Naties voor internationaal handelsrecht; en
- k) "Uncitral-transparantievoorschriften": de voorschriften van Uncitral over transparantie van op een verdrag gebaseerde arbitrage tussen investeerders en staten.

ONDERAFDELING 2

ALTERNATIEVE GESCHILLENBESLECHTING EN OVERLEG

ARTIKEL 3.29

Minnelijke schikking

Alle geschillen worden voor zover mogelijk in der minne geschikt door middel van onderhandelingen of bemiddeling en, indien mogelijk, vóór de indiening van een verzoek om overleg overeenkomstig artikel 3.30 (Overleg). Deze schikking kan te allen tijde worden overeengekomen, ook na de aanvang van een procedure uit hoofde van deze afdeling.

ARTIKEL 3.30

Overleg

1. Wanneer een geschil niet minnelijk kan worden geschikt overeenkomstig artikel 3.29 (Minnelijke schikking), dient een eiser uit de ene partij die zich beroept op een schending van de bepalingen van artikel 3.27 (Toepassingsgebied), lid 1, bij de andere partij een verzoek om overleg in. Het verzoek bevat de volgende informatie:
 - a) de naam en het adres van de eiser en, indien het verzoek wordt ingediend namens een plaatselijk gevestigde onderneming, de naam, het adres en de plaats van oprichting van de plaatselijk gevestigde onderneming;
 - b) de bepalingen van artikel 3.27 (Toepassingsgebied), lid 1, waarvan wordt gesteld dat zij zijn geschonden;
 - c) de juridische en feitelijke basis van de vordering, met inbegrip van de maatregelen waarvan wordt gesteld dat zij een schending van de bepalingen bedoeld van artikel 3.27 (Toepassingsgebied), lid 1, vormen;
 - d) de gevraagde maatregel(en) en het geraamde bedrag van de gevorderde schadevergoeding; en
 - e) bewijs dat de eiser een investeerder uit de andere partij is en dat hij eigenaar is van of zeggenschap heeft over de onder deze overeenkomst vallende investering, in voorkomend geval met inbegrip van de plaatselijk gevestigde onderneming, waarvoor een verzoek om overleg is ingediend.

Wanneer een verzoek om overleg wordt ingediend door meer dan één eiser, of namens meer dan één plaatselijk gevestigde onderneming, wordt de onder a) en e) van dit lid bedoelde informatie overgelegd voor elke eiser of plaatselijk gevestigde onderneming, naar gelang van het geval.

2. Een verzoek om overleg wordt ingediend binnen:

- a) drie jaar nadat de eiser, of in voorkomend geval de plaatselijk gevestigde onderneming, voor het eerst kennis heeft genomen van of kennis had moeten nemen van de gestelde schending van de bepalingen van hoofdstuk 2 (Bescherming van investeringen), alsmede van het feit dat daardoor verlies of schade is geleden door:
 - i) de eiser, voor vorderingen die zijn ingesteld door een investeerder die namens zichzelf handelt; of
 - ii) de plaatselijk gevestigde onderneming, voor vorderingen van een investeerder die handelt namens een plaatselijk gevestigde onderneming; of
- b) twee jaar nadat de eiser, of in voorkomend geval de plaatselijk gevestigde onderneming, de naar het interne recht van een partij bij de overeenkomst bij een rechterlijke instantie ingestelde vorderingen intrekt of de aldaar ingeleide procedure beëindigt, en hoe dan ook ten laatste zeven jaar na de datum waarop de eiser of, naargelang het geval, de plaatselijk gevestigde onderneming voor het eerst kennis heeft genomen van of kennis had moeten nemen van de maatregel waarvan wordt gesteld dat zij een schending vormt van de bepalingen van hoofdstuk 2 (Bescherming van investeringen), alsmede van het feit dat daardoor verlies of schade is geleden door:
 - i) de eiser, voor vorderingen die zijn ingesteld door een investeerder die namens zichzelf handelt; of

- ii) de plaatselijk gevestigde onderneming, voor vorderingen van een investeerder die handelt namens een plaatselijk gevestigde onderneming¹.

3. Tenzij de partijen bij het geschil anders overeenkomen, wordt het overleg gehouden:

- a) in Hanoi wanneer het overleg maatregelen van Vietnam betreft;
- b) in Brussel wanneer het overleg maatregelen van de Unie betreft; of
- c) in de hoofdstad van de betrokken lidstaat van de Unie wanneer het verzoek om overleg uitsluitend maatregelen van die lidstaat betreft.

De raadpleging kan ook plaatsvinden via videoconferentie of met andere middelen, met name indien er een kleine of middelgrote onderneming bij betrokken is.

4. Tenzij de partijen bij het geschil een langere periode overeenkomen, vindt het overleg plaats binnen 60 dagen na de indiening van het verzoek om overleg.

5. Indien de eiser een vordering niet overeenkomstig artikel 3.33 (Instelling van vordering) heeft ingesteld binnen 18 maanden na de indiening van het verzoek om overleg, wordt hij geacht zich te hebben teruggetrokken uit de procedure in het kader van deze afdeling en kan hij geen vordering uit hoofde van deze afdeling indienen. De bij het overleg betrokken partijen kunnen overeenkomen deze termijn te verlengen.

¹ Het bepaalde in lid 2), onder b), is niet van toepassing indien bijlage 12 (Samenloop procedures) van toepassing is.

6. De niet-inachtneming van de in de leden 2 en 5 vastgestelde termijnen leidt niet tot de niet-ontvankelijkheid van een verzoek indien de eiser kan aantonen dat hij als gevolg van een opzettelijke handeling van de andere partij bij de overeenkomst niet in staat was een verzoek om overleg of een vordering in te dienen, mits de eiser handelt zodra dit redelijkerwijs mogelijk is.

7. Wanneer het verzoek om overleg betrekking heeft op een gestelde schending van deze overeenkomst door de Unie of door een lidstaat van de Unie, wordt het aan de Unie gezonden. Indien maatregelen van een lidstaat van de Unie worden vermeld, wordt het verzoek tevens toegezonden aan de betrokken lidstaat.

ARTIKEL 3.31

Bemiddeling

1. De partijen bij het geschil kunnen te allen tijde overeenkomen een beroep op bemiddeling te doen.

2. Beroep op bemiddeling is vrijwillig en laat de rechtspositie van de partijen bij het geschil onverlet.

3. Het beroep op bemiddeling kan volgens de regels van bijlage 10 (Bemiddelingsmechanisme voor geschillen tussen investeerders en partijen) plaatsvinden. Alle in bijlage 10 (Bemiddelingsmechanisme voor geschillen tussen investeerders en partijen) vermelde termijnen kunnen met instemming van de partijen bij het geschil worden gewijzigd.

4. De bemiddelaar wordt benoemd met instemming van de partijen bij het geschil. Een dergelijke benoeming kan bestaan uit de benoeming van een bemiddelaar uit de kring van de leden van het Gerecht die zijn benoemd overeenkomstig artikel 3.38 (Gerecht) of de leden van de Beroepsinstantie die zijn benoemd overeenkomstig artikel 3.39 (Beroepsinstantie). De partijen bij het geschil kunnen eveneens de voorzitter van het Hof verzoeken een bemiddelaar aan te wijzen uit de leden van het Gerecht die noch onderdaan van een lidstaat van de Unie, noch onderdaan van Vietnam zijn.

5. Zodra de partijen bij het geschil overeenkomen een beroep op bemiddeling te doen, worden de termijnen als bedoeld in artikel 3.30 (Overleg), leden 2 en 5, artikel 3.53 (Voorlopige uitspraak), lid 6, en artikel 3.54 (Procedure in hoger beroep), lid 5, opgeschort tussen de datum waarop is overeengekomen een beroep te doen op bemiddeling en de datum waarop een van de partijen bij het geschil beslist de bemiddeling te beëindigen, via een brief aan de bemiddelaar en de andere partij bij het geschil. Indien een formatie van het Gerecht is opgesteld overeenkomstig artikel 3.38 (Gerecht), schorst de formatie op verzoek van beide partijen bij het geschil haar procedure tot de datum waarop een van de partijen bij het geschil beslist de bemiddeling te beëindigen via een brief aan de bemiddelaar en aan de andere partij bij het geschil.

ONDERAFDELING 3

INSTELLING VAN VORDERING EN VOORWAARDEN

ARTIKEL 3.32

Bericht van voornemen tot instelling van vordering

1. Indien het geschil niet kan worden beslecht binnen 90 dagen na de indiening van het verzoek om overleg, kan de eiser een schriftelijk bericht sturen van zijn voornemen om het geschil aan geschillenbeslechting uit hoofde van deze afdeling te onderwerpen, met vermelding van de volgende informatie:
 - a) de naam en het adres van de eiser en, indien het verzoek wordt ingediend namens een plaatselijk gevestigde onderneming, de naam, het adres en de plaats van oprichting van de plaatselijk gevestigde onderneming;
 - b) de bepalingen bedoeld in artikel 3.27 (Toepassingsgebied), lid 1, waarvan wordt gesteld dat zij zijn geschonden;
 - c) de wettelijke en feitelijke basis van de vordering, met inbegrip van de maatregelen waarvan wordt gesteld dat zij een schending vormen van de bepalingen bedoeld in artikel 3.27 (Toepassingsgebied), lid 1; en

- d) de gevraagde maatregel(en) en het geraamde bedrag van de gevorderde schadevergoeding.

Het bericht van het voornemen om het geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen wordt gezonden aan de Unie of aan Vietnam, naar gelang het geval. Wanneer een maatregel van een lidstaat van de Unie wordt vermeld, wordt het verzoek tevens toegezonden aan de betrokken lidstaat.

2. Wanneer een kennisgeving van het voornemen is toegestuurd aan de Unie, stelt de Unie vast wie de verweerder is, en deelt vervolgens de eiser binnen 60 dagen na de ontvangst van de kennisgeving van het voornemen mee of de Unie of een lidstaat van de Unie de verweerder is.

3. Ingeval de eiser binnen 60 dagen na de ontvangst van de kennisgeving van het voornemen niet van de bepaling van de verweerder in kennis is gesteld:

- a) is, indien de in de mededeling aangegeven maatregelen uitsluitend maatregelen van een lidstaat van de Unie zijn, deze lidstaat de verweerder; of
- b) is, indien de in de mededeling aangegeven maatregelen maatregelen van de Unie omvatten, deze lidstaat de verweerder.

4. De eiser kan een vordering instellen overeenkomstig artikel 3.33 (Instelling van vordering) op basis van de in lid 2 bedoelde vaststelling of, indien geen dergelijke bepaling is meegedeeld aan de eiser binnen de in lid 2 vastgestelde termijn, overeenkomstig lid 3.

5. Wanneer de Unie of een lidstaat van de Unie als verweerder optreedt naar aanleiding van een vaststelling in de zin van lid 2, mag de Unie noch de betrokken lidstaat vaststellen dat een geschil niet-ontvankelijk is, dat het Gerecht niet bevoegd is of anderszins dat het geschil ongegrond of een uitspraak ongeldig is, op grond dat de verweerder eigenlijk de Unie en niet de lidstaat zou moeten zijn, of omgekeerd.

6. Het Gerecht en de Beroepsinstantie zijn gebonden aan de bepaling van de verweerder overeenkomstig lid 2.

7. Niets in deze overeenkomst of de toepasselijke regels inzake geschillenbeslechting vormt een beletsel voor de uitwisseling van alle informatie over een geschil tussen de Unie en de betrokken lidstaat.

ARTIKEL 3.33

Instelling van vordering

1. Indien het geschil niet kan worden beslecht binnen zes maanden na de indiening van het verzoek om overleg, en ten minste drie maanden zijn verstreken sinds de indiening van het bericht van een voornemen tot instelling van een vordering overeenkomstig artikel 3.32 (Bericht van voornemen tot instelling van vordering), mag de eiser, mits hij voldoet aan de eisen van artikel 3.35 (Procedurele en andere vereisten voor instelling van vordering), een vordering instellen bij het Gerecht dat is ingesteld op grond van artikel 3.38 (Gerecht).

2. Een vordering kan worden ingesteld bij het Gerecht overeenkomstig een van de volgende reeksen regels inzake geschillenbeslechting:

- a) het Icsid-Verdrag;
- b) de *Bepalingen betreffende de opening van aanvullende voor het verlenen van administratieve diensten bij geschillen* (hierna "Icsid-bepalingen aanvullende mogelijkheden" genoemd) door het secretariaat van het Internationaal Centrum voor beslechting van investeringsgeschillen (hierna "Icsid-secretariaat" genoemd) wanneer de voorwaarden voor een procedure overeenkomstig het bepaalde onder a) niet van toepassing zijn;
- c) de arbitragevoorschriften van de Uncitral; of
- d) alle andere voorschriften waarover de partijen bij het geschil overeenstemming bereiken. In het geval dat de eiser een specifieke reeks geschillenbeslechtsregels voorstelt en, indien de partijen bij het geschil binnen 30 dagen na ontvangst van het voorstel, geen schriftelijke overeenstemming over dergelijke voorschriften hebben bereikt, of de verweerder de eiser niet heeft geantwoord, kan de eiser een verzoek indienen ingevolge de regels waarnaar wordt verwezen in de punten a), b) of c).

3. Alle vorderingen die door de eiser zijn aangegeven bij de instelling van zijn vordering op grond van dit artikel moeten worden gebaseerd op maatregelen die zijn aangegeven in zijn verzoek om overleg op grond van artikel 3.30 (Overleg), alinea 1, onder c).

4. De regels inzake geschillenbeslechting als bedoeld in lid 2 zijn van toepassing onder voorbehoud van het bepaalde in deze afdeling, zoals aangevuld door eventuele regels die zijn vastgesteld door het Comité, het Gerecht of de Beroepsinstantie.

5. Een vordering wordt geacht te zijn ingesteld op grond van dit artikel wanneer de eiser een procedure heeft ingeleid op grond van de toepasselijke regels inzake geschillenbeslechting.

6. Vorderingen die worden ingesteld namens een uit een onbepaald aantal niet-geïdentificeerde eisers bestaande groep worden, of door een vertegenwoordiger die voornemens is de procedure te voeren in het belang van een aantal al dan niet geïdentificeerde eisers die alle namens hen te nemen besluiten met betrekking tot de procedure delegeren, zijn niet ontvankelijk.

ARTIKEL 3.34

Andere vorderingen

1. Een eiser dient geen vordering bij het Gerecht in indien een vordering van hem aanhangig is bij een andere binnenlandse of internationale rechterlijke instantie over dezelfde maatregel als die waarvan hij stelt dat die onverenigbaar is met de bepalingen bedoeld in artikel 3.27 (Toepassingsgebied), lid 1, en over hetzelfde verlies of dezelfde schade, tenzij de eiser deze aanhangig gemaakte vordering intrekt.

2. Een eiser die namens zichzelf handelt, dient geen vordering bij het Gerecht in indien van een persoon die rechtstreeks of onrechtstreeks een eigendomsbelang heeft in of onder zeggenschap staat van de eiser een vordering aanhangig is bij het Gerecht of een andere binnenlandse of internationale rechterlijke instantie over dezelfde maatregel als die waarvan hij stelt dat die onverenigbaar is met de bepalingen bedoeld in artikel 3.27 (Toepassingsgebied), lid 1, en over hetzelfde verlies of dezelfde schade, tenzij die persoon deze ingediende vordering intrekt.

3. Een eiser die optreedt namens een plaatselijk gevestigde onderneming dient geen vordering bij het Gerecht in indien van een persoon die rechtstreeks of onrechtstreeks een eigendomsbelang heeft in of onder zeggenschap staat van de plaatselijk gevestigde onderneming een vordering aanhangig is bij het Gerecht of een andere binnenlandse of internationale rechterlijke instantie over dezelfde maatregel als die waarvan hij stelt dat die onverenigbaar is met de bepalingen van hoofdstuk 2 (Bescherming van investeringen), en over hetzelfde verlies of dezelfde schade, tenzij die persoon deze ingediende vordering intrekt.

4. Alvorens een vordering in te dienen, verstrekt de eiser:

- a) het bewijs dat hij, in voorkomend geval en overeenkomstig de leden 2 en 3, alle personen die rechtstreeks of onrechtstreeks een eigendomsbelang hebben in of onder zeggenschap staan van de eiser of de plaatselijk gevestigde onderneming, elke ingediende vordering als bedoeld in lid 1, 2 of 3 heeft ingetrokken; en
- b) een ontheffing van zijn recht, en in voorkomend geval van het recht van de plaatselijk gevestigde onderneming, om een vordering als bedoeld in lid 1 in te dienen.

5. Dit artikel is van toepassing in samenhang met bijlage 12 (Samenloop van procedures).

6. De vrijstelling overeenkomstig lid 4, onder b), geldt niet meer wanneer de vordering wordt afgewezen op grond dat niet is voldaan aan de nationaliteitsvereisten om een procedure in te leiden in het kader van deze overeenkomst.

7. De leden 1 tot en met 4, met inbegrip van bijlage 12 (Samenloop van procedures), zijn niet van toepassing wanneer vorderingen die zijn ingediend bij een interne rechterlijke instantie zijn ingesteld met als enig doel een voorlopige voorziening of vaststelling te verkrijgen, en er geen sprake is van geldelijke schadevergoeding.

8. Wanneer vorderingen worden ingesteld, op grond van zowel deze afdeling als afdeling A (Beslechting van geschillen tussen de partijen), of op grond van zowel deze afdeling en een andere internationale overeenkomst over gelijke behandeling als die waarvan wordt gesteld dat die onverenigbaar is met de bepalingen van hoofdstuk 2 (Bescherming van investeringen), houdt een formatie van het overeenkomstig deze afdeling ingestelde Gerecht, zo spoedig mogelijk na de partijen bij het geschil te hebben gehoord, in zijn beslissing, bevel of uitspraak rekening met procedures als bedoeld in afdeling A (Beslechting van geschillen tussen de partijen) of een andere internationale overeenkomst. Daartoe kan deze formatie, indien zij dit nodig acht, ook haar uitspraak aanhouden. Bij de toepassing van deze bepaling eerbiedigt het Gerecht artikel 3.53 (Voorlopige uitspraak), lid 6.

ARTIKEL 3.35

Procedurele en andere vereisten voor instelling van vordering

1. Een vordering kan krachtens deze afdeling alleen aan het Gerecht worden voorgelegd indien:
 - a) de eiser bij de vordering een schriftelijke verklaring voegt dat hij instemt met de beslechting van het geschil door het Gerecht overeenkomstig de procedures van deze afdeling en de eiser één van de reeks regels betreffende geschillenbeslechting als bedoeld in artikel 3.33 (Instelling van vordering), lid 2, aanwijst als de toepasselijke geschillenbeslechtingsregels;

- b) ten minste zes maanden zijn verstreken sinds de indiening van het verzoek om overleg overeenkomstig artikel 3.30 (Overleg) en ten minste drie maanden zijn verstreken sinds de indiening van het bericht van het voornemen om een vordering in te dienen overeenkomstig artikel 3.32 (Bericht van voornemen tot instelling van vordering);
- c) het door de eiser ingediende verzoek om overleg en het door hem ingediende bericht van het voornemen om een vordering in te dienen voldoen aan de voorschriften van respectievelijk artikel 3.30 (Overleg), leden 1 en 2, en artikel 3.32 (Bericht van voornemen tot instelling van vordering), lid 1;
- d) over de wettelijke en feitelijke basis van het geschil voorafgaand overleg is gepleegd overeenkomstig artikel 3.30 (Overleg);
- e) alle aanspraken van de vordering bij het Gerecht in de zin van artikel 3.33 (Instelling van vordering) zijn gebaseerd op de maatregel of maatregelen bedoeld in het bericht van voornemen tot indiening van vorderingen in de zin van artikel 3.32 (Bericht van voornemen tot instelling van vordering); en
- f) aan de voorwaarden van artikel 3.34 (Andere vorderingen) is voldaan.

2. Dit artikel laat andere voorschriften ten aanzien van de bevoegdheid die voortvloeien uit de relevante toepasselijke geschillenbeslechtsingsregels onverlet.

ARTIKEL 3.36

Instemming

1. De verweerder stemt in met de instelling van een vordering overeenkomstig deze afdeling.
2. De eiser verleent zijn instemming overeenkomstig de in deze afdeling vastgestelde procedures op het tijdstip waarop hij een vordering op grond van artikel 3.33 (Instelling van vordering) instelt.
3. Voor de instemming op grond van de leden 1 en 2 is vereist dat:
 - a) de partijen bij het geschil een uitspraak op grond van deze afdeling niet ten uitvoer leggen alvorens die definitief is geworden overeenkomstig artikel 3.55 (Definitieve uitspraak); en
 - b) de partijen bij het geschil bij een interne of internationale gerechtelijke instantie niet in hoger beroep gaan tegen of niet verzoeken om toetsing van, vernietiging van, nietigverklaring van, herziening van of inleiding van een andere soortgelijke procedure met betrekking tot een uitspraak op grond van deze afdeling¹.
4. De instemming op grond van de leden 1 en 2 wordt geacht te voldoen aan de vereisten van:
 - a) artikel 25 van het Icsid-Verdrag en de Icsid-bepalingen betreffende aanvullende mogelijkheden, wat de schriftelijke instemming van de partijen bij het geschil betreft; en
 - b) artikel II van het Verdrag van New York van 1958, wat een schriftelijke overeenkomst betreft.

¹ Voor alle duidelijkheid: dit punt is van toepassing in samenhang met artikel 3.57 (Tenuitvoerlegging van definitieve uitspraken).

ARTIKEL 3.37

Financiering door derden

1. In geval van financiering door derden deelt de partij bij het geschil die die financiering ontvangt aan de andere partij bij het geschil en aan de formatie van het Gerecht, of wanneer geen formatie van het Gerecht is samengesteld, aan de president van het Gerecht het bestaan en de aard van de financieringsregeling alsmede de naam en het adres van de derde financier mee.
2. Die mededeling geschiedt ten tijde van de instelling van een vordering of, wanneer de financieringsovereenkomst wordt gesloten of de donatie of de financiële steun wordt verstrekt na de instelling van een vordering, onverwijld na de sluiting van de financieringsovereenkomst of de verstrekking van de donatie of de financiële steun.
3. Bij de toepassing van artikel 3.48 (Zekerheidstelling voor kosten) houdt het Gerecht rekening met het al dan niet bestaan van financiering door derden. Bij de beslissing inzake de kosten van de procedure overeenkomstig artikel 3.53 (Voorlopige uitspraak), lid 4, neemt het Gerecht in aanmerking of is voldaan aan de vereisten als bedoeld in de leden 1 en 2 van het onderhavige artikel.

ONDERAFDELING 4

STELSEL VAN INVESTERINGSGERECHTEN

ARTIKEL 3.38

Gerecht

1. Er wordt een Gerecht ingesteld voor de behandeling van overeenkomstig artikel 3.33 (Instelling van vordering) ingestelde vorderingen.
2. Het Comité wijst bij de inwerkingtreding van deze overeenkomst overeenkomstig artikel 4.1 (Comité), lid 5, onder a), negen leden van het Gerecht aan. Drie leden zijn onderdaan van een lidstaat van de Unie, drie zijn onderdaan van Vietnam en drie zijn onderdaan van derde landen¹.
3. Het Comité kan besluiten het aantal leden van het Gerecht met een veelvoud van drie te verhogen of te verlagen. Voor de aanwijzing van extra leden geldt het bepaalde in lid 2.

¹ In plaats van drie leden voor te dragen die in het bezit van haar nationaliteit zijn, kan elke partij bij de overeenkomst maximaal drie leden met een andere nationaliteit voordragen. In dat geval worden die leden beschouwd als onderdaan van de partij bij de overeenkomst die hen met het oog op de toepassing van het onderhavige artikel heeft voorgedragen.

4. De leden van het Gerecht voldoen aan alle gestelde eisen om in hun onderscheiden landen rechterlijke ambten te bekleden of staan bekend als kundige rechtsgeleerden. Zij beschikken over aantoonbare ervaring op het gebied van internationaal publiekrecht. Het is wenselijk dat zij met name op het gebied van internationaal investeringsrecht, internationaal handelsrecht en geschillenbeslechting in het kader van internationale investerings- of internationale handelsovereenkomsten over deskundigheid beschikken.

5. De leden van het Gerecht worden benoemd voor een ambtstermijn van vier jaar, die éénmaal kan worden verlengd. De ambtstermijn van vijf van de negen leden die onmiddellijk na de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst door middel van loting worden aangewezen, bedraagt evenwel zes jaar. Vacatures worden opgevuld zodra zij ontstaan. Een persoon die wordt aangewezen ter vervanging van een lid wiens ambtstermijn nog niet is geëindigd, oefent het ambt uit voor het resterende gedeelte van de ambtstermijn van zijn of haar voorganger. Een lid dat bij het verstrijken van zijn ambtstermijn zitting heeft in een formatie van het Gerecht kan met toestemming van de president van het Gerecht aanblijven als lid van die formatie totdat de procedures bij die formatie beëindigd zijn, en wordt uitsluitend met het oog daarop geacht lid te blijven van het Gerecht.

6. Het Gerecht behandelt de zaken in formaties bestaande uit drie leden, van wie één onderdaan van een lidstaat van de Unie, één onderdaan van Vietnam en één onderdaan van een derde land is. De formatie wordt voorgezeten door het lid dat onderdaan van een derde land is.

7. Binnen negentig dagen na de instelling van een vordering overeenkomstig artikel 3.33 (Instelling van vordering) wijst de president van het Gerecht beurtelings de leden aan die deel uitmaken van de formatie van het Gerecht die de zaak behandelt, waarbij hij erop toeziet dat de samenstelling van de formaties willekeurig en niet voorspelbaar is, en dat alle leden gelijke kansen hebben om als lid van een formatie te fungeren.

8. De president en de vicepresident van het Gerecht zijn verantwoordelijk voor organisatorische aangelegenheden en worden door middel van loting voor twee jaar geselecteerd uit de leden die onderdaan van derde landen zijn. Zij oefenen het ambt beurtelings uit, geselecteerd door middel van loting door de co-voorzitters van het Comité of hun respectieve vertegenwoordigers. De vicepresident vervangt de president bij diens verhindering.
9. Onverminderd lid 6 kunnen de partijen bij het geschil overeenkomen dat een zaak wordt behandeld door één lid dat onderdaan van een derde land is en dat door de president van het Gerecht wordt gekozen. De verweerder neemt een daartoe strekkend verzoek van de eiser in welwillende overweging, in het bijzonder wanneer de eiser een kleine of middelgrote onderneming is of wanneer de gevorderde schadeloosstelling of schadevergoeding betrekkelijk gering is. Een dergelijk verzoek wordt tegelijk met de vordering overeenkomstig artikel 3.33 (Instelling van vordering) ingediend.
10. Het Gerecht kan zijn eigen procedureregels opstellen. De procedureregels moeten verenigbaar zijn met de toepasselijke geschillenbeslechtsingsregels en met de onderhavige afdeling. Indien het Gerecht daartoe beslist, stelt de president van het Gerecht in overleg met de overige leden van het Gerecht ontwerpprocedureregels op en legt hij de ontwerpprocedureregels aan het Comité voor. De ontwerpprocedureregels worden door het Comité goedgekeurd. Indien de ontwerpprocedureregels niet binnen drie maanden nadat zij zijn voorgelegd worden goedgekeurd door het Comité, gaat de president van het Gerecht over tot de noodzakelijke herziening daarvan, rekening houdend met de standpunten van de partijen bij de overeenkomst. De president van het Gerecht legt de herziene ontwerpprocedureregels vervolgens aan het Comité voor. De herziene ontwerpprocedureregels worden geacht te zijn goedgekeurd, tenzij het Comité besluit die binnen drie maanden nadat zij zijn voorgelegd af te wijzen.

11. Wanneer zich een procedureel vraagstuk voordoet dat niet door deze afdeling, de door het Comité vastgestelde aanvullende regels of de overeenkomstig lid 10 goedgekeurde procedureregels wordt bestreken, kan de desbetreffende formatie van het Gerecht een passende, met die bepalingen verenigbare procedure vaststellen.
12. De formatie van het Gerecht stelt alles in het werk om elke beslissing bij consensus te nemen. Wanneer het niet mogelijk is bij consensus tot een beslissing te komen, beslist de formatie van het Gerecht bij meerderheid van stemmen van de leden. De standpunten van de individuele leden van een formatie van het Gerecht zijn anoniem.
13. De leden dienen te allen tijde en op korte termijn beschikbaar te zijn en dienen zich op de hoogte te houden van de activiteiten ter zake van de geschillenbeslechting in het kader van deze overeenkomst.
14. Om hun beschikbaarheid te waarborgen, ontvangen de leden een maandelijks voorschot waarvan de hoogte wordt vastgesteld bij besluit van het Comité. Daarnaast ontvangen de president van het Gerecht en in voorkomend geval de vicepresident voor elke dag dat zij overeenkomstig deze afdeling de functie van president van het Gerecht vervullen een dagvergoeding die gelijk is aan de vergoeding die overeenkomstig artikel 3.39 (Beroepsinstantie), lid 16, wordt vastgesteld.
15. Het voorschot en de dagvergoeding als bedoeld in lid 14 worden door beide partijen bij de overeenkomst, rekening houdend met hun respectieve ontwikkelingsniveau, gestort op een rekening die wordt beheerd door het secretariaat van het Icsid. Betaalt één partij bij de overeenkomst het voorschot of de dagvergoeding niet, dan kan de andere partij bij de overeenkomst ervoor kiezen die te betalen. Dergelijke achterstallige betalingen door een partij bij de overeenkomst blijven verschuldigd, met passende rentevergoeding.

16. Tenzij het Comité een besluit neemt op grond van lid 17, zijn de andere honoraria en kostenvergoedingen van de leden van een formatie van het Gerecht die welke worden bepaald overeenkomstig artikel 14, lid 1, van het administratief en financieel reglement van het Icsid-Verdrag en die gelden op de datum van instelling van de vordering; de desbetreffende kosten worden door het Gerecht overeenkomstig artikel 3.53 (Voorlopige uitspraak), lid 4, verdeeld over de partijen bij het geschil.

17. Bij besluit van het Comité kunnen het voorschot, de dagvergoeding en de andere honoraria en kostenvergoedingen permanent worden omgezet in een reguliere bezoldiging. In dat geval oefenen de leden van het Gerecht hun ambt voltijds uit en mogen zij geen beroepswerkzaamheid al dan niet tegen beloning verrichten, tenzij de president van het Gerecht bij uitzondering afwijking hiervan toestaat. Het Comité stelt hun salaris en daarmee verband houdende organisatorische maatregelen vast.

18. Het secretariaat van het Icsid treedt op als secretariaat voor het Gerecht en verleent het passende ondersteuning. De kosten voor die ondersteuning worden door het Gerecht overeenkomstig artikel 3.53 (Voorlopige uitspraak), lid 4, verdeeld over de partijen bij het geschil.

ARTIKEL 3.39

Beroepsinstantie

1. Er wordt een permanente Beroepsinstantie ingesteld die hogere beroepen tegen uitspraken van het Gerecht behandelt.

2. De Beroepsinstantie bestaat uit zes leden, waarvan twee onderdaan van een lidstaat van de Unie, twee onderdaan van Vietnam en twee onderdaan van derde landen zijn.
3. Het Comité wijst bij de inwerkingtreding van deze overeenkomst overeenkomstig artikel 4.1 (Comité), lid 5, onder a), de zes leden van de Beroepsinstantie aan¹.
4. Het Comité kan besluiten het aantal leden van de Beroepsinstantie met een veelvoud van drie te verhogen of te verlagen. Voor de aanwijzing van extra leden geldt het bepaalde in de leden 2 en 3.
5. De leden van de Beroepsinstantie worden benoemd voor een ambtstermijn van vier jaar, die éénmaal kan worden verlengd. De ambtstermijn van drie van de zes leden die onmiddellijk na de inwerkingtreding van deze overeenkomst door middel van loting worden aangewezen, bedraagt evenwel zes jaar. Vacatures worden opgevuld zodra zij ontstaan. Een persoon die wordt aangewezen ter vervanging van een lid wiens ambtstermijn nog niet is geëindigd, oefent het ambt uit voor het resterende gedeelte van de ambtstermijn van zijn of haar voorganger.

¹ In plaats van twee leden voor te dragen die in het bezit van haar nationaliteit zijn, kan elke partij bij de overeenkomst maximaal twee leden met een andere nationaliteit voordragen. In dat geval worden die leden beschouwd als onderdaan van de partij bij de overeenkomst die hen met het oog op de toepassing van het onderhavige artikel heeft voorgedragen.

6. De president en de vicepresident van de Beroepsinstantie worden door middel van loting voor twee jaar geselecteerd uit de leden die onderdaan van derde landen zijn. Zij oefenen het ambt beurtelings uit, geselecteerd door middel van loting door de co-voorzitters van het Comité of hun respectieve vertegenwoordigers. De vicepresident vervangt de president bij diens verhindering.
7. De leden van de Beroepsinstantie beschikken over aantoonbare ervaring op het gebied van internationaal publiekrecht en voldoen aan alle gestelde eisen om in hun onderscheiden landen de hoogste rechterlijke ambten te bekleden, of staan bekend als kundige rechtsgeleerden. Het is wenselijk dat zij op het gebied van internationaal investeringsrecht, internationaal handelsrecht en geschillenbeslechting in het kader van internationale investerings- of internationale handelsovereenkomsten over deskundigheid beschikken.
8. De Beroepsinstantie behandelt de hogere beroepen in formaties bestaande uit drie leden, van wie één onderdaan van een lidstaat van de Unie, één onderdaan van Vietnam en één onderdaan van een derde land is. De formatie wordt voorgezeten door het lid dat onderdaan van een derde land is.
9. De president van de Beroepsinstantie wijst per geval en beurtelings de leden aan die deel uitmaken van de formatie die het hoger beroep behandelt, waarbij hij erop toeziet dat de samenstelling van elke formatie willekeurig en niet voorspelbaar is, en dat alle leden gelijke kansen hebben om als lid van een formatie te fungeren. Een lid dat bij het verstrijken van zijn ambtstermijn zitting heeft in een formatie van de Beroepsinstantie kan met toestemming van de president van de Beroepsinstantie aanblijven als lid van die formatie totdat de procedures bij die formatie beëindigd zijn, en wordt uitsluitend met het oog daarop geacht lid te blijven van de Beroepsinstantie.

10. De Beroepsinstantie stelt zijn eigen procedureregels op. De procedureregels moeten verenigbaar zijn met deze afdeling en met de instructies in bijlage 13 (Procedureregels voor Beroepsinstantie). De president van de Beroepsinstantie stelt de ontwerpprocedureregels op in overleg met de overige leden van de Beroepsinstantie en legt de ontwerpprocedureregels binnen een jaar na de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst aan het Comité voor. De ontwerpprocedureregels worden goedgekeurd door het Comité. Indien de ontwerpprocedureregels niet binnen drie maanden nadat zij zijn voorgelegd worden goedgekeurd door het Comité, gaat de president van de Beroepsinstantie over tot de noodzakelijke herziening daarvan, rekening houdend met de standpunten van de partijen bij de overeenkomst. De president van de Beroepsinstantie legt de herziene ontwerpprocedureregels vervolgens aan het Comité voor. De herziene ontwerpprocedureregels worden geacht te zijn goedgekeurd, tenzij het Comité besluit die binnen drie maanden nadat zij zijn voorgelegd af te wijzen.

11. Wanneer zich een procedureel vraagstuk voordoet dat niet door deze afdeling, de door het Comité vastgestelde aanvullende regels of de overeenkomstig lid 10 goedgekeurde procedureregels wordt bestreken, kan de desbetreffende formatie van de Beroepsinstantie een passende, met die bepalingen verenigbare procedure vaststellen.

12. De formatie van de Beroepsinstantie stelt alles in het werk om elke beslissing bij consensus te nemen. Wanneer het niet mogelijk is bij consensus tot een beslissing te komen, beslist de formatie van de Beroepsinstantie bij meerderheid van stemmen van de leden. De standpunten van de individuele leden van een formatie van de Beroepsinstantie zijn anoniem.

13. De leden van de Beroepsinstantie dienen te allen tijde en op korte termijn beschikbaar te zijn en dienen zich op de hoogte te houden van de andere activiteiten ter zake van de geschillenbeslechting in het kader van deze overeenkomst.

14. De leden van de Beroepsinstantie ontvangen een maandelijks voorschot waarvan de hoogte wordt vastgesteld bij besluit van het Comité. Daarnaast ontvangen de president van de Beroepsinstantie en in voorkomend geval de vicepresident voor elke dag dat zij overeenkomstig deze afdeling de functie van president van de Beroepsinstantie vervullen een dagvergoeding die gelijk is aan de vergoeding die overeenkomstig lid 16 wordt vastgesteld.

15. Het voorschot en de dagvergoeding als bedoeld in lid 14 worden door beide partijen bij de overeenkomst, rekening houdend met hun respectieve ontwikkelingsniveau, gestort op een rekening die wordt beheerd door het secretariaat van het Icsid. Betaalt één partij bij de overeenkomst het voorschot of de dagvergoeding niet, dan kan de andere partij bij de overeenkomst ervoor kiezen die te betalen. Dergelijke achterstallige betalingen door een partij bij de overeenkomst blijven verschuldigd, met passende rentevergoeding.

16. Bij de inwerkingtreding van deze overeenkomst stelt het Comité bij besluit de andere honoraria en kostenvergoedingen van de leden van een formatie van de Beroepsinstantie vast. Deze honoraria en kostenvergoedingen worden door de Beroepsinstantie overeenkomstig artikel 3.53 (Voorlopige uitspraak), lid 4, verdeeld over de partijen bij het geschil.

17. Bij besluit van het Comité kunnen het voorschot, de dagvergoeding en de andere honoraria en kostenvergoedingen permanent worden omgezet in een reguliere bezoldiging. In dat geval oefenen de leden van de Beroepsinstantie hun ambt voltijds uit en mogen zij geen beroepswerkzaamheid al dan niet tegen beloning verrichten, tenzij de president van de Beroepsinstantie bij uitzondering afwijking hiervan toestaat. Het Comité stelt hun salaris en daarmee verband houdende organisatorische maatregelen vast.

18. Het secretariaat van het Icsid treedt op als secretariaat voor de Beroepsinstantie en verleent het passende ondersteuning. De kosten voor die ondersteuning worden door de Beroepsinstantie overeenkomstig artikel 3.53 (Voorlopige uitspraak), lid 4, verdeeld over de partijen bij het geschil.

ARTIKEL 3.40

Gedragscode

1. De leden van het Gerecht en van de Beroepsinstantie worden gekozen uit personen die alle waarborgen voor onafhankelijkheid bieden. Zij zijn niet verbonden aan enige overheid¹. Zij nemen geen instructies van enige overheid of enige organisatie aan met betrekking tot het voorwerp van het geschil. Zij nemen niet deel aan de behandeling van geschillen die rechtstreeks of onrechtstreeks tot een belangenconflict zouden kunnen leiden. Daarbij voldoen zij aan de voorschriften van bijlage 11 (Gedragscode voor leden van Gerecht, leden van Beroepsinstantie en bemiddelaars). Daarnaast treden zij na hun aanwijzing niet op als raadsman of als door een partij bij het geschil aangewezen deskundige of getuige in het kader van lopende of nieuwe investeringsbeschermingsgeschillen uit hoofde van deze of enige andere overeenkomst of interne wet- en regelgeving.

¹ Voor alle duidelijkheid: het feit dat een persoon van een overheid een inkomen ontvangt, vroeger voor de overheid werkte of familiebanden heeft met een persoon die van een overheid een inkomen ontvangt, betekent op zichzelf niet dat hij niet als lid van het Gerecht of de Beroepsinstantie in aanmerking komt.

2. Wanneer een partij bij het geschil van mening is dat een lid in een belangenconflict verkeert, zendt zij de president van het Gerecht of de president van de Beroepsinstantie, naar gelang van het geval, een bericht van wraking van dat lid. Een dergelijk bericht van wraking wordt verzonden binnen vijftien dagen na de datum waarop de samenstelling van de formatie van het Gerecht of van de Beroepsinstantie is meegedeeld aan de partij bij het geschil, dan wel binnen vijftien dagen na de datum waarop de partij bij het geschil kennis heeft gekregen van de relevante feiten, indien die redelijkerwijs niet bekend konden zijn geweest op het tijdstip van de samenstelling van de formatie. In het bericht van wraking worden de gronden voor wraking vermeld.
3. Indien het gewraakte lid er binnen vijftien dagen na de datum van het bericht van wraking voor kiest zijn functie in de formatie niet neer te leggen, neemt de president van het Gerecht of de president van de Beroepsinstantie, naar gelang van het geval, na de partijen bij het geschil te hebben gehoord en na dat lid in de gelegenheid te hebben gesteld opmerkingen in te dienen, binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van het bericht van wraking een beslissing en stelt hij de partijen bij het geschil en de andere leden van de formatie daarvan onverwijld in kennis.
4. Over de wraking van de president van het Gerecht als lid van een formatie beslist de president van de Beroepsinstantie, en omgekeerd.
5. De partijen bij de overeenkomst kunnen op grond van een met redenen omklede aanbeveling van de president van de Beroepsinstantie of op gezamenlijk initiatief, bij besluit van het Comité, een lid van het Gerecht of van de Beroepsinstantie van zijn mandaat ontheffen wanneer zijn of haar gedrag in strijd is met de in lid 1 bedoelde verplichtingen en onverenigbaar is met de voortzetting van het mandaat van lid van het Gerecht of van de Beroepsinstantie. Indien de president van de Beroepsinstantie een dergelijk gedrag wordt verweten, doet de president van het Gerecht de met redenen omklede aanbeveling. Artikel 3.38 (Gerecht), lid 2, en artikel 3.39 (Beroepsinstantie), lid 3, zijn van overeenkomstige toepassing voor het opvullen van vacatures die op grond van het onderhavige lid ontstaan.

ARTIKEL 3.41

Multilateraal geschillenbeslechtsmechanisme

De partijen bij de overeenkomst openen onderhandelingen over een internationale overeenkomst die voorziet in een multilateraal investeringsgerecht in combinatie met of los van een multilaterale beroepsmogelijkheid voor de beslechting van geschillen in het kader van deze overeenkomst. De partijen bij de overeenkomst kunnen bijgevolg overeenkomen bepaalde delen van deze afdeling niet toe te passen. Het Comité kan een besluit tot precisering van eventueel noodzakelijke overgangsregelingen vaststellen.

ONDERAFDELING 5

VERLOOP VAN PROCEDURE

ARTIKEL 3.42

Toepasselijk recht en regels voor uitlegging

1. Het Gerecht en de Beroepsinstantie beslissen of de in geschil zijnde maatregelen een schending van de bepalingen van hoofdstuk 2 (Bescherming van investeringen) vormen, zoals door de eiser wordt gesteld.

2. Het Gerecht en de Beroepsinstantie beslissen met toepassing van de bepalingen van hoofdstuk 2 (Bescherming van investeringen) en andere bepalingen van deze overeenkomst, naar gelang van het geval, alsmede van andere regels of beginselen van internationaal recht die in de betrekkingen tussen de partijen bij de overeenkomst van toepassing zijn, en nemen het toepasselijke interne recht van de partij bij de overeenkomst die partij bij het geschil is als een feitelijk gegeven in aanmerking.
3. Voor alle duidelijkheid: het Gerecht en de Beroepsinstantie zijn gebonden aan de uitlegging van het interne recht door de rechterlijke instanties of de autoriteiten die bevoegd zijn voor de uitlegging van het toepasselijke interne recht, en de rechterlijke instanties en de autoriteiten van de partijen bij de overeenkomst zijn niet gebonden aan de uitlegging die het Gerecht en de Beroepsinstantie aan het toepasselijke interne recht geven. Het Gerecht en de Beroepsinstantie zijn niet bevoegd de wettigheid van een maatregel waarvan wordt gesteld dat hij een schending van deze overeenkomst vormt, te toetsen aan de interne wet- en regelgeving van de partij bij de overeenkomst die partij bij het geschil is.
4. Het Gerecht en de Beroepsinstantie leggen deze overeenkomst uit volgens de gebruikelijke regels voor de uitlegging van het internationaal publiekrecht zoals neergelegd in het *Verdrag van Wenen inzake het verdragenrecht*, gedaan te Wenen op 23 mei 1969.
5. Wanneer ernstige bezorgdheid rijst over uitleggingskwesties die gevolgen voor aangelegenheden in verband met deze afdeling kunnen hebben, kan het Comité uitleggingen van bepalingen van deze overeenkomst geven. Een dergelijke uitlegging is bindend voor het Gerecht en de Beroepsinstantie. Het Comité kan beslissen dat een uitlegging met ingang van een specifieke datum bindend karakter heeft.

ARTIKEL 3.43

Omzeilingsclausule

Voor alle duidelijkheid: het Gerecht verklaart zich onbevoegd wanneer het geschil is gerezen, of met hoge mate van waarschijnlijkheid voorzienbaar was, op het tijdstip waarop de eiser de eigendom van of de zeggenschap over de in geschil zijnde investering verkreeg, en het Gerecht op basis van de feiten van het geval vaststelt dat de eiser de eigendom van of de zeggenschap over de investering heeft verkregen met als hoofddoel overeenkomstig deze afdeling een vordering in te stellen. De mogelijkheid om zich in dergelijke omstandigheden onbevoegd te verklaren laat eventuele andere voor het Gerecht opgeworpen excepties ten aanzien van de bevoegdheid onverlet.

ARTIKEL 3.44

Preliminaire excepties

1. De verweerder kan, uiterlijk dertig dagen na de samenstelling van de formatie van het Gerecht overeenkomstig artikel 3.38 (Gerecht), lid 7, en in elk geval vóór de eerste zitting van de formatie van het Gerecht, dan wel dertig dagen nadat hij kennis heeft genomen van de feiten waarop de exceptie betrekking heeft, de exceptie opwerpen dat een vordering kennelijk oneigenlijk is.

2. De verweerder geeft de gronden voor de exceptie zo nauwkeurig mogelijk aan.
3. Nadat het Gerecht de partijen bij het geschil in de gelegenheid heeft gesteld om hun opmerkingen over de exceptie te maken, neemt het op de eerste zitting van zijn formatie of onverwijld daarna een beslissing over of doet het voorlopig uitspraak op de exceptie, met opgave van de redenen. Wordt de exceptie na de eerste zitting van zijn formatie opgeworpen, dan neemt het Gerecht zo spoedig mogelijk en uiterlijk honderdtwintig dagen nadat de exceptie is opgeworpen, een beslissing over de exceptie of doet het voorlopig uitspraak daarop. Daarbij worden de vermeende feiten geacht juist te zijn, en kan het Gerecht ook andere relevante, niet in geschil zijnde feiten in aanmerking nemen.
4. De beslissing of de uitspraak van het Gerecht laat het recht van een partij bij het geschil om overeenkomstig artikel 3.45 (Rechtens ongegronde vorderingen) of tijdens de procedure aan te voeren dat een vordering rechtens ongegrond is alsook de bevoegdheid van het Gerecht om vóór de behandeling ten principale andere excepties te onderzoeken, onverlet. Voor alle duidelijkheid: een dergelijke exceptie kan ook inhouden dat het Gerecht niet bevoegd is ter zake van het geschil of een accessoire vordering dan wel om andere redenen daarvan geen kennis kan nemen.

ARTIKEL 3.45

Rechtens ongegronde vorderingen

1. Onverminderd de bevoegdheid van het Gerecht om vóór de behandeling ten principale andere excepties te onderzoeken, zoals de exceptie dat het Gerecht niet bevoegd is ter zake van het geschil of een accessoire vordering dan wel om andere redenen daarvan geen kennis kan nemen, en onverminderd het recht van de verweerder om op elk gepast tijdstip andere excepties op te werpen, doet het Gerecht vóór de behandeling ten principale uitspraak op elke door de verweerder opgeworpen exceptie dat ten aanzien van een krachtens deze afdeling ingestelde vordering, of onderdeel daarvan, rechtens geen voor de eiser gunstige uitspraak kan worden gedaan overeenkomstig artikel 3.53 (Voorlopige uitspraak), ook indien de vermeende feiten geacht worden juist te zijn. Het Gerecht kan ook andere relevante, niet in geschil zijnde feiten in aanmerking nemen.
2. Een exceptie in de zin van lid 1 wordt zo snel mogelijk na de samenstelling van de formatie van het Gerecht bij het Gerecht opgeworpen, en in ieder geval niet later dan de door het Gerecht vastgestelde datum waarop de verweerder zijn contramemorie of verweerschrift moet indienen dan wel, in geval van een wijziging van de vordering, de door het Gerecht vastgestelde datum waarop de verweerder zijn antwoord op de wijziging moet indienen. Een dergelijke exceptie kan niet worden opgeworpen zolang de procedure uit hoofde van artikel 3.44 (Preliminaire excepties) aanhangig is, tenzij het Gerecht toestemming verleent een exceptie krachtens het onderhavige artikel op te werpen, na terdege rekening te hebben gehouden met de omstandigheden van het geval.

3. Na ontvangst van een exceptie in de zin van lid 1 en tenzij het van oordeel is dat de exceptie kennelijk ongegrond is, schorst het Gerecht de procedure ten gronde, stelt het een tijdschema voor het onderzoek van de exceptie op dat is afgestemd op de tijdschema's die het voor het onderzoek van eventuele andere preliminaire kwesties heeft opgesteld, en neemt het een beslissing over of doet het voorlopig uitspraak op de exceptie, met opgave van de redenen.

ARTIKEL 3.46

Transparantie van procedure

1. Voor geschillen in het kader van deze afdeling gelden de Uncitral-transparantievoorschriften, onder voorbehoud van de leden 2 tot en met 8.
2. Het verzoek om overleg als bedoeld in artikel 3.30 (Overleg), het bericht van voornemen als bedoeld in artikel 3.32 (Bericht van voornemen tot instelling van vordering), lid 1, de vaststelling als bedoeld in artikel 3.32 (Bericht van voornemen tot instelling van vordering), lid 2, het bericht van wraking en de beslissing over de wraking als bedoeld in artikel 3.40 (Gedragscode) alsmede het verzoek om voeging als bedoeld in artikel 3.59 (Voeging) worden opgenomen in de lijst van documenten als bedoeld in artikel 3, lid 1, van de Uncitral-transparantievoorschriften.

3. Onder voorbehoud van artikel 7 van de Uncitral-transparantievoorschriften kan het Gerecht op eigen initiatief of op verzoek van een persoon beslissen, na overleg met de partijen bij het geschil, of en hoe eventuele andere documenten die aan het Gerecht zijn verstrekt of door het Gerecht zijn afgegeven en niet vallen onder artikel 3, leden 1 en 2, van de Uncitral-transparantievoorschriften, openbaar worden gemaakt. Hierbij kan het ook om bewijsstukken gaan, als de verweerder hiermee instemt.
4. Onverminderd artikel 2 van de Uncitral-transparantievoorschriften zendt de Unie of Vietnam, naar gelang van het geval, na ontvangst van de desbetreffende documenten als bedoeld in lid 2 van het onderhavige artikel, deze documenten onverwijld door naar de niet bij het geschil betrokken partij de overeenkomst en stelt zij of het deze ter beschikking van het publiek, in een versie waaruit de vertrouwelijke of beschermde informatie wordt weggelaten¹.
5. De in de leden 2, 3 en 4 bedoelde documenten kunnen door toezending aan de depositaris als bedoeld in de Uncitral-transparantievoorschriften of anderszins ter beschikking van het publiek worden gesteld.
6. Uiterlijk drie jaar na de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst evalueert het Comité de werking van lid 3. Op verzoek van een van de partijen bij de overeenkomst kan het Comité overeenkomstig artikel 4.1 (Comité), lid 5, onder c), bij besluit bepalen dat artikel 3, lid 3, van de Uncitral-transparantievoorschriften van toepassing is in plaats van lid 3 van het onderhavige artikel.

¹ Voor alle duidelijkheid: vertrouwelijke of beschermde informatie zoals omschreven in artikel 7, lid 2, van de Uncitral-transparantievoorschriften omvat ook vertrouwelijke overheidsinformatie.

7. Onder voorbehoud van een beslissing van het Gerecht over een exceptie inzake de kwalificatie van informatie waarvan wordt gesteld dat zij vertrouwelijk of beschermd is, maken noch de partijen bij het geschil noch het Gerecht beschermde informatie aan de niet bij het geschil betrokken partijen bij de overeenkomst bekend, en maken zij die evenmin openbaar, wanneer de partij bij het geschil die de informatie heeft ingediend, die informatie duidelijk als zodanig kwalificeert¹.

8. Een partij bij het geschil mag in het kader van de uit hoofde van deze afdeling ingeleide procedures documenten in onbewerkte vorm verstrekken aan derden, met inbegrip van getuigen en deskundigen, wanneer zij dat in de loop van de procedure noodzakelijk acht. Zij ziet er evenwel op toe dat die derden de in die documenten vervatte vertrouwelijke of beschermde informatie beschermen.

¹ Voor alle duidelijkheid: wanneer een partij bij het geschil die de informatie heeft ingediend, besluit haar document dat dergelijke informatie bevat geheel of gedeeltelijk terug te nemen overeenkomstig artikel 7, lid 4, van de Uncitral-transparantievoorschriften, moet de andere partij bij het geschil, voor zover nodig, opnieuw een volledige en bewerkte versie van de documenten overleggen waarin hetzij de informatie wordt weggelaten die is teruggenomen door de partij bij het geschil die de informatie oorspronkelijk heeft ingediend hetzij de informatie wordt geherkwalificeerd in overeenstemming met de kwalificatie door de partij bij het geschil die de informatie oorspronkelijk heeft ingediend.

ARTIKEL 3.47

Voorlopige besluiten

Het Gerecht kan voorlopige beschermingsmaatregelen gelasten met het doel de rechten van een partij bij het geschil te beschermen of de volledige uitoefening van zijn eigen bevoegdheid te verzekeren, met inbegrip van een bevel tot bescherming van bewijsmateriaal dat zich in het bezit of in de macht van een partij bij het geschil bevindt of tot bescherming van zijn eigen bevoegdheid. Het Gerecht kan noch de inbeslagneming van vermogensbestanddelen gelasten, noch de toepassing beletten van de behandeling waarvan wordt gesteld dat zij een schending vormt. Voor de toepassing van dit lid omvat een bevel ook een aanbeveling.

ARTIKEL 3.48

Zekerheidstelling voor kosten

1. Voor alle duidelijkheid: het Gerecht kan op verzoek de eiser gelasten zekerheid te stellen voor alle of een deel van de kosten, indien er gerede gronden zijn om aan te nemen dat het risico bestaat dat de eiser niet in staat is aan een mogelijke verwijzing in de kosten te voldoen.
2. Indien er binnen een termijn van dertig dagen nadat het Gerecht zulks heeft gelast, of binnen een andere door het Gerecht vastgestelde termijn, geen volledige zekerheid voor de kosten wordt gesteld, stelt het Gerecht de partijen bij het geschil hiervan in kennis. Het Gerecht kan de schorsing of de beëindiging van de procedure gelasten.

ARTIKEL 3.49

Afstand van instantie

Wanneer de eiser, na de instelling van een vordering krachtens deze afdeling, gedurende honderdtachtig opeenvolgende dagen of gedurende een door de partijen bij het geschil overeengekomen periode geen procedurele maatregelen heeft genomen, wordt hij geacht zijn vordering te hebben ingetrokken en afstand van instantie te hebben gedaan. Op verzoek van de verweerder en na kennisgeving aan de partijen bij het geschil neemt het Gerecht middels een beschikking akte van de afstand van instantie en beslist het over de kosten. Nadat een dergelijke beschikking is gegeven, is het Gerecht niet langer bevoegd. De eiser kan vervolgens geen vordering betreffende dezelfde aangelegenheid instellen.

ARTIKEL 3.50

Procestaal

1. De partijen bij het geschil bereiken overeenstemming over de te gebruiken procestaal.

2. Wanneer de partijen bij het geschil binnen dertig dagen na de samenstelling van de formatie van het Gerecht overeenkomstig artikel 3.38 (Gerecht), lid 7, geen overeenstemming als bedoeld in lid 1 hebben bereikt, bepaalt het Gerecht de te gebruiken procestaal. Het Gerecht neemt zijn beslissing ter zake na raadpleging van de partijen bij het geschil met het oog op het waarborgen van economisch efficiënte procedures en om ervoor te zorgen dat het besluit de middelen van de partijen bij het geschil en van het Gerecht niet onnodig belast¹.

ARTIKEL 3.51

Niet bij geschil betrokken partij bij overeenkomst

1. De verweerder verstrekt binnen dertig dagen na ontvangst van een onder a) of b) bedoeld document of onverwijld nadat een geschil betreffende vertrouwelijke of beschermde informatie is opgelost, aan de niet bij het geschil betrokken partij bij de overeenkomst:

- a) het verzoek om overleg als bedoeld in artikel 3.30 (Overleg), het bericht van voornemen als bedoeld in artikel 3.32 (Bericht van voornemen tot instelling van vordering), lid 1, de vaststelling als bedoeld in artikel 3.32 (Bericht van voornemen tot instelling van vordering), lid 2, en de vordering als bedoeld in artikel 3.33 (Instelling van vordering), alsmede

¹ Bij het beoordelen van de vraag wat economisch efficiënte procedures zijn, moet het Gerecht rekening houden met de kosten die de partijen bij het geschil en het Gerecht maken voor het onderzoek van de rechtspraak en de rechtsleer die mogelijk door de partijen bij het geschil worden ingeroepen.

- b) op verzoek, alle documenten die ter beschikking van het publiek worden gesteld overeenkomstig artikel 3.46 (Transparantie van procedure).

2. De niet bij het geschil betrokken partij bij de overeenkomst heeft het recht overeenkomstig deze afdeling gehouden hoorzittingen bij te wonen en mondelinge opmerkingen in te dienen met betrekking tot de uitlegging van deze overeenkomst.

ARTIKEL 3.52

Deskundigenverslagen

Het Gerecht kan, op verzoek van een partij bij het geschil of, na overleg met de partijen bij het geschil, op eigen initiatief, een of meer deskundigen aanwijzen die aan hem schriftelijk verslag uitbrengen over alle feitelijke kwesties betreffende milieu, gezondheid of veiligheid of over andere kwesties die door een partij bij het geschil in de loop van de procedure aan de orde worden gesteld.

ARTIKEL 3.53

Voorlopige uitspraak

1. Wanneer het vaststelt dat een maatregel die in geschil is een schending van één of meer bepalingen van hoofdstuk 2 (Bescherming van investeringen) vormt, kan het Gerecht, op basis van een verzoek van de eiser en na de partijen bij het geschil te hebben gehoord, uitsluitend, afzonderlijk dan wel in combinatie:

- a) een financiële schadevergoeding, vermeerderd met eventueel toepasselijke rente, toekennen;
en

- b) de teruggave van eigendom gelasten; in dat geval wordt in de uitspraak bepaald dat de verweerder over de mogelijkheid beschikt om in plaats daarvan een financiële schadevergoeding te betalen, vermeerderd met eventueel toepasselijke rente, zoals bepaald overeenkomstig de desbetreffende bepalingen van hoofdstuk 2 (Bescherming van investeringen).

Wanneer de vordering is ingesteld namens een plaatselijk gevestigde onderneming, wordt in een uitspraak op grond van dit lid bepaald dat:

- a) de financiële schadevergoeding, vermeerderd met eventueel toepasselijke rente, wordt betaald aan de plaatselijk gevestigde onderneming; en
- b) elke teruggave geschiedt aan de plaatselijk gevestigde onderneming.

Het Gerecht kan niet de intrekking van de betrokken behandeling gelasten.

2. De financiële schadevergoeding mag niet meer bedragen dan het verlies dat de eiser of, in voorkomend geval, de plaatselijk gevestigde onderneming van de eiser heeft geleden door de schending van één of meer bepalingen van hoofdstuk 2 (Bescherming van investeringen), verminderd met de eventueel reeds door de betrokken partij bij de overeenkomst betaalde schadevergoeding of schadeloosstelling. Voor alle duidelijkheid: wanneer een investeerder een vordering ten eigen behoeve instelt, kan hij uitsluitend het verlies dat of de schade die hij heeft geleden met betrekking tot zijn onder de overeenkomst vallende investering vergoed krijgen.

3. Het Gerecht kan geen punitieve schadevergoeding toekennen.

4. Het Gerecht verwijst de in het ongelijk gestelde partij bij het geschil in de kosten van de procedure¹. In uitzonderlijke omstandigheden kan het Gerecht, indien het zulks in de omstandigheden van het geval passend acht, de kosten over de partijen bij het geschil verdelen. Andere redelijke kosten, met inbegrip van de redelijke kosten in verband met vertegenwoordiging in rechte en rechtsbijstand, worden gedragen door de in het ongelijk gestelde partij bij het geschil, tenzij het Gerecht zulks in de omstandigheden van het geval onredelijk acht. Wordt de vordering slechts op bepaalde onderdelen toegewezen, dan vindt de verwijzing in de kosten plaats naar evenredigheid van het aantal of de omvang van de onderdelen waarop de vordering is toegewezen. De Beroepsinstantie beslist over de kosten in overeenstemming met het onderhavige artikel.
5. Het Comité kan aanvullende voorschriften inzake honoraria vaststellen ter bepaling van het maximumbedrag van de kosten in verband met vertegenwoordiging in rechte en rechtsbijstand die moeten worden gedragen door bepaalde categorieën in het ongelijk gestelde partijen bij het geschil. In het kader van dergelijke aanvullende voorschriften worden de financiële middelen van eisers die natuurlijke personen of kleine of middelgrote onderneming zijn in aanmerking genomen. Het Comité streeft ernaar die aanvullende voorschriften uiterlijk één jaar na de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst vast te stellen.
6. Het Gerecht geeft een voorlopige uitspraak binnen achttien maanden na de datum waarop de vordering is ingesteld. Indien die termijn niet kan worden nageleefd, neemt het Gerecht een beslissing in die zin, met opgave van de redenen voor die vertraging.

¹ Voor alle duidelijkheid: de term "kosten van de procedure" omvat ook a) de redelijke kosten van deskundigenadvies en andere bijstand waarom het Gerecht heeft verzocht alsmede b) de redelijke reis- en verblijfkosten en andere uitgaven van de getuigen, ten belope van het door het Gerecht aanvaarde bedrag.

ARTIKEL 3.54

Procedure in hoger beroep

1. Elke partij bij het geschil kan binnen negentig dagen na de datum van een voorlopige uitspraak hoger beroep daartegen instellen bij de Beroepsinstantie. De gronden voor hoger beroep zijn:
 - a) dat het Gerecht het toepasselijke recht onjuist heeft uitgelegd of toegepast;
 - b) dat het Gerecht de feiten, met inbegrip van het desbetreffende interne recht, kennelijk onjuist heeft beoordeeld; of
 - c) de in artikel 52 van het Icsid-Verdrag genoemde gronden, voor zover zij niet onder a) of b) vallen.
2. De Beroepsinstantie wijst het hoger beroep af wanneer zij het ongegrond acht. Zij kan het hoger beroep ook versneld afwijzen wanneer duidelijk is dat het kennelijk ongegrond is.
3. Als de Beroepsinstantie het hoger beroep gegrond acht, worden bij haar beslissing de juridische bevindingen en conclusies in de voorlopige uitspraak geheel of ten dele gewijzigd of vernietigd. In haar beslissing preciseert zij hoe zij de desbetreffende bevindingen en conclusies van het Gerecht heeft gewijzigd of vernietigd.

4. Wanneer de door het Gerecht vastgestelde feiten zulks toelaten, past de Beroepsinstantie haar eigen juridische bevindingen en conclusies op die feiten toe en neemt zij haar uiteindelijke beslissing. Als dat niet mogelijk is, verwijst zij de zaak terug naar het Gerecht.
5. In de regel duurt de procedure in hoger beroep niet langer dan honderdtachtig dagen, te rekenen vanaf de datum waarop een partij bij het geschil formeel kennis geeft van haar besluit om hoger beroep in te stellen tot de datum waarop de Beroepsinstantie haar beslissing neemt. Als de Beroepsinstantie van oordeel is dat zij haar beslissing niet binnen honderdtachtig dagen kan nemen, deelt zij de partijen bij het geschil schriftelijk de redenen voor de vertraging mee en verstrekt zij een raming van de termijn waarbinnen zij haar beslissing zal nemen. Tenzij uitzonderlijke omstandigheden zulks vereisen, duurt de procedure in geen geval langer dan tweehonderdzeventig dagen.
6. Een partij bij het geschil die hoger beroep instelt, stelt zekerheid voor de kosten van het hoger beroep, vermeerderd met een door de Beroepsinstantie in het licht van de omstandigheden van het geval te bepalen redelijk bedrag.
7. De artikelen 3.37 (Financiering door derden), 3.46 (Transparantie van procedure), 3.47 (Voorlopige besluiten), 3.49 (Afstand van instantie), 3.51 (Niet bij geschil betrokken partij bij overeenkomst), 3.53 (Voorlopige uitspraak) en 3.56 (Schadevergoeding of andere vorm van schadeloosstelling) zijn van overeenkomstige toepassing op de procedure in hoger beroep.

ARTIKEL 3.55

Definitieve uitspraak

1. Een voorlopige uitspraak op grond van deze afdeling wordt definitief indien geen van de partijen bij het geschil tegen de voorlopige uitspraak hoger beroep heeft ingesteld overeenkomstig artikel 3.54 (Procedure in hoger beroep), lid 1.
2. Wanneer tegen een voorlopige uitspraak hoger beroep is ingesteld en de Beroepsinstantie dat hoger beroep heeft afgewezen op grond van artikel 3.54 (Procedure in hoger beroep), lid 2, wordt de voorlopige uitspraak definitief op de datum waarop het hoger beroep door de Beroepsinstantie is afgewezen.
3. Wanneer tegen een voorlopige uitspraak hoger beroep is ingesteld en de Beroepsinstantie haar uiteindelijke beslissing heeft genomen, wordt de voorlopige uitspraak zoals gewijzigd of vernietigd door de Beroepsinstantie definitief op de datum waarop de Beroepsinstantie haar uiteindelijke beslissing heeft genomen.
4. Wanneer tegen een voorlopige uitspraak hoger beroep is ingesteld en de Beroepsinstantie de juridische bevindingen en conclusies in de voorlopige uitspraak heeft gewijzigd of vernietigd en de zaak naar het Gerecht heeft terugverwezen, herzielt het Gerecht, na in voorkomend geval de partijen bij het geschil te hebben gehoord, zijn voorlopige uitspraak om rekening te houden met de bevindingen en conclusies van de Beroepsinstantie. Het Gerecht is gebonden aan de bevindingen van de Beroepsinstantie. Het Gerecht tracht zijn herziene uitspraak te geven binnen negentig dagen na ontvangst van de beslissing van de Beroepsinstantie. De herziene voorlopige uitspraak wordt negentig dagen nadat hij is gegeven definitief.

5. Voor de toepassing van deze afdeling omvat de term "definitieve uitspraak" ook elke uiteindelijke beslissing van de Beroepsinstantie op grond van artikel 3.54 (Procedure in hoger beroep), lid 4.

ARTIKEL 3.56

Schadevergoeding of andere vorm van schadeloosstelling

Het Gerecht mag niet bij wijze van geldig verweer, tegenvordering, vordering tot verrekening of soortgelijke vordering aanvaarden dat de investeerder met betrekking tot de volledige of een deel van de schadeloosstelling die in een in het kader van deze afdeling voorgelegd geschil wordt gevorderd, uit hoofde van een verzekerings- of borgstellingsovereenkomst een schadevergoeding of andere vorm van schadeloosstelling heeft of zal ontvangen.

ARTIKEL 3.57

Tenuitvoerlegging van definitieve uitspraken

1. Definitieve uitspraken op grond van deze afdeling:
 - a) zijn bindend voor de partijen bij het geschil en ten aanzien van de zaak waarin de uitspraak wordt gedaan; en
 - b) zijn niet vatbaar voor hoger beroep, toetsing, vernietiging, nietigverklaring of enig ander rechtsmiddel.

2. Elke partij bij de overeenkomst erkent een op grond van deze afdeling gegeven definitieve uitspraak als bindend en legt de geldelijke verplichting op haar grondgebied ten uitvoer alsof het een definitieve beslissing van een rechterlijke instantie in die partij was.
3. Onverminderd de leden 1 en 2 zijn de erkenning en de tenuitvoerlegging van een definitieve uitspraak met betrekking tot een geschil waarin Vietnam de verweerder is, gedurende de periode als bedoeld in lid 4 onderworpen aan het Verdrag van New York van 1958. Gedurende die periode zijn het onderhavige artikel, lid 1, onder b), en artikel 3.36 (Instemming), lid 3, onder b), niet van toepassing op geschillen waarin Vietnam de verweerder is.
4. Met betrekking tot een definitieve uitspraak in een geschil waarin Vietnam de verweerder is, zijn lid 1, onder b), en lid 2 van toepassing na afloop van een periode van vijf jaar na de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst of na afloop van een langere periode die door het Comité wordt vastgesteld als de omstandigheden dat rechtvaardigen.
5. De tenuitvoerlegging van de uitspraak wordt geregeld door de wettelijke regeling betreffende de tenuitvoerlegging van vonnissen of uitspraken die geldt op de plaats waar om de tenuitvoerlegging wordt verzocht.
6. Voor alle duidelijkheid: artikel 4.18 (Geen rechtstreekse werking) belet niet dat uitspraken op grond van deze afdeling worden erkend en ten uitvoer gelegd.
7. Voor de toepassing van artikel 1 van het Verdrag van New York van 1958 wordt een definitieve uitspraak op grond van deze afdeling geacht een arbitrale uitspraak te zijn en verband te houden met een uit een handelsrechtelijke betrekking of een handelstransactie voortvloeiend geschil.

8. Voor alle duidelijkheid en behoudens lid 1, onder b): wanneer een geschil overeenkomstig artikel 3.33 (Instelling van vordering), lid 2, onder a), aan geschillenbeslechting is onderworpen, geldt een definitieve uitspraak op grond van deze afdeling als een uitspraak in de zin van hoofdstuk IV, afdeling 6, van het Icsid-Verdrag.

ARTIKEL 3.58

Rol van partijen

1. De partijen bij de overeenkomst mogen geen diplomatieke bescherming verlenen of geen internationale vordering instellen met betrekking tot een in het kader van deze afdeling voorgelegd geschil, tenzij de andere partij bij de overeenkomst de in dat geschil gedane uitspraak niet heeft geëerbiedigd of daaraan niet heeft voldaan. Voor de toepassing van dit lid omvat diplomatieke bescherming geen informele diplomatieke uitwisselingen die uitsluitend tot doel hebben de beslechting van het geschil te vergemakkelijken.

2. Lid 1 sluit niet uit dat in verband met een maatregel van algemene strekking een beroep kan worden gedaan op geschillenbeslechting krachtens afdeling A (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst) indien wordt gesteld dat die maatregel de overeenkomst heeft geschonden en in verband met die maatregel een procedure met betrekking tot een specifieke investering is ingeleid overeenkomstig artikel 3.33 (Instelling van vordering). Dit laat artikel 3.51 (Niet bij geschil betrokken partij bij overeenkomst) of artikel 5 van de Uncitral-transparantievoorschriften onverlet.

ARTIKEL 3.59

Voeging

1. Wanneer in twee of meer op grond van deze afdeling ingestelde vorderingen dezelfde rechtsvraag of feitelijke vraag aan de orde is en die vorderingen uit dezelfde gebeurtenissen of omstandigheden voortvloeien, kan de verweerder bij de president van het Gerecht een verzoek om voeging van die vorderingen of bepaalde onderdelen daarvan indienen. Het verzoek om voeging vermeldt:

- a) de naam en het adres van de partijen bij het geschil die de vorderingen hebben ingesteld in het kader waarvan om voeging wordt verzocht;
- b) de vorderingen of onderdelen daarvan waarvoor om voeging wordt verzocht; en
- c) de gronden voor het verzoek om voeging.

De verweerder doet het verzoek toekomen aan elke eiser die een vordering heeft ingesteld waarvoor de verweerder om voeging verzoekt.

2. Wanneer alle partijen bij het geschil die de vorderingen hebben ingesteld waarvoor om voeging wordt verzocht, overeenstemming bereiken over de voeging van de vorderingen, dienen zij een gezamenlijk verzoek bij de president van het Gerecht in overeenkomstig lid 1. De president van het Gerecht stelt na ontvangst van dit gezamenlijke verzoek overeenkomstig artikel 3.38 (Gerecht) een nieuwe formatie van het Gerecht samen (hierna de "formatie die uitspraak over de voeging doet" genoemd), die bevoegd is om kennis te nemen van alle of een deel van de vorderingen die het voorwerp van het gezamenlijke verzoek om voeging zijn.

3. Wanneer de in lid 2 bedoelde partijen bij het geschil niet binnen dertig dagen nadat de laatste eiser het in lid 1 bedoelde verzoek om voeging heeft ontvangen, overeenstemming over de voeging bereiken, stelt de president van het Gerecht overeenkomstig artikel 3.38 (Gerecht) een formatie samen die uitspraak over de voeging doet. De formatie die uitspraak over de voeging doet verklaart zich bevoegd om kennis te nemen van alle of een deel van de vorderingen wanneer zij, na beoordeling van de standpunten van de partijen bij het geschil, beslist dat het belang van een eerlijke en doeltreffende afhandeling van de vorderingen, mede met het oog op de consistentie van de uitspraken, met de voeging zo goed mogelijk wordt gediend.
4. De procedure bij de formatie die uitspraak over de voeging doet verloopt overeenkomstig de geschillenbeslechtsingsregels die de eisers in onderlinge overeenstemming hebben gekozen uit de regels als bedoeld in artikel 3.33 (Instelling van vordering), lid 2.
5. Wanneer de eisers niet binnen dertig dagen nadat de laatste eiser het verzoek om voeging heeft ontvangen, overeenstemming over de geschillenbeslechtsingsregels bereiken, verloopt de procedure bij de formatie die uitspraak over de voeging doet overeenkomstig de arbitragevoorschriften van Uncitral.
6. De op grond van artikel 3.38 (Gerecht) samengestelde formaties van het Gerecht zijn niet langer bevoegd uitspraak te doen over vorderingen, of onderdelen daarvan, ten aanzien waarvan de formatie die uitspraak over de voeging doet bevoegd is, en de procedure bij deze formaties wordt geschorst of opgeschort, naar gelang van het geval. De uitspraak van de formatie die uitspraak over de voeging doet, over de onderdelen van de vorderingen ten aanzien waarvan zij zich bevoegd heeft verklaard, is voor de formaties die bevoegd zijn ten aanzien van de overige onderdelen van die vorderingen bindend vanaf de dag waarop de uitspraak overeenkomstig artikel 3.55 (Definitieve uitspraak) definitief wordt.

7. Een eiser kan het in het kader van een voegingsprocedure behandelde vordering, of onderdeel daarvan, onttrekken aan de geschillenbeslechting krachtens het onderhavige artikel en hij mag deze vordering, of onderdeel daarvan, daarna niet opnieuw instellen overeenkomstig artikel 3.33 (Instelling van vordering).

8. Op verzoek van de verweerder kan de formatie die uitspraak over de voeging doet, op dezelfde grondslag en met hetzelfde gevolg als bedoeld in de leden 3 en 6, bepalen of zij zich bevoegd verklaart om kennis te nemen van een onder lid 1 vallende vordering, of onderdeel daarvan, die wordt ingesteld na de inleiding van de voegingsprocedure.

9. Op verzoek van een van de eisers kan de formatie die uitspraak over de voeging doet, passende maatregelen nemen om het vertrouwelijke karakter van beschermde informatie van deze eiser ten opzichte van andere eisers te waarborgen. Die maatregelen kunnen onder meer inhouden dat bewerkte versies van documenten die beschermde informatie bevatten, worden overgelegd aan de andere eisers of dat de zitting gedeeltelijk achter gesloten deuren plaatsvindt.

HOOFDSTUK 4

INSTITUTIONELE, ALGEMENE EN SLOTBEPALINGEN

ARTIKEL 4.1

Comité

1. De partijen richten een Comité op, bestaande uit vertegenwoordigers van de EU-partij en van Vietnam.

2. Het Comité vergadert, tenzij het anders besluit, eenmaal per jaar, of in dringende gevallen op verzoek van een van de partijen. De vergaderingen van het Comité vinden beurtelings in de Unie en in Vietnam plaats, tenzij de partijen anders overeenkomen. Het Comité wordt gezamenlijk voorgezeten door de minister van Planning en Investerings van Vietnam en het lid van de Europese Commissie dat bevoegd is voor handel, of door hun respectieve vertegenwoordigers. Het Comité stelt zelf zijn vergaderrooster en agenda vast.

3. Het Comité:

- a) ziet toe op de goede werking van deze overeenkomst;
- b) houdt toezicht op en vergemakkelijkt de uitvoering en toepassing van deze overeenkomst, en bevordert de algemene doelstellingen ervan;
- c) onderzoekt kwesties met betrekking tot deze overeenkomst die door een partij worden voorgelegd;
- d) onderzoekt de moeilijkheden die zich kunnen voordoen bij de uitvoering van de bepalingen van hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst);
- e) neemt mogelijke verbeteringen van de bepalingen van hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst), in overweging, in het bijzonder in het licht van de opgedane ervaring en de ontwikkelingen in andere internationale fora;

- f) onderzoekt op verzoek van een van de partijen de uitvoering van een eventueel onderling overeengekomen oplossing met betrekking tot een geschil dat valt onder hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst);
- g) onderzoekt de door de president van het Gerecht respectievelijk de Beroepsinstantie overeenkomstig artikel 3.38 (Gerecht), lid 10, respectievelijk artikel 3.39 (Beroepsinstantie), lid 10, opgestelde ontwerpprocedureregels;
- h) tracht, onverminderd hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), een oplossing te vinden voor eventuele problemen op de door deze overeenkomst bestreken gebieden of eventuele geschillen in verband met de uitlegging of de toepassing van deze overeenkomst op te lossen; en
- i) buigt zich over alle andere aangelegenheden die van belang zijn met betrekking tot de door deze overeenkomst bestreken gebieden.

4. Het Comité kan, in overeenstemming met de desbetreffende bepalingen van deze overeenkomst:

- a) met alle belanghebbenden, met inbegrip van de particuliere sector, sociale partners en organisaties van het maatschappelijk middenveld, contact hebben over onderwerpen waarop deze overeenkomst van toepassing is;
- b) wijzigingen van deze overeenkomst in overweging nemen en aan de partijen aanbevelen, of, in gevallen waarin de overeenkomst hierin uitdrukkelijk voorziet, bij besluit bepalingen van deze overeenkomst wijzigen;

- c) uitleggingen van de bepalingen van deze overeenkomst aannemen, ook op grond van artikel 3.42 (Toepasselijk recht en regels voor uitlegging), lid 4, die bindend zijn voor de partijen en alle krachtens deze overeenkomst opgerichte organen, met inbegrip van de in hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst), bedoelde arbitragepanels en de uit hoofde van hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst), ingestelde gerechtelijke instanties;
- d) besluiten nemen of aanbevelingen doen overeenkomstig het bepaalde in deze overeenkomst;
- e) zijn eigen reglement van orde vaststellen; en
- f) andere maatregelen in het kader van de uitoefening van zijn taken nemen in overeenstemming met deze overeenkomst.

5. Het Comité kan, in overeenstemming met de desbetreffende bepalingen van deze overeenkomst en nadat de respectieve wettelijke vereisten van de partijen zijn vervuld en hun respectieve wettelijke procedures zijn afgesloten:

- a) overeenkomstig artikel 3.38 (Gerecht), lid 2, respectievelijk artikel 3.39 (Beroepsinstantie), lid 3, besluiten nemen tot aanwijzing van de leden van het Gerecht respectievelijk de Beroepsinstantie; overeenkomstig artikel 3.38 (Gerecht), lid 3, respectievelijk artikel 3.39 (Beroepsinstantie), lid 4, het aantal leden verhogen of verlagen, en overeenkomstig artikel 3.40 (Gedragscode), lid 5, een lid van het Gerecht of van de Beroepsinstantie van zijn mandaat ontheffen;

- b) regels ter aanvulling van de toepasselijke geschillenbeslechtsregels als bedoeld in artikel 3.33 (Instelling van vordering), lid 4, vaststellen en achteraf wijzigen; die regels en wijzigingen zijn bindend voor het Gerecht en de Beroepsinstantie;
- c) bij besluit bepalen dat artikel 3, lid 3, van de Uncitral-transparantievoorschriften van toepassing is in plaats van artikel 3.46 (Transparantie van procedure), lid 3;
- d) de hoogte van het in artikel 3.38 (Gerecht), lid 14, en artikel 3.39 (Beroepsinstantie), lid 14, bedoelde voorschot alsmede de andere honoraria en kostenvergoedingen van de leden van een formatie van de Beroepsinstantie en van de president van het Gerecht en van de Beroepsinstantie overeenkomstig artikel 3.28 (Gerecht), leden 14 en 16, en artikel 3.39 (Beroepsinstantie), leden 14 en 16, vaststellen;
- e) overeenkomstig artikel 3.38 (Gerecht), lid 17, en artikel 3.39 (Beroepsinstantie), lid 17, het voorschot en andere honoraria en kostenvergoedingen voor de leden van het Gerecht en van de Beroepsinstantie omzetten in een reguliere bezoldiging;
- f) overeenkomstig artikel 3.38 (Gerecht), lid 10, en artikel 3.39 (Beroepsinstantie), lid 10, de ontwerpprocedureregels van het Gerecht of van de Beroepsinstantie goedkeuren of afwijzen;
- g) overeenkomstig artikel 3.41 (Multilateraal geschillenbeslechtsmechanisme) een besluit tot precisering van eventueel noodzakelijke overgangsregelingen vaststellen; en

- h) overeenkomstig artikel 3.53 (Voorlopige uitspraak), lid 5, aanvullende voorschriften inzake honoraria vaststellen.

ARTIKEL 4.2

Besluitvorming van het Comité

1. Teneinde de doelstellingen van deze overeenkomst te bereiken, is het Comité bevoegd besluiten te nemen in de in deze overeenkomst bedoelde gevallen. Deze besluiten zijn bindend voor de partijen, die de maatregelen treffen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van deze besluiten.
2. Het Comité kan passende aanbevelingen doen aan de partijen.
3. Alle besluiten en aanbevelingen van het Comité worden in onderling overleg vastgesteld.

ARTIKEL 4.3

Wijzigingen

1. De partijen kunnen deze overeenkomst wijzigen. Een wijziging treedt in werking nadat de partijen schriftelijke kennisgevingen hebben gewisseld waarin zij verklaren dat zij hun respectieve toepasselijke wettelijke procedures hebben voltooid overeenkomstig artikel 4.13 (Inwerkingtreding).

2. Niettegenstaande lid 1 kunnen de partijen, in de in deze overeenkomst bedoelde gevallen, in het Comité een besluit tot wijziging van deze overeenkomst nemen. Dit geldt onverminderd de voltooiing van de toepasselijke wettelijke procedures van elke partij.

ARTIKEL 4.4

Belastingen

1. Niets in deze overeenkomst doet afbreuk aan de rechten en verplichtingen van de Unie of van een van haar lidstaten of van Vietnam uit hoofde van belastingverdragen tussen een lidstaat van de Unie en Vietnam. In geval van strijdigheid tussen deze overeenkomst en een belastingverdrag heeft het belastingverdrag voorrang voor zover het dergelijke strijdige bepalingen betreft.

2. Niets in deze overeenkomst mag zodanig worden uitgelegd dat het voor de partijen een beletsel vormt om bij de toepassing van de desbetreffende bepalingen van hun belastingwetgeving onderscheid te maken tussen belastingbetalers die niet in dezelfde situatie verkeren, in het bijzonder met betrekking tot hun ingezetenschap of de plaats waar hun kapitaal is geïnvesteerd.

3. Niets in deze overeenkomst mag zodanig worden uitgelegd dat het een beletsel vormt voor de instelling of handhaving van maatregelen ter voorkoming van belastingontwijking of -ontduiking in overeenstemming met de fiscale bepalingen van overeenkomsten inzake voorkoming van dubbele belastingheffing, andere belastingregelingen of interne belastingwetgeving.

ARTIKEL 4.5

Prudentiële uitzonderingsbepaling

1. Niets in deze overeenkomst mag zodanig worden uitgelegd dat het voor een partij een beletsel vormt om maatregelen vast te stellen of te handhaven om prudentiële redenen, zoals:
 - a) de bescherming van investeerders, spaarders, polishouders of personen aan wie een verlener van financiële diensten een fiduciair recht verschuldigd is; of
 - b) het verzekeren van de integriteit en de stabiliteit van het financiële systeem van een partij.
2. De in lid 1 bedoelde maatregelen zijn niet belastender dan noodzakelijk is voor het bereiken van het doel ervan.
3. Niets in deze overeenkomst mag zodanig worden uitgelegd dat het een partij verplicht tot het verstrekken van informatie betreffende de zaken en de rekeningen van individuele consumenten, dan wel vertrouwelijke of geheime informatie die in het bezit is van overheidsinstanties.

ARTIKEL 4.6

Algemene uitzonderingen

Mits de hieronder bedoelde maatregelen niet zodanig worden toegepast dat zij een middel tot willekeurige of ongerechtvaardigde discriminatie tussen landen bij soortgelijke omstandigheden of een verkapte beperking van een onder de overeenkomst vallende investering vormen, mag niets in artikel 2.3 (Nationale behandeling) en artikel 2.4 (Meestbegunstigingsbehandeling) zodanig worden uitgelegd dat het een beletsel vormt voor de instelling of handhaving door een partij van maatregelen die:

- a) noodzakelijk zijn ter bescherming van de openbare veiligheid of de openbare zeden of voor het handhaven van de openbare orde;
- b) noodzakelijk zijn ter bescherming van het leven of de gezondheid van mens, dier of plant;
- c) betrekking hebben op de instandhouding van niet-duurzame natuurlijke hulpbronnen, mits die maatregelen met beperkingen voor interne investeerders of met beperkingen van het interne aanbod of verbruik van diensten gepaard gaan;
- d) noodzakelijk zijn ter bescherming van nationaal artistiek, historisch of archeologisch erfgoed;

e) noodzakelijk zijn om de naleving te waarborgen van wet- of regelgeving die niet strijdig is met artikel 2.3 (Nationale behandeling) en artikel 2.4 (Meestbegunstigingsbehandeling), met inbegrip van die welke betrekking heeft op:

- i) het voorkomen van misleidende en frauduleuze praktijken of op middelen om de gevolgen van de niet-nakoming van contracten te compenseren;
- ii) het beschermen van de persoonlijke levenssfeer van personen met betrekking tot de verwerking en verspreiding van persoonsgegevens en het beschermen van het vertrouwelijke karakter van individuele dossiers en rekeningen; of
- iii) de veiligheid;

of

- f) strijdig zijn met artikel 2.3 (Nationale behandeling), lid 1, mits het verschil in behandeling bedoeld is om directe belastingen op doeltreffende of billijke wijze te kunnen opleggen of innen ten aanzien van economische activiteiten of investeerders uit de andere partij¹.

¹ Maatregelen die bedoeld zijn om directe belastingen op billijke of doeltreffende wijze te kunnen opleggen of innen, omvatten maatregelen die een partij op grond van haar belastingstelsel neemt en die:

- i) van toepassing zijn op niet-ingezetenen investeerders en dienstverleners, gezien het feit dat de fiscale verplichtingen van niet-ingezetenen worden vastgesteld op grond van belastbare feiten die hun oorsprong vinden of geschieden op het grondgebied van de partij;
- ii) van toepassing zijn op niet-ingezetenen om ervoor te zorgen dat belastingen op het grondgebied van de partij kunnen worden opgelegd of geïnd;
- iii) van toepassing zijn op niet-ingezetenen of ingezetenen ter voorkoming van belastingontwijking of -ontduiking, handhavingsmaatregelen daaronder begrepen;
- iv) van toepassing zijn op gebruikers van diensten die op of vanaf het grondgebied van de andere partij worden verleend, om ervoor te zorgen dat door die gebruikers verschuldigde belastingen die hun bron op het grondgebied van de partij hebben, kunnen worden opgelegd of geïnd;
- v) een onderscheid maken tussen investeerders en dienstverleners die belastingplichtig zijn ter zake van wereldwijd belastbare feiten, en andere investeerders en dienstverleners, gezien het verschil in de aard van de heffingsgrondslag tussen hen; of
- vi) inkomen, winst, voordeel, verlies, aftrek of krediet van ingezetenen personen of filialen, dan wel tussen gelieerde personen of filialen van dezelfde persoon vaststellen, toewijzen of omslaan, om de belastinggrondslag van de partij te behouden.

De belastingvoorwaarden of -concepten onder f) en in deze voetnoot worden vastgesteld volgens de belastingdefinities en -concepten dan wel gelijkwaardige of soortgelijke definities en concepten van de interne wet- en regelgeving van de partij die de maatregel neemt.

ARTIKEL 4.7

Specifieke uitzonderingen

Hoofdstuk 2 (Bescherming van investeringen) geldt niet voor niet-discriminerende maatregelen van algemene strekking die worden genomen door een overheidsinstantie die bevoegd is voor het monetaire beleid of het wisselkoersbeleid. Het onderhavige artikel doet geen afbreuk aan de verplichtingen van een partij uit hoofde van artikel 2.8 (Overmaking).

ARTIKEL 4.8

Uitzonderingen op grond van veiligheidsoverwegingen

Niets in deze overeenkomst mag zodanig worden uitgelegd dat:

- a) een partij verplicht wordt informatie te verstrekken waarvan zij openbaarmaking in strijd acht met haar wezenlijke veiligheidsbelangen;
- b) een partij belet wordt maatregelen te nemen die zij nodig acht ter bescherming van haar wezenlijke veiligheidsbelangen en die
 - i) verband houden met de productie van of de handel in wapens, munitie en oorlogstuig dan wel met de handel in andere goederen en materialen en economische activiteiten die direct of indirect de bevoorrading van een militaire inrichting ten doel hebben;

- ii) verband houden met de verlening van diensten die direct of indirect de bevoorrading van een militaire inrichting ten doel hebben;
- iii) betrekking hebben op splijt- of fusiestoffen of op stoffen waaruit deze kunnen worden vervaardigd; of
- iv) in tijden van oorlog of ernstige internationale spanningen worden genomen;

of

- c) een partij belet wordt maatregelen te nemen tot handhaving van de internationale vrede en veiligheid ingevolge haar verplichtingen krachtens het *Handvest van de Verenigde Naties*, gedaan te San Francisco op 26 juni 1945.

ARTIKEL 4.9

Toepassing van wet- en regelgeving

Artikel 2.8 (Overmaking) mag niet zodanig worden uitgelegd dat het voor een partij een beletsel vormt om op billijke en niet-discriminerende wijze, zonder dat dit een verkapte beperking van investeringen zou vormen, toepassing te geven aan haar wet- en regelgeving betreffende:

- a) faillissement, insolventie, herstel en afwikkeling van banken, crediteurenbescherming of prudentieel toezicht op financiële instellingen;

- b) de uitgifte van, de handel in of de verhandeling van financiële instrumenten;
- c) de financiële verslaglegging of registratie van overmakingen, wanneer dat noodzakelijk is ter ondersteuning van de met de rechtshandhaving of financiële regelgeving belaste instanties;
- d) overtredingen of misdrijven, misleidende of frauduleuze praktijken;
- e) het waarborgen van de naleving van uitspraken van rechterlijke of soortgelijke instanties; of
- f) socialezekerheidsregelingen, wettelijke pensioenregelingen of verplichte spaarregelingen.

ARTIKEL 4.10

Tijdelijke vrijwaringsmaatregelen

In uitzonderlijke omstandigheden bij ernstige moeilijkheden, of dreigende ernstige moeilijkheden, voor de werking van de economische en monetaire unie van de Unie of, in het geval van Vietnam, voor het monetaire beleid en het wisselkoersbeleid, kan de betrokken partij voor een periode van ten hoogste één jaar strikt noodzakelijke vrijwaringsmaatregelen nemen met betrekking tot overmakingen.

ARTIKEL 4.11

Beperkingen in geval van moeilijkheden met betrekking tot betalingsbalans of buitenlandse financiële positie

1. Wanneer een partij ernstige moeilijkheden ondervindt, of dreigt te ondervinden, met betrekking tot de betalingsbalans of de buitenlandse financiële positie, kan zij vrijwaringsmaatregelen instellen of handhaven ten aanzien van overmakingen, die:
 - a) niet-discriminerend zijn ten opzichte van derde landen in vergelijkbare situaties;
 - b) niet verder gaan dan noodzakelijk is om de moeilijkheden met betrekking tot de betalingsbalans of de buitenlandse financiële positie op te lossen;
 - c) in voorkomend geval in overeenstemming zijn met de *Statuten van het Internationaal Monetair Fonds*;
 - d) geen onnodig nadeel toebrengen aan de commerciële, economische en financiële belangen van de andere partij; en
 - e) tijdelijk zijn en geleidelijk worden opgeheven naarmate de situatie verbetert.
2. Een partij die maatregelen als bedoeld in lid 1 instelt of handhaaft, stelt de andere partij daarvan onverwijld in kennis en verstrekt haar zo spoedig mogelijk een tijdschema voor de opheffing van die maatregelen.

3. Wanneer op grond van lid 1 beperkingen worden ingesteld of gehandhaafd, wordt hierover onverwijld overleg gevoerd in het Comité, tenzij in andere fora overleg plaatsvindt. Tijdens het overleg worden de moeilijkheden met betrekking tot de betalingsbalans of de buitenlandse financiële positie die tot de respectievelijke maatregelen hebben geleid, beoordeeld, rekening houdend met onder meer de volgende factoren:

- a) de aard en de omvang van de moeilijkheden;
- b) de economische positie en de handelssituatie ten opzichte van het buitenland; of
- c) andere corrigerende maatregelen die genomen kunnen worden.

Het overleg heeft betrekking op de verenigbaarheid van de beperkende maatregelen met lid 1.

Alle van het Internationaal Monetair Fonds afkomstige relevante bevindingen van statistische of feitelijke aard worden aanvaard, en bij de conclusies wordt rekening gehouden met het oordeel van het Internationaal Monetair Fonds over de betalingsbalans en de buitenlandse financiële positie van de betrokken partij.

ARTIKEL 4.12

Openbaarmaking van informatie

1. Niets in deze overeenkomst mag zodanig worden uitgelegd dat een partij verplicht wordt vertrouwelijke informatie beschikbaar te stellen waarvan openbaarmaking de rechtshandhaving zou belemmeren of anderszins in strijd zou zijn met het openbaar belang of schadelijk zou zijn voor de rechtmatige handelsbelangen van bepaalde openbare of particuliere ondernemingen, behalve wanneer een panel vertrouwelijke informatie opvraagt in het kader van geschillenbeslechtsprocedures als bedoeld in hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst). In dergelijke gevallen ziet het panel erop toe dat de vertrouwelijkheid volledig in acht wordt genomen.
2. Wanneer een partij aan het Comité informatie voorlegt die zij ingevolge haar wet- en regelgeving als vertrouwelijk beschouwt, wordt die informatie door de andere partij vertrouwelijk behandeld, tenzij de partij die de informatie voorlegt anders beslist.

ARTIKEL 4.13

Inwerkingtreding

1. Deze overeenkomst wordt door de partijen overeenkomstig hun respectieve toepasselijke wettelijke procedures goedgekeurd.

2. Deze overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgende op de datum waarop de partijen elkaar kennis hebben gegeven van de voltooiing van hun toepasselijke wettelijke procedures voor de inwerkingtreding van deze overeenkomst. De partijen kunnen een andere datum overeenkomen.
3. De kennisgevingen overeenkomstig lid 2 worden gericht aan de secretaris-generaal van de Raad van de Europese Unie en aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Vietnam.
4. Deze overeenkomst kan voorlopig worden toegepast, indien de partijen zulks overeenkomen. In dat geval wordt deze overeenkomst toegepast vanaf de eerste dag van de maand volgende op de datum waarop de Unie en Vietnam elkaar kennis hebben gegeven van de voltooiing van hun toepasselijke wettelijke procedures voor de voorlopige toepassing. De partijen kunnen een andere datum overeenkomen.
5. Wanneer een partij sommige bepalingen van deze overeenkomst niet voorlopig kan toepassen, stelt zij de andere partij in kennis van de bepalingen die zij niet voorlopig kan toepassen. Niettegenstaande lid 4 worden, mits de andere partij de toepasselijke wettelijke procedures voor de voorlopige toepassing heeft voltooid en zij niet binnen tien dagen na de kennisgeving dat sommige bepalingen niet voorlopig kunnen worden toegepast, bezwaar tegen de voorlopige toepassing heeft gemaakt, de bepalingen van deze overeenkomst die niet het voorwerp van de kennisgeving waren voorlopig toegepast vanaf de eerste dag van de maand volgende op de kennisgeving.
6. Een partij kan de voorlopige toepassing beëindigen door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de andere partij. Deze beëindiging treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgende op de kennisgeving.

7. Wanneer deze overeenkomst of sommige bepalingen ervan voorlopig worden toegepast, wordt onder "inwerkingtreding van deze overeenkomst" verstaan de datum van voorlopige toepassing. Het Comité en andere krachtens deze overeenkomst opgerichte organen kunnen hun taken gedurende de voorlopige toepassing van deze overeenkomst uitoefenen. Alle in de uitoefening van deze taken genomen besluiten houden alleen op gevolgen te hebben wanneer de voorlopige toepassing van deze overeenkomst wordt beëindigd en deze overeenkomst niet in werking treedt.

ARTIKEL 4.14

Looptijd

1. Deze overeenkomst geldt voor onbepaalde tijd.
2. De Unie of Vietnam kan de andere partij schriftelijk in kennis stellen van haar of zijn voornemen deze overeenkomst op te zeggen. De opzegging wordt op de laatste dag van een periode van zes maanden na de kennisgeving van kracht.

ARTIKEL 4.15

Opzegging

Ingeval deze overeenkomst wordt opgezegd overeenkomstig artikel 4.14 (Looptijd), blijven de bepalingen van hoofdstuk 1 (Doelstellingen en algemene definities), artikel 2.1 (Toepassingsgebied), artikel 2.2 (Investerings- en regelgevingsmaatregelen en -doelstellingen) en artikel 2.5 (Behandeling van investeringen) tot en met artikel 2.9 (Subrogatie), de relevante bepalingen van hoofdstuk 4 en de bepalingen van hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst) ten aanzien van investeringen die vóór de datum van opzegging van deze overeenkomst zijn verricht, van kracht gedurende een periode van vijftien jaar te rekenen vanaf de datum van opzegging, tenzij de partijen anders overeenkomen. Het onderhavige artikel is niet van toepassing wanneer de voorlopige toepassing van deze overeenkomst wordt beëindigd en deze overeenkomst niet in werking treedt.

ARTIKEL 4.16

Voldoen aan verplichtingen

1. De partijen treffen alle algemene of bijzondere maatregelen die nodig zijn om aan hun verplichtingen krachtens deze overeenkomst te voldoen. Zij zien erop toe dat de in deze overeenkomst vastgelegde doelstellingen worden bereikt.

2. Wanneer een partij van oordeel is dat de andere partij een wezenlijke inbreuk op de partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst heeft gemaakt, kan zij in overeenstemming met artikel 57 van de partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst passende maatregelen met betrekking tot de onderhavige overeenkomst treffen.

ARTIKEL 4.17

Personen die gedelegeerde overheidsbevoegdheid uitoefenen

Tenzij in deze overeenkomst anders is bepaald, draagt elke partij er zorg voor dat alle personen, daaronder begrepen overheidsondernemingen, ondernemingen waaraan bijzondere rechten of voorrechten zijn toegekend of aangewezen monopolies, waaraan zij overeenkomstig haar interne wetgeving om het even op welk overheidsniveau regelgevende, administratieve dan wel andere overheidsbevoegdheid heeft gedelegeerd, bij de uitoefening van die bevoegdheid in overeenstemming met de verplichtingen van de partij uit hoofde van deze overeenkomst handelen.

ARTIKEL 4.18

Geen rechtstreekse werking

Niets in deze overeenkomst mag zodanig worden uitgelegd dat daaraan rechten kunnen worden ontleend door of daarmee verplichtingen worden opgelegd aan personen, anders dan die welke de partijen krachtens internationaal publiekrecht tussen hen hebben vastgesteld. Vietnam kan op grond van zijn interne recht anders bepalen.

ARTIKEL 4.19

Bijlagen

De bijlagen bij deze overeenkomst maken integrerend deel hiervan uit.

ARTIKEL 4.20

Verhouding tot andere overeenkomsten

1. Tenzij in deze overeenkomst anders is bepaald, worden eerdere overeenkomsten tussen de Unie of haar lidstaten, enerzijds, en Vietnam, anderzijds, niet vervangen of beëindigd door deze overeenkomst.
2. Deze overeenkomst maakt deel uit van de algemene betrekkingen tussen de Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Vietnam, anderzijds, zoals bepaald in de partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst, en vormt een onderdeel van het gemeenschappelijke institutionele kader.
3. Niets in deze overeenkomst mag zodanig worden uitgelegd dat een partij verplicht wordt te handelen op een wijze die in strijd is met haar verplichtingen uit hoofde van de *Overeenkomst van Marrakesh tot oprichting van de Wereldhandelsorganisatie* van 15 april 1994.

4. Zodra deze overeenkomst in werking treedt, worden de in bijlage 6 (Lijst van investeringsbeschermingsovereenkomsten) genoemde overeenkomsten tussen de lidstaten van de Unie en Vietnam, met inbegrip van de daaruit voortvloeiende rechten en verplichtingen, beëindigd en zijn zij niet langer van kracht; zij komen te vervallen en worden vervangen door deze overeenkomst¹.

5. In geval van voorlopige toepassing overeenkomstig artikel 4.13 (Inwerkingtreding), lid 4, wordt de toepassing van de bepalingen van de in bijlage 6 (Lijst van investeringsbeschermingsovereenkomsten) genoemde overeenkomsten, alsmede van de daaruit voortvloeiende rechten en verplichtingen, opgeschort met ingang van de datum van voorlopige toepassing². Wanneer de voorlopige toepassing van deze overeenkomst wordt beëindigd en deze overeenkomst niet in werking treedt, wordt de opschorting opgeheven en worden de in bijlage 6 (Lijst van investeringsbeschermingsovereenkomsten) genoemde overeenkomsten van kracht³.

6. Onverminderd de leden 4 en 5 kan op grond van een in bijlage 6 (Lijst van investeringsbeschermingsovereenkomsten) genoemde overeenkomst overeenkomstig de in die overeenkomst neergelegde voorschriften en procedures een vordering worden ingesteld op voorwaarde dat:

- a) de vordering voortvloeit uit een vermeende schending van die overeenkomst die plaatsvond vóór de datum van opschorting van de toepassing van de overeenkomst overeenkomstig lid 5 of, wanneer de toepassing van de overeenkomst niet wordt opgeschort overeenkomstig lid 5, vóór de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst; en

¹ Tussen de partijen bestaat overeenstemming dat ook de vervalbepalingen die zijn opgenomen in de in bijlage 6 (Lijst van investeringsbeschermingsovereenkomsten) genoemde overeenkomsten, niet langer van kracht zijn.

² Tussen de partijen bestaat overeenstemming dat ook de vervalbepalingen die zijn opgenomen in de in bijlage 6 (Lijst van investeringsbeschermingsovereenkomsten) genoemde overeenkomsten, worden opgeschort.

³ Voor alle duidelijkheid: deze zin betekent niet dat overeenkomsten die overeenkomstig de bepalingen ervan nog niet in werking zijn getreden of werden opgezegd, van kracht worden.

- b) niet meer dan drie jaar zijn verstreken vanaf de datum van opschorting van de toepassing van de overeenkomst overeenkomstig lid 5 of, wanneer de toepassing van de overeenkomst niet wordt opgeschort overeenkomstig lid 5, vanaf de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst tot de datum van instelling van de vordering.

7. Onverminderd de leden 4 en 5 kan, wanneer de voorlopige toepassing van de onderhavige overeenkomst wordt beëindigd en de onderhavige overeenkomst niet in werking treedt, op grond van de onderhavige overeenkomst overeenkomstig de in de onderhavige overeenkomst neergelegde voorschriften en procedures een vordering worden ingesteld op voorwaarde dat:

- a) de vordering voortvloeit uit een vermeende schending van de onderhavige overeenkomst die plaatsvond gedurende de periode van voorlopige toepassing van de onderhavige overeenkomst; en
- b) niet meer dan drie jaar zijn verstreken sinds de datum van beëindiging van de voorlopige toepassing tot de datum van instelling van de vordering.

8. Voor alle duidelijkheid: er kan geen vordering op grond van de onderhavige overeenkomst en overeenkomstig de daarin neergelegde voorschriften en procedures worden ingesteld wanneer de vordering voortvloeit uit een vermeende schending van de onderhavige overeenkomst die plaatsvond vóór de datum van inwerkingtreding van de onderhavige overeenkomst of, wanneer de onderhavige overeenkomst voorlopig wordt toegepast, vóór de datum van voorlopige toepassing.

9. De definitie van "inwerkingtreding van deze overeenkomst" in artikel 4.13 (Inwerkingtreding), lid 7, geldt niet voor de toepassing van het onderhavige artikel.

ARTIKEL 4.21

Toekomstige toetredingen tot de Unie

1. De Unie stelt Vietnam in kennis van elk verzoek van een derde land tot toetreding tot de Unie.
2. Tijdens de onderhandelingen tussen de Unie en het in lid 1 bedoelde derde land streeft de Unie ernaar:
 - a) op verzoek van Vietnam en voor zover mogelijk informatie te verstrekken betreffende aangelegenheden waarop deze overeenkomst van toepassing is; en
 - b) rekening te houden met door Vietnam geuite punten van zorg.
3. De Unie stelt Vietnam in kennis van de inwerkingtreding van elke toetreding tot de Unie.
4. Het Comité onderzoekt ruimschoots vóór de datum van toetreding van een derde land tot de Unie de eventuele gevolgen van die toetreding voor deze overeenkomst.

5. Elke nieuwe lidstaat van de Unie treedt vanaf de datum van zijn toetreding tot de Unie toe tot de onderhavige overeenkomst door middel van een daartoe strekkende bepaling in de akte van toetreding tot de Unie. Indien de akte van toetreding tot de Unie niet voorziet in de automatische toetreding van de lidstaat van de Unie tot deze overeenkomst, treedt de betrokken lidstaat van de Unie tot deze overeenkomst toe door nederlegging van een akte van toetreding tot de overeenkomst bij de secretaris-generaal van de Raad van de Europese Unie en het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Vietnam of de respectieve opvolgers daarvan. De partijen kunnen, bij besluit van het Comité, noodzakelijke aanpassingen verrichten of overgangsregelingen invoeren.

ARTIKEL 4.22

Territoriale toepassing

Deze overeenkomst is van toepassing:

- a) wat de EU-partij betreft, op elk grondgebied waarop het *Verdrag betreffende de Europese Unie* en het *Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie* van toepassing zijn, onder de in die verdragen neergelegde voorwaarden; en
- b) wat Vietnam betreft, op zijn grondgebied.

Verwijzingen naar "grondgebied" in deze overeenkomst worden begrepen overeenkomstig alinea's a) en b), tenzij uitdrukkelijk anders is bepaald.

ARTIKEL 4.23

Authentieke teksten

Deze overeenkomst is opgesteld in tweevoud in de Bulgaarse, de Deense, de Duitse, de Engelse, de Estse, de Finse, de Franse, de Griekse, de Hongaarse, de Italiaanse, de Kroatische, de Letse, de Litouwse, de Maltese, de Nederlandse, de Poolse, de Portugese, de Roemeense, de Sloveense, de Slowaakse, de Spaanse, de Tsjechische, de Zweedse en de Vietnamese taal, waarbij alle teksten gelijkelijk authentiek zijn.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, deze overeenkomst hebben ondertekend.

ANNEXES

DE L'ACCORD DE PROTECTION DES INVESTISSEMENTS
ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES, D'UNE PART,
ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIÊT NAM, D'AUTRE PART

Annexe 1: Autorités compétentes

Annexe 2: Exemption concernant le traitement national applicable au Viêt Nam

Annexe 3: Entente sur le traitement des investissements

Annexe 4: Entente sur l'expropriation

Annexe 5: Dette publique

Annexe 6: Liste des accords en matière d'investissement

Annexe 7: Règlement intérieur

Annexe 8: Code de conduite à l'intention des arbitres et des médiateurs

Annexe 9: Mécanisme de médiation

Annexe 10: Mécanisme de médiation pour le règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord

Annexe 11: Code de conduite à l'intention des membres du tribunal, des membres du tribunal d'appel et des médiateurs

Annexe 12: Procédures parallèles

Annexe 13: Procédures de travail du tribunal d'appel

AUTORITÉS COMPÉTENTES

Dans le cas de la partie UE, les autorités compétentes habilitées à ordonner les mesures visées à l'article 2.2 (Investissement et mesures et objectifs réglementaires), paragraphe 4, sont la Commission européenne, la Cour de justice de l'Union européenne ou, lorsque ceux-ci appliquent le droit de l'Union en matière d'aides d'État, une administration, une autorité, une juridiction d'un État membre. Dans le cas du Viêt Nam, les autorités compétentes habilitées à ordonner les mesures visées à l'article 2.2 (Investissement et mesures et objectifs réglementaires), paragraphe 4, sont le gouvernement du Viêt Nam ou le premier ministre du Viêt Nam, une administration, une autorité ou une cour.

EXEMPTION CONCERNANT LE TRAITEMENT NATIONAL APPLICABLE AU VIÊT NAM

1. Dans les secteurs, sous-secteurs ou activités énumérés ci-après, le Viêt Nam peut adopter ou maintenir toute mesure relative à l'exploitation d'un investissement visé qui n'est pas en conformité avec l'article 2.3 (Traitement national), pour autant qu'une telle mesure ne soit pas incompatible avec les engagements figurant à l'annexe 8-B (Liste des engagements spécifiques du Viêt Nam) de l'accord de libre-échange:
 - a) les journaux et agences de presse, l'impression, l'édition, la radiodiffusion et la diffusion télévisuelle, sous quelque forme que ce soit;
 - b) la production et la distribution de produits culturels, y compris les enregistrements vidéo;
 - c) la production, la distribution et la projection de programmes télévisés et d'œuvres cinématographiques;
 - d) les services d'enquête et de sécurité;
 - e) la géodésie et la cartographie;
 - f) les services d'enseignement primaire et d'enseignement secondaire;
 - g) l'exploration, la prospection et l'exploitation de pétrole, de gaz et des ressources naturelles et minérales;

- h) l'hydroélectricité et l'énergie nucléaire; le transport ou la distribution d'électricité;
- i) les services de cabotage;
- j) la pêche et l'aquaculture;
- k) la sylviculture et la chasse;
- l) les loteries, jeux et paris;
- m) les services de l'administration judiciaire, et notamment, mais pas uniquement, les services relatifs à la nationalité;
- n) les services d'exécution judiciaire en matière civile;
- o) la production de matériels ou d'équipements militaires;
- p) l'exploitation et la gestion des ports fluviaux, des ports maritimes et des aéroports; et
- q) les subventions.

2. Si le Viêt Nam adopte ou maintient une telle mesure après la date d'entrée en vigueur du présent accord, il s'abstient d'exiger d'un investisseur de la partie UE, en raison de sa nationalité, qu'il vende ou cède d'une autre manière un investissement existant au moment de la prise d'effet de cette mesure.

ENTENTE SUR LE TRAITEMENT DES INVESTISSEMENTS

Les parties confirment leur compréhension commune de l'application de l'article 2.5 (Traitement des investissements), paragraphe 6, comme indiqué ci-après.

1. Nonobstant la condition énoncée à l'article 2.5 (Traitement des investissements), paragraphe 6, point a), un investisseur d'une partie qu'un différend relevant du chapitre 3 (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord), oppose à la partie à l'accord avec laquelle il a passé un accord écrit qui a été conclu et a pris effet avant la date d'entrée en vigueur du présent accord peut demander le bénéfice de l'application de l'article 2.5 (Traitement des investissements), paragraphe 6, conformément aux procédures et aux conditions énoncées dans la présente annexe.
2. Les accords écrits qui ont été conclus et ont pris effet avant la date d'entrée en vigueur du présent accord et qui remplissent les conditions énoncées dans le présent paragraphe peuvent être notifiés dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord.
De tels accords écrits:
 - a) remplissent toutes les conditions énoncées à l'article 2.5 (Traitement des investissements), paragraphe 6, points b) à d); et

b) ont été passés:

- i) par le Viêt Nam avec des investisseurs des États membres de l'Union visés au point 8 de la présente annexe, ou leurs investissements visés; ou
- ii) par l'un des États membres de l'Union visés au point 8 de la présente annexe avec des investisseurs du Viêt Nam ou leurs investissements visés.

3. Les accords écrits visés au paragraphe 1 sont notifiés comme suit:

a) la notification comporte:

- i) le nom, la nationalité et l'adresse de l'investisseur qui est partie à l'accord écrit à notifier, la nature de l'investissement visé de cet investisseur et, lorsque l'accord écrit a été passé par l'investissement visé de cet investisseur, le nom, l'adresse et le lieu de constitution de l'investissement; et
- ii) une copie de l'accord écrit, y compris de l'ensemble de ses instruments;

et

b) les accords écrits sont notifiés par écrit à l'autorité compétente suivante:

- i) dans le cas du Viêt Nam, au ministère du plan et des investissements; et

ii) dans le cas de la partie UE, à la Commission européenne.

4. La notification visée aux points 2 et 3 ne crée pas de droits matériels à l'égard de l'investisseur qui est partie à l'accord écrit notifié ou de son investissement.
5. Les autorités compétentes visées au point 3 b), établissent une liste des accords écrits notifiés conformément aux points 2 et 3.
6. En cas de différend se rapportant à l'un des accords écrits notifiés, l'autorité compétente concernée vérifie si l'accord remplit toutes les conditions de l'article 2.5 (Traitement des investissements), paragraphe 6, points b) à d), et des procédures définies dans la présente annexe.
7. Un investisseur ne peut alléguer que l'article 2.5 (Traitement des investissements), paragraphe 6, s'applique à l'accord écrit s'il est conclu, à l'issue de la vérification effectuée conformément au point 6 de la présente annexe, que les conditions visées dans celui-ci ne sont pas remplies.
8. Les États membres de l'Union évoqués au point 2 b), de la présente annexe sont l'Allemagne, l'Espagne, les Pays-Bas, l'Autriche, la Roumanie et le Royaume-Uni.

ENTENTE SUR L'EXPROPRIATION

Les parties confirment leur compréhension commune de l'expropriation, comme indiqué ci-après.

1. L'expropriation visée à l'article 2.7 (Expropriation), paragraphe 1, peut être soit directe, soit indirecte, comme suit:
 - a) une expropriation directe se produit lorsqu'un investissement est nationalisé ou exproprié directement d'une autre façon, par un transfert officiel du titre de propriété ou une saisie pure et simple; et
 - b) une expropriation indirecte se produit lorsqu'une mesure ou une série de mesures prises par une partie ont des effets équivalents à ceux d'une expropriation directe en ce sens qu'elles privent matériellement l'investisseur des droits fondamentaux de propriété associés à son investissement, y compris le droit d'user, de jouir et de disposer de son investissement, sans qu'il y ait transfert officiel du titre de propriété ni saisie pure et simple.

2. Pour déterminer si une mesure ou une série de mesures prises par une partie, dans une situation factuelle particulière, constituent une expropriation indirecte, il y a lieu d'examiner les faits de l'espèce au cas par cas, en prenant notamment en considération les facteurs suivants:
 - a) l'incidence économique de la mesure ou de la série de mesures, bien que le fait qu'une mesure ou série de mesures prises par une partie aient des effets défavorables sur la valeur économique d'un investissement ne permette pas d'établir, à lui seul, qu'il y a eu expropriation indirecte;
 - b) la durée de la mesure ou de la série de mesures ou de leurs effets; et
 - c) la nature de la mesure ou de la série de mesures, en particulier leur objet, le contexte dans lequel elles s'inscrivent et l'intention ayant motivé leur adoption.
3. Toute mesure ou série de mesures non discriminatoires qui sont élaborées par une partie afin de protéger des objectifs légitimes de politique publique ne constituent pas une expropriation indirecte, sauf dans les rares cas où une telle mesure ou série de mesures ont des effets si importants au regard de leur objet qu'elles semblent manifestement excessives.

DETTE PUBLIQUE

1. Aucun recours alléguant qu'une restructuration de dette d'une partie constitue une violation d'une obligation relevant du chapitre 2 (Protection des investissements) ne peut être introduit au titre du chapitre 3 (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord), ou, si un tel recours a déjà été introduit, son examen ne peut être poursuivi si la restructuration est une restructuration négociée au moment de l'introduction du recours ou si elle devient une restructuration négociée après ladite introduction, à moins que le requérant n'allègue que la restructuration constitue une violation de l'article 2.3 (Traitement national) ou de l'article 2.4 (Traitement de la nation la plus favorisée).

2. Nonobstant l'article 3.33 (Introduction d'un recours) du chapitre 3 (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord), et sous réserve du point 1 de la présente annexe, un investisseur ne peut introduire, au titre du chapitre 3 (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord), de recours alléguant qu'une restructuration de dette d'une partie constitue une violation de l'article 2.3 (Traitement national) ou 2.4 (Traitement de la nation la plus favorisée)¹ ou d'une obligation énoncée au chapitre 2 (Protection des investissements), à moins qu'une période de 270 jours ne se soit écoulée depuis la date de présentation, par le requérant, de la demande écrite de consultations conformément à l'article 3.30 (Consultations).

¹ Il est entendu que de simples différences quant au traitement réservé par une partie à certaines catégories d'investisseurs ou d'investissements pour des raisons d'incidences macroéconomiques différentes, par exemple pour éviter des risques systémiques ou des effets d'entraînement, ou pour des motifs liés à l'éligibilité à la restructuration de la dette, ne constituent pas une violation de l'article 2.3 (Traitement national) ou de l'article 2.4 (Traitement de la nation la plus favorisée).

3. Aux fins de la présente annexe, on entend par:

- a) «restructuration négociée»: la restructuration ou le rééchelonnement de la dette d'une partie moyennant:
 - i) une modification ou un amendement des instruments de la dette, conformément aux modalités de ces derniers, y compris au droit applicable; ou
 - ii) un échange de dette ou tout autre procédé similaire dans le cadre duquel les détenteurs d'au moins 66 pour cent du montant total en principal non remboursé de la dette faisant l'objet de la restructuration, à l'exception de la dette détenue par cette partie ou par des entités qu'elle détient ou contrôle, ont consenti à l'échange de dette ou autre procédé en question;

et

- b) «droit applicable» à un instrument de la dette: le cadre législatif et réglementaire qui, dans le pays concerné, est applicable à cet instrument de la dette.

4. Il est entendu que la «dette d'une partie» inclut, dans le cas de la partie UE, la dette publique d'un État membre de l'Union ou la dette d'une administration publique d'un État membre de l'Union, que ce soit au niveau local, régional ou central.

LISTE DES ACCORDS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

	Accords	Clauses d'extinction
1	Accord entre la République socialiste du Viêt Nam et la République d'Autriche concernant l'encouragement et la protection des investissements, signé le 27 mars 1995.	Article 11, paragraphe 3
2	Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République socialiste du Viêt Nam concernant l'encouragement et la protection réciproque des investissements, signé le 24 janvier 1991.	Article 14, paragraphe 2
3	Accord entre le gouvernement de la République de Bulgarie et le gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé le 19 septembre 1996.	Article 13, paragraphe 2
4	Accord entre le gouvernement de la République tchèque et le gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam concernant l'encouragement et la protection réciproque des investissements, signé le 25 novembre 1997, tel que modifié le 21 mars 2008.	Article 10, paragraphe 3

	Accords	Clauses d'extinction
5	Accord entre le gouvernement du Royaume de Danemark et le gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam concernant l'encouragement et la protection réciproque des investissements, signé le 25 août 1993.	Article 16, paragraphe 2
6	Accord entre le gouvernement de la République d'Estonie et le gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam concernant l'encouragement et la protection des investissements, signé le 24 septembre 2009, modifié le 3 janvier 2011.	Article 16, paragraphe 3
7	Accord entre le gouvernement de la République de Finlande et le gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam concernant l'encouragement et la protection des investissements, signé le 21 février 2008.	Article 16, paragraphe 4
8	Accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements, signé le 26 mai 1992.	Article 12
9	Accord entre la République fédérale d'Allemagne et la République socialiste du Viêt Nam concernant l'encouragement et la protection réciproque des investissements, signé le 3 avril 1993.	Article 13, paragraphe 3
10	Accord entre le gouvernement de la République hellénique et le gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements, signé le 13 octobre 2008.	Article 13, paragraphe 3
11	Accord entre la République de Hongrie et la République socialiste du Viêt Nam concernant l'encouragement et la protection réciproque des investissements, signé le 26 août 1994.	Article 12, paragraphe 3
12	Accord entre la République italienne et la République socialiste du Viêt Nam concernant l'encouragement et la protection des investissements, signé le 18 mai 1990.	Article 14, paragraphe 2

	Accords	Clauses d'extinction
13	Accord entre le gouvernement de la République de Lettonie et le gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam concernant l'encouragement et la protection des investissements, signé le 6 novembre 1995.	Article 13, paragraphe 4
14	Accord entre le gouvernement de la République de Lituanie et le gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam concernant l'encouragement et la protection des investissements, signé le 27 septembre 1995.	Article 13, paragraphe 4
15	Accord concernant l'encouragement et la protection réciproque des investissements entre le Royaume des Pays-Bas et la République socialiste du Viêt Nam, signé le 10 mars 1994.	Article 14, paragraphe 3
16	Accord entre la République de Pologne et la République socialiste du Viêt Nam concernant l'encouragement et la protection réciproque des investissements, signé le 31 août 1994.	Article 12, paragraphe 3
17	Accord entre le gouvernement de la Roumanie et le gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam concernant l'encouragement et la protection réciproque des investissements, signé le 1 ^{er} septembre 1994.	Article 11, paragraphe 2
18	Accord entre le gouvernement de la République slovaque et le gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam concernant l'encouragement et la protection réciproque des investissements, signé le 17 décembre 2009.	Article 14, paragraphe 4

	Accords	Clauses d'extinction
19	Accord entre le gouvernement du Royaume de Suède et le gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam concernant l'encouragement et la protection réciproque des investissements, signé le 8 septembre 1993.	Article 11, paragraphe 3
20	Accord entre le Royaume d'Espagne et la République socialiste du Viêt Nam concernant l'encouragement et la protection réciproque des investissements, signé le 20 février 2006.	Article 13, paragraphe 3
21	Accord entre le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam concernant l'encouragement et la protection des investissements, signé le 1 ^{er} août 2002.	Article 14

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Dispositions générales

1. Aux fins du chapitre 3 (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre les parties à l'accord), et du présent règlement intérieur (ci-après dénommé «règlement»), on entend par:
 - a) «conseiller»: une personne engagée par une partie pour conseiller ou assister cette partie dans le cadre de la procédure d'arbitrage;
 - b) «groupe spécial d'arbitrage»: un groupe constitué en vertu de l'article 3.7 (Constitution du groupe spécial d'arbitrage);
 - c) «arbitre»: un membre d'un groupe spécial d'arbitrage constitué en vertu de l'article 3.7 (Constitution du groupe spécial d'arbitrage);
 - d) «assistant»: une personne qui, en vertu du mandat d'un arbitre, effectue des recherches pour ce dernier ou l'assiste dans ses fonctions;
 - e) «partie requérante»: la partie qui demande la constitution d'un groupe spécial d'arbitrage en vertu de l'article 3.5 (Ouverture de la procédure d'arbitrage);

- f) «jour»: un jour calendaire;
- g) «partie mise en cause»: la partie à laquelle il est reproché une violation des dispositions visées à l'article 3.2 (Champ d'application);
- h) «procédure»: sauf indication contraire, une procédure de règlement d'un différend menée par un groupe spécial d'arbitrage en vertu du chapitre 3 (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre les parties à l'accord); et
- i) «représentant d'une partie»: un employé ou une personne nommée par un ministère ou un organisme gouvernemental ou toute autre entité publique d'une partie, qui représente cette dernière dans le cadre d'un différend relevant du présent accord.

2. La partie mise en cause est responsable de l'administration logistique des audiences, à moins qu'il n'en soit convenu autrement. Les parties supportent conjointement les frais découlant des aspects organisationnels, y compris la rémunération et les frais des arbitres.

Notifications

3. Chaque partie et le groupe spécial d'arbitrage transmettent les demandes, avis, communications écrites ou tout autre document par courrier électronique à l'autre partie et, en ce qui concerne les communications écrites et demandes présentées dans le cadre de l'arbitrage, à chacun des arbitres. Le groupe spécial d'arbitrage transmet également les documents aux parties par courrier électronique. En l'absence de preuve du contraire, un courriel est réputé avoir été reçu le jour même de son envoi. Si des pièces justificatives dépassent dix mégaoctets, elles sont fournies dans un autre format électronique à l'autre partie et, s'il y a lieu, à chacun des arbitres dans un délai de deux jours à compter de la date de l'envoi du courriel.
4. Une copie des documents transmis conformément à la règle 3 est communiquée à l'autre partie et, s'il y a lieu, à chacun des arbitres, le jour de l'envoi du courriel, par télécopieur, courrier recommandé, service de messagerie, remise avec accusé de réception ou par tout autre moyen de télécommunication qui fournit la preuve de son envoi.
5. Toutes les notifications sont adressées, respectivement, au ministère du plan et des investissements du Viêt Nam et à la direction générale du commerce de la Commission européenne.
6. Les erreurs mineures d'écriture qui se sont glissées dans une demande, un avis, une communication écrite ou tout autre document relatif à la procédure devant le groupe spécial d'arbitrage peuvent être corrigées au moyen de l'envoi d'un nouveau document indiquant clairement les modifications.

7. Si le dernier jour fixé pour la remise d'un document tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié légal au Viêt Nam ou dans l'Union, le document est réputé remis dans le délai prescrit s'il parvient au destinataire le jour ouvrable suivant.

Début de l'arbitrage

8. Lorsque, conformément à l'article 3.7 (Constitution du groupe spécial d'arbitrage) et aux règles 22, 23 et 49, un arbitre est sélectionné par tirage au sort, ce tirage au sort est effectué à une date et en un lieu décidés par la partie requérante, qui les communique dans les plus brefs délais à la partie mise en cause. La partie mise en cause peut, si elle le souhaite, assister au tirage au sort. En tout état de cause, le tirage au sort est effectué devant la ou les parties présentes.
9. Si, conformément à l'article 3.7 (Constitution du groupe spécial d'arbitrage) et aux règles 22, 23 et 49, un arbitre est sélectionné par tirage au sort et que le comité compte deux présidents, le tirage au sort est effectué par les deux présidents ou leurs représentants, ou, si un président ou son représentant n'accepte pas de participer au tirage au sort, par l'autre président.
10. Les parties notifient leur nomination aux arbitres sélectionnés.
11. Un arbitre nommé conformément à la procédure prévue à l'article 3.7 (Constitution du groupe spécial d'arbitrage) confirme au comité qu'il est disponible pour exercer la fonction d'arbitre dans un délai de cinq jours à compter de la date à laquelle il est informé de sa nomination.

12. La rémunération et les frais dus aux arbitres sont conformes aux normes de l'OMC. La rémunération de l'assistant d'un arbitre ne dépasse pas 50 pour cent de la rémunération de cet arbitre.
13. Les parties doivent notifier au groupe spécial d'arbitrage le mandat visé à l'article 3.6 (Mandat du groupe spécial d'arbitrage) dans les trois jours suivant leur accord.

Mémoires

14. La partie requérante remet son mémoire au plus tard 20 jours après la date de constitution du groupe spécial d'arbitrage. La partie mise en cause remet son contre-mémoire au plus tard 20 jours après la date de réception du mémoire de la partie requérante.

Fonctionnement des groupes spéciaux d'arbitrage

15. Le président du groupe spécial d'arbitrage préside toutes les réunions. Le groupe spécial d'arbitrage peut déléguer au président le pouvoir de prendre des décisions d'ordre administratif et procédural.
16. Sauf dispositions contraires au chapitre 3 (Règlement des différends), le groupe spécial d'arbitrage peut mener ses travaux par tout moyen, y compris par téléphone, par échange de télécopies ou par moyens informatiques.

17. La rédaction de toute décision relève de la responsabilité exclusive du groupe spécial d'arbitrage et n'est pas déléguée.
18. Lorsqu'une question d'ordre procédural se pose et qu'elle n'est pas couverte par le chapitre 3 (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre les parties à l'accord), et des annexes 7 (Règlement intérieur), 8 (Code de conduite à l'intention des arbitres et des médiateurs) et 9 (Mécanisme de médiation), le groupe spécial d'arbitrage peut, après avoir consulté les parties, adopter une procédure appropriée qui est compatible avec ces dispositions.
19. Lorsque le groupe spécial d'arbitrage juge nécessaire de modifier un des délais applicables à la procédure, à l'exception des délais fixés au chapitre 3 (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre les parties à l'accord), ou d'apporter tout autre ajustement d'ordre administratif ou procédural, il informe les parties par écrit des motifs de la modification ou de l'ajustement et du délai ou de l'ajustement nécessaire.

Remplacement

20. Si, dans le cadre d'une procédure d'arbitrage, un arbitre n'est pas en mesure de participer aux travaux, se déporte ou doit être remplacé pour cause de non-respect des exigences de l'annexe 8 (Code de conduite à l'intention des arbitres et des médiateurs), un remplaçant est sélectionné conformément à l'article 3.7 (Constitution du groupe spécial d'arbitrage) et aux règles 8 à 11.

21. Lorsqu'une partie considère qu'un arbitre ne respecte pas les exigences de l'annexe 8 (Code de conduite à l'intention des arbitres et des médiateurs) et que, pour cette raison, il devrait être remplacé, cette partie en informe l'autre partie dans les 15 jours suivant la date où elle a obtenu des preuves des circonstances à l'origine de la violation matérielle, par l'arbitre, de l'annexe 8 (Code de conduite à l'intention des arbitres et des médiateurs).
22. Lorsqu'une partie considère qu'un arbitre autre que le président ne respecte pas les exigences de l'annexe 8 (Code de conduite à l'intention des arbitres et des médiateurs) et que, pour cette raison, il devrait être remplacé, les parties se concertent et, si elles en conviennent, sélectionnent un nouvel arbitre conformément à l'article 3.7 (Constitution du groupe spécial d'arbitrage) et aux règles 8 à 11.

Si les parties ne s'accordent pas sur la nécessité de remplacer un arbitre, une partie peut demander que cette question soit soumise au président du groupe spécial d'arbitrage, dont la décision est irrévocable.

Si, à la suite d'une telle demande, le président constate qu'un arbitre ne respecte pas les exigences de l'annexe 8 (Code de conduite à l'intention des arbitres et des médiateurs) et que, pour cette raison, il devrait être remplacé, un nouvel arbitre est sélectionné conformément à l'article 3.7 (Constitution du groupe spécial d'arbitrage) et aux règles 8 à 11.

23. Lorsqu'une partie considère que le président du groupe spécial d'arbitrage ne respecte pas les exigences de l'annexe 8 (Code de conduite à l'intention des arbitres et des médiateurs) et que, pour cette raison, il devrait être remplacé, les parties se concertent et, si elles en conviennent, sélectionnent un nouveau président conformément à l'article 3.7 (Constitution du groupe spécial d'arbitrage) et aux règles 8 à 11.

Si les parties ne s'accordent pas sur la nécessité de remplacer le président, une partie peut demander que cette question soit soumise à l'une des autres personnes restant sur la sous-liste des présidents établie en vertu de l'article 3.23 (Liste des arbitres), paragraphe 1, point c). Son nom est choisi par tirage au sort par le président du comité ou son représentant. La décision de cette personne en ce qui concerne la nécessité de remplacer le président est irrévocable.

Si cette personne décide que le président initial ne respecte pas les exigences de l'annexe 8 (Code de conduite à l'intention des arbitres et des médiateurs) et que, pour cette raison, il devrait être remplacé, elle sélectionne par tirage au sort un nouveau président parmi les autres personnes restant sur la sous-liste des présidents établie en vertu de l'article 3.23 (Liste des arbitres), paragraphe 1, point c). Le nouveau président est sélectionné dans les cinq jours suivant la date de communication de la date de la décision visée dans la présente règle.

24. Les travaux du groupe spécial d'arbitrage sont suspendus pendant le déroulement des procédures prévues aux règles 21 à 23.

Audiences

25. Le président du groupe spécial d'arbitrage fixe la date et l'heure de l'audience, en concertation avec les parties et les arbitres. Le président confirme, par écrit, la date et l'heure aux parties. Ces informations sont également rendues publiques par la partie responsable de l'administration logistique de la procédure, sauf si l'audience se déroule à huis clos. À moins qu'une partie ne s'y oppose, le groupe spécial d'arbitrage peut décider de ne pas tenir d'audience.

26. Le groupe spécial d'arbitrage peut tenir des audiences supplémentaires si les parties en conviennent.
27. Tous les arbitres sont présents pendant toute la durée des audiences.
28. Les personnes suivantes peuvent être présentes à l'audience, que la procédure soit ou non ouverte au public:
 - a) les représentants des parties;
 - b) les conseillers des parties;
 - c) les experts;
 - d) le personnel administratif, les interprètes, les traducteurs et les greffiers; et
 - e) les assistants des arbitres.
29. Seuls les représentants et conseillers des parties et les experts peuvent prendre la parole devant le groupe spécial d'arbitrage.
30. Au plus tard cinq jours avant la date d'une audience, chaque partie communique au groupe spécial d'arbitrage la liste des personnes qui plaideront ou feront des exposés à l'audience pour son compte, ainsi que des autres représentants ou conseillers qui assisteront à l'audience.

31. Le groupe spécial d'arbitrage conduit l'audience en respectant l'ordre suivant et en veillant à ce que la partie requérante et la partie mise en cause bénéficient d'un temps de parole identique:

Argumentations

- a) argumentation de la partie requérante;
- b) argumentation de la partie mise en cause.

Réfutations

- a) réplique de la partie requérante;
- b) contre-réplique de la partie mise en cause.

32. Le groupe spécial d'arbitrage peut adresser des questions directes aux parties ou aux experts à tout moment de l'audience.
33. Le groupe spécial d'arbitrage prend les dispositions nécessaires pour que le procès-verbal de chaque audience soit établi et transmis dès que possible aux parties. Ces dernières peuvent formuler des observations sur le procès-verbal, que le groupe spécial d'arbitrage peut prendre en considération.
34. Dans les dix jours suivant la date de l'audience, chacune des parties peut transmettre une communication écrite supplémentaire se rapportant à toute question soulevée durant l'audience.

Questions écrites

35. Le groupe spécial d'arbitrage peut, à tout moment de la procédure, adresser des questions par écrit à une partie ou aux deux parties. Chaque partie reçoit une copie de toutes les questions posées par le groupe spécial d'arbitrage.
36. Chacune des parties fournit à l'autre partie une copie de sa réponse écrite aux questions du groupe spécial d'arbitrage. Chaque partie a la possibilité de présenter des observations écrites sur la réponse de l'autre partie dans les cinq jours suivant la date de la réception de cette dernière.

Confidentialité

37. Chaque partie et ses conseillers traitent comme confidentielle toute information communiquée au groupe spécial d'arbitrage par l'autre partie et désignée comme confidentielle par l'autre partie. Lorsqu'une partie remet au groupe spécial d'arbitrage une version confidentielle d'un mémoire, elle fournit aussi, si l'autre partie le demande, un résumé non confidentiel des informations contenues dans son mémoire qui peut être communiqué au public au plus tard 15 jours après la date de la demande ou après la date de communication du mémoire, si cette dernière est ultérieure, ainsi qu'une explication des raisons pour lesquelles les informations non divulguées sont confidentielles. Aucune disposition du présent règlement n'empêche une partie de communiquer au public ses propres positions dans la mesure où, lorsqu'elle fait référence à des renseignements fournis par l'autre partie, elle ne divulgue pas d'informations désignées comme confidentielles par l'autre partie. Le groupe spécial d'arbitrage se réunit à huis clos lorsque les mémoires et argumentations d'une partie comportent des informations confidentielles. Les parties et leurs conseillers préservent le caractère confidentiel des audiences du groupe spécial d'arbitrage lorsque celles-ci se déroulent à huis clos.

Contacts *ex parte*

38. Le groupe spécial d'arbitrage s'abstient de toute rencontre ou communication avec une partie en l'absence de l'autre partie.
39. Les arbitres ne peuvent discuter de quelque aspect que ce soit de l'objet de la procédure avec une partie ou les deux parties en l'absence des autres arbitres.

Communications à titre d'*amicus curiae*

40. À moins que les parties n'en conviennent autrement dans les trois jours suivant la date de constitution du groupe spécial d'arbitrage, celui-ci peut recevoir des communications écrites non sollicitées de personnes physiques ou morales établies sur le territoire de l'une des parties et indépendantes des pouvoirs publics des parties, à condition que lesdites communications soient soumises dans les 10 jours suivant la date de la constitution du groupe spécial d'arbitrage, qu'elles soient concises et ne dépassent en aucun cas 15 pages dactylographiées en double interligne, et qu'elles se rapportent directement à une question de fait ou de droit examinée par le groupe spécial d'arbitrage.
41. La communication comprend une description de la personne qui la soumet, indique s'il s'agit d'une personne physique ou morale, précise sa nationalité ou son lieu d'établissement, la nature de ses activités, son statut juridique, ses objectifs généraux et l'origine de son financement, et spécifie la nature de l'intérêt qu'a cette personne à intervenir dans la procédure d'arbitrage. La communication est rédigée dans les langues choisies par les parties conformément aux règles 44 et 45.

42. Le groupe spécial d'arbitrage dresse, dans sa décision, l'inventaire de toutes les communications qu'il a reçues et qui sont conformes aux règles 40 et 41. Le groupe spécial d'arbitrage n'est pas tenu de répondre, dans sa décision, aux arguments avancés dans ces communications. Chacune de ces communications est soumise aux parties afin de recueillir leurs observations. Les parties transmettent leurs observations dans les 10 jours, et le groupe spécial d'arbitrage les prend en considération.

Urgence

43. Dans les cas d'urgence visés au chapitre 3 (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre les parties à l'accord), le groupe spécial d'arbitrage, après avoir consulté les parties, adapte les délais visés dans le présent règlement comme il le juge approprié et en informe les parties.

Traduction et interprétation

44. Durant les consultations visées à l'article 3.3 (Consultations), et au plus tard à la date de la réunion visée à l'article 3.8 (Procédure de règlement des différends du groupe spécial d'arbitrage), paragraphe 2, les parties s'efforcent de s'entendre sur une langue de travail commune pour la procédure devant le groupe spécial d'arbitrage.
45. Si les parties ne parviennent pas à s'entendre sur une langue de travail commune, chaque partie transmet ses communications écrites dans la langue de son choix, qui doit être l'une des langues de travail de l'OMC.

46. Les décisions du groupe spécial d'arbitrage sont rendues dans la ou les langues choisies par les parties.
47. Toute partie peut présenter des observations sur la fidélité de toute traduction d'un document rédigé conformément au présent règlement.
48. Les frais occasionnés par la traduction d'une décision d'arbitrage sont supportés à parts égales par les parties.

Autres procédures

49. Le présent règlement s'applique également aux procédures prévues aux articles 3.3 (Consultations), 3.13 (Délai raisonnable pour la mise en conformité), 3.14 (Réexamen de la mesure prise en vue de la mise en conformité avec le rapport final), 3.15 (Mesures correctives temporaires en cas de non-conformité) et 3.16 (Réexamen de la mesure prise en vue de la mise en conformité après l'adoption de mesures correctives temporaires en cas de non-conformité). Les délais énoncés dans le présent règlement sont adaptés aux délais spéciaux établis pour l'adoption d'une décision par le groupe spécial d'arbitrage dans le cadre de ces autres procédures.

CODE DE CONDUITE À L'INTENTION DES ARBITRES ET DES MÉDIATEURS

Définitions

1. Aux fins du présent code de conduite, on entend par:
 - a) «arbitre»: un membre d'un groupe spécial d'arbitrage constitué en vertu de l'article 3.7 (Constitution du groupe spécial d'arbitrage);
 - b) «assistant»: une personne qui, en vertu du mandat d'un arbitre, effectue des recherches pour ce dernier ou l'assiste dans ses fonctions;
 - c) «candidat»: une personne dont le nom figure sur la liste des arbitres visée à l'article 3.23 (Listes des arbitres) et dont la sélection en tant que membre d'un groupe spécial d'arbitrage est envisagée en vertu de l'article 3.7 (Constitution du groupe spécial d'arbitrage);
 - d) «médiateur»: une personne qui mène une procédure de médiation conformément à l'annexe 9 (Mécanisme de médiation);

- e) «procédure»: sauf indication contraire, une procédure de règlement d'un différend menée par un groupe spécial d'arbitrage en vertu du chapitre 3 (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre les parties à l'accord); et
- f) «personnel»: à l'égard d'un arbitre, des personnes placées sous la direction et le contrôle de celui-ci, à l'exception des assistants.

Responsabilités

- 2. Tous les candidats et arbitres évitent tout manquement et toute apparence de manquement à la déontologie, sont indépendants et impartiaux, évitent les conflits d'intérêts directs et indirects et observent des règles de conduite rigoureuses afin que l'intégrité et l'impartialité du mécanisme de règlement des différends soient préservées. Les anciens arbitres se conforment aux obligations énoncées aux règles 15 à 18 du présent code de conduite.

Obligations de déclaration

- 3. Avant sa nomination en qualité d'arbitre au titre du chapitre 3 (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre les parties à l'accord), le candidat doit déclarer les intérêts, relations et considérations qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur son indépendance ou son impartialité ou qui pourraient raisonnablement donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou de partialité dans la procédure. À cette fin, le candidat fait tous les efforts raisonnables pour s'informer de l'existence de tels intérêts, relations et considérations.

4. Le candidat ou l'arbitre communique, par écrit, les renseignements concernant des violations effectives ou potentielles du présent code de conduite au comité, aux fins d'examen par les parties.
5. Une fois nommé, l'arbitre continue de faire tous les efforts raisonnables pour s'informer de l'existence d'intérêts, relations ou considérations visés à la règle 3 du présent code de conduite et les déclare en les communiquant par écrit au comité, aux fins d'examen par les parties. L'obligation de déclaration est permanente et exige de tout arbitre qu'il déclare ces intérêts, relations ou considérations pouvant survenir à n'importe quel stade de la procédure.

Fonctions des arbitres

6. L'arbitre est disponible pour s'acquitter et s'acquitte entièrement et promptement de ses fonctions tout au long de la procédure, avec équité et diligence.
7. L'arbitre n'examine que les questions qui sont soulevées durant la procédure et qui sont nécessaires pour rendre une décision et ne délègue cette fonction à aucune autre personne.
8. L'arbitre prend toutes les mesures appropriées pour s'assurer que son assistant et son personnel connaissent et respectent les règles 2, 3, 4, 5, 16, 17 et 18 du présent code de conduite.
9. L'arbitre n'a pas de contacts *ex parte* concernant la procédure.

Indépendance et impartialité des arbitres

10. L'arbitre évite toute apparence de partialité et ne se laisse pas influencer par ses intérêts personnels, des pressions extérieures, des considérations d'ordre politique, la protestation publique, sa loyauté envers une partie ou la crainte des critiques.
11. L'arbitre ne contracte pas, directement ou indirectement, d'obligations et n'accepte pas de gratifications qui, d'une manière quelconque, entraveraient ou paraîtraient entraver la bonne exécution de ses fonctions.
12. L'arbitre n'utilise pas du poste qu'il occupe au sein du groupe spécial d'arbitrage pour servir des intérêts personnels ou privés et évite d'agir d'une manière pouvant donner à penser que d'autres sont en situation de l'influencer.
13. L'arbitre ne permet pas que sa conduite ou son jugement soient influencés par des relations ou des responsabilités d'ordre financier, commercial, professionnel, personnel ou social.
14. L'arbitre s'abstient de nouer des relations ou d'acquérir des intérêts financiers qui sont susceptibles de porter atteinte à son impartialité ou qui pourraient raisonnablement donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou de partialité.

Obligations des anciens arbitres

15. Les anciens arbitres s'abstiennent de tout acte pouvant, en apparence, donner à penser qu'ils ont fait preuve de partialité dans l'exécution de leurs fonctions ou ont tiré avantage des décisions du groupe spécial d'arbitrage.

Confidentialité

16. Aucun arbitre ou ancien arbitre ne peut jamais divulguer ou utiliser des renseignements non publics relatifs à une procédure ou obtenus au cours d'une procédure, sauf aux fins de la procédure concernée, et ne peut en aucun cas divulguer ou utiliser ces renseignements à son propre avantage ou à l'avantage d'autrui, ou pour nuire aux intérêts d'autrui.
17. L'arbitre s'abstient de divulguer tout ou partie d'une décision du groupe spécial d'arbitrage avant sa publication conformément au chapitre 3 (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre les parties à l'accord).
18. Un arbitre ou ancien arbitre ne divulgue jamais la teneur des délibérations d'un groupe spécial d'arbitrage ou l'opinion d'aucun arbitre.

Frais

19. Chaque arbitre tient un relevé et présente un décompte final du temps consacré à la procédure et de ses frais, ainsi qu'un relevé et un décompte similaires pour son assistant et son personnel.

Médiateurs

20. Le présent code de conduite s'applique, mutatis mutandis, aux médiateurs.

MÉCANISME DE MÉDIATION

ARTICLE PREMIER

Objectif

La présente annexe a pour objectif de faciliter la recherche de solutions mutuellement convenues grâce à une procédure détaillée et rapide, avec l'aide d'un médiateur, au sens de l'article 3.4 (Mécanisme de médiation).

SECTION A

PROCÉDURE DE MÉDIATION

ARTICLE 2

Demande d'informations

1. Avant l'ouverture de la procédure de médiation, une partie peut solliciter, à tout moment et par écrit, des informations concernant une mesure ayant des effets défavorables sur les investissements entre les parties. La partie à laquelle une telle demande est adressée fournit, dans les 20 jours, une réponse écrite exposant ses observations sur les informations visées dans la demande.

2. Lorsque la partie chargée de répondre considère qu'il ne lui est pas possible de le faire dans les 20 jours, elle communique à la partie à l'origine de la demande les raisons du non-respect du délai, ainsi qu'une estimation du délai le plus bref dans lequel elle pourra fournir sa réponse.

ARTICLE 3

Ouverture de la procédure de médiation

1. Une partie peut demander à tout moment l'ouverture d'une procédure de médiation avec l'autre partie. Une telle demande est adressée à l'autre partie par écrit. La demande est suffisamment détaillée pour présenter clairement les préoccupations de la partie à l'origine de la demande et:
 - a) précise la mesure spécifique en cause;
 - b) expose les effets défavorables que, selon la partie à l'origine de la demande, la mesure a ou pourrait avoir sur les investissements entre les parties; et
 - c) explique en quoi, selon la partie à l'origine de la demande, ces effets sont liés à la mesure.
2. La procédure de médiation ne peut être engagée que si chaque partie y consent. La partie à laquelle une demande au titre du paragraphe 1 est adressée l'examine avec bienveillance et y répond en l'acceptant ou la rejetant par écrit dans les 10 jours suivant la date de sa réception.

ARTICLE 4

Sélection du médiateur

1. Une fois la procédure de médiation ouverte, les parties s'efforcent de s'entendre sur le choix d'un médiateur au plus tard 15 jours après la date de la réception de la réponse visée à l'article 3 (Ouverture de la procédure de médiation), paragraphe 2, de la présente annexe.
2. Si les parties ne peuvent s'entendre sur le choix du médiateur dans le délai visé au paragraphe 1, l'une ou l'autre d'entre elles peut demander au président du comité, ou à son représentant, de sélectionner le médiateur par tirage au sort à partir de la liste établie en vertu de l'article 3.23 (Liste des arbitres). Les représentants des parties sont invités en temps utile à assister au tirage au sort. En tout état de cause, le tirage au sort est effectué devant la ou les parties présentes.
3. Le président du comité, ou son représentant, sélectionne le médiateur dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la réponse, visée au paragraphe 2, de l'une des parties.
4. Si la liste prévue à l'article 3.23 (Liste des arbitres) n'est pas établie au moment où une demande est faite conformément à l'article 3 (Ouverture de la procédure de médiation) de la présente annexe, le médiateur est choisi par tirage au sort parmi les personnes officiellement proposées par l'une des parties ou les deux.
5. Le médiateur n'est pas un ressortissant de l'une des parties, à moins que celles-ci n'en conviennent autrement.

6. Le médiateur aide, de façon impartiale et transparente, les parties à clarifier la mesure et ses effets possibles sur les investissements et à parvenir à une solution mutuellement convenue. L'annexe 8 (Code de conduite à l'intention des arbitres et des médiateurs) s'applique, mutatis mutandis, aux médiateurs. Les règles 3 à 7 (Notifications) et 44 à 48 (Traduction et interprétation) de l'annexe 7 (Règlement intérieur) s'appliquent mutatis mutandis.

ARTICLE 5

Règles de la procédure de médiation

1. Dans les 10 jours suivant la date de la nomination du médiateur, la partie ayant sollicité la procédure de médiation présente au médiateur et à l'autre partie, par écrit, une description détaillée du problème et, en particulier, du fonctionnement de la mesure en cause et de ses effets sur les investissements. Dans les 20 jours suivant la date de communication de cette description, l'autre partie peut soumettre, par écrit, ses observations concernant la description du problème. Chaque partie peut inclure, dans sa description ou ses observations, toute information qu'elle juge pertinente.
2. Le médiateur peut décider de la manière la plus appropriée de clarifier la mesure en cause et ses effets possibles sur les investissements. Le médiateur peut, en particulier, organiser des réunions entre les parties, consulter celles-ci conjointement ou individuellement, consulter des experts ou acteurs concernés ou demander leur assistance et fournir toute aide supplémentaire sollicitée par les parties. Avant de consulter des experts ou acteurs concernés ou de demander leur assistance, le médiateur consulte les parties.

3. Le médiateur peut donner un avis et proposer une solution à l'intention des parties, lesquelles peuvent accepter ou rejeter la solution proposée ou peuvent convenir d'une solution différente. Le médiateur s'abstient de formuler un avis ou des observations concernant la compatibilité de la mesure en cause avec les dispositions du présent accord.
4. La procédure de médiation se déroule sur le territoire de la partie à laquelle la demande a été adressée ou, d'un commun accord, en tout autre endroit ou par tout autre moyen.
5. Les parties s'efforcent de parvenir à une solution mutuellement convenue dans un délai de 60 jours à compter de la nomination du médiateur. Dans l'attente d'un accord définitif, les parties peuvent envisager d'éventuelles solutions provisoires, en particulier si la mesure implique des marchandises périssables.
6. La solution peut être adoptée au moyen d'une décision du comité. Chaque partie peut subordonner une telle solution à l'achèvement d'éventuelles procédures internes nécessaires. Les solutions mutuellement convenues sont mises à la disposition du public. La version communiquée au public ne peut contenir aucune information qu'une partie a désignée comme confidentielle.
7. À la demande des parties, le médiateur leur communique, par écrit, un projet de rapport factuel exposant brièvement:
 - a) la mesure en cause dans le cadre de la procédure de médiation;
 - b) les procédures suivies; et

- c) toute solution mutuellement convenue au terme de la procédure de médiation, y compris d'éventuelles solutions provisoires.

Le médiateur accorde aux parties un délai de 15 jours pour présenter leurs observations sur le projet de rapport factuel. Après avoir examiné les observations des parties présentées en temps utile, le médiateur remet, par écrit, un rapport factuel final aux parties dans un délai de 15 jours. Le rapport factuel ne comporte aucune interprétation du présent accord.

8. La procédure de médiation s'achève par:

- a) l'adoption d'une solution mutuellement convenue par les parties, à la date de cette adoption;
- b) un accord mutuel des parties à n'importe quel stade de la procédure de médiation, à la date de cet accord;
- c) une déclaration écrite du médiateur, après consultation des parties, indiquant que d'autres efforts de médiation seraient inutiles, à la date de cette déclaration; ou
- d) une déclaration écrite d'une partie, après recherche de solutions mutuellement convenues dans le cadre de la procédure de médiation et après examen des avis exprimés et des solutions proposées par le médiateur, à la date de cette déclaration.

SECTION B

MISE EN ŒUVRE

ARTICLE 6

Mise en œuvre d'une solution mutuellement convenue

1. Lorsque les parties sont convenues d'une solution, chaque partie prend, dans le délai convenu, les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la solution mutuellement convenue.
2. La partie qui agit informe l'autre partie par écrit des mesures ou décisions qu'elle prend pour mettre en œuvre la solution mutuellement convenue.

SECTION C

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 7

Confidentialité et lien avec le règlement des différends

1. À moins que les parties n'en conviennent autrement et sans préjudice de l'article 5 (Règles de la procédure de médiation), paragraphe 6, de la présente annexe, toutes les étapes de la procédure de médiation, y compris tout avis donné ou toute solution proposée, sont confidentielles. Toutefois, une partie peut informer le public qu'une médiation est en cours.

2. La procédure de médiation est sans préjudice des droits et obligations des parties au titre du chapitre 3 (Règlement des différends) ou de tout autre accord.
3. La tenue de consultations en vertu du chapitre 3 (Règlement des différends) n'est pas requise avant l'ouverture de la procédure de médiation. Toutefois, les parties devraient recourir aux autres dispositions pertinentes du présent accord qui régissent la coopération ou la consultation avant de lancer une procédure de médiation.
4. Les parties s'abstiennent d'invoquer les éléments ci-après ou de les présenter comme éléments probants dans d'autres procédures de règlement des différends en vertu du présent accord ou de tout autre accord, et aucun groupe spécial d'arbitrage ne les prend en considération:
 - a) les positions adoptées par l'autre partie durant la procédure de médiation ou les informations recueillies en application de l'article 5 (Règles de la procédure de médiation), paragraphe 2, de la présente annexe;
 - b) le fait que l'autre partie s'est déclarée prête à accepter une solution à la mesure soumise à la médiation; ou
 - c) les avis donnés ou les propositions faites par le médiateur.
5. Un médiateur ne peut intervenir en qualité d'arbitre ou de membre d'un groupe spécial dans une procédure de règlement de différends engagée en vertu du présent accord ou de l'accord sur l'OMC si celle-ci et l'affaire pour laquelle il est intervenu en qualité de médiateur ont le même objet.

ARTICLE 8

Délais

Tout délai mentionné dans la présente annexe peut être modifié d'un commun accord entre les parties.

ARTICLE 9

Frais

1. Chaque partie supporte ses propres frais découlant de sa participation à la procédure de médiation.
2. Les parties supportent conjointement, à parts égales, les frais liés aux aspects organisationnels, y compris la rémunération et les frais du médiateur. La rémunération du médiateur correspond à celle prévue pour le président d'un groupe spécial d'arbitrage conformément à la règle 12 de l'annexe 7 (Règlement intérieur).

MÉCANISME DE MÉDIATION POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS
ENTRE INVESTISSEURS ET PARTIES À L'ACCORD

ARTICLE PREMIER

Objectif

Le mécanisme de médiation a pour objectif de faciliter la recherche d'une solution mutuellement convenue grâce à une procédure détaillée et rapide, avec l'aide d'un médiateur, au sens de l'article 3.31 (Médiation).

SECTION A

PROCÉDURE DANS LE CADRE DU MÉCANISME DE MÉDIATION

ARTICLE 2

Ouverture de la procédure

1. Chaque partie au différend peut demander à tout moment l'ouverture d'une procédure de médiation. Une telle demande est adressée à l'autre partie par écrit.

2. Lorsque la demande concerne une violation alléguée du présent accord qui est reprochée aux autorités de l'Union ou aux autorités d'un État membre de l'Union, elle est adressée au défendeur déterminé conformément à l'article 3.32 (Notification de l'intention d'introduire un recours). Si le défendeur n'a pas été déterminé, la demande est adressée à l'Union. Lorsque la demande est acceptée, elle précise si l'Union ou l'État membre de l'Union concerné est partie à la médiation¹.
3. La partie au différend à laquelle la demande est adressée l'examine avec bienveillance et l'accepte ou la rejette par écrit dans un délai de 45 jours ou, lorsqu'une telle demande est présentée après qu'une demande de consultation a été introduite conformément à l'article 3.30 (Consultations), dans un délai de 30 jours ouvrables à compter de sa réception.
4. La demande contient:
 - a) un résumé des différends ou points litigieux, y compris, le cas échéant, une indication des instruments juridiques pertinents suffisamment précise pour cerner la problématique motivant la demande;
 - b) le nom et les coordonnées de la partie à l'origine de la demande et de ses représentants;
et

¹ Il est entendu que, lorsque la demande porte sur un traitement réservé par l'Union, la partie à la médiation est l'Union, et tout État membre de l'Union concerné est pleinement associé à la médiation. Lorsque la demande porte exclusivement sur un traitement réservé par un État membre de l'Union, la partie à la médiation est l'État membre de l'Union concerné, à moins que cet État membre ne demande à l'Union d'y être partie.

- c) soit une mention du consentement au recours à la médiation ou une invitation, à l'intention de l'autre ou des autres parties au différend, à prendre part à une médiation en vertu du présent mécanisme de médiation.

ARTICLE 3

Sélection du médiateur

1. Si les deux parties au différend consentent de recourir à une procédure de médiation, celles-ci s'efforcent de s'entendre sur le choix d'un médiateur dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de la réception de la réponse à la demande.
2. Si les parties au différend ne peuvent s'entendre sur le choix du médiateur dans le délai fixé, l'une ou l'autre d'entre elles peut demander au président du tribunal de choisir par tirage au sort et de nommer un médiateur parmi les membres du tribunal qui ne sont des ressortissants ni d'un État membre de l'Union, ni du Viêt Nam.
3. Le président du tribunal nomme le médiateur dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la demande visée au paragraphe 2.
4. Le médiateur aide, de façon impartiale et transparente, les parties au différend à parvenir à une solution mutuellement convenue.

ARTICLE 4

Règles de la procédure de médiation

1. Dès que possible après sa désignation, le médiateur examine avec les parties au différend soit en personne, soit par téléphone ou par tout autre moyen de communication, les aspects suivants:
 - a) le déroulement de la médiation, notamment toute question de procédure en suspens telle que le choix des langues et du lieu des sessions de médiation;
 - b) un calendrier prévisionnel pour le déroulement de la médiation;
 - c) toute obligation juridique en matière de déclaration susceptible d'être pertinente pour la conduite de la médiation;
 - d) le souhait éventuel des parties au différend de convenir par écrit de ne pas ouvrir ou de ne pas poursuivre toute autre procédure de règlement de différends concernant les différends ou points litigieux faisant l'objet de la médiation pendant que la médiation est en cours;
 - e) la nécessité de prévoir des modalités particulières pour l'approbation d'un règlement amiable; et
 - f) les modalités financières, telles que le calcul et le paiement de la rémunération et des frais du médiateur conformément à l'article 8 (Frais) de la présente annexe.

2. Le médiateur peut décider de la manière la plus appropriée de clarifier la mesure en cause. En particulier, le médiateur peut organiser des réunions entre les parties au différend, consulter celles-ci conjointement ou individuellement, consulter des experts ou acteurs concernés ou demander leur assistance et fournir toute aide supplémentaire sollicitée par les parties au différend. Toutefois, avant de consulter des experts ou acteurs concernés ou de demander leur assistance, le médiateur consulte les parties au différend.
3. Le médiateur peut donner un avis et proposer une solution aux parties au différend, lesquelles peuvent accepter ou rejeter la solution proposée ou peuvent convenir d'une solution différente. Le médiateur s'abstient toutefois de formuler un avis ou des observations concernant la compatibilité de la mesure en cause avec le présent accord.
4. La procédure se déroule sur le territoire de la partie à l'accord concernée ou, d'un commun accord, en tout autre endroit ou par tout autre moyen.
5. Sous réserve du paragraphe 1, point b), les parties au différend s'efforcent de parvenir à une solution mutuellement convenue dans un délai de 60 jours à compter de la nomination du médiateur. Dans l'attente d'un accord définitif, les parties au différend peuvent envisager d'éventuelles solutions provisoires.
6. Soit l'Union, soit un État membre de l'Union, soit le Viêt Nam, lorsqu'ils participent à une procédure de médiation, peuvent mettre les solutions mutuellement convenues à la disposition du public, sous réserve que les documents soient expurgés de toute information désignée comme confidentielle ou protégée.

7. La procédure s'achève par:

- a) l'adoption d'une solution mutuellement convenue par les parties au différend, à la date de cette adoption;
- b) une déclaration écrite du médiateur, après consultation des parties au différend, indiquant que d'autres efforts de médiation seraient inutiles; ou
- c) une notification écrite d'une partie au différend.

SECTION B

MISE EN ŒUVRE

ARTICLE 5

Mise en œuvre d'une solution mutuellement convenue

1. Lorsqu'une solution a été convenue, chaque partie au différend s'efforce de prendre, dans les délais convenus, les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la solution mutuellement convenue.
2. La partie au différend qui agit informe l'autre partie au différend, par écrit, des mesures ou décisions qu'elle prend pour mettre en œuvre la solution mutuellement convenue.

3. À la demande des parties au différend, le médiateur leur communique, par écrit, un projet de rapport factuel exposant brièvement:
 - a) la mesure en cause dans le cadre de ces procédures;
 - b) les procédures suivies; et
 - c) toute solution mutuellement convenue au terme de ces procédures, y compris d'éventuelles solutions provisoires.
4. Le médiateur accorde aux parties au différend un délai de 15 jours ouvrables pour présenter leurs observations sur le projet de rapport factuel. Après avoir examiné les observations des parties au différend présentées en temps utile, le médiateur leur remet, par écrit, un rapport factuel final dans un délai de 15 jours ouvrables. Le rapport factuel ne comporte aucune interprétation du présent accord.

SECTION C

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6

Lien avec le règlement des différends

1. La procédure au titre du présent mécanisme de médiation n'a pas pour objet de servir de base aux procédures de règlement des différends en vertu du présent accord ou d'aucun autre accord. Les parties au différend s'abstiennent d'invoquer les éléments ci-après ou de les présenter comme éléments probants dans de telles procédures de règlement de différends, et aucune instance arbitrale ne les prend en considération:
 - a) les positions adoptées par une partie au différend durant la procédure de médiation;
 - b) le fait qu'une partie au différend s'est déclarée prête à accepter une solution à la mesure soumise à la médiation; ou
 - c) les avis donnés ou les propositions faites par le médiateur.
2. Sous réserve de tout accord visé à l'article 4 (Règles de la procédure de médiation), paragraphe 1, point d), de la présente annexe, le mécanisme de médiation est sans préjudice des droits et obligations des parties à l'accord et des parties au différend au titre du chapitre 3 (Règlement des différends).

3. À moins que les parties au différend n'en conviennent autrement et sans préjudice de l'article 4 (Règles de la procédure de médiation), paragraphe 6, de la présente annexe, toutes les étapes de la procédure, y compris tout avis donné ou toute solution proposée, sont confidentielles. Toutefois, les parties au différend peuvent informer le public qu'une médiation est en cours.

ARTICLE 7

Délais

Tout délai visé dans la présente annexe peut être modifié d'un commun accord entre les parties au différend.

ARTICLE 8

Frais

1. Chaque partie au différend supporte ses propres frais découlant de sa participation à la procédure de médiation.
2. Les parties au différend supportent conjointement, à parts égales, les frais liés aux aspects organisationnels, y compris la rémunération et les frais du médiateur. La rémunération du médiateur correspond à celle prévue pour les membres du tribunal conformément à l'article 3.38 (Tribunal), paragraphe 16.

CODE DE CONDUITE À L'INTENTION DES MEMBRES DU TRIBUNAL,
DES MEMBRES DU TRIBUNAL D'APPEL ET DES MÉDIATEURS

ARTICLE PREMIER

Définitions

Aux fins du présent code de conduite, on entend par:

- a) «membre»: un membre du tribunal ou un membre du tribunal d'appel établi en vertu de la section B (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord);
- b) «médiateur»: une personne qui mène une procédure de médiation conformément à l'article 3.31 (Médiation) et à l'annexe 10 (Mécanisme de médiation pour le règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord);
- c) «candidat»: une personne dont la sélection en tant que membre du tribunal ou membre du tribunal d'appel est envisagée;
- d) «assistant»: une personne qui, en vertu du mandat d'un membre, aide celui-ci dans ses recherches ou l'assiste dans ses fonctions;

- e) «personnel»: à l'égard d'un membre, personnes placées sous la direction et le contrôle de celui-ci, à l'exception des assistants.

ARTICLE 2

Responsabilités dans le processus

Chaque candidat et chaque membre évitent tout manquement et toute apparence de manquement à la déontologie, sont indépendants et impartiaux et évitent les conflits d'intérêts directs et indirects.

ARTICLE 3

Obligations de déclaration

1. Avant leur nomination, les candidats déclarent aux parties à l'accord les intérêts, relations et considérations, passés et présents, qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur leur indépendance ou leur impartialité ou qui pourraient raisonnablement donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou de partialité. À cette fin, le candidat fait tous les efforts raisonnables pour s'informer de l'existence de tels intérêts, relations et considérations.
2. Les membres communiquent, par écrit, aux parties au différend les renseignements concernant des violations effectives ou potentielles du présent code de conduite.

3. À tout moment, les membres continuent de mettre tout en œuvre pour s’informer de l’existence des intérêts, relations ou considérations visés au paragraphe 1. Ils déclarent ces intérêts, relations et considérations aux parties au différend¹.

ARTICLE 4

Fonctions des membres

1. Les membres s’acquittent entièrement et promptement de leurs fonctions tout au long de la procédure, avec équité et diligence.
2. Les membres n’examinent que les questions qui sont soulevées durant la procédure et qui sont nécessaires pour rendre une décision et ils ne délèguent cette fonction à aucune autre personne.
3. Les membres prennent toutes les mesures appropriées pour s’assurer que leurs assistants et leur personnel connaissent et respectent les articles 2, 3, 5 et 7 du présent code de conduite.
4. Les membres s’abstiennent de discuter de quelque aspect que ce soit de l’objet de la procédure avec une partie ou les parties au différend en l’absence des autres membres de la formation du tribunal ou du tribunal d’appel.

¹ Il est entendu que cette obligation ne s’étend pas aux informations qui relèvent déjà du domaine public ou qui étaient connues, ou auraient raisonnablement dû l’être, de toutes les parties au différend.

ARTICLE 5

Indépendance et impartialité des membres

1. Les membres sont indépendants et impartiaux et évitent toute apparence de partialité ou de manquement à la déontologie; ils ne se laissent pas influencer par leur intérêt personnel, des pressions extérieures, des considérations d'ordre politique, la protestation publique, leur loyauté envers une partie à l'accord ou une partie au différend ou la crainte des critiques.
2. Les membres ne contractent pas, directement ou indirectement, d'obligations et n'acceptent pas de gratifications qui, d'une manière quelconque, entraveraient ou paraîtraient entraver la bonne exécution de leurs fonctions.
3. Les membres n'usent pas de leur qualité de membre pour servir des intérêts personnels ou privés et évitent d'agir d'une manière pouvant donner à penser que d'autres sont en situation de les influencer.
4. Les membres ne permettent pas que leur conduite ou leur jugement soient influencés par des relations ou des responsabilités d'ordre financier, commercial, professionnel, familial ou social.
5. Les membres s'abstiennent de nouer des relations ou d'acquérir des intérêts financiers qui sont susceptibles de porter atteinte à leur impartialité ou qui pourraient raisonnablement donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou de partialité¹.

¹ Il est entendu que le fait qu'un membre perçoive un revenu versé par les pouvoirs publics ou ait des liens familiaux avec une personne qui perçoit un revenu des pouvoirs publics n'est pas, en soi, considéré comme incompatible avec les paragraphes 2 et 5.

ARTICLE 6

Obligations des anciens membres

1. Les anciens membres s'abstiennent de tout acte pouvant, en apparence, donner à penser qu'ils ont fait preuve de partialité dans l'exécution de leurs fonctions ou ont tiré avantage des décisions ou sentences rendues par le tribunal ou le tribunal d'appel.
2. Sans préjudice de l'article 3.38 (Tribunal), paragraphe 5, et de l'article 3.39 (Tribunal d'appel), paragraphe 9, les membres s'engagent à ne pas participer, après la fin de leur mandat:
 - a) à des procédures de règlement de différends en matière d'investissement qui étaient en instance devant le tribunal ou le tribunal d'appel avant la fin de leur mandat;
 - b) à des procédures de règlement de différends en matière d'investissement qu'ils ont eu à traiter en tant que membres du tribunal ou du tribunal d'appel ainsi que d'autres litiges qui présentent des éléments de fait en commun avec lesdits différends ou qui découlent des mêmes événements et circonstances que ces différends.
3. Les membres s'engagent à ne pas intervenir, pendant une période de trois ans suivant la fin de leur mandat, en tant que représentants d'une partie à un différend dans le cadre de procédures de règlement de différends en matière d'investissement devant le tribunal ou le tribunal d'appel.

4. Si le président du tribunal ou du tribunal d'appel est informé ou a connaissance d'une autre manière d'allégations selon lesquelles un ancien membre, respectivement, du tribunal ou du tribunal d'appel n'aurait pas respecté les obligations énoncées aux paragraphes 1 à 3, le président du tribunal ou du tribunal d'appel, selon le cas, examine la question, donne à l'ancien membre la possibilité d'être entendu et, après vérification, en informe:
- a) l'association professionnelle ou autre organisation similaire dont l'ancien membre fait partie;
 - b) les parties à l'accord; et
 - c) le président de tout autre tribunal ou tribunal d'appel compétent en matière d'investissement en vue des suites appropriées.

Le président du tribunal ou du tribunal d'appel rend publique sa décision de prendre toute mesure visée aux points a) à c), en la motivant.

ARTICLE 7

Confidentialité

1. Les membres et les anciens membres ne peuvent jamais divulguer ou utiliser des renseignements non publics relatifs à une procédure ou obtenus au cours d'une procédure, sauf aux fins de la procédure concernée, et ne peuvent en aucun cas divulguer ou utiliser de tels renseignements à leur propre avantage ou à l'avantage d'autrui, ou pour nuire aux intérêts d'autrui.

2. Les membres s'abstiennent de divulguer tout ou partie d'une décision ou sentence avant sa publication conformément aux dispositions sur la transparence de l'article 3.46 (Transparence de la procédure).
3. Les membres et les anciens membres ne divulguent jamais la teneur des délibérations du tribunal ou du tribunal d'appel ou l'opinion d'un membre, quelle qu'elle soit.

ARTICLE 8

Frais

Chaque membre tient un relevé et présente un décompte final du temps consacré à la procédure ainsi que des frais exposés.

ARTICLE 9

Médiateurs

Les règles énoncées dans le présent code de conduite et applicables aux membres ou aux anciens membres s'appliquent, mutatis mutandis, aux médiateurs.

ARTICLE 10

Groupe consultatif

1. Le président du tribunal et le président du tribunal d'appel sont assistés par un groupe consultatif en vue de veiller à la bonne application du présent code de conduite et de l'article 3.40 (Règles d'éthique) et de mener à bien toute autre tâche, s'il y a lieu.
 2. Le groupe consultatif est composé des vice-présidents respectifs et des deux membres les plus âgés du tribunal ou du tribunal d'appel.
-

PROCÉDURES PARALLÈLES

1. Nonobstant l'article 3.34 (Autres recours), paragraphe 1, un investisseur de la partie UE ne peut saisir le tribunal, en vertu du chapitre 3 (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord), d'un recours alléguant la violation, par le Viêt Nam, d'une disposition visée à l'article 2.1 (Champ d'application) si cet investisseur a formé un recours alléguant une violation de cette même disposition visée à l'article 2.1 (Champ d'application) devant une juridiction ou un tribunal administratif du Viêt Nam ou au titre d'un arbitrage international¹.

¹ Le fait qu'un investisseur ait formé un recours alléguant une violation, par le Viêt Nam, d'une disposition du chapitre 2 devant une juridiction ou un tribunal administratif du Viêt Nam ou au titre d'un arbitrage international en ce qui concerne un de ses investissements n'empêche pas ce même investisseur de saisir le tribunal d'un recours alléguant une violation des mêmes dispositions en vertu du chapitre 3 (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord), en ce qui concerne ses autres investissements s'il allègue que ceux-ci subissent les effets de la même mesure.

2. Nonobstant l'article 3.34 (Autres recours), paragraphes 2 et 3, si le Viêt Nam est le défendeur, un investisseur de la partie UE ne peut saisir le tribunal d'un recours en vertu du chapitre 3 (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord), alléguant qu'une mesure est incompatible avec les dispositions du chapitre 2 si une personne qui, directement ou indirectement, contrôle l'investisseur ou est contrôlée directement ou indirectement par celui-ci (ci-après dénommée «personne liée») a saisi le tribunal ou toute autre juridiction intérieure ou internationale d'un recours alléguant la violation des mêmes dispositions en ce qui concerne le même investissement et que:
 - a) le recours formé par cette personne liée a fait l'objet d'une sentence, d'un jugement, d'une décision ou d'une autre forme de règlement; ou
 - b) le recours formé par cette personne liée est en instance et cette personne ne s'est pas désistée de ce recours.
3. Les recours qui ne relèvent pas du champ d'application du point 1 ou 2 de la présente annexe sont soumis à l'application de l'article 3.34 (Autres recours).

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU TRIBUNAL D'APPEL

1. Les procédures de travail du tribunal d'appel établies conformément à l'article 3.39 (Tribunal d'appel), paragraphe 10, prévoient, entre autres:
 - a) les modalités pratiques relatives aux délibérations des formations du tribunal d'appel et à la communication entre les membres du tribunal d'appel;
 - b) les modalités relatives à la signification des documents et pièces de procédure, y compris des règles relatives à la correction d'erreurs matérielles dans de tels documents;
 - c) les aspects procéduraux liés à la suspension temporaire de la procédure en cas de décès, de démission, d'incapacité ou de récusation d'un membre d'une formation du tribunal d'appel ou du tribunal d'appel lui-même;
 - d) les modalités pour la rectification d'erreurs matérielles dans les décisions rendues par les formations du tribunal d'appel;
 - e) les modalités de la jonction de deux ou plusieurs appels se rapportant à la même sentence provisoire; et

f) les modalités linguistiques de la procédure d'appel, laquelle se déroule en principe dans la langue de la procédure devant le tribunal ayant abouti à la sentence provisoire attaquée en appel.

2. Les procédures de travail peuvent également inclure des principes directeurs en ce qui concerne les aspects suivants, qui peuvent ensuite faire l'objet d'ordonnances de procédure des formations du tribunal d'appel:

a) les délais indicatifs et le déroulement de la présentation des mémoires et des audiences des formations du tribunal d'appel;

b) les aspects logistiques de la conduite de la procédure, notamment le lieu des délibérations et des audiences des formations du tribunal d'appel et les modalités de représentation des parties au différend; et

c) les consultations préliminaires sur la procédure et les éventuelles conférences préliminaires entre une formation et les parties au différend.

BIJLAGEN

BIJ DE INVESTERINGBESCHERMINGSOVEREENKOMST
TUSSEN DE EUROPESE UNIE EN HAAR LIDSTATEN, ENERZIJD,
EN DE SOCIALISTISCHE REPUBLIEK VIETNAM, ANDERZIJD

Bijlage 1: Bevoegde autoriteiten

Bijlage 2: Vrijstelling inzake nationale behandeling voor Vietnam

Bijlage 3 Overeenstemming over behandeling van investeringen

Bijlage 4: Overeenstemming over onteigening

Bijlage 5: Overheidsschuld

Bijlage 6: Lijst van investeringsbeschermingsovereenkomsten

Bijlage 7: Reglement van orde

Bijlage 8: Gedragscode voor arbiters en bemiddelaars

Bijlage 9: Bemiddelingsmechanisme

Bijlage 10: Bemiddelingsmechanisme voor geschillen tussen investeerders en partijen

Bijlage 11: Gedragscode voor leden van Gerecht, leden van Beroepsinstantie en bemiddelaars

Bijlage 12: Samenloop van procedures

Bijlage 13: Procedureregels van de Beroepsinstantie

BEVOEGDE AUTORITEITEN

In het geval van de EU-partij zijn de autoriteiten die bevoegd zijn om de in artikel 2.2 (Investerings en regelgevingsmaatregelen en -doelstellingen), lid 4, bedoelde maatregelen te gelasten de Europese Commissie, het Hof van Justitie van de Europese Unie of, wanneer het recht van de Unie inzake staatssteun wordt toegepast, een overheid, autoriteit of rechterlijke instantie van een lidstaat. In het geval van Vietnam zijn de autoriteiten die bevoegd zijn om de in artikel 2.2 (Investerings en regelgevingsmaatregelen en -doelstellingen), lid 4, bedoelde maatregelen te gelasten de regering van Vietnam of de premier van Vietnam, een overheid, autoriteit of rechterlijke instantie.

VRIJSTELLING INZAKE NATIONALE BEHANDELING VOOR VIETNAM

1. In de volgende sectoren, subsectoren of activiteiten mag Vietnam maatregelen met betrekking tot de werking van een onder de overeenkomst vallende investering vaststellen of handhaven die niet stroken met artikel 2.3 (Nationale behandeling), mits die maatregelen niet in strijd zijn met de verbintenissen in bijlage 8-B (Lijst van specifieke verbintenissen van Vietnam) bij de vrijhandelsovereenkomst:
 - a) kranten en persbureaus, drukkerijen, uitgeverijen, radio- en televisieomroepen, ongeacht in welke vorm;
 - b) productie en distributie van culturele producten, inclusief video-opnamen;
 - c) productie, distributie en vertoning van televisieprogramma's en bioscoopfilms;
 - d) opsporing en beveiliging;
 - e) landmeetkunde en cartografie;
 - f) diensten inzake lager en middelbaar onderwijs;
 - g) exploratie, prospectie en exploitatie van olie en aardgas, mineralen en natuurlijke hulpbronnen;

- h) hydro-elektriciteit en kernenergie; transmissie of distributie van elektriciteit;
- i) cabotagediensten;
- j) visserij en aquacultuur;
- k) bosbouw en jacht;
- l) loterijen, weddenschappen en kansspelen;
- m) diensten inzake gerechtelijk bestuur, met inbegrip van maar niet beperkt tot diensten met betrekking tot nationaliteit;
- n) civielrechtelijke handhaving;
- o) productie van militair materieel of uitrusting;
- p) exploitatie en beheer van rivierhavens, zeehavens en luchthavens; en
- q) subsidies.

2. Indien Vietnam na de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst een dergelijke maatregel vaststelt of handhaaft, mag het van een investeerder uit de EU-partij op grond van zijn nationaliteit niet eisen dat hij een ten tijde van de inwerkingtreding van een dergelijke maatregel bestaande investering verkoopt of anderszins afstoot.

OVEREENSTEMMING OVER BEHANDELING VAN INVESTERINGEN

De partijen bevestigen hun gedeelde opvatting over de toepassing van artikel 2.5 (Behandeling van investeringen), lid 6:

1. Onverminderd de voorwaarde van artikel 2.5 (Behandeling van investeringen), lid 6, onder a), kan een investeerder uit een partij die een binnen het toepassingsgebied van hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst), vallend geschil heeft met de partij waarmee hij een schriftelijke overeenkomst is aangegaan die is gesloten en van kracht is geworden vóór de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst, zich overeenkomstig de procedures en voorwaarden in deze bijlage beroepen op artikel 2.5 (Behandeling van investeringen), lid 6.
2. Schriftelijke overeenkomsten die zijn gesloten en van kracht zijn geworden vóór de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst en die voldoen aan de in dit lid gestelde voorwaarden, kunnen binnen één jaar na de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst worden aangemeld. Dergelijke schriftelijke overeenkomsten:
 - a) voldoen aan alle voorwaarden van artikel 2.5 (Behandeling van investeringen), lid 6, onder b) tot en met d); en

b) zijn gesloten tussen

- i) Vietnam en investeerders uit de in punt 8 van deze bijlage bedoelde lidstaten van de Unie of hun onder de overeenkomst vallende investeringen; of
- ii) een van de in punt 8 van deze bijlage bedoelde lidstaten van de Unie en investeerders uit Vietnam of hun onder de overeenkomst vallende investeringen.

3. De procedure voor de aanmelding van de in punt 1 bedoelde schriftelijke overeenkomsten verloopt als volgt:

a) de aanmelding omvat:

- i) de naam, de nationaliteit en het adres van de investeerder die partij is bij de schriftelijke overeenkomst die wordt aangemeld, de aard van de onder de overeenkomst vallende investering van die investeerder en, indien de schriftelijke overeenkomst wordt gesloten door de onder de overeenkomst vallende investering van die investeerder, de naam, het adres en de plaats van oprichting van de investering; en
- ii) een kopie van de schriftelijke overeenkomst, met inbegrip van al haar instrumenten;

en

b) de schriftelijke overeenkomsten worden schriftelijk aangemeld bij de volgende bevoegde autoriteit:

- i) in het geval van Vietnam, het Ministerie van Planning en Investerings; en

ii) in het geval van de EU-partij, de Europese Commissie.

4. De in de punten 2 en 3 bedoelde aanmelding creëert geen materiële rechten voor de investeerder die partij is bij die aangemelde schriftelijke overeenkomst of zijn investering.
5. De in punt 3, onder b), bedoelde bevoegde autoriteiten stellen een lijst op van de schriftelijke overeenkomsten die overeenkomstig de punten 2 en 3 zijn aangemeld.
6. Indien in verband met één van de aangemelde schriftelijke overeenkomsten een geschil ontstaat, onderzoekt de relevante bevoegde autoriteit of de overeenkomst voldoet aan alle voorwaarden van artikel 2.5 (Behandeling van investeringen), lid 6, onder b) tot en met d), en de in deze bijlage omschreven procedures.
7. Een investeerder kan niet stellen dat artikel 2.5 (Behandeling van investeringen), lid 6, van toepassing is op de schriftelijke overeenkomst als het onderzoek overeenkomstig punt 6 van deze bijlage uitwijst dat niet aan de in dat punt bedoelde eisen is voldaan.
8. De in punt 2, onder b), van deze bijlage bedoelde lidstaten van de Unie zijn Duitsland, Spanje, Nederland, Oostenrijk, Roemenië en het Verenigd Koninkrijk.

OVEREENSTEMMING OVER ONTEIGENING

De partijen overeenkomst bevestigen hun gedeelde opvatting over onteigening:

1. Onteigening als bedoeld in artikel 2.7 (Onteigening), lid 1, kan rechtstreeks of onrechtstreeks zijn:
 - a) er is sprake van rechtstreekse onteigening wanneer een investering wordt genationaliseerd of anderszins rechtstreeks wordt onteigend door formele overdracht van het eigendomsrecht of directe inbeslagneming; en
 - b) er is sprake van onrechtstreekse onteigening wanneer de uitwerking van een maatregel of een reeks maatregelen van een partij gelijkwaardig is aan die van rechtstreekse onteigening, in die zin dat zij voor de investeerder een wezenlijke aantasting inhoudt van de fundamentele attributen van het eigendomsrecht met betrekking tot de investering, met inbegrip van het recht van gebruik, van genot en van beschikking, zonder formele overdracht van het eigendomsrecht of directe inbeslagneming.

2. Om vast te stellen of een maatregel of reeks maatregelen van een partij in een specifieke feitensituatie onrechtstreekse onteigening inhoudt, is een onderzoek per geval en op basis van feiten vereist, waarbij onder meer rekening wordt gehouden met:
- a) de economische gevolgen van de maatregel of van de reeks maatregelen, evenwel met dien verstande dat er geen sprake kan zijn van onrechtstreekse onteigening louter doordat een maatregel of een reeks maatregelen van een partij negatieve gevolgen heeft voor de economische waarde van een investering;
 - b) de duur van de maatregel of reeks maatregelen of van de gevolgen daarvan; en
 - c) de aard van de maatregel of de reeks maatregelen, met name het voorwerp, de context en het doel ervan.
3. Niet-discriminerende maatregelen of reeksen maatregelen van een partij die bescherming van legitieme doelstellingen van overheidsbeleid beogen, leveren geen onrechtstreekse onteigening op, behoudens in de uitzonderlijke gevallen waarin de gevolgen van een dergelijke maatregel of reeks maatregelen in het licht van het doel ervan zo ernstig zijn dat zij kennelijk buitensporig zijn.
-

OVERHEIDSSCHULD

1. Er mag geen verzoek worden ingediend op grond dat de herstructurering van de schulden van een partij in strijd is met een verplichting uit hoofde van hoofdstuk 2 (Bescherming van investeringen), en evenmin mag een reeds ingediend verzoek verder in behandeling worden genomen in het kader van hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst), wanneer de herstructurering op het tijdstip van indiening van het verzoek een overeengekomen herstructurering is dan wel na het tijdstip van indiening van het verzoek een overeengekomen herstructurering wordt, met uitzondering van een verzoek op grond dat de herstructurering in strijd is met artikel 2.3 (Nationale behandeling) of artikel 2.4 (Meestbegunstigingsbehandeling).
2. Onverminderd hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen), artikel 3.33 (Instelling van vordering), en onder voorbehoud van punt 1 van deze bijlage, mag een investeerder geen vordering ingevolge hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst), instellen volgens hetwelk een herstructurering van de schulden van een partij bij de overeenkomst artikel 2.3 (Nationale behandeling) of artikel 2.4 (Meestbegunstigingsbehandeling)¹ of een verplichting uit hoofde van hoofdstuk 2 (Bescherming van investeringen) schendt, tenzij 270 dagen zijn verstreken na de datum van indiening door de verzoeker van het schriftelijk verzoek om overleg overeenkomstig artikel 3.30 (Overleg).

¹ Voor alle duidelijkheid: een schending van artikel 2.3 (Nationale behandeling) of artikel 2.4 (Meestbegunstigingsbehandeling) kan niet uitsluitend bestaan uit een verschillende behandeling door een partij van bepaalde categorieën investeerders of investeringen op grond van onderscheiden macro-economische gevolgen, bijvoorbeeld om systeemrisico's of overloopeffecten te voorkomen, of op grond van de mogelijkheid om voor schulderstructurering in aanmerking te komen.

3. Voor de toepassing van deze bijlage wordt verstaan onder:

- a) "overeengekomen herstructurering": de herstructurering of reorganisatie van de schulden van een partij die heeft plaatsgevonden door
 - i) een wijziging of aanpassing van schuldinstrumenten overeenkomstig de voorwaarden ervan, met inbegrip van de daarop toepasselijke wetgeving; of
 - ii) een schuldenruil of een andere, soortgelijke procedure waarin de houders van niet minder dan 66 procent van de totale hoofdsom van de uitstaande schulden die worden geherstructureerd, met uitzondering van schulden die worden aangehouden door die partij of door entiteiten waarvan zij eigenaar is of die onder haar zeggenschap staan, hebben ingestemd met een dergelijke schuldenruil of andere procedure;
- en
- b) op een schuldinstrument "toepasselijke wetgeving": het wet- en regelgevingskader van een land dat op dat schuldinstrument van toepassing is.

4. Voor alle duidelijkheid: de "schulden van een partij" omvatten in het geval van de EU-partij de schulden van een overheid van een lidstaat van de Unie of van een centrale, regionale of lokale overheidsinstantie in een lidstaat van de Unie.

LIJST VAN INVESTERINGSBESCHERMINGSOVEREENKOMSTEN

	Overeenkomsten	Vervalbepalingen
1	Overeenkomst tussen de Socialistische Republiek Vietnam en de Republiek Oostenrijk inzake de bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend op 27 maart 1995.	Artikel 11, lid 3
2	Overeenkomst tussen de Belgische-Luxemburgse Economische Unie en de Socialistische Republiek Vietnam inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend op 24 januari 1991.	Artikel 14, lid 2
3	Overeenkomst tussen de regering van de Republiek Bulgarije en de regering van de Socialistische Republiek Vietnam inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend op 19 september 1996.	Artikel 13, lid 2
4	Overeenkomst tussen de regering van de Tsjechische Republiek en de regering van de Socialistische Republiek Vietnam inzake de bevordering en wederzijdse bescherming van investeringen, ondertekend op 25 november 1997, zoals gewijzigd op 21 maart 2008.	Artikel 10, lid 3

	Overeenkomsten	Vervalbepalingen
5	Overeenkomst tussen de regering van het Koninkrijk Denemarken en de regering van de Socialistische Republiek Vietnam inzake de bevordering en wederzijdse bescherming van investeringen, ondertekend op 25 augustus 1993.	Artikel 16, lid 2
6	Overeenkomst tussen de regering van de Republiek Estland en de regering van de Socialistische Republiek Vietnam inzake de bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend op 24 september 2009, gewijzigd op 3 januari 2011.	Artikel 16, lid 3
7	Overeenkomst tussen de regering van de Republiek Finland en de regering van de Socialistische Republiek Vietnam inzake de bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend op 21 februari 2008.	Artikel 16, lid 4
8	Overeenkomst tussen de regering van de Franse Republiek en de regering van de Socialistische Republiek Vietnam inzake de bevordering en wederzijdse bescherming van investeringen, ondertekend op 26 mei 1992.	Artikel 12
9	Overeenkomst tussen de Bondsrepubliek Duitsland en de Socialistische Republiek Vietnam inzake de bevordering en wederzijdse bescherming van investeringen, ondertekend op 3 april 1993.	Artikel 13, lid 3
10	Overeenkomst tussen de regering van de Helleense Republiek en de regering van de Socialistische Republiek Vietnam inzake de bevordering en wederzijdse bescherming van investeringen, ondertekend op 13 oktober 2008.	Artikel 13, lid 3
11	Overeenkomst tussen de Republiek Hongarije en de Socialistische Republiek Vietnam inzake de bevordering en wederzijdse bescherming van investeringen, ondertekend op 26 augustus 1994.	Artikel 12, lid 3
12	Overeenkomst tussen de Italiaanse Republiek en de Socialistische Republiek Vietnam inzake de bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend op 18 mei 1990.	Artikel 14, lid 2

	Overeenkomsten	Vervalbepalingen
13	Overeenkomst tussen de regering van de Republiek Letland en de regering van de Socialistische Republiek Vietnam inzake de bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend op 6 november 1995.	Artikel 13, lid 4
14	Overeenkomst tussen de regering van de Republiek Litouwen en de regering van de Socialistische Republiek Vietnam inzake de bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend op 27 september 1995.	Artikel 13, lid 4
15	Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Socialistische Republiek Vietnam inzake de bevordering en de wederzijdse bescherming van investeringen, ondertekend op 10 maart 1994.	Artikel 14, lid 3
16	Overeenkomst tussen de Republiek Polen en de Socialistische Republiek Vietnam inzake de bevordering en wederzijdse bescherming van investeringen, ondertekend op 31 augustus 1994.	Artikel 12, lid 3
17	Overeenkomst tussen de regering van Roemenië en de regering van de Socialistische Republiek Vietnam inzake de bevordering en wederzijdse bescherming van investeringen, ondertekend op 1 september 1994.	Artikel 11, lid 2
18	Overeenkomst tussen de regering van de Slowaakse Republiek en de regering van de Socialistische Republiek Vietnam inzake de bevordering en wederzijdse bescherming van investeringen, ondertekend op 17 december 2009.	Artikel 14, lid 4

	Overeenkomsten	Vervalbepalingen
19	Overeenkomst tussen de regering van het Koninkrijk Zweden en de regering van de Socialistische Republiek Vietnam inzake de bevordering en wederzijdse bescherming van investeringen, ondertekend op 8 september 1993.	Artikel 11, lid 3
20	Overeenkomst tussen het Koninkrijk Spanje en de Socialistische Republiek Vietnam inzake de bevordering en wederzijdse bescherming van investeringen, ondertekend op 20 februari 2006.	Artikel 13, lid 3
21	Overeenkomst tussen de regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland en de regering van de Socialistische Republiek Vietnam inzake de bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend op 1 augustus 2002.	Artikel 14

REGLEMENT VAN ORDE

Algemene bepalingen

1. Voor de toepassing van hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst), en dit reglement van orde (hierna "Reglement") wordt verstaan onder:
 - a) "adviseur": een persoon die door een partij is aangesteld om haar in verband met de arbitrageprocedure te adviseren of bij te staan;
 - b) "arbitragepanel": een krachtens artikel 3.7 (Instelling van arbitragepanel) ingesteld panel;
 - c) "arbiter": een lid van een krachtens artikel 3.7 (Instelling van arbitragepanel) ingesteld arbitragepanel;
 - d) "assistent": een persoon die in het kader van het mandaat van een arbiter voor die arbiter onderzoek verricht of ondersteunende taken uitvoert;
 - e) "klagende partij": de partij die krachtens artikel 3.5 (Inleiding van arbitrageprocedure) om de instelling van een arbitragepanel verzoekt;

- f) "dag": een kalenderdag;
- g) "partij waartegen de klacht gericht is": de partij ten aanzien waarvan wordt gesteld dat zij de in artikel 3.2 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen heeft geschonden;
- h) "procedure" tenzij anders gespecificeerd: een geschillenbeslechtsprocedure voor een arbitragepanel overeenkomstig hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst); en
- i) "vertegenwoordiger van een partij": een persoon in dienst van of aangewezen door een ministerie, een overheidsdienst of een ander overheidsorgaan van een partij bij de overeenkomst, die de partij bij de overeenkomst met betrekking tot een geschil op het gebied van deze overeenkomst vertegenwoordigt.

2. De partij waartegen de klacht gericht is, is belast met de logistieke organisatie van de hoorzittingen, tenzij anders wordt overeengekomen. De partijen delen de kosten voor organisatorische aangelegenheden, met inbegrip van de honoraria en de kosten van de arbiters.

Kennisgevingen

3. Elke partij en het arbitragepanel zenden alle verzoeken, mededelingen, schriftelijke stukken of andere documenten per e-mail toe aan de andere partij en, wat de schriftelijke stukken en verzoeken in het kader van arbitrage betreft, aan elk van de arbiters. Het arbitragepanel doet de partijen eveneens per e-mail stukken toekomen. Een e-mailbericht wordt geacht te zijn ontvangen op de datum van verzending, tenzij wordt aangetoond dat dit niet het geval is. Indien de bewijsstukken groter zijn dan tien megabyte, worden zij binnen twee dagen na de datum van verzending van de e-mail in een ander elektronisch formaat aan de andere partij en, indien van toepassing, aan elk van de arbiters verstrekt.
4. Een kopie van de overeenkomstig punt 3 toegezonden documenten wordt op de dag van verzending van die e-mail per fax, aangetekende post of koeriersdienst verzonden dan wel tegen ontvangstbewijs afgegeven aan of met een ander telecommunicatiemiddel waarbij de verzending wordt geregistreerd, ingediend bij de andere partij en, indien van toepassing, bij elk van de arbiters.
5. Kennisgevingen worden respectievelijk gericht aan het Ministerie van Planning en Investerings van Vietnam en aan het directoraat-generaal Handel van de Europese Commissie.
6. Kleine verschrijvingen in verzoeken, mededelingen, schriftelijke stukken of andere documenten in verband met de procedure bij het arbitragepanel kunnen worden verbeterd door indiening van een nieuw document, waarin de wijzigingen duidelijk zijn aangegeven.

7. Indien de laatste dag waarop een document kan worden ingediend, op een zaterdag, zondag of officiële feest- of rustdag van Vietnam of van de Unie valt, wordt het document geacht binnen de termijn te zijn afgeleverd indien het document op de volgende werkdag wordt afgeleverd.

Aanvang van arbitrage

8. Indien een arbiter overeenkomstig artikel 3.7 (Instelling van arbitragepanel) en de punten 22, 23 en 49 door middel van loting wordt aangewezen, vindt de loting plaats op een door de klagende partij bepaald tijdstip en bepaalde plaats die onverwijld moeten worden medegedeeld aan de partij waartegen de klacht gericht is. De partij waartegen de klacht gericht is, kan desgewenst bij de loting aanwezig zijn. In elk geval vindt de loting plaats in tegenwoordigheid van de partij/de partijen die daarbij aanwezig is/zijn.
9. Indien een arbiter overeenkomstig artikel 3.7 (Instelling van arbitragepanel) en de punten 22, 23 en 49 door middel van loting wordt aangewezen en er twee voorzitters zijn van het Comité, vindt de loting plaats door beide voorzitters of hun vertegenwoordigers dan wel enkel door één voorzitter wanneer de andere voorzitter of diens vertegenwoordiger niet bereid is aan de loting deel te nemen.
10. De partijen stellen de geselecteerde arbiters in kennis van hun benoeming.
11. Arbiters die volgens de procedure van artikel 3.7 (Instelling van arbitragepanel) zijn benoemd, bevestigen binnen vijf dagen na de datum waarop zij van hun benoeming op de hoogte zijn gebracht aan het Comité of zij beschikbaar zijn om als arbiter te fungeren.

12. De honoraria en de onkostenvergoedingen van de arbiters moeten in overeenstemming zijn met de WTO-normen. De bezoldiging van de assistent van een arbiter mag niet meer bedragen dan 50 % van de honoraria van die arbiter.
13. De partijen stellen het arbitragepanel binnen drie dagen na hun overeenkomst in kennis van de in artikel 3.6 (Taakomschrijving van arbitragepanel) bedoelde taakomschrijving van het arbitragepanel.

Schriftelijke opmerkingen

14. Uiterlijk twintig dagen na de datum van instelling van het arbitragepanel dient de klagende partij haar schriftelijke stuk in. Uiterlijk twintig dagen na de datum van ontvangst van het schriftelijke stuk van de klagende partij dient de partij waartegen de klacht gericht is haar schriftelijke verweer in.

Werkwijze van arbitragepanels

15. De voorzitter van het arbitragepanel zit alle bijeenkomsten van het panel voor. Een arbitragepanel kan de bevoegdheid tot het nemen van administratieve en procedurele besluiten aan de voorzitter delegeren.
16. Tenzij in hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting) anders is bepaald, kan het arbitragepanel bij zijn werkzaamheden alle communicatiemiddelen gebruiken, waaronder telefoon-, fax- en computerverbindingen.

17. Het opstellen van uitspraken is een exclusieve bevoegdheid van het arbitragepanel, die niet mag worden gedelegeerd.
18. Wanneer een procedurele vraag rijst die niet valt onder hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst), en de bijlagen 7 (Reglement van orde), 8 (Gedragscode voor arbiters en bemiddelaars) en 9 (Bemiddelingsmechanisme), kan het arbitragepanel na overleg met de partijen een geschikte procedure vaststellen die in overeenstemming is met die bepalingen.
19. Wanneer het arbitragepanel van oordeel is dat andere procedurele termijnen dan die welke zijn vastgesteld in hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst) moeten worden gewijzigd of dat een andere procedurele of administratieve aanpassing nodig is, stelt het de partijen schriftelijk in kennis van de redenen voor de wijziging of aanpassing, onder vermelding van de vereiste termijn of aanpassing.

Vervanging

20. Indien een arbiter niet aan de arbitrageprocedure kan deelnemen, zich terugtrekt of moet worden vervangen omdat hij niet voldoet aan de vereisten van bijlage 8 (Gedragscode voor arbiters en bemiddelaars), wordt een vervanger aangewezen overeenkomstig artikel 3.7 (Instelling van arbitragepanel) en de punten 8 tot en met 11.

21. Wanneer een partij meent dat een arbiter niet voldoet aan de vereisten van bijlage 8 (Gedragscode voor arbiters en bemiddelaars) en om die reden moet worden vervangen, deelt zij dit de andere partij mede binnen vijftien dagen na de datum waarop zij bewijs heeft verkregen van de omstandigheden die ten grondslag liggen aan de wezenlijke schending van bijlage 8 (Gedragscode voor arbiters en bemiddelaars) door de arbiter.
22. Wanneer een partij meent dat een andere arbiter dan de voorzitter niet voldoet aan de vereisten van bijlage 8 (Gedragscode voor arbiters en bemiddelaars) en om die reden moet worden vervangen, voeren de partijen overleg; indien zij het daarover eens worden, wijzen zij overeenkomstig artikel 3.7 (Instelling van arbitragepanel) en de punten 8 tot en met 11 een nieuwe arbiter aan.

Indien de partijen het niet eens worden over de vraag of een arbiter moet worden vervangen, kan elke partij verzoeken deze aangelegenheid voor te leggen aan de voorzitter van het arbitragepanel, wiens beslissing definitief is.

Indien de voorzitter na een daartoe strekkend verzoek vaststelt dat een arbiter niet voldoet aan de vereisten van bijlage 8 (Gedragscode voor arbiters en bemiddelaars) en om die reden moet worden vervangen, wordt de nieuwe arbiter aangewezen overeenkomstig artikel 3.7 (Instelling van arbitragepanel) en de punten 8 tot en met 11.

23. Wanneer een partij meent dat de voorzitter van het arbitragepanel niet voldoet aan de vereisten van bijlage 8 (Gedragscode voor arbiters en bemiddelaars) en om die reden moet worden vervangen, voeren de partijen overleg; indien zij het daarover eens worden, wijzen zij overeenkomstig artikel 3.7 (Instelling van arbitragepanel) en de punten 8 tot en met 11 een nieuwe voorzitter aan.

Indien de partijen het niet eens worden over de vraag of de voorzitter moet worden vervangen, kan een partij verzoeken die aangelegenheid voor te leggen aan een van de overige personen op de krachtens artikel 3.23 (Lijst van arbiters), lid 1, onder c), vastgestelde sublijst van voorzitters. De naam van die persoon wordt door middel van loting geselecteerd door de voorzitter van het Comité of diens vertegenwoordiger. De beslissing van deze persoon over de noodzaak tot vervanging van de voorzitter is definitief.

Indien die persoon beslist dat de oorspronkelijke voorzitter niet voldoet aan de vereisten van bijlage 8 (Gedragscode voor arbiters en bemiddelaars) en om die reden moet worden vervangen, wijst die persoon door loting een nieuwe voorzitter aan uit de overige personen op de krachtens artikel 3.23 (Lijst van arbiters), lid 1, onder c), vastgestelde sublijst van voorzitters. De nieuwe voorzitter wordt aangewezen binnen vijf dagen na de datum van indiening van het in dit punt bedoelde besluit.

24. De procedure voor het arbitragepanel wordt geschorst zolang de procedures bedoeld in de punten 21 tot en met 23 lopen.

Hoorzittingen

25. De voorzitter van het arbitragepanel stelt in overleg met de partijen en de arbiters de datum en het tijdstip van de hoorzitting vast. De voorzitter geeft de partijen schriftelijk bevestiging van de datum en het tijdstip. Tenzij de hoorzitting achter gesloten deuren plaatsvindt, wordt deze informatie door de partij die met de logistieke organisatie van de procedure is belast, tevens openbaar gemaakt. Tenzij een van de partijen hier bezwaar tegen heeft, kan het arbitragepanel besluiten geen hoorzitting te organiseren.

26. Het arbitragepanel kan aanvullende hoorzittingen organiseren indien de partijen zulks overeenkomen.
27. Gedurende de hoorzittingen zijn alle arbiters aanwezig.
28. De volgende personen kunnen een hoorzitting bijwonen, ongeacht of de procedure openstaat voor het publiek:
 - a) vertegenwoordigers van de partijen;
 - b) adviseurs van de partijen;
 - c) deskundigen;
 - d) administratief personeel, tolken, vertalers en notulisten; en
 - e) assistenten van de arbiters.
29. Alleen de vertegenwoordigers en adviseurs van de partijen en deskundigen kunnen het woord tot het arbitragepanel richten.
30. Uiterlijk vijf dagen voor de datum van een hoorzitting verstrekt elke partij het arbitragepanel een lijst met de namen van de personen die namens die partij op de hoorzitting pleidooien of uiteenzettingen zullen houden en van andere vertegenwoordigers of adviseurs die de hoorzitting zullen bijwonen.

31. Het arbitragepanel leidt de hoorzitting in de volgende volgorde, waarbij ervoor wordt gezorgd dat de klagende partij en de partij waartegen de klacht is gericht, evenveel tijd krijgen toegewezen:

Pleidooien

- a) pleidooi van de klagende partij;
- b) pleidooi van de partij waartegen de klacht gericht is.

Weerlegging

- a) antwoord van de klagende partij;
- b) repliek van de partij waartegen de klacht gericht is.

32. Het arbitragepanel kan de partijen of de deskundigen op elk ogenblik van de hoorzitting vragen stellen.

33. Het arbitragepanel ziet erop toe dat van elke hoorzitting een proces-verbaal wordt opgemaakt, dat zo spoedig mogelijk aan de partijen wordt verstrekt. De partijen kunnen opmerkingen maken over het proces-verbaal, die door het arbitragepanel in overweging kunnen worden genomen.

34. Binnen tien dagen na de datum van de hoorzitting kan elke partij een aanvullend schriftelijk stuk indienen over alle aspecten die tijdens de hoorzitting aan de orde zijn gekomen.

Schriftelijke vragen

35. Het arbitragepanel kan op elk ogenblik van de procedure schriftelijke vragen tot een of beide partijen richten. Elke partij ontvangt een kopie van de vragen van het arbitragepanel.
36. Een partij verstrekt de andere partij een kopie van haar schriftelijke antwoord op de vragen van het arbitragepanel. Elke partij krijgt de gelegenheid om binnen vijf dagen na de datum van ontvangst van het antwoord van de andere partij schriftelijke opmerkingen daarover maken.

Vertrouwelijkheid

- 37 Elke partij en haar adviseurs behandelen informatie die aan het arbitragepanel is voorgelegd en door de andere partij als vertrouwelijk is aangemerkt, vertrouwelijk. Wanneer een partij bij het arbitragepanel een vertrouwelijke versie van haar schriftelijke stukken indient, verstrekt zij op verzoek van de andere partij uiterlijk vijftien dagen na de datum van het verzoek of, indien dit later is, na de datum van indiening van de stukken, tevens een niet-vertrouwelijke samenvatting van de stukken, die openbaar mag worden gemaakt, en geeft zij aan waarom de niet-openbaar gemaakte informatie vertrouwelijk is. Niets in dit reglement belet dat een partij haar eigen standpunten openbaar maakt voor zover zij, wanneer zij naar door de andere partij verstrekte informatie verwijst, geen informatie openbaar maakt die door de andere partij als vertrouwelijk is aangemerkt. Het arbitragepanel komt achter gesloten deuren bijeen wanneer de stukken en pleidooien van een partij vertrouwelijke informatie bevatten. Wanneer een hoorzitting van het arbitragepanel achter gesloten deuren plaatsvindt, respecteren de partijen en hun adviseurs het vertrouwelijke karakter van de hoorzitting.

Eenzijdige contacten

38. Het arbitragepanel ontmoet een partij niet of communiceert niet met een partij in afwezigheid van de andere partij.
39. Een arbiter mag geen aspecten van de inhoud van de procedure met een of beide partijen bespreken in afwezigheid van de andere arbiters.

Bijdragen van *amici curiae*

40. Tenzij de partijen binnen drie dagen na de datum van instelling van het arbitragepanel anders overeenkomen, kan het arbitragepanel ongevraagde schriftelijke stukken van op het grondgebied van een partij gevestigde natuurlijke of rechtspersonen die onafhankelijk van de regeringen van de partijen zijn, in ontvangst nemen, op voorwaarde dat deze stukken binnen tien dagen na de datum van instelling van het arbitragepanel worden ingediend, beknopt zijn, in elk geval niet meer dan vijftien met dubbele regelafstand getypte bladzijden tellen en direct van belang zijn voor een feitelijke of juridische kwestie die door het arbitragepanel wordt onderzocht.
41. De schriftelijke bijdragen bevatten een beschrijving van de natuurlijke of rechtspersoon die het stuk indient, met inbegrip van zijn nationaliteit of plaats van vestiging, de aard van zijn activiteiten, zijn rechtsvorm, zijn algemene doelstellingen en zijn financieringsbron, en vermelden nadere gegevens over het belang dat de persoon heeft bij de arbitrageprocedure. De stukken worden opgesteld in de talen die de partijen overeenkomstig de punten 44 en 45 hebben gekozen.

42. Het arbitragepanel vermeldt in zijn uitspraak alle stukken die het overeenkomstig de punten 40 en 41 heeft ontvangen. Het arbitragepanel is niet verplicht in zijn uitspraak op de in die stukken naar voren gebrachte argumenten in te gaan. De stukken worden verstrekt aan de partijen, zodat zij hierover opmerkingen kunnen maken. De opmerkingen van de partijen worden binnen tien dagen ingediend en worden door het arbitragepanel in overweging genomen.

Dringende gevallen

43. In dringende gevallen als bedoeld in hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst) kan het arbitragepanel de in deze regels vastgestelde termijnen na raadpleging van de partijen zo nodig aanpassen, in welk geval het de partijen hiervan in kennis stelt.

Vertaling en vertolking

44. Tijdens het in artikel 3.3 (Overleg) bedoelde overleg, en uiterlijk op de datum van de in artikel 3.8 (Geschillenbeslechtsprocedures van arbitragepanel), lid 2, bedoelde bijeenkomst, proberen de partijen tot overeenstemming te komen over een gemeenschappelijke werktal voor de procedure voor het arbitragepanel.
45. Indien de partijen niet tot overeenstemming komen over een gemeenschappelijke werktal, dient elke partij haar schriftelijke stukken in in de door haar gekozen taal, die een van de werktalen van de WTO moet zijn.

46. Uitspraken van het arbitragepanel worden gedaan in de door de partijen gekozen taal of talen.
47. Elke partij kan opmerkingen maken over de nauwkeurigheid van een overeenkomstig deze regels gemaakte vertaling van een document.
48. Eventuele kosten voor het vertalen van een uitspraak van het arbitragepanel worden gelijkkelijk door de partijen gedragen.

Andere procedures

49. Deze regels zijn ook van toepassing op procedures uit hoofde van de artikelen 3.3 (Overleg), 3.13 (Redelijke termijn voor naleving), 3.14 (Nieuw onderzoek van maatregelen tot naleving van eindverslag), 3.15 (Tijdelijke maatregelen bij niet-naleving) en 3.16 (Onderzoek van nalevingsmaatregelen getroffen na vaststelling van tijdelijke maatregelen tegen niet-naleving). De in dit reglement vermelde termijnen worden vervangen door de bijzondere termijnen welke in die procedures voor de vaststelling van een uitspraak door het arbitragepanel zijn bepaald.

GEDRAGSCODE VOOR ARBITERS EN BEMIDDELAARS

Definities

1. Voor de toepassing van deze gedragscode wordt verstaan onder:
 - a) "arbiter": een lid van een krachtens artikel 3.7 (Instelling van arbitragepanel) ingesteld arbitragepanel;
 - b) "assistent": een persoon die in het kader van het mandaat van een arbiter voor die arbiter onderzoek verricht of ondersteunende taken uitvoert;
 - c) "kandidaat": een persoon wiens naam voorkomt op de in artikel 3.23 (Lijst van arbiters) bedoelde lijst van arbiters en wiens aanwijzing als lid van een arbitragepanel overeenkomstig artikel 3.7 (Instelling van arbitragepanel) wordt overwogen;
 - d) "bemiddelaar": een persoon die een bemiddelingsprocedure overeenkomstig bijlage 9 (Bemiddelingsmechanisme) leidt;

- e) "procedure": tenzij anders gespecificeerd, een geschillenbeslechtsprocedure voor een arbitragepanel overeenkomstig hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst); en
- f) "personeel": met betrekking tot een arbiter, andere personen dan assistenten die onder de leiding en het toezicht van die arbiter werkzaam zijn.

Verantwoordelijkheden

- 2. Kandidaten en arbiters vermijden laakbaar gedrag en de schijn van laakbaar gedrag, zijn onafhankelijk en onpartijdig, vermijden directe en indirecte belangenconflicten en nemen bij hun gedrag de hoogste normen in acht, teneinde de integriteit en onpartijdigheid van het geschillenbeslechtsmechanisme te garanderen. Voormalige arbiters leven de verplichtingen in de punten 15 tot en met 18 van deze gedragscode na.

Openbaarmakingsplicht

- 3. Voorafgaand aan de benoeming als arbiter op grond van hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst) geven de kandidaten opening van zaken over alle belangen, relaties of aangelegenheden die van invloed kunnen zijn op hun onafhankelijkheid of onpartijdigheid, of waarvan redelijkerwijs kan worden aangenomen dat daardoor de schijn van laakbaar gedrag of partijdigheid in de procedure wordt gewekt. Daartoe stellen de kandidaten alles in het werk wat redelijkerwijs in hun vermogen ligt om na te gaan of er sprake is van dergelijke belangen, relaties of aangelegenheden.

4. Kandidaten of arbiters richten schriftelijke mededelingen betreffende feitelijke of mogelijke schendingen van deze gedragscode tot het Comité, ter overweging door de partijen.
5. Na hun benoeming blijven arbiters alles in het werk stellen wat redelijkerwijs in hun vermogen ligt om na te gaan of er sprake is van de in punt 3 van deze gedragscode bedoelde belangen, relaties of aangelegenheden en maken zij deze in voorkomend geval openbaar door het Comité daarvan schriftelijk in kennis te stellen, ter overweging door de partijen. Op grond van de verplichting tot openbaarmaking zijn arbiters voortdurend gehouden dergelijke belangen, relaties en aangelegenheden openbaar te maken wanneer deze zich tijdens de procedure voordoen.

Taken van arbiters

6. Gedurende de gehele procedure zijn arbiters beschikbaar voor en kwijten zich nauwgezet, snel en op billijke wijze van hun taken.
7. De arbiters onderzoeken uitsluitend vragen die in de procedure aan de orde worden gesteld en voor de uitspraak noodzakelijk zijn en delegeren deze taak niet aan een andere persoon.
8. De arbiters nemen alle nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat hun assistenten en personeel bekend zijn met de punten 2, 3, 4, 5, 16, 17 en 18 van deze gedragscode en deze naleven.
9. De arbiters onthouden zich van eenzijdige contacten in verband met de procedure.

Onafhankelijkheid en onpartijdigheid van arbiters

10. De arbiters vermijden de schijn van partijdigheid en laten zich niet leiden door eigenbelang, druk van buitenaf, politieke overwegingen, publieke protesten, loyaliteit aan een partij of vrees voor kritiek.
11. De arbiters gaan direct noch indirect verplichtingen aan en aanvaarden geen voordelen die op welke wijze dan ook de goede uitoefening van hun taken zou verstoren of lijken te verstoren.
12. De arbiters gebruiken hun positie als lid van het arbitragepanel niet om persoonlijke of particuliere belangen te dienen en onthouden zich van handelingen die de indruk kunnen wekken dat anderen in een bijzondere positie verkeren waardoor zij invloed op hen kunnen uitoefenen.
13. De arbiters laten hun gedrag of oordeel niet beïnvloeden door financiële, zakelijke, professionele, persoonlijke of sociale relaties of verantwoordelijkheden.
14. De arbiters gaan geen relaties aan en verwerven geen financiële belangen die hun onpartijdigheid in het gedrang kunnen brengen of wanneer redelijkerwijs kan worden aangenomen dat daardoor de schijn van laakbaar gedrag of partijdigheid wordt gewekt.

Verplichtingen van voormalige arbiters

15. Alle voormalige arbiters onthouden zich van handelingen die de schijn kunnen wekken dat zij bij de uitvoering van hun taken niet onpartijdig waren of dat zij voordeel hebben ontleend aan de besluiten of uitspraken van het arbitragepanel.

Vertrouwelijkheid

16. De arbiters of voormalige arbiters mogen op geen enkel ogenblik niet-openbare, een procedure betreffende of tijdens een procedure verkregen informatie openbaar maken of gebruiken, behalve ten behoeve van die procedure, en mogen deze informatie in geen geval openbaar maken of gebruiken om persoonlijk voordeel te behalen, anderen voordeel te verschaffen of de belangen van anderen ongunstig te beïnvloeden.
17. De arbiters mogen uitspraken van het arbitragepanel of delen daarvan niet openbaar maken voordat zij overeenkomstig hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst), worden bekendgemaakt.
18. De arbiters of voormalige arbiters maken op geen enkel tijdstip informatie over de beraadslagingen van het arbitragepanel of over het standpunt van een arbiter openbaar.

Kosten

19. Elke arbiter houdt de aan de procedure bestede tijd en de hiervoor gedane uitgaven, alsmede de door hun assistenten en personeel hieraan bestede tijd en hiervoor gedane uitgaven, bij en legt hiervan een eindafrekening over.

Bemiddelaars

20. Deze gedragscode is *mutatis mutandis* van toepassing op bemiddelaars.

BEMIDDELINGSMECHANISME

ARTIKEL 1

Doelstelling

Deze bijlage heeft tot doel te bevorderen dat door middel van de in artikel 3.4 (Bemiddelingsmechanisme) bedoelde alomvattende en snelle procedure en met behulp van een bemiddelaar onderling overeengekomen oplossingen worden bereikt.

AFDELING A

BEMIDDELINGSPROCEDURE

ARTIKEL 2

Verzoek om informatie

1. Vóór de inleiding van de bemiddelingsprocedure kan een partij te allen tijde en schriftelijk verzoeken om informatie over een maatregel die de investeringen tussen de partijen ongunstig beïnvloedt. De partij waaraan het verzoek gericht is, verstrekt binnen twintig dagen een schriftelijk antwoord dat haar opmerkingen over de informatie in het verzoek bevat.

2. Wanneer de partij waaraan het verzoek gericht is van mening is dat een antwoord binnen twintig dagen niet haalbaar is, brengt zij de verzoekende partij op de hoogte van de redenen voor de vertraging, en geeft zij haar een inschatting van de kortst mogelijke termijn waarbinnen zij zal kunnen antwoorden.

ARTIKEL 3

Inleiding van bemiddelingsprocedure

1. Een partij kan te allen tijde verzoeken dat de andere partij deelneemt aan een bemiddelingsprocedure. Een dergelijk verzoek wordt aan de andere partij schriftelijk gedaan. Het verzoek bevat voldoende details om de zorgen van de verzoekende partij daarin duidelijk tot uitdrukking te laten komen en:
 - a) vermeldt om welke specifieke maatregel het gaat;
 - b) bevat een verklaring inzake de vermeende ongunstige gevolgen voor de investeringen tussen de partijen die de maatregel volgens de verzoekende partij heeft of zou kunnen hebben; en
 - c) legt uit wat volgens de verzoekende partij het verband tussen die gevolgen en de maatregel is.
2. De bemiddelingsprocedure kan alleen met wederzijdse instemming van de partijen worden ingeleid. De partij waaraan een verzoek op grond van lid 1 gericht is, neemt dit in welwillende overweging en antwoordt binnen tien dagen na de datum van ontvangst ervan met een schriftelijke inwilliging of afwijzing.

ARTIKEL 4

Keuze van bemiddelaar

1. Na de inleiding van de bemiddelingsprocedure streven de partijen ernaar om uiterlijk vijftien dagen na de datum van ontvangst van het in artikel 3 (Inleiding van bemiddelingsprocedure), lid 2, van deze bijlage bedoelde antwoord op het verzoek overeenstemming over een bemiddelaar te bereiken.
2. Indien de partijen binnen de in lid 1 vastgestelde termijn geen overeenstemming kunnen bereiken over een bemiddelaar, kan elk van de partijen de voorzitter van het Comité, of zijn vertegenwoordiger, verzoeken de bemiddelaar door middel van loting te selecteren uit de overeenkomstig artikel 3.23 (Lijst van arbiters) opgestelde lijst. De vertegenwoordigers van de partijen worden tijdig uitgenodigd om bij de loting aanwezig te zijn. In elk geval vindt de loting plaats in tegenwoordigheid van de partij of de partijen die daarbij aanwezig is/zijn.
3. De voorzitter van het Comité of diens vertegenwoordiger wijst binnen vijf werkdagen na het in lid 2 bedoelde antwoord van een partij de bemiddelaar aan.
4. Indien de in artikel 3.23 (Lijst van arbiters) bedoelde lijst op het tijdstip van indiening van een verzoek als bedoeld in artikel 3 (Inleiding van bemiddelingsprocedure) van deze bijlage niet is opgesteld, wordt de bemiddelaar door middel van loting geselecteerd uit de personen die door een van de partijen of door beide partijen formeel zijn voorgedragen.
5. Een bemiddelaar mag geen onderdaan van een van de partijen zijn, tenzij de partijen anders overeenkomen.

6. De bemiddelaar is de partijen op onpartijdige en transparante wijze behulpzaam bij het scheppen van duidelijkheid over de maatregel en de mogelijke gevolgen ervan voor investeringen, en bij het bereiken van een onderling overeengekomen oplossing. Bijlage 8 (Gedragscode voor arbiters en bemiddelaars) is *mutatis mutandis* van toepassing op bemiddelaars. De punten 3 tot en met 7 (Kennisgevingen) en 44 tot en met 48 (Vertaling en vertolking) van bijlage 7 (Reglement van orde) zijn *mutatis mutandis* van toepassing.

ARTIKEL 5

Regels voor bemiddelingsprocedure

1. Binnen tien dagen na de datum van aanstelling van de bemiddelaar legt de partij die de bemiddelingsprocedure heeft ingeleid, schriftelijk een gedetailleerde beschrijving van het probleem voor aan de bemiddelaar en de andere partij, in het bijzonder van de werking van de maatregel in kwestie en de gevolgen daarvan voor investeringen. Binnen twintig dagen na de datum van indiening van deze beschrijving kan de andere partij schriftelijk opmerkingen over de beschrijving van het probleem indienen. Elke partij mag in haar beschrijving of opmerkingen alle door haar relevant geachte informatie opnemen.
2. De bemiddelaar kan bepalen wat de meest geschikte wijze is om duidelijkheid te scheppen over de betrokken maatregel en de mogelijke gevolgen ervan voor investeringen. Hij kan met name bijeenkomsten tussen de partijen organiseren, de partijen gezamenlijk of afzonderlijk raadplegen, verzoeken om bijstand van of overleg plegen met deskundigen en belanghebbenden op het betrokken gebied alsmede aanvullende ondersteuning bieden waarom de partijen hebben verzocht. Alvorens om bijstand van deskundigen en belanghebbenden op het betrokken gebied te verzoeken of overleg met hen te plegen, overlegt de bemiddelaar met de partijen.

3. De bemiddelaar kan advies aanbieden en een oplossing voorstellen ter overweging door de partijen, die de voorgestelde oplossing kunnen aanvaarden of afwijzen dan wel het over een andere oplossing eens kunnen worden. De bemiddelaar onthoudt zich van advies of opmerkingen over de verenigbaarheid van de maatregel in kwestie met de bepalingen van deze overeenkomst.
4. De bemiddelingsprocedure vindt plaats op het grondgebied van de partij waaraan het verzoek gericht is, of op enige andere locatie of op enige andere wijze waarover onderling overeenstemming is bereikt.
5. De partijen trachten binnen zestig dagen na de aanwijzing van een bemiddelaar een onderling overeengekomen oplossing te vinden. Zolang geen definitieve overeenstemming is bereikt, kunnen de partijen eventuele tussentijdse oplossingen overwegen, met name wanneer de maatregel betrekking heeft op bederfelijke waren.
6. De oplossing kan worden goedgekeurd door middel van een besluit van het Comité. Elke partij kan een dergelijke oplossing afhankelijk maken van de voltooiing van de nodige interne procedures. Onderling overeengekomen oplossingen worden openbaar gemaakt. De openbaar gemaakte versie mag geen informatie bevatten die door een partij als vertrouwelijk is aangemerkt.
7. Op verzoek van de partijen legt de bemiddelaar de partijen een schriftelijk ontwerp van feitenverslag voor, dat een korte samenvatting bevat van:
 - a) de maatregel waarop de bemiddelingsprocedure betrekking heeft;
 - b) de gevolgde procedure; en

- c) in voorkomend geval, de onderling overeengekomen oplossing waartoe de bemiddelingsprocedure uiteindelijk heeft geleid, met inbegrip van eventuele tussentijdse oplossingen.

De bemiddelaar biedt de partijen vijftien dagen de gelegenheid om hun opmerkingen over het ontwerp van feitenverslag kenbaar te maken. Na bestudering van de binnen die termijn ingediende opmerkingen van de partijen legt de bemiddelaar de partijen binnen vijftien dagen schriftelijk een definitief feitenverslag voor. Het feitenverslag mag geen interpretatie van deze overeenkomst bevatten.

8. De bemiddelingsprocedure wordt beëindigd door:

- a) de goedkeuring van een door de partijen onderling overeengekomen oplossing, op de datum van goedkeuring ervan;
- b) onderlinge overeenstemming van de partijen in de loop van de bemiddelingsprocedure, op de datum waarop die overeenstemming is bereikt;
- c) een schriftelijke verklaring van de bemiddelaar, na overleg met de partijen, dat verdere bemiddelingsinspanningen geen nut hebben, op de datum van die verklaring; of
- d) een schriftelijke verklaring van een partij nadat onderling overeengekomen oplossingen in de bemiddelingsprocedure zijn onderzocht en adviezen en voorgestelde oplossingen van de bemiddelaar in overweging zijn genomen, op de datum van die verklaring.

AFDELING B

TENUITVOERLEGGING

ARTIKEL 6

Tenuitvoerlegging van onderling overeengekomen oplossing

1. Wanneer de partijen overeenstemming over een oplossing hebben bereikt, neemt elke partij de maatregelen die noodzakelijk zijn om de onderling overeengekomen oplossing binnen de overeengekomen termijn ten uitvoer te leggen.
2. De tenuitvoerleggende partij stelt de andere partij schriftelijk in kennis van alle stappen of maatregelen die zij voor de tenuitvoerlegging van de onderling overeengekomen oplossing heeft ondernomen respectievelijk getroffen.

AFDELING C

ALGEMENE BEPALINGEN

ARTIKEL 7

Vertrouwelijkheid en verhouding tot geschillenbeslechting

1. Tenzij de partijen anders overeenkomen en onverminderd het bepaalde in artikel 5 (Regels voor bemiddelingsprocedure), lid 6, van deze bijlage, zijn alle fasen van de bemiddelingsprocedure, met inbegrip van adviezen of voorgestelde oplossingen, vertrouwelijk. Elke partij mag echter openbaar maken dat bemiddeling plaatsvindt.

2. De bemiddelingsprocedure laat de rechten en verplichtingen van de partijen uit hoofde van hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting) of van enige andere overeenkomst onverlet.
3. Overleg uit hoofde van hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting) alvorens de bemiddelingsprocedure wordt ingeleid, is niet verplicht. Een partij moet evenwel zelf een beroep doen op de andere bepalingen van deze overeenkomst inzake samenwerking of overleg voordat de bemiddelingsprocedure wordt ingeleid.
4. Een partij mag zich in andere geschillenbeslechtingsprocedures in het kader van deze overeenkomst of enige andere overeenkomst niet baseren op of niet als bewijs gebruiken en een panel mag geen rekening houden met:
 - a) door de andere partij in de bemiddelingsprocedure ingenomen standpunten of in het kader van artikel 5 (Regels voor bemiddelingsprocedure), lid 2, van deze bijlage verzamelde informatie;
 - b) het feit dat de andere partij zich bereid heeft verklaard een oplossing te aanvaarden voor de maatregel waarop de bemiddeling betrekking had; of
 - c) door de bemiddelaar gedane voorstellen of gegeven adviezen.
5. Bemiddelaars mogen niet fungeren als arbiter of lid van een panel in een geschillenbeslechtingsprocedure uit hoofde van deze overeenkomst of de WTO-overeenkomst met betrekking tot een aangelegenheid waarin zij hebben bemiddeld.

ARTIKEL 8

Termijnen

Alle in deze bijlage vermelde termijnen kunnen met wederzijdse instemming van de partijen worden gewijzigd.

ARTIKEL 9

Kosten

1. Elke partij draagt haar eigen kosten in verband met deelname aan de bemiddelingsprocedure.
2. De partijen dragen gezamenlijk en elk voor een gelijk deel de kosten voor organisatorische aangelegenheden, met inbegrip van de honoraria en de kosten van de bemiddelaar. Het honorarium van de bemiddelaar is hetzelfde als het honorarium dat overeenkomstig bijlage 7 (Reglement van orde), punt 12, is voorzien voor de voorzitter van een arbitragepanel.

**BEMIDDELINGSMECHANISME VOOR BESLECHTING VAN GESCHILLEN
TUSSEN INVESTEERDERS EN PARTIJEN**

ARTIKEL 1

Doelstelling

Het bemiddelingsmechanisme heeft tot doel te bevorderen dat door middel van een in artikel 3.31 (Bemiddeling) bedoelde alomvattende en snelle procedure en met behulp van een bemiddelaar een onderling overeengekomen oplossing wordt bereikt.

AFDELING A

PROCEDURE IN KADER VAN BEMIDDELINGSMECHANISME

ARTIKEL 2

Inleiding van procedure

1. Elke partij bij een geschil kan te allen tijde verzoeken om inleiding van een bemiddelingsprocedure. Een dergelijk verzoek wordt aan de andere partij schriftelijk gedaan.

2. Wanneer het verzoek betrekking heeft op een vermeende schending van deze overeenkomst door de autoriteiten van de Unie of de autoriteiten van een lidstaat van de Unie wordt het gericht tot de verweerder, zoals bepaald overeenkomstig artikel 3.32 (Bericht van voornemen tot instelling van vordering). Wanneer niet is vastgesteld wie de verweerder is, wordt het verzoek gericht tot de Unie. Indien het verzoek wordt ingewilligd, wordt daarbij bepaald of de Unie of de betrokken lidstaat van de Unie partij is bij de bemiddeling¹.
3. De partij bij het geschil waaraan het verzoek gericht is, neemt het verzoek in welwillende overweging en aanvaardt of verwierpt het schriftelijk binnen 45 dagen of, indien het verzoek wordt ingediend na een verzoek om overleg dat is ingediend overeenkomstig artikel 3.30 (Overleg), binnen dertig werkdagen na ontvangst ervan.
4. Het verzoek omvat:
 - a) een samenvatting van de meningsverschillen of geschillen, waaronder, in voorkomend geval, een identificatie van de relevante rechtsinstrumenten die volstaan om de kwestie die aanleiding geeft tot het verzoek in kaart te brengen;
 - b) de namen en contactgegevens van de verzoekende partij en haar vertegenwoordigers; en

¹ Voor alle duidelijkheid: wanneer het verzoek betrekking heeft op behandeling door de Unie, is de Unie partij bij de bemiddelingsprocedure en wordt elke betrokken lidstaat van de Unie volledig bij de bemiddelingsprocedure betrokken. Wanneer het verzoek uitsluitend betrekking heeft op behandeling door een lidstaat van de Unie, is de betrokken lidstaat van de Unie partij bij de bemiddelingsprocedure, tenzij die lidstaat de Unie verzoekt partij bij de bemiddelingsprocedure te zijn.

- c) hetzij een verwijzing naar het akkoord om gebruik te maken van bemiddeling of een verzoek aan de andere partij of partijen bij het geschil om gebruik te maken van bemiddeling in het kader van dit bemiddelingsmechanisme.

ARTIKEL 3

Keuze van bemiddelaar

1. Indien beide partijen bij het geschil instemmen met een bemiddelingsprocedure, streven de partijen bij het geschil ernaar binnen vijftien werkdagen na de ontvangst van het antwoord op het verzoek overeenstemming te bereiken over de keuze van een bemiddelaar.
2. Indien de partijen bij het geschil binnen de gestelde termijn geen overeenstemming kunnen bereiken over de keuze van de bemiddelaar, kan elke partij bij het geschil de president van het Gerecht verzoeken om door loting een bemiddelaar te selecteren uit de leden van het Gerecht die geen onderdaan zijn van een lidstaat van de Unie noch van Vietnam.
3. De president van het Gerecht wijst binnen vijf werkdagen na het in lid 2 bedoelde verzoek de bemiddelaar aan.
4. De bemiddelaar helpt de partijen bij het geschil op onpartijdige en transparante wijze tot een onderling overeengekomen oplossing te komen.

ARTIKEL 4

Regels voor bemiddelingsprocedure

1. Zo spoedig mogelijk na de aanwijzing van de bemiddelaar bespreekt de bemiddelaar met de partijen bij het geschil persoonlijk, per telefoon of door middel van een andere wijze van communicatie:
 - a) het verloop van de bemiddeling, met name alle nog uitstaande procedurele kwesties zoals de talen waarin en de plaats waar de bemiddeling zal plaatsvinden;
 - b) een voorlopig tijdschema voor het verloop van de bemiddeling;
 - c) eventuele juridische verplichtingen tot openbaarmaking die relevant kunnen zijn voor het verloop van de bemiddeling;
 - d) of de partijen bij het geschil schriftelijk ermee akkoord wensen te gaan dat zij zolang de bemiddeling loopt, niet beginnen of niet doorgaan met een andere procedure voor de beslechting van meningsverschillen of geschillen waarop de bemiddeling betrekking heeft;
 - e) of bijzondere regelingen moeten worden getroffen voor de goedkeuring van een schikking; en
 - f) de financiële regelingen, zoals de berekening en de betaling van de honoraria en de kosten van de bemiddelaar overeenkomstig artikel 8 (Kosten) van deze bijlage.

2. De bemiddelaar kan bepalen wat de meest geschikte wijze is om duidelijkheid te scheppen over de maatregel in kwestie. Hij kan met name bijeenkomsten tussen de partijen bij het geschil organiseren, de partijen bij het geschil gezamenlijk of afzonderlijk raadplegen, verzoeken om bijstand van of overleg plegen met deskundigen en belanghebbenden op het betrokken gebied alsmede aanvullende ondersteuning bieden waarom de partijen bij het geschil hebben verzocht. Alvorens om bijstand van deskundigen en belanghebbenden op het betrokken gebied te verzoeken of overleg met hen te plegen, overlegt de bemiddelaar evenwel met de partijen bij het geschil.
3. De bemiddelaar kan advies aanbieden en een oplossing voorstellen ter overweging door de partijen bij het geschil, die de voorgestelde oplossing kunnen aanvaarden of afwijzen dan wel het over een andere oplossing eens kunnen worden. De bemiddelaar onthoudt zich evenwel van advies of opmerkingen over de verenigbaarheid van de maatregel in kwestie met deze overeenkomst.
4. De procedure vindt plaats op het grondgebied van de betrokken partij, of op enige andere locatie of op enige andere wijze waarover onderling overeenstemming is bereikt.
5. Onverminderd lid 1, onder b), streven de partijen bij het geschil ernaar binnen zestig dagen na de aanwijzing van de bemiddelaar tot een onderling overeengekomen oplossing te komen. Zolang geen definitieve overeenstemming is bereikt, kunnen de partijen bij het geschil eventuele tussentijdse oplossingen overwegen.
6. Wanneer zij optreden als partij bij een bemiddelingsprocedure mogen de Unie, een lidstaat van de Unie of Vietnam onderling overeengekomen oplossingen openbaar maken, behoudens informatie die als vertrouwelijk of beschermd is aangemerkt.

7. De procedure wordt beëindigd door:

- a) de goedkeuring van een door de partijen bij het geschil onderling overeengekomen oplossing, op de datum van goedkeuring;
- b) een schriftelijke verklaring van de bemiddelaar, na overleg met de partijen bij het geschil, dat verdere bemiddelingsinspanningen geen nut hebben; of
- c) de schriftelijke opzegging door een partij bij het geschil.

AFDELING B

TENUITVOERLEGGING

ARTIKEL 5

Tenuitvoerlegging van onderling overeengekomen oplossing

1. Wanneer overeenstemming over een oplossing is bereikt, streeft elke partij bij het geschil ernaar de maatregelen te nemen die noodzakelijk zijn om de onderling overeengekomen oplossing binnen de overeengekomen termijn ten uitvoer te leggen.
2. De tenuitvoerleggende partij bij het geschil stelt de andere partij bij het geschil schriftelijk in kennis van alle stappen of maatregelen die zij voor de tenuitvoerlegging van de onderling overeengekomen oplossing heeft ondernomen respectievelijk getroffen.

3. Op verzoek van de partijen bij het geschil legt de bemiddelaar de partijen bij het geschil een schriftelijk ontwerp van feitenverslag voor, dat een korte samenvatting bevat van:
 - a) de maatregel waarop de procedure betrekking heeft;
 - b) de gevolgde procedure; en
 - c) in voorkomend geval, de onderling overeengekomen oplossing waartoe die procedure uiteindelijk heeft geleid, met inbegrip van eventuele tussentijdse oplossingen.
4. De bemiddelaar biedt de partijen bij het geschil vijftien werkdagen de gelegenheid om hun opmerkingen over het ontwerp van feitenverslag kenbaar te maken. Na bestudering van de binnen die termijn ingediende opmerkingen van de partijen bij het geschil legt de bemiddelaar de partijen bij het geschil binnen vijftien werkdagen schriftelijk een definitief feitenverslag voor. Het feitenverslag mag geen interpretatie van deze overeenkomst bevatten.

AFDELING C

ALGEMENE BEPALINGEN

ARTIKEL 6

Verhouding tot geschillenbeslechting

1. De procedure in het kader van dit bemiddelingsmechanisme is niet bedoeld om als basis voor geschillenbeslechtsprocedures in het kader van deze of enige andere overeenkomst te dienen. Een partij bij het geschil mag zich in dergelijke geschillenbeslechtsprocedures niet beroepen op of niet als bewijs gebruiken en een orgaan dat een uitspraak doet mag geen rekening houden met:
 - a) door een partij bij het geschil in de bemiddelingsprocedure ingenomen standpunten;
 - b) het feit dat een partij bij het geschil zich bereid heeft verklaard een oplossing te aanvaarden voor de maatregel waarop de bemiddeling betrekking had; of
 - c) door de bemiddelaar gedane voorstellen of gegeven adviezen.
2. Behoudens een overeenkomst op grond van artikel 4 (Regels voor bemiddelingsprocedure), lid 1, onder d), van deze bijlage, laat het bemiddelingsmechanisme de rechten en verplichtingen van de partijen bij de overeenkomst en de partijen bij het geschil uit hoofde van hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting) onverlet.

3. Tenzij de partijen bij het geschil anders overeenkomen en onverminderd het bepaalde in artikel 4 (Regels voor bemiddelingsprocedure), lid 6, van deze bijlage, zijn alle fasen van de procedure, met inbegrip van adviezen of voorgestelde oplossingen, vertrouwelijk. Elke partij bij het geschil mag echter openbaar maken dat bemiddeling plaatsvindt.

ARTIKEL 7

Termijnen

Alle in deze bijlage vermelde termijnen kunnen met wederzijdse instemming van de partijen bij het geschil worden gewijzigd.

ARTIKEL 8

Kosten

1. Elke partij bij het geschil draagt haar eigen kosten in verband met deelname aan de bemiddelingsprocedure.
2. De partijen bij het geschil dragen gezamenlijk en elk voor een gelijk deel de kosten voor organisatorische aangelegenheden, met inbegrip van de honoraria en de kosten van de bemiddelaar. Het honorarium van de bemiddelaar is in overeenstemming met het honorarium waarin artikel 3.38 (Gerecht), lid 16, voorziet voor de leden van het Gerecht.

GEDRAGSCODE VOOR LEDEN VAN GERECHT,
LEDEN VAN BEROEPSINSTANTIE EN BEMIDDELAARS

ARTIKEL 1

Definities

Voor de toepassing van deze gedragscode wordt verstaan onder:

- a) "lid": een lid van het op grond van afdeling B (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen) ingestelde Gerecht of een lid van de op grond van die afdeling ingestelde Beroepsinstantie;
- b) "bemiddelaar": een persoon die een bemiddelingsprocedure overeenkomstig artikel 3.31 (Bemiddeling) en bijlage 10 (Bemiddelingsmechanisme voor geschillen tussen investeerders en partijen) leidt;
- c) "kandidaat": een persoon wiens aanwijzing als lid van het Gerecht of van de Beroepsinstantie wordt overwogen;
- d) "assistent": een persoon die binnen het kader van het mandaat van een lid dat lid bijstaat bij zijn onderzoek of hem ondersteunt bij zijn taken;

- e) "personeel": met betrekking tot een lid, andere personen dan assistenten die onder zijn leiding en toezicht werkzaam zijn.

ARTIKEL 2

Verantwoordelijkheden in kader van procedure

Kandidaten en leden vermijden laakbaar gedrag en de schijn van laakbaar gedrag, zijn onafhankelijk en onpartijdig, en vermijden directe en indirecte belangenconflicten.

ARTIKEL 3

Openbaarmakingsplicht

1. Voorafgaand aan hun aanwijzing geven de kandidaten aan de partijen opening van zaken over alle tegenwoordige en vroegere belangen, relaties of aangelegenheden die van invloed kunnen zijn op hun onafhankelijkheid of onpartijdigheid of waarvan redelijkerwijs kan worden aangenomen dat zij de schijn van laakbaar gedrag of partijdigheid zouden kunnen wekken. Daartoe stellen de kandidaten alles in het werk wat redelijkerwijs in hun vermogen ligt om na te gaan of er sprake is van dergelijke belangen, relaties of aangelegenheden.
2. De leden richten mededelingen betreffende feitelijke of mogelijke schendingen van deze gedragscode schriftelijk aan de partijen bij het geschil.

3. De leden blijven te allen tijde alles in het werk stellen wat in hun vermogen ligt om na te gaan of er sprake is van de in lid 1 bedoelde belangen, relaties of aangelegenheden. De leden geven aan de partijen bij het geschil opening van zaken over dergelijke belangen, relaties of aangelegenheden¹.

ARTIKEL 4

Taken van leden

1. De leden voeren hun taken gedurende de gehele procedure nauwgezet, snel en naar billijkheid uit.
2. De leden onderzoeken uitsluitend vragen die in de procedure aan de orde worden gesteld en voor de uitspraak noodzakelijk zijn en delegeren deze taak niet aan een andere persoon.
3. De leden nemen alle nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat hun assistenten en personeel bekend zijn met de artikelen 2, 3, 5 en 7 van deze gedragscode en deze naleven.
4. De leden mogen geen enkel aspect van de inhoud van de procedure bespreken met een partij bij het geschil of de partijen bij het geschil wanneer de andere leden van de formatie van het Gerecht of de Beroepsinstantie daar niet bij aanwezig zijn.

¹ Voor alle duidelijkheid: deze verplichting geldt niet voor informatie die reeds openbaar is of aan alle partijen bij het geschil bekend was of redelijkerwijs bekend had moeten zijn.

ARTIKEL 5

Onafhankelijkheid en onpartijdigheid van leden

1. De leden zijn onafhankelijk en onpartijdig, vermijden de schijn van laakbaar gedrag of partijdigheid en laten zich niet leiden door eigenbelang, druk van buitenaf, politieke overwegingen, publieke protesten, loyaliteit aan een partij of een partij bij het geschil of vrees voor kritiek.
2. De leden gaan direct noch indirect verplichtingen aan en aanvaarden geen voordelen die op welke wijze dan ook de goede uitvoering van hun taken zouden verstoren of lijken te verstoren.
3. De leden gebruiken hun positie als lid niet om persoonlijke of particuliere belangen te dienen en onthouden zich van handelingen die de indruk kunnen wekken dat anderen in een bijzondere positie verkeren waardoor zij invloed op hen kunnen uitoefenen.
4. De leden laten hun gedrag of oordeel niet beïnvloeden door financiële, zakelijke, professionele, familiale of sociale relaties of taken.
5. De leden gaan geen relaties aan en verwerven geen financiële belangen die hun onpartijdigheid in het gedrag kunnen brengen of wanneer redelijkerwijs kan worden aangenomen dat daardoor de schijn van laakbaar gedrag of partijdigheid wordt gewekt¹.

¹ Voor alle duidelijkheid: het feit dat een lid een inkomen ontvangt van een overheid of een familieband heeft met een persoon die een inkomen ontvangt van de overheid wordt op zich niet geacht in te druisen tegen de leden 2 en 5.

ARTIKEL 6

Verplichtingen van voormalige leden

1. Alle voormalige leden onthouden zich van handelingen die de schijn kunnen wekken dat zij bij de uitvoering van hun taken niet onpartijdig waren of dat zij voordeel hebben ontleend aan de beslissingen of uitspraken van het Gerecht of van de Beroepsinstantie.
2. Onverminderd artikel 3.38 (Gerecht), lid 5, en artikel 3.39 (Beroepsinstantie), lid 9, verbinden de leden zich ertoe om na afloop van hun mandaat op geen enkele wijze deel te nemen aan:
 - a) investeringsgeschillen die vóór afloop van hun mandaat aanhangig waren bij het Gerecht of bij de Beroepsinstantie;
 - b) investeringsgeschillen die zij als lid van het Gerecht of de Beroepsinstantie hebben behandeld en andere geschillen die feiten gemeen hebben met dergelijke geschillen of die voortvloeien uit dezelfde gebeurtenissen en omstandigheden als die geschillen.
3. De leden verbinden zich ertoe om gedurende een periode van drie jaar na afloop van hun mandaat niet op te treden als vertegenwoordiger van een van de partijen bij investeringsgeschillen die aanhangig zijn bij het Gerecht of bij de Beroepsinstantie.

4. Indien de president van het Gerecht of van de Beroepsinstantie ervan in kennis wordt gesteld of anderszins verneemt dat een voormalig lid van het Gerecht of van de Beroepsinstantie zou hebben gehandeld in strijd met de verplichtingen als bedoeld in de leden 1 tot en met 3, onderzoekt de president van het Gerecht of van de Beroepsinstantie, naargelang het geval, de aangelegenheid, stelt hij het voormalige lid in de gelegenheid te worden gehoord, en geeft hij na verificatie daarvan kennis aan:
- a) de beroepsorde of een vergelijkbare instantie waarbij het voormalige lid is aangesloten;
 - b) de partijen; en
 - c) de president van enig ander relevant investeringsgerecht of enige andere relevante investeringsberoepsinstantie met het oog op het treffen van passende maatregelen.

De president van het Gerecht of van de Beroepsinstantie maakt zijn besluit tot het nemen van onder a) tot en met c) bedoelde maatregelen en de motivering daarvan openbaar.

ARTIKEL 7

Vertrouwelijkheid

1. De leden en voormalige leden mogen op geen enkel ogenblik niet-openbare, een procedure betreffende of tijdens de procedure verkregen informatie openbaar maken of gebruiken, behalve ten behoeve van de procedure, en mogen deze informatie in geen geval openbaar maken of gebruiken om persoonlijk voordeel te behalen, anderen voordeel te verschaffen of de belangen van anderen ongunstig te beïnvloeden.

2. De leden mogen beslissingen of uitspraken dan wel delen daarvan niet openbaar maken voordat zij overeenkomstig de transparantie bepalingen van artikel 3.46 (Transparantie van procedure) worden bekendgemaakt.
3. De leden en voormalige leden mogen op geen enkel tijdstip informatie over de beraadslagingen van het Gerecht of de Beroepsinstantie of over het standpunt van een lid, wat dat ook moge zijn, openbaar maken.

ARTIKEL 8

Kosten

De leden houden de aan de procedure bestede tijd en de hiervoor gedane uitgaven bij en leggen hiervan een eindafrekening over.

ARTIKEL 9

Bemiddelaars

De in deze gedragscode beschreven voorschriften voor leden of voormalige leden zijn *mutatis mutandis* van toepassing op bemiddelaars.

ARTIKEL 10

Raadgevend Panel

1. De president van het Gerecht en de president van de Beroepsinstantie worden bijgestaan door een Raadgevend Panel ter waarborging van de juiste toepassing van deze gedragscode en artikel 3.40 (Gedragscode) en met het oog op de uitvoering van enige andere taak, indien daarin is voorzien.
 2. Het Raadgevend Panel bestaat uit de respectieve vicepresidenten en de twee oudste leden van het Gerecht of van de Beroepsinstantie.
-

SAMENLOOP VAN PROCEDURES

1. Onverminderd artikel 3.34 (Andere vorderingen), lid 1, mag een investeerder van de EU-partij bij het Gerecht niet overeenkomstig hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst), een vordering instellen volgens welke Vietnam inbreuk heeft gemaakt op een in artikel 2.1 (Toepassingsgebied) bedoelde bepaling, indien de investeerder een vordering op grond van schending van diezelfde in artikel 2.1 (Toepassingsgebied) bedoelde bepaling heeft ingesteld bij een rechter of een administratief gerecht van Vietnam of in een internationale arbitrage¹.

¹ Dat een investeerder met betrekking tot een van zijn investeringen bij een rechter of een administratief gerecht van Vietnam of in een internationale arbitrage een vordering heeft ingesteld volgens welke Vietnam inbreuk heeft gemaakt op een bepaling van hoofdstuk 2, belet hem niet om overeenkomstig hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst) bij het Gerecht een vordering op grond van schending van diezelfde bepaling in te stellen met betrekking tot zijn andere investeringen wanneer die andere investeringen zouden worden getroffen door dezelfde maatregel.

2. Onverminderd artikel 3.34 (Andere vorderingen), leden 2 en 3, mag een investeerder van de EU-partij, indien Vietnam verweerder is, bij het Gerecht niet overeenkomstig hoofdstuk 3 (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen), een vordering instelling volgens welke een maatregel niet in overeenstemming is met de bepalingen van hoofdstuk 2 indien enige persoon die al dan niet rechtstreeks zeggenschap uitoefent over of die al dan niet rechtstreeks onder zeggenschap staat van die investeerder (hierna "gelieerde persoon" genoemd) bij het Gerecht of enige andere nationale of internationale rechterlijke instantie een vordering heeft ingesteld op grond van schending van dezelfde bepalingen, met betrekking tot dezelfde investering en:
 - a) de vordering van die gelieerde persoon heeft geleid tot een uitspraak, vonnis, beslissing of andere regeling; of
 - b) de vordering van die gelieerde persoon aanhangig is en die persoon die aanhangige vordering niet heeft ingetrokken.
3. Voor vorderingen die niet binnen het toepassingsgebied van punt 1 of 2 van deze bijlage vallen, geldt artikel 3.34 (Andere vorderingen).

PROCEDUREREGELS VAN DE BEROEPSINSTANTIE

1. De overeenkomstig artikel 3.39 (Beroepsinstantie), lid 10, vastgestelde procedureregels voor de Beroepsinstantie omvatten en behandelen onder meer:
 - a) praktische regelingen met betrekking tot de beraadslagingen van de formaties van de Beroepsinstantie en de communicatie tussen de leden van de Beroepsinstantie;
 - b) regelingen inzake de betekening van documenten en bewijsstukken, waaronder voorschriften voor de correctie van materiële fouten in die documenten;
 - c) procedurele aspecten betreffende de tijdelijke schorsing van de procedure in geval van overlijden, ontslag, onbeschikbaarheid of verwijdering van een lid van de Beroepsinstantie of een formatie van de Beroepsinstantie;
 - d) regelingen voor de correctie van materiële fouten in beslissingen van de formaties van de Beroepsinstantie;
 - e) regelingen voor de voeging van twee of meer beroepsprocedures met betrekking tot dezelfde voorlopige uitspraak; en

- f) regelingen inzake de taal van de beroepsprocedure, die in beginsel wordt gevoerd in dezelfde taal als die van de procedure voor het Gerecht waarin de voorlopige uitspraak is gedaan waartegen hoger beroep is ingesteld.

2. De procedureregels kunnen ook leidende beginselen met betrekking tot de volgende aspecten omvatten, die later kunnen worden aangepakt door middel van procedurele beslissingen van de formaties van de Beroepsinstantie:

- a) indicatieve termijnen en de volgorde van verzoeken aan en terechtzittingen van de formaties van de Beroepsinstantie;
- b) logistieke aspecten in verband met het verloop van de procedure, zoals de plaats waar de beraadslagingen en terechtzittingen van de formaties van de Beroepsinstantie worden gehouden en de wijze waarop de partijen bij het geschil worden vertegenwoordigd; en
- c) voorafgaand overleg over de procedure en mogelijke aan de terechtzitting voorafgaande conferenties tussen een formatie en de partijen bij het geschil.
